





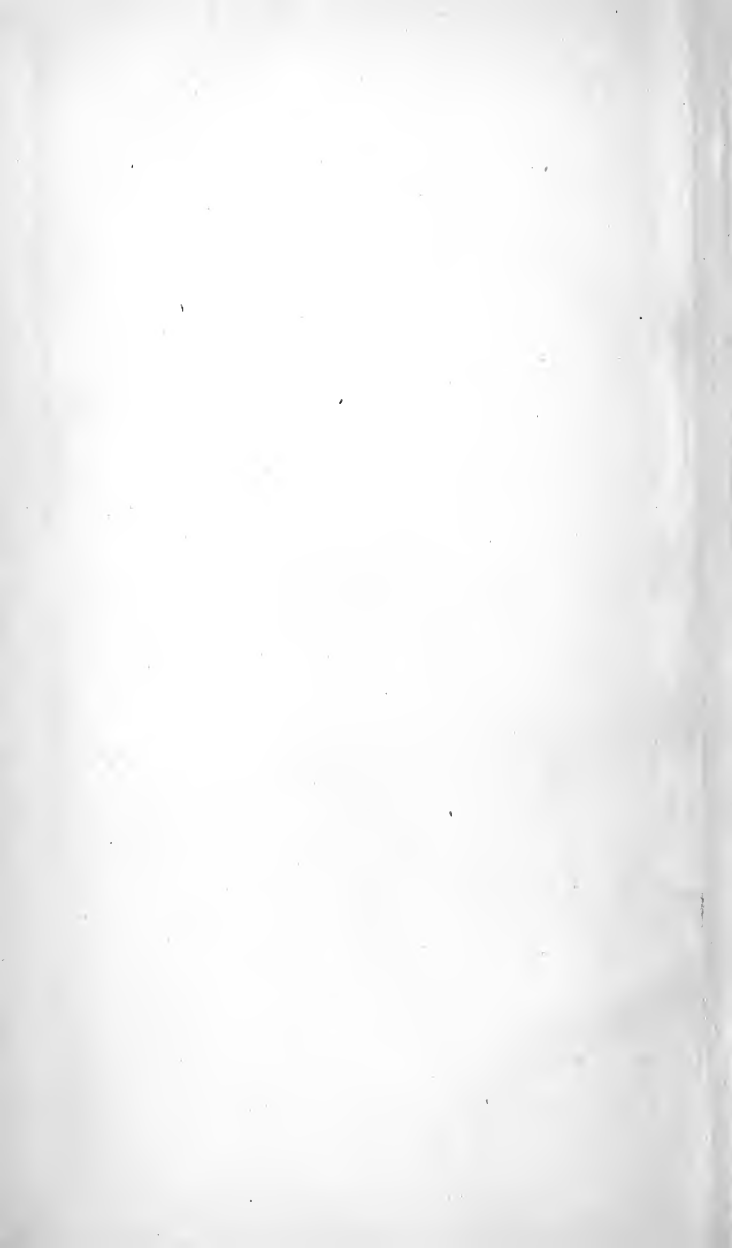
Class D 511

Book G 35

Copyright N^o

COPYRIGHT DEPOSIT

De Bont



AUGUSTE GÉRARD

AMBASSADEUR DE FRANCE

LA

TRIPLE ENTENTE

ET

LA GUERRE

« Illi robur et æs triplex

» Circa pectus erat... »

(HORACE, *Odes.*, I, 3.)



PARIS

CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS

3 RUE AUBER, 3

*Majoration temporaire de 30 %
sur le prix de 3 fr. 50 c.*

501

1277

LA TRIPLE ENTENTE

ET

LA GUERRE

Droits de traduction et de reproduction réservés
pour tous les pays

Copyright, 1918, by CALMANN-LÉVY

AUGUSTE GÉRARD

AMBASSADEUR DE FRANCE

LA
TRIPLE ENTENTE
ET
LA GUERRE

« Illi robur et æs triplex
Circa pectus erat..... » (HORACE, *Odes.*, 1, 3.)



PARIS
CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS
3, RUE AUBER, 3

511
GT 35



ACK © Cl.A for. 15217

APR 12 1918

fr. 4.55

INTRODUCTION

L'unité, le lien des pages ici recueillies n'est autre que la communauté de principes et d'aspirations, l'identité de but des divers États et peuples de l'Entente, coalisés dans une même ligue, rangés dans le même combat contre les Puissances germaniques et leurs plans de domination universelle.

Si la part est faite égale dans cet ouvrage entre l'Asie et l'Europe, c'est qu'à l'origine plusieurs des accords d'où est sortie l'Entente ont été conclus en Asie, c'est que, dès le début de la guerre de 1914, par l'entrée en ligne du Japon, la plus grande Puissance militaire de l'Extrême-Orient a été notre alliée, c'est enfin qu'aujourd'hui, par la généreuse et prévoyante

décision du Président Wilson, par la façon dont son appel aux Neutres a été entendu en Asie comme dans l'Amérique du Centre et du Sud, par la victorieuse union des Puissances asiatiques et des États-Unis avec l'Europe, le bassin de l'Océan Pacifique est la première et heureuse région du globe d'où déjà l'élément allemand ait été éliminé et extirpé.

Parce qu'un destin équitable a voulu que, dans la première décade du xx^e siècle, la réconciliation, l'entente cordiale se fissent, et précisément sur le terrain colonial, d'abord entre la Grande-Bretagne et la France, puis entre la Grande-Bretagne et la Russie, il s'est trouvé que la Puissance d'Asie qui était l'alliée de la Grande-Bretagne depuis 1902, et qui fut l'adversaire de la Russie dans le conflit de 1904-1905, le Japon, a été l'un des agents et instruments le plus efficaces de cette œuvre d'entente, et que c'est lui qui, par ses accords des 10 juin et 30 juillet 1907 avec la France et la Russie, a préparé l'accord anglo-russe du 31 août 1907 et rendu possible la Triple-Entente dont la France, l'Angleterre et la Russie avaient, depuis les premières années du siècle, conçu la pensée, formé le désir, compris l'impérieuse nécessité. C'est sur l'enclume d'Asie, par un intelligent et fécond amalgame entre

l'alliance franco-russe et l'alliance anglo-japonaise, qu'a été forgé le dernier anneau de la Triple-Entente. C'est au moment précis où la France, rapprochée depuis trois ans de l'Angleterre par l'entente cordiale du 8 avril 1904, venait, par la convention franco-japonaise du 10 juin 1907, de frayer la voie aux accords ultérieurs, que la Russie, réconciliée avec le Japon par l'arrangement du 30 juillet 1907, concluait avec l'Angleterre, le 31 août suivant, l'accord si longtemps attendu et souhaité. La Triple-Entente était désormais scellée, et la Russie, après avoir réglé ses litiges d'ordre asiatique avec le Japon et l'Angleterre, reprenait dans la politique de l'Europe la place, le rang qui lui appartiennent.

Le xix^e siècle, depuis les traités de Vienne (1815), avait été, dans la politique de l'Europe, l'ère de la prépondérance germanique. Malgré le grand rôle qu'à certains égards joua ou continua à jouer durant cette période la Puissance anglaise, ce furent les Puissances germaniques, d'abord l'Autriche jusqu'en 1866, puis de 1866 à 1914 la Prusse, devenue l'Allemagne, qui, sur le continent européen, revendiquèrent ou exercèrent la maîtrise. Dans le duel engagé sous une nouvelle forme, non plus comme jadis

entre la maison de France et la maison d'Autriche, mais entre la Révolution Française et la coalition des anciennes monarchies féodales, c'est la coalition qui, en 1815, l'avait emporté. Pendant le demi-siècle qui suivit le Congrès de Vienne et la lutte qui, peu à peu, mit aux prises les deux principales Puissances germaniques, le premier effet de la victoire finale de la Prusse fut de substituer à l'ancienne Allemagne fédérative une Allemagne unitaire dont l'Autriche-Hongrie consentit ou se résigna, en 1879, à se faire l'alliée. Cette alliance elle-même, confinée jusqu'en 1888-1890, c'est-à-dire jusqu'à la mort de l'empereur Guillaume I^{er} et la démission du prince de Bismarck, dans les limites du continent central de l'Europe, devint, avec l'avènement de Guillaume II, l'instrument d'une politique aux prétentions universelles et mondiales dont l'objectif et le but était, non plus seulement la domination du centre de l'Europe, ou de l'Europe, mais de l'Orient, et, de proche en proche, par l'expansion maritime, économique et coloniale, de tous les marchés, de toutes les régions qu'elle pouvait viser et atteindre.

Mais l'Europe, dans l'intervalle, d'abord par l'alliance franco-russe, puis par l'entente franco-anglaise, puis par la Triple-Entente, s'était

reconstituée. Elle avait repris conscience de ses intérêts et de ses droits, comme de ses devoirs. Elle avait senti le danger qui la menaçait. Lorsque l'Allemagne en 1905, par sa politique marocaine, en 1909 par sa politique balkanique et orientale, commença à découvrir ses desseins, la Triple-Entente, malgré l'esprit profondément pacifique dont elle était animée et inspirée, ne pouvait laisser se consommer l'exécution du plan dont, avec elle, l'Europe et le monde devaient être les victimes. La crise qu'en 1905 et en 1909 la Triple-Entente avait, par ses sacrifices, réussi à conjurer, éclata, en 1914, par la résolution préméditée de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne de saisir l'occasion qui paraissait la plus propice. Le plan élaboré était si manifestement agressif, si délibérément conçu contre l'indépendance de l'Europe et du monde que, dès la première heure, au mois d'août 1914, l'Italie alliée depuis 1882 aux Puissances germaniques refusait de les suivre, que, deux ans plus tard, lorsque déjà l'Italie avait dû, en 1915, déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie, la Roumanie, également rattachée, depuis 1883, à la Triple-Alliance, s'était vue amenée, elle aussi, à rompre avec l'Empire austro-magyar, et que, l'une après l'autre, les Puissances qui

avaient le plus longuement, le plus patiemment, dans l'espoir et le désir de la paix, gardé la neutralité, se déclaraient contre les deux Empires de proie et leurs complices.

Le Président des États-Unis qui, dans la haute et scrupuleuse conscience de ses devoirs de neutre, s'était efforcé de sauvegarder le respect des lois de la guerre et des principes les plus élémentaires du droit des gens, qui avait obligé l'Allemagne à s'abstenir, pour un temps du moins, de quelques-unes des plus abominables pratiques de la guerre sous-marine, comprit, le jour où l'Empire allemand dénonça cette trêve et déploya cyniquement, sur toute l'étendue des mers, sa criminelle bannière de pirate et d'assassin, que décidément la lutte n'était plus seulement entre deux groupes de belligérants, mais, comme les Alliés n'avaient cessé de le soutenir, entre la force et le droit, entre la tyrannie et la liberté, entre le mal et le bien. — De ce jour, en se rangeant à nos côtés, en s'armant puissamment pour le combat, les États-Unis donnaient tout son sens, toute sa lumineuse clarté à la guerre de 1914 : ils lui assignaient, avec le dénouement inéluctable que leur intervention nous assure, sa place, son rang d'honneur dans les annales et les destinées de l'humanité,

ils enrôlaient enfin à leur suite, outre les Républiques de l'Amérique centrale et méridionale, les États asiatiques, la Chine et le Siam qui, avec eux et le Japon, ferment désormais le bassin du Pacifique et l'Asie orientale à toute entreprise, à toute menace de l'ennemi.

La part qu'a eue le Japon dans les accords qui ont précédé la Triple-Entente et dans les alliances de 1914 nous faisait une loi de définir avec quelque précision, en même temps que le rôle de cette grande Puissance d'Asie, son caractère national et historique, et l'idéal dont s'inspire sa mission de rapprochement, d'harmonie entre l'Orient et l'Occident. Tel est le motif pour lequel ont été insérées ici les études consacrées, l'une à la mission civilisatrice du Japon, les autres à l'évolution de l'Asie orientale et à l'Extrême-Orient pendant la guerre. Dans ces études est marqué le progrès qui a fait du Japon, par étapes successives, l'allié de la Grande-Bretagne, puis de la Triple-Entente, enfin de tous les États et peuples associés à la lutte contre les Puissances germaniques.

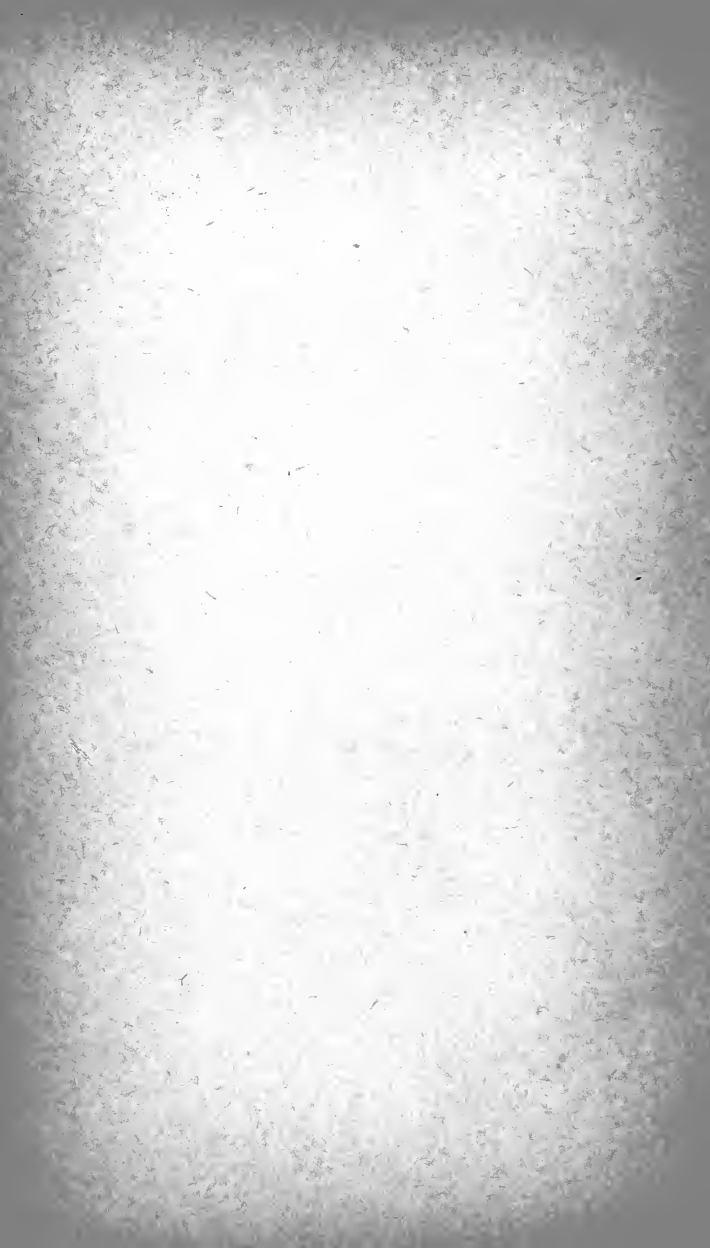
Le Japon est, sans doute, de tous les peuples d'Asie, le premier qui ait, depuis sa révolution de Meiji, conçu avec l'ampleur et la conscience qu'il y a mises ce dessein d'union entre l'Orient

et l'Occident, le premier aussi qui ait dans une si large mesure mêlé et marié en lui les deux civilisations, leur double idéal. Les circonstances aujourd'hui le servent à merveille, depuis surtout que la République des États-Unis entrant dans le conflit, est devenue, comme l'Europe, son alliée. — Quant aux États-Unis, que leurs principes et leurs traditions avaient jusqu'ici systématiquement écartés et exclus des affaires de l'Europe, ils ont désormais, par le message à jamais mémorable du Président Wilson, fait de la doctrine *Monroë* la devise même de l'union entre tous les peuples pour la conquête de ces deux biens inséparables : la liberté des hommes et l'indépendance des nations. Les deux grandes Puissances riveraines du Pacifique, le Japon qui, jusqu'au milieu du dernier siècle, s'enfermait, se cloîtrait délibérément dans ses îles, les États-Unis qui, hier encore, maintenaient une cloison politique étanche entre eux et l'Europe, sont à présent tous deux au premier rang de la ligue quasi universelle armée et croisée pour le salut et l'avenir du monde contre la tyrannie et la barbarie germaniques. Par eux, l'Entente primitive s'est élargie et étendue jusqu'au vaste Océan où se rencontrent et se fondent l'Occident et l'Orient. Il n'y a pas dans l'his-

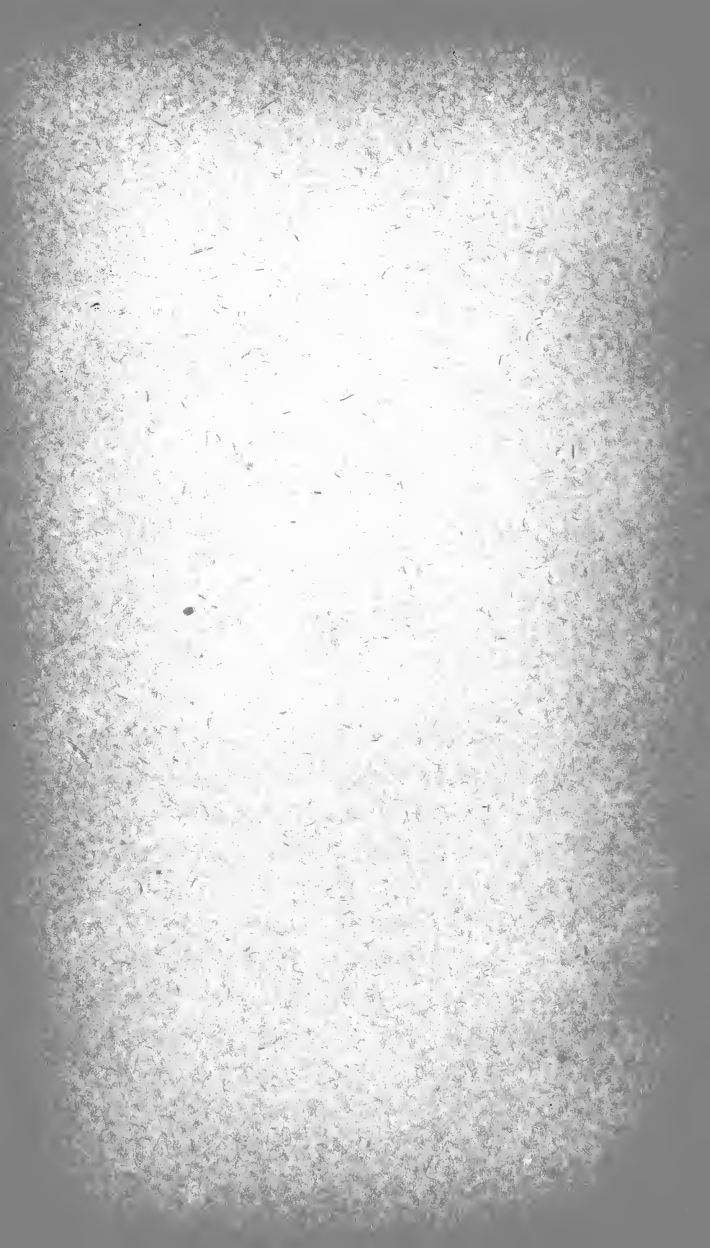
toire de l'humanité d'événement plus considérable, et dont l'influence doit se faire plus durablement sentir sur le développement et les destinées de cette portion de l'univers.

A. GÉRARD.

Paris, le 15 novembre 1917.



PREMIÈRE Devised PARTIE



LA TRIPLE-ENTENTE ET LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER

L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE
ET LE RÉVEIL DE L'EUROPE.

(1871-1914).

L'Allemagne, au début de la guerre déchaînée par elle le 1^{er} août 1914, n'avait que très faiblement, et pour la forme, essayé de représenter cette guerre comme due à la provocation de la Triple-Entente, surtout de la Russie et de la Grande-Bretagne. La thèse n'était pas soutenable, et l'Allemagne, ses premiers et éphémères succès y aidant, n'insista pas. Ce n'est que depuis lors, avec les désenchantements qui suivirent, et pour se concilier la faveur des neutres, qu'elle imagina d'attribuer à ses ennemis l'initiative d'une guerre dont la

responsabilité lui appartient tout entière. Elle ne réussira pas, malgré ses efforts, à donner le change. Il suffit, en effet, de remarquer que si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie n'eussent pas elles-mêmes pris l'offensive, l'Italie, liée par les obligations de la Triple-Alliance, n'aurait pu, dès le premier jour, faire déclaration de neutralité.

Ce qui est vrai, c'est qu'après une longue, pesante et stérile hégémonie de près d'un demi-siècle, l'Europe, lasse et inquiète, s'était réveillée, et que, sans avoir, comme l'Allemagne, préparé, prémédité et désiré la guerre, elle était résolue à secouer le joug et à s'affranchir.

Comment s'est fait cet éveil, comment la France d'abord et la Russie, qui avaient eu le plus à souffrir des prétentions de l'Allemagne, puis la Grande-Bretagne, qui se sentait peu à peu défiée et menacée, comment, de proche en proche, l'Europe eurent conscience du péril auquel elles avaient à faire face, c'est ce que les publicistes et les historiens attentifs de notre génération, c'est ce que la « Chronique politique » de la *Revue des Deux Mondes* ont, au jour le jour, et soigneusement, relaté.

Notre objet serait de résumer ici, en nous aidant des documents publics et d'ouvrages récents, une histoire dont les faits et les ensei-

gnements ont singulièrement contribué à donner à la présente guerre, pour les Alliés combattant sous les sept drapeaux, le caractère de clarté, de confiance, de certitude, qui est le premier augure et le gage de la victoire. Les Alliés savent pour quelle cause ils combattent et pourquoi ils doivent vaincre. Ce n'est pas dans un brusque sursaut, c'est après de longues épreuves, et dans l'aperception de plus en plus évidente de son devoir, que l'Europe a répondu, en même temps qu'à la provocation de l'Allemagne, à l'appel de son propre destin.

I

Après la guerre de 1870-71 et le traité de Francfort, — par la défaite de la France et la création de l'Empire allemand, — il n'y avait plus, à proprement parler, d'Europe. Une hégémonie était née, qui, peu à peu, selon la loi fatale de toute hégémonie, devait se transformer en instrument de tyrannie et de servitude.

L'habileté, l'art du prince de Bismarck, chancelier du nouvel Empire, furent de con-

tenir en de certaines limites la croissance trop rapide d'une Puissance dont les prétentions trop tôt révélées eussent donné de l'ombrage, et de retarder l'heure, l'heure qu'il ne cessa de redouter, où, contre une Puissance trop forte et menaçante, se préparerait, se nouerait une inévitable coalition. — Le prince fut aidé, dans sa modération relative et sa sagesse, d'abord par les dispositions semblables de son souverain et maître, l'empereur Guillaume I^{er}, qui, satisfait des gains réalisés, parfois même étonné et inquiet d'une si rapide fortune, s'était vite comme retiré et réfugié dans un dessein général de conservation et de paix. Le prince y fut encouragé, en outre, par la nécessité de réparer, sinon les plaies, du moins les lacunes et imperfections intérieures et de mettre la nouvelle Allemagne en état de soutenir son rang et train d'Empire. — Ajoutez que l'Allemagne, et la Prusse tout particulièrement, étaient encore pauvres, que l'unité faite par la guerre et la victoire était loin d'être achevée, que bien des problèmes restaient à résoudre. — Considérez enfin que le prince chancelier, né en 1815, était surtout un homme de 1848, que l'expérience qui l'avait le plus instruit était celle de cette grande année révolutionnaire, et qu'il avait compris que l'unité allemande, vai-

nement cherchée et poursuivie par les idéologues du Parlement de Francfort, ne serait conquise et maintenue en quelque sorte que du dehors, par une diplomatie heureuse secondant et complétant les exécutions militaires nécessaires.

Le règne de Guillaume I^{er}, de 1871 à 1888, et la politique du chancelier jusqu'au mois de mars 1890 peuvent, en quelque mesure, être caractérisés comme un règne et une politique de conservation et de paix. L'Empereur et son ministre, attentifs avant tout au maintien de la paix et de l'unité allemandes, s'appliquèrent, dans les premières années qui suivirent la victoire de l'Empire, à ménager et à se concilier les deux Puissances dont l'attitude importait le plus : la Russie, avec laquelle Guillaume I^{er} a, par affection de famille, par tradition dynastique, par gratitude, cultivé soigneusement ses relations ; l'Autriche qui, vaincue en 1866 et éliminée de l'Allemagne, devait être avec d'autant plus de soin apaisée et ramenée. Dès le mois d'août 1871, l'empereur Guillaume I^{er} rend visite à Ischl à l'empereur François-Joseph. Ce dernier rend la visite à Berlin, au mois de septembre 1872, avec son premier ministre, le comte J. Andrassy, qui a, depuis quelques mois, succédé au comte Beust. L'em-

pereur de Russie, Alexandre II, assiste avec le prince Gortchakof à cette entrevue, au cours de laquelle des notes sont échangées entre les trois souverains pour le maintien du *statu quo* territorial, pour la solution des questions d'Orient, pour la répression de l'esprit révolutionnaire et anarchique. L'année suivante, au printemps de 1873, Guillaume I^{er} se rend, avec le prince de Bismarck, d'abord à Saint-Petersbourg, puis à Vienne. C'est, sinon la reconstitution de la Sainte-Alliance d'autrefois, du moins une sorte d'alliance des Trois Empereurs, et c'est cette combinaison qui, jusqu'à la crise orientale de 1876-1878, sert à consolider le nouvel Empire, à le préserver, soit contre le péril d'une coalition, soit contre toute tentative dont l'effet serait le rétablissement, en Europe, de l'ancienne et traditionnelle politique de l'équilibre, du contrepoids. Par surcroît de précaution, et dès cette année 1873, le prince chancelier cherche à attirer dans l'orbite de la politique allemande l'Italie, devant laquelle il agite le spectre d'une France cléricale et de la restauration du pouvoir temporel du Saint-Siège. Et, dans l'automne de 1873, le roi Victor-Emmanuel II fait sa double visite aux cours de Vienne et de Berlin.

La France, pendant ce temps, se reconsti-

tuait, pansait ses blessures, réorganisait son administration, ses finances, son armée, mais surtout (et ce fut l'œuvre du gouvernement de M. Thiers) libérait son territoire. — Son relèvement paraissait sans doute trop rapide, et la révélation nouvelle de sa vitalité, de sa richesse, de ses inépuisables ressources, de sa force renaissante, excitait à la fois trop de convoitise et d'ombrage. Car à peine le sol français était-il redevenu libre, à peine aussi, un peu plus tard, au début de 1875, la loi organique du nouveau régime (constitution républicaine de 1875) et les principales lois militaires, administratives et financières eurent-elles été votées par l'Assemblée nationale, que l'Allemagne fronçait le sourcil et faisait mine de nous chercher querelle. — Je n'ai pas besoin de rappeler comment alors la Russie et l'Angleterre s'émurent, comment l'alerte fut conjurée et comment la menace s'évanouit. C'est en ce printemps de 1875 que réapparurent, dans le nuage aussitôt dissipé, les premiers linéaments d'une Europe qui déjà, par un prophétique augure, prenait les traits, esquissait le visage de la future Triple-Entente. Mais ce n'était là qu'une courte vision, et l'ombre de l'Allemagne devait se projeter longtemps encore sur cette Europe un instant pressentie et évoquée.

La crise orientale de 1876-1878 et le Congrès de Berlin qui en fut le dénouement, s'ils ont consacré peut-être cette première période du régime bismarckien, s'ils en ont été l'apogée, ont vu cependant se préparer le schisme, ou du moins les premiers froissements, entre l'Allemagne et la Russie. Le prince de Bismarck, en se représentant au Congrès de Berlin comme « l'honnête courtier » entre les politiques et les ambitions rivales de l'Orient, entre la Russie, l'Autriche-Hongrie et l'Angleterre, ne put cependant s'empêcher de faire pencher la balance en faveur de l'Autriche-Hongrie, et, par conséquent alors, de la Grande-Bretagne. — Il apparaît en outre aujourd'hui (et c'est ce que M. G. Hanotaux a nettement marqué dans son *Histoire de la France contemporaine*), que, tout en affectant de ne pas se soucier de l'Orient et de s'en désintéresser, le prince de Bismarck cependant, comme malgré lui, et par un obscur instinct, a ouvert les portes de l'Orient à l'Allemagne autant et plus qu'à l'Autriche-Hongrie, et que déjà il a placé son pays sur la route qui devait mener Guillaume II à Constantinople. — Il est vrai qu'en même temps, et prévoyant la brèche que ferait dans sa politique le mécontentement, puis le détachement de la Russie, le prince de

Bismarck s'efforça aussitôt d'y pourvoir en rattachant plus étroitement à l'Allemagne d'abord l'Autriche-Hongrie, puis l'Italie, et en mettant autant que possible dans son jeu la Grande-Bretagne, que hantait encore la vision du péril russe, la menace des héritiers de Pierre le Grand sur Constantinople et l'Asie.

C'est du Congrès de Berlin qu'est née la Double-Alliance conclue dès l'année suivante (15 octobre 1879) entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et devenue, trois ans après, la Triple-Alliance par l'accession de l'Italie (20 mai 1882). — Là est la maîtresse pièce, le chef-d'œuvre de la politique bismarckienne qui a su faire de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie, c'est-à-dire du vaincu et du bénéficiaire de Sadowa, les deux boulevards de l'Empire d'où François-Joseph avait été exclu en 1866. — L'habileté du prince de Bismarck se montra plus consommée encore en réussissant à faire accepter de la Russie un traité de contre-garantie qui la leurra et la contint pendant près de dix ans, et en intéressant la Grande-Bretagne au succès d'une politique qui maintenait en Europe le *statu quo* de 1870 et de 1878. — Ainsi s'asseyait, se consolidait l'hégémonie du nouvel Empire.

Quelques hommes d'État français, celui sur-

tout qui exerçait alors la plus grande influence, avaient d'abord hésité à accepter l'invitation faite à la France^{me} de participer au Congrès de Berlin. La France s'y montra désintéressée, digne d'elle-même, de ses traditions comme de son avenir. Elle^{me} maintint les droits et le rôle qui lui appartenaient en Orient, seconda les revendications des nationalités grecque, bulgare, monténégrine et serbe, réclama l'application en Roumanie de la tolérance religieuse, et, si elle entrevit les difficultés et les crises qui devaient^{me} sortir du traité signé par les Puissances, ne pouvait, certes, en assumer la responsabilité. — Elle était toute vouée alors à son œuvre de reconstitution intérieure. Elle inaugurerait cette exposition de 1878, qui attestait les résultats de son magnifique effort, et reprenait tout naturellement dans le monde sa place de grande Puissance civilisatrice et libérale. Son génie demeurerait fécond et ne le cédait à aucun autre dans tout le domaine des sciences, des lettres et des arts comme du développement économique, industriel et commercial. Elle édifiait, à l'heure propice, et avant que la compétition de nouveaux concurrents ne fit encore obstacle, un Empire colonial dont la création a été pour elle une jouvence d'énergie et de vigueur. Elle préparait enfin, par sa

fidélité à ses espérances, par sa foi en elle-même, comme aussi par ses admirations, ses sympathies, par la contagion de son esprit de liberté et de lumière, l'ère nouvelle qui ne pouvait manquer de luire. Elle en a eu, dès cette date relativement lointaine, le pressentiment. Elle avait en elle l'instinct, l'aspiration d'une Europe qui devait, qui allait naître. Comme M. Ch. de Freycinet l'a marqué, en reproduisant, au second volume de ses *Souvenirs* (1), ses entretiens avec Gambetta sur la politique extérieure de la France, « l'objectif de cette politique, dès les années 1878-1880, était de resserrer nos liens avec l'Angleterre, de nous rapprocher de la Russie, et, par la suite, amener une entente entre les trois Puissances ». Nouvel et heureux retour de la vision déjà apparue en 1875, nouvel écho de cette voix qui, après avoir été dès l'origine celle de la France, deviendrait celle de la Triple-Entente et de l'Europe !

II

Plus de dix années devaient encore s'écouler avant que se scellât le premier chaînon de

(1) *Souvenirs* de M. CH. DE FREYCINET, t. II, p. 108.

l'entente, l'alliance entre la France et la Russie.

Bien que cette alliance fût depuis de longues années conclue dans le cœur des deux peuples, bien qu'elle fût comme écrite sur le sol même de l'Europe, et que, depuis 1878, une claire nécessité de défense commune et de préservation mutuelle l'imposât, — certains incidents fâcheux, des circonstances contraires, telles que les relations traditionnelles entre les deux cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin, les habitudes commerciales établies entre les deux pays, les origines et les tendances germaniques d'une partie de la bureaucratie russe, les différences évidemment très grandes dans le régime politique intérieur de la Russie et de la France, le spectre souvent évoqué du péril révolutionnaire et de l'anarchie, retardèrent l'échéance qui pourtant était fatale et prévue. L'Allemagne, il faut le dire, déploya tous ses efforts, eut recours à tous les moyens, ne recula devant aucun sacrifice pour conjurer l'éventualité redoutée. L'empereur Guillaume I^{er} et son petit-fils, après lui, multiplièrent les visites et rencontres de famille. Outre les ambassadeurs, des plénipotentiaires militaires attachés à la personne des deux souverains respectifs, des agents de tout ordre avaient pour mission d'entretenir une sorte de permanence entre

les deux cours. Le prince de Bismarck, après le Congrès de 1878 et la conclusion de l'alliance austro-allemande, imagina, pour rassurer le Tsar, ce système de la contre-assurance que, cependant, malgré toutes les ressources de son génie d'intrigue, il ne put, à la longue, soutenir devant la précise et imperturbable loyauté d'Alexandre III. Le chancelier de Caprivi, après la retraite de Bismarck, tenta, par la conclusion d'un nouveau traité de commerce et par l'adoucissement du régime prussien en Pologne, de se concilier les bonnes grâces de la Russie et de prévenir *in extremis* l'entente définitive avec la France.

La France, elle, était toute prête. Elle avait conscience d'offrir, pour le jour où les destins s'accompliraient, une armée et une marine égales à leur tâche, une administration solidement organisée, des finances rétablies, un crédit puissant, une diplomatie droite, libre de tous liens et ne poursuivant au plein jour que de nobles desseins ; enfin, et malgré les divisions de la politique intérieure, une opinion publique unanimement acquise à l'alliance avec un peuple vers lequel allaient ses sympathies, ses affinités, la vocation d'un sûr et irrésistible instinct. Tous les symptômes de notre vie nationale, les préoccupations de notre pensée, la

claire vision de l'avenir, le grand succès fait à de beaux livres venus à l'heure opportune, l'ouvrage d'A. Leroy-Beaulieu sur *L'Empire des Tsars, le Roman Russe* du vicomte E.-M. de Vogüé, la popularité accueillant tout ce qui nous venait de Russie, tout marquait le penchant auquel nous céditions, l'appel auquel nous brûlions d'obéir.

Lorsque les deux nations se cherchaient, lorsque déjà leurs mains commençaient à se rapprocher et que, dans des questions qui tenaient étroitement à cœur à la Russie, telles que la question bulgare (en 1885-1886), les deux gouvernements sentaient l'union spontanément se faire, — ce fut la force et la vertu de l'empereur Alexandre III de prendre, d'accord avec le Président de la République française et ses ministres, la décision que commandaient les intérêts vitaux de la France et de la Russie, l'équilibre et l'indépendance de l'Europe, la paix du monde.

M. Ch. de Freycinet a résumé, avec autant de simplicité que de noblesse, au second volume déjà cité de ses *Souvenirs* (1), les circonstances mémorables dans lesquelles s'esquissa, au printemps de 1890, lors de la visite à Paris

(1) *Souvenirs* de M. CH. DE FREYCINET, t. II, p. 465-471.

du grand-duc Nicolas, le projet d'alliance qui devait devenir un fait accompli le 27 août 1891, au lendemain de la visite rendue en rade de Cronstadt par l'escadre française, qui avait pour chef l'amiral Gervais. Je rappelle ici que cette escadre, avant de rentrer en France, par une attention de courtoisie qui était aussi une divination de l'avenir, s'arrêta à Portsmouth, où l'attendaient les sympathies, la confraternité ancienne et future de la flotte anglaise.

III

Lorsque se conclut l'alliance franco-russe, l'homme d'État qui avait tout fait pour la retarder et la prévenir, le chancelier de l'Empire d'Allemagne, le prince de Bismarck, avait quitté le pouvoir depuis plus d'une année. Le prince s'était retiré le 17 mars 1890, et sa retraite devait être le signal d'une nouvelle ère, ou, selon l'expression allemande, d'un « nouveau cours » (*neue kurs*), non seulement pour l'Allemagne elle-même, mais pour l'Europe et pour la politique qui, un peu après cette date, commença à prendre le nom de « mondiale ».

Le nouvel empereur, Guillaume II, qui, dans les dernières années de Guillaume I^{er} et dans les quelques semaines du règne de l'empereur Frédéric, s'était montré l'admirateur fervent du prince de Bismarck, son disciple enthousiaste, n'avait pu cependant garder longtemps auprès de lui le grand chancelier. Guillaume II, qui déjà n'avait pas caché sa hâte de régner, avait plus de hâte encore de gouverner. Il ne pouvait tolérer davantage la tutelle d'un mentor. Moins de deux ans après son avènement, sur le vain prétexte d'un dissentiment en matière de législation sociale, et parce que le prince-chancelier avait poursuivi avec le chef du Centre catholique des négociations ou entretiens que le souverain n'approuvait pas, l'Empereur, dans un accès de colère et d'emportement, avait congédié le ministre puissant qui, depuis 1862, avait fait la fortune du royaume et fondé l'Empire.

De cette journée du 17 mars 1890 date la politique nouvelle qui devait être celle de Guillaume II et que le recul de l'histoire, mais aussi le témoignage capital d'un des plus brillants collaborateurs, je veux dire le prince de Bülow, permettent d'apprécier dès aujourd'hui. Le livre du prince de Bülow, *La Politique allemande*, publié peu de temps avant la

présente guerre, éclaire en effet d'une lumière directe et immédiate toute la politique, soit étrangère, soit intérieure, de l'Empire, et manifeste avec d'autant plus d'éclat la différence entre la période bismarckienne, de 1862 à 1890, et la période suivante que le prince de Bülow, après avoir été l'un des élèves et lieutenants du grand chancelier, s'est fait, dans sa politique d'abord, puis dans son livre, l'artisan, le consécrateur et l'avocat de la nouvelle ère.

La différence essentielle entre les deux périodes, — celle que marque avec netteté le prince de Bülow, — c'est que la politique de l'Empire, après avoir été jusqu'en 1890 une politique continentale, européenne, vouée à la consécration de la situation acquise, est devenue depuis lors une politique d'expansion à outrance et en tous sens, une politique maritime, coloniale, mondiale, aspirant non seulement à faire à l'Allemagne plus de place au soleil, mais peu à peu à lui conquérir toute la place, à multiplier et à absorber les débouchés, à supplanter toutes les concurrences, à faire de la race allemande, par l'organisation systématique de toutes les forces militaires, navales, économiques, la race élue et maîtresse à qui devait appartenir l'empire du monde.

Cette transformation, le prince de Bülow

l'a bien vue, il l'a vantée, il s'y est associé, et il s'efforce, dans un des passages les plus curieux de son livre, d'abord d'excuser le prince de Bismarck de ne l'avoir lui-même ni conçue ni préparée, puis d'expliquer qu'à la fin de sa vie, en visitant à Hambourg l'un des nouveaux paquebots de la Compagnie de navigation « Hamburg-Amerika », le chancelier avait eu peut-être, comme un autre Moïse, la vision des temps nouveaux, de cette Terre promise où il ne pénétrerait pas.

Il me paraît fort douteux que le grand réaliste qu'a été le prince de Bismarck eût jamais accepté un programme si différent du sien, — et dont l'exécution devait exposer l'Empire aux dangers, aux écueils, finalement à la coalition qu'il avait lui-même tout fait pour éviter. Le prince de Bismarck ne croyait pas que l'avenir de l'Empire fût sur l'eau, ni dans les expéditions lointaines, ni même dans cette orientation plus proche vers l'Est, vers le domaine balkanique et turc qu'il avait ménagé, comme une consolation et une réserve, à l'activité de l'Autriche-Hongrie. Le prince qui s'était tant appliqué, depuis 1871, à écarter l'éventualité d'un rapprochement entre la France et la Russie, qui avait si souvent déclaré qu'il ne voulait pas risquer de voir l'Empire attaqué

simultanément sur ses deux frontières, n'aurait pas, en outre, provoqué, par la politique navale, économique et mondiale, dont les débuts datent du lendemain même de sa retraite, le conflit avec l'Angleterre, destiné à compliquer si gravement les difficultés de l'Allemagne. Je ne sais si le prince de Bismarck aurait réussi, à la longue, à maintenir dans sa puissance et sa maîtrise l'Empire qu'il avait tant contribué à fonder, mais je crois fermement que jusqu'au bout il aurait lutté pour écarter de lui, comme un calice, une politique dont l'infailible effet devait être de liguier contre l'hégémonie allemande toutes les forces de résistance de l'Europe et du monde.

Dès 1891, lorsqu'il est affranchi de toute tutelle et hors de page, l'empereur Guillaume II commence à forger de ses mains l'instrument essentiel de la nouvelle ère : la flotte allemande. C'est là son œuvre propre et personnelle, celle qu'il impose au pays, au parlement, aux princes confédérés, en faisant luire devant eux non seulement la grandeur du but, mais l'immensité du profit. En même temps s'agrandit et s'étend le programme des acquisitions et conquêtes coloniales. Les grandes banques allemandes s'organisent de façon à pourvoir à l'exécution des nouveaux plans, à seconder,

d'une part l'expansion indéfinie du commerce et de l'industrie, de l'autre l'accomplissement, au dehors, de vastes entreprises à la fois politiques et économiques, destinées à créer à l'Empire, sur les points importants du globe, des intérêts internationaux considérables, des prétextes ou moyens de s'étendre, de se ramifier et d'agir.

Les résultats n'apparaissent pas tout d'abord. Le prince de Bülow révèle aujourd'hui le soin jaloux que l'Empire, sinon l'Empereur, a pris de ne pas se découvrir trop tôt et d'éviter, en particulier, toutes difficultés avec l'Angleterre jusqu'à ce que le programme naval fût en voie d'achèvement et jusqu'à ce que la flotte fût prête. De même, dans le développement de l'œuvre coloniale, l'Allemagne a, à plusieurs reprises, cherché à s'assurer, soit en Afrique, soit sur le Pacifique, la bonne volonté ou même le concours de l'Angleterre. Enfin la haute finance allemande a, le plus souvent, et tout en poursuivant ses propres desseins, manœuvré de manière à n'avoir pas contre elle les grands établissements britanniques, dont parfois même la participation lui a été acquise.

Pendant près de vingt-cinq ans l'Allemagne, en se ceignant les reins, en s'armant sur terre, sur mer, dans ses ports, ses comptoirs, ses

chantiers, ses usines, ses maisons de commerce et ses banques pour la conquête du monde, a affiché une politique de paix. L'Empereur lui-même, parmi les thèmes variés et contradictoires dans lesquels se complaisait son éloquence, s'il évoquait souvent les souvenirs de 1813, de Waterloo et de 1870, s'il y avait parfois de la poudre sèche dans ses discours, a, dans mainte circonstance, accordé ses paroles sur la lyre de la paix. Lorsque, à son jubilé de 1913, M. Carnegie vint le féliciter de ce quart de siècle ainsi franchi, c'était encore la paix qui lui servait d'auréole. — Mais le germe déposé dès le principe dans la politique d'hégémonie et qui, dans une certaine mesure contenu jusqu'au printemps de 1890, avait pris depuis lors libre cours, s'était pleinement épanoui. Ce ne sont pas, comme l'Allemagne s'efforce maintenant de le faire croire, les souffles et les orages du dehors qui ont hâté l'éclosion. L'éclosion s'est faite brusquement lorsque l'Allemagne et son alliée ont été prêtes et ont jugé l'heure favorable.

IV

Contre la politique d'hégémonie, au moment où Guillaume II l'inaugure, en 1891, l'alliance

franco-russe est précisément le contrepoids nécessaire, et ce n'est un médiocre mérite, ni pour la France isolée depuis 1870, ni pour la Russie éclairée par l'expérience, que d'avoir, à ce tournant décisif, reconstitué en Europe l'équilibre.

A partir de cette date, en effet, la Triple-Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie) et la Double-Alliance (France, Russie) s'opposent, se confrontent, se mesurent, se limitent. Il y a désormais en Europe, et peu à peu dans le monde tout entier, au moins deux systèmes de forces, deux centres d'action ou de résistance, deux groupes dont chacun a, en outre, sa gravitation, son rayonnement, ses satellites. En dehors des deux groupes demeurent des États considérables ; l'un, la Grande-Bretagne qui, assez longtemps encore, et jusqu'à ce que la tendance d'hégémonie d'un des groupes apparaisse décidément menaçante, continuera à se complaire dans son « splendide isolement » ; l'autre, les États-Unis de l'Amérique du Nord, qui, trop éloigné de la scène des conflits, et soustrait par la principale maxime et devise de sa politique à l'obligation ou à la tentation de prendre parti dans les affaires du vieux monde, s'adonne librement à l'œuvre magnifique de son propre développement. D'autres États en-

core restent neutres, les uns par nature et définition constitutionnelle (alors que ce genre de neutralité paraissait garanti par le respect des conventions et des contrats), les autres, parce qu'ils ne voient pas de nécessité de se prononcer, parce qu'ils se réservent ou qu'ils préfèrent garder leur indépendance. — Entre les éléments des deux groupes se produiront parfois, avec le plus ou moins d'assentiment et d'agrément des alliés respectifs, des *modus vivendi* partiels, des accommodements ou même des arrangements spéciaux. L'Italie, notamment, en aura de tels, soit avec la France, soit avec l'Angleterre et la Russie. L'Autriche-Hongrie se trouvera, à de certains moments, en sympathie avec la France ou même avec la Russie. — Mais, d'une façon générale, sur la plupart des questions, chacune des deux alliances aura son attitude nettement distincte et antinomique. *Mundus traditus disputationibus eorum*. Excepté lorsque l'Allemagne, par une tactique à laquelle elle a eu recours en plusieurs occasions, a cru bon ou habile de se glisser en tiers entre les Alliés, dans l'espoir sans doute, soit de gêner leur action, soit de leur en ravir le bénéfice.

L'une des premières applications de l'alliance franco-russe fut, à la fin de la guerre sino-ja-

ponaise (1894-1895), l'intervention des deux Cabinets de Saint-Pétersbourg et de Paris auprès de la cour de Tokyo et le conseil amical donné au Japon de ne pas maintenir dans la paix de Shimonoseki la clause relative à l'occupation de la presqu'île du Liao-tong et de la forteresse de Port-Arthur. — L'Allemagne, par la tactique à laquelle je viens précisément de faire allusion, se joignit à la France et à la Russie, d'abord sans doute pour ne pas laisser les deux alliés dans leur tête-à-tête qui l'inquiétait, mais aussi avec des arrière-pensées qui ne tardèrent pas à apparaître, dont l'une était de se procurer à elle-même en Chine de gros avantages et un durable établissement, et l'autre d'engager la Russie dans les entreprises d'Extrême-Orient, de la détourner ainsi de l'Orient musulman et, si c'était possible, de l'Europe. — La tentation de l'Extrême-Orient a été l'un des prestiges, l'un des sortilèges dont l'Allemagne a le plus usé et abusé pour affaiblir alors la Russie. Après s'être jointe à la Russie et à la France dans l'intervention qui suivit la paix de Shimonoseki, après s'être installée elle-même deux ans après, sous le prétexte du massacre de deux de ses missionnaires, dans le port de Kiao-tcheou d'où les Japonais viennent de la chasser, après avoir été par son occupa-

tion d'une partie du Chan-tong l'instigatrice de la redoutable insurrection des Boxeurs, c'est elle qui, en poussant la Russie à s'établir à Port-Arthur, préparait le conflit entre la Russie et le Japon, et qui, en même temps, pour mieux assurer à ce conflit l'issue qu'elle désirait, poussait le Japon à s'unir à la Grande-Bretagne. — Les papiers posthumes publiés à Tokyo, en 1913, après la mort du comte Hayashi, le signataire de l'alliance anglo-japonaise de 1902, ne laissent aucun doute sur le rôle joué en cette circonstance par l'Allemagne qui pensait avoir trouvé dans ces complications d'Extrême-Orient l'un des plus sûrs moyens d'énervier l'alliance franco-russe et de la mettre en opposition, en lutte avec l'Angleterre. — La justice immanente a voulu que ce fût précisément l'alliance anglo-japonaise qui, après la guerre russo-japonaise de 1904-1905, et par l'opportune entremise de la France, devint le pivot, non seulement de la réconciliation entre le Japon et la Russie, mais de l'entente définitive entre la Russie et l'Angleterre.

Dans l'Orient musulman, comme en Extrême-Orient, l'alliance franco-russe sut tout de suite, malgré la diversité de certains intérêts, adopter la ligne commune d'une action

qui là, de même qu'ailleurs, devait marquer l'unité des desseins et la concordance des résolutions. — Là encore, l'Allemagne qui, jusqu'à la fin du régime bismarckien, n'avait guère pris souci de la Turquie et des Balkans, commença à intervenir de façon à gêner notre politique, à se créer à elle-même une situation nouvelle, et à s'assurer peu à peu sur le Sultan et la Sublime-Porte une influence qui, soit dans la dernière période du règne d'Abdul-Hamid, soit après la Révolution jeune-turque de 1908-1909, finit par devenir toute-puissante.

L'empereur Guillaume II a une prédilection à la fois mystique et réaliste pour les villes qui sont des capitales tout ensemble religieuses et politiques, et où se mêlent les deux prestiges spirituel et temporel. Constantinople devait, à ce titre, exercer sur son esprit une séduction à laquelle il s'est très vite abandonné. Dès 1889, puis en 1898, il fit, avec l'Impératrice, en Orient et jusque sur les rives du Bosphore, ces voyages dont son imagination resta hantée. Dès cette date, et tout en étendant la sphère des intérêts protestants dans l'empire du Levant, notamment en Palestine, il se donne comme le protecteur de l'Islam. Sa pensée était de reprendre à son profit la politique qui avait été longtemps

celle de l'Angleterre et de la France, et, le jour où il aurait réussi à supplanter à Stamboul les anciens alliés de 1854-1855, de faire entrer la Turquie dans le groupement austro-allemand. « Nous avons, écrit le prince de Bülow dans son livre sur la *Politique allemande*, nous avons apporté le plus grand soin à cultiver les relations avec la Turquie et l'Islam. » « Ces rapports, ajoute-t-il, n'étaient pas de nature sentimentale, mais nous avons à la conservation de la Turquie un intérêt considérable, économique, militaire, politique. » Et, allant plus loin encore, il va jusqu'à dire que ce qui a motivé la dernière loi militaire allemande, c'est la situation créée par la guerre des Balkans, la crainte d'une défaite de la Turquie. De là à l'alliance militaire qui s'est faite dans l'automne de 1914 entre les Empires germaniques et la Turquie, il n'y avait qu'un pas qui a été vite franchi. La politique orientale de l'Autriche-Hongrie et de l'Allemagne, qui devait devenir l'occasion ou le prétexte de la guerre actuelle, aura été en tout cas l'une des causes principales qui ont le plus détourné l'Allemagne et son alliée de la voie suivie pendant vingt ans par le prince de Bismarck et les ont livrées à toutes les tentations du démon de l'hégémonie.

V

Pendant la première période de l'alliance franco-russe, de 1891 à 1905, si la France et la Russie se montrent entièrement unies et solidaires sur tous les points, dans toutes les questions qui se présentent, si sur toute la ligne de l'horizon politique leurs drapeaux flottent l'un à côté de l'autre, l'équilibre dès lors paraît assez nettement établi pour que les deux systèmes, les deux groupes entre lesquels l'Europe se partage soient considérés comme des garanties et des gages de la paix.

C'est l'époque où l'empereur Guillaume II, tout en cultivant assidûment ses relations avec les cours de Vienne et de Rome, recherche aussi la cour de Russie et affecte vis-à-vis de la France elle-même des attentions, des prévenances parfois gênantes. C'est le temps aussi où le chancelier de l'Empire ne craint pas de désigner les deux systèmes d'alliances comme « les piliers de la paix ».

L'Allemagne était encore dans la période de préparation, pendant laquelle, comme le prince de Bülow l'a expliqué, elle avait inté-

rêt à ne pas se découvrir. Peut-être aussi croyait-elle conserver et maintenir avec la Russie des liens qui paralyseraient l'union de la Russie avec la France. Elle espérait, d'autre part, que l'état intérieur, les divisions politiques de la France ne permettraient pas à l'alliée de la Russie une grande activité au dehors. Elle pensait enfin que les dispositions peu sympathiques alors de la Grande-Bretagne à l'égard de la Russie et de la France contribueraient à contenir l'alliance franco-russe dans les limites d'une défense du *statu quo* dont elle n'avait pas à s'inquiéter.

C'est pourquoi l'empereur Guillaume II apparaît alors comme le souverain pacifique, très attentif sans doute et plein d'égards pour ses alliés, mais fort empressé de même envers l'empereur de Russie, très déférent et affectueux envers la reine Victoria, sa grand'mère, courtois aussi, avec une pointe de coquetterie, envers la France. C'est durant cette période qu'il invite les gouvernements russe et français à se faire représenter aux fêtes d'inauguration du canal de Kiel, qu'il tient à ce que l'Allemagne participe aussi largement que possible à l'Exposition Internationale de Paris en 1900, qu'il saisit ou recherche toute occasion de témoigner à la France et aux

Français le désir qu'il a de leur plaire, de les flatter.

Il est vrai qu'à ces mêmes dates, ainsi que l'étrange *interview* publiée en 1908 par le *Daily Telegraph* a permis de le découvrir, ce souverain jouant ainsi les Célimène ne tenait pas derrière les gens, peuples ou chefs d'Etat, le même langage tenu par-devant eux et qu'en somme par les confidences, révélations, promesses faites aux uns et aux autres, il ne se faisait pas, comme Célimène, scrupule de tromper et de décevoir tout le monde. La période en apparence la plus pacifique, la plus aimable, la plus prodigue en manifestations courtoises et gracieuses, de l'Empire d'Allemagne, aura été ainsi l'une de celles où l'Empereur se sera le plus fiévreusement dépensé en machinations et intrigues de toute sorte. C'est aussi celle où, par ce jeu qui ne devait pas tarder à être divulgué, il aura le plus sûrement préparé l'heure du revirement, l'heure où, le masque tombant, la vraie personne est apparue.

L'Allemagne avait, pendant ces quinze années, et sous ces dehors, continué à forger à tour de bras son armée de terre et sa flotte. Elle avait poussé ses deux alliés à accroître de même leurs armées et leurs escadres. Elle

avait donné à sa marine marchande, à son commerce, à son industrie, à ses banques une puissante et redoutable expansion. Elle avait établi dans le monde entier ce vaste réseau d'espionnage universel qui la rendait peu à peu maîtresse de tous les marchés et qui aussi, par cette sorte de tactique et d'occupation d'avant-guerre, lui préparait ses étapes d'agression. Elle exerçait d'avance sur les neutres une influence et s'assurait une emprise dont ils auraient grand'peine à s'affranchir. Quant à ses ennemis déclarés ou à ceux qu'elle pouvait craindre de voir se tourner contre elle, ou bien elle s'efforçait de les engager dans des entreprises difficiles, propres à les épuiser, ou bien elle s'ingéniait à compliquer leurs affaires, à leur créer des embarras pour les mettre plus impunément à profit.

Il n'y a plus aujourd'hui de péril à reconnaître qu'au moment où la Russie était le plus occupée de son développement dans les provinces reculées de l'Asie orientale, c'est l'Allemagne qui l'a le plus encouragée dans cette voie, en protestant que le souci de ses frontières occidentales ne devait pas être pour elle un sujet d'inquiétude ou un obstacle. C'est elle qui, en même temps, comme je l'ai déjà indiqué, a le plus vivement exhorté le

Japon à conclure avec la Grande-Bretagne une alliance dont la pointe était directement tournée contre la Russie. C'est elle, d'autre part, qui, lorsque l'Angleterre se résolut à l'expédition contre le Transvaal, applaudit le plus bruyamment à la résistance des Boers et qui, en outre, fit les tentatives les plus déterminées pour exciter contre le Gouvernement britannique des Puissances qu'elle dénonçait comme lui ayant suggéré à elle-même une coalition opportune, destinée à ruiner ou du moins à affaiblir leur commune rivale. C'est elle enfin qui, au cas où toutes ces intrigues et tentatives auraient abouti, se réservait de nous jeter à nous-mêmes le suprême défi. N'oublions pas que c'est au moment le plus critique des difficultés éprouvées par la Russie, au lendemain même de la bataille de Moukden, que l'empereur Guillaume II faisait à Tanger cette visite destinée à intimider, à contrecarrer l'action française au Maroc.

VI

La France, tout au contraire, dans cette même période, fidèle aux principes qui avaient

présidé à l'alliance russe, non seulement pratiquait la politique la plus franchement pacifique, mais se préoccupait, en réglant la plupart de ses litiges, dont quelques-uns fort anciens, avec les différentes Puissances, et, sans négliger ses droits et intérêts, de ne heurter ni de ne froisser les droits et les intérêts des autres.

C'est l'époque où la France, dans un esprit de libérale et généreuse équité, a liquidé et résolu le plus d'affaires, soit avec les grandes Puissances, soit avec les Puissances secondaires et les neutres. Les négociations qu'elle mena et poursuivit alors avec la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la Turquie, les États-Unis de l'Amérique du Nord, l'Espagne, avec les Pays-Bas, la Belgique, la Suisse, avec les États scandinaves, avec les États balkaniques et la Grèce, avec le Japon et la Chine, avec les Républiques du Sud et du Centre de l'Amérique, lui permirent de définir et d'aménager partout son domaine colonial, de reviser et régler ses relations commerciales et économiques, de s'associer aux grandes œuvres d'union et de solidarité internationales. Nulle Puissance n'eut plus souvent qu'elle, ni plus volontiers, recours, quand les négociations directes

n'aboutissaient pas, à la procédure de l'arbitrage, comme elle le fit avec l'Angleterre dans plusieurs litiges africains, avec le Brésil dans la question du territoire contesté de la Guyane, avec le Japon pour la question des baux perpétuels dans les anciens ports, etc., etc. Nulle Puissance n'a pris une part plus active, plus féconde, plus décisive aux grandes conférences internationales destinées, soit à préparer le code de la paix et à régler les usages et lois de la guerre, soit à assurer, faciliter, améliorer les communications de l'univers, soit à promouvoir les intérêts, à protéger la sécurité et les droits du commerce, de l'industrie entre les nations. Il n'y eut pas, dans cette période, d'importante entreprise à laquelle la France ne se montrât, selon son humeur traditionnelle, disposée à concourir : le chemin de fer de Bagdad lui-même, ce grand projet de Guillaume II, ne s'est vu refuser notre adhésion que parce que vraiment les conditions que nous avions mises à cette adhésion étaient celles auxquelles le souci de l'équité et de notre propre dignité ne nous permettait pas de renoncer. Quelle autre Puissance s'est, en revanche, plus cordialement intéressée et associée à des entreprises industrielles, telles que les grandes voies fer-

rées ouvertes par les ingénieurs belges au Congo, en Chine, dans l'Amérique du Sud ! C'est aujourd'hui plus que jamais une haute satisfaction et un titre de fierté pour nous d'avoir ainsi donné ces témoignages d'estime, de bonne volonté, de confiance à cette Belgique que nous avons aimée dès sa naissance, à la destinée de laquelle nous nous sommes toujours sentis étroitement attachés, qui n'avait cessé d'accomplir avec honneur et scrupule tous ses devoirs internationaux, et dont l'indomptable héroïsme fait à cette heure l'admiration du monde.

S'il est, au cours des diverses négociations ici rappelées, une conclusion et une conséquence qui nous soit apparue, c'est combien entre le principal de ces négociateurs, je veux dire la Grande-Bretagne, et nous-mêmes, il y avait non seulement avantage, mais un véritable soulagement à s'entendre. Les deux interlocuteurs avaient, pendant leur entretien, comme jadis les deux adversaires à Fontenoy, appris à se connaître, à s'estimer, à se rendre justice. Au plus fort même de leurs dissentiments, subsistaient le respect mutuel et la sympathie. Telle conversation comme celle qui eut lieu sur le Haut-Nil entre le sirdar Kitchener et le commandant Marchand fait

honneur aux deux héros et à l'humanité : elle fait aussi honneur à l'Angleterre et à la France.

C'est, en tout cas, au sortir des longues et parfois pénibles négociations relatives à l'Afrique occidentale et équatoriale que la France et l'Angleterre, s'étant appréciées et retrouvées, ayant en outre constaté l'état du monde et les périls de l'avenir, ont senti le besoin d'achever l'apaisement de tous leurs litiges et de devenir libres pour un rapprochement que toutes deux prévoyaient, pressentaient, désiraient.

L'histoire dira quelle a été dans ce rapprochement la part des événements et celle des hommes. Elle a déjà dit, et la gratitude des deux peuples a reconnu avec elle, quelle a été celle de feu le roi Édouard VII. Jamais peut-être souverain n'avait été mieux préparé par sa nature même, par la clarté de son esprit et la générosité de son cœur, par l'expérience de toute une vie consacrée à la connaissance du monde et des hommes, par un tact psychologique sans égal, par un goût profond et réfléchi pour notre pays, à la tâche qu'il a si merveilleusement accomplie. Lorsque le roi Édouard VII a fait, au printemps de 1903, sa visite d'avènement au président de la République, et, ajoutons-le, à ce Paris qu'il a

toujours si bien compris et deviné, il portait vraiment le destin dans les plis de son manteau. Une année plus tard, après des négociations définitives qui épuisèrent tous les sujets restés pendants entre les deux chancelleries, était conclu le mémorable accord du 8 avril 1904.

Cet accord qui n'était, dans ses termes, que le règlement entre les deux pays des dernières questions non encore résolues sur divers points du globe, notamment en Égypte et au Maroc, allait devenir, par le sentiment des deux peuples, par la sagesse et la prévision des deux gouvernements, par la logique des événements, par la suite d'erreurs et l'obstination aveugle de la politique allemande, une vraie charte d'alliance, le complément de l'union déjà scellée et éprouvée entre la France et la Russie, et, au même titre que cette union, un nouveau pacte destiné à assurer l'équilibre, la liberté de l'Europe et du monde.

VII

La partie de l'accord anglo-français relative au Maroc était pour nous comme le der-

nier acte et la conclusion du long effort dédié depuis plus de trente ans à la création de notre Empire colonial.

L'Allemagne, au début, non seulement n'avait pas pris ombrage des succès de cet effort, mais avait cru habile et avantageux à sa propre politique de nous laisser ainsi dépenser notre activité en Afrique, en Asie. — Avec cette fatuité et cette ignorance du génie français qui l'ont constamment aveuglée, elle croyait nous affaiblir, nous disperser et nous distraire, elle se figurait dériver notre humeur guerrière et conquérante, notre impatience vers des régions où elle n'avait rien à en redouter. Elle se flattait aussi d'entretenir et d'aviver de la sorte, par les concurrences et les rivalités de la lutte coloniale, l'opposition, la mésintelligence entre la Grande-Bretagne et la France. C'était vraisemblablement cette pensée machiavélique, cette joie de nuire (*Schadenfreude*) qui, en 1880, lors de la Conférence de Madrid relative à la condition des protégés au Maroc, faisait donner par le prince de Bismarck, au ministre d'Allemagne en Espagne, l'instruction de se ranger toujours à l'avis de l'ambassadeur de France. C'était cette même pensée qui, en 1885, lors de la réunion à Berlin de la conférence

sur les affaires du Congo, inspirait au prince une attitude plus favorable, certes, à la France et à la Belgique, qu'à la Grande-Bretagne. De là à se targuer d'avoir spontanément contribué au développement de notre domaine colonial, il n'y avait pas loin. De là aussi la surprise et le dépit lorsqu'en 1904 l'Allemagne dut constater que non seulement les rivalités coloniales n'avaient pas réussi à séparer, à aliéner l'une de l'autre la Grande-Bretagne et la France, mais qu'au contraire c'était un arrangement général sur leurs colonies ou protectorats et sur leurs intérêts dans les diverses parties du monde qui donnait à la Grande-Bretagne et à la France l'occasion de conclure cette « entente cordiale » d'où devaient sortir tant et de si extraordinaires conséquences.

L'Allemagne s'abstint de marquer tout de suite sa déception et son ressentiment. Elle affecta même, durant toute une année, d'accueillir l'accord franco-anglais et l'entente cordiale avec autant d'équanimité et de modération qu'elle avait accueilli en 1891 l'alliance franco-russe. C'est seulement au lendemain de la bataille de Moukden qu'elle crut pouvoir se démasquer et profiter des embarras russes en Extrême-Orient pour faire

obstacle tout ensemble à l'action de la France au Maroc et à l'exécution de l'accord conclu l'année précédente entre la Grande-Bretagne et la France sur la question marocaine. L'Allemagne, abattant enfin son jeu, se figurait qu'elle allait du même coup dénoncer aux yeux du monde la faillite de l'alliance franco-russe et la vanité de l'entente cordiale esquissée *in extremis* entre la Grande-Bretagne et la France.

Le printemps de 1905 a été, à cet égard, un des tournants vraiment capitaux et fatidiques de l'histoire. L'empereur Guillaume II en a eu le pressentiment, car il a hésité. Avant de faire ce voyage de Tanger qui a été le premier pas sur la voie fatale, il a d'abord comme tâté et averti la France, en annonçant à notre ambassadeur, chez qui il s'était invité à dîner, son projet déjà conçu et arrangé. Puis, lorsqu'il était en route, il s'est arrêté à Lisbonne et a consulté là son ministre, M. de Tattenbach, qui avait été précédemment en mission diplomatique au Maroc, et qui devait bientôt y jouer un nouveau rôle. A Tanger même, dans le port, l'Empereur n'avait pas pris encore son parti ; il interrogeait le commandant d'un de nos bâtiments de guerre venu, selon les usages de courtoisie internationale,

le saluer à son bord, et lui demandait si l'état de la mer permettait de débarquer. Il débarqua : les dés étaient jetés, la partie allait commencer.

Ce qu'elle a été, les pourparlers de 1905, les négociations et l'Acte même d'Algésiras, puis, quelques mois plus tard, les négociations et l'accord de 1909, enfin, après les troubles graves du printemps de 1911 et l'entrée des troupes françaises à Fez, le geste brutal d'Agadir, les négociations de l'été et de l'automne, la conclusion du traité du 4 novembre 1911, en sont les témoignages et résultats extérieurs. Mais la vraie partie, celle que jouait ou voulait jouer l'Allemagne, était singulièrement plus tragique encore que les épisodes pourtant si émouvants de cette rude période. La partie que tentait l'Allemagne, devant une évolution devenue pressante et décisive, n'était rien moins qu'un essai hardi et aventureux pour intervenir dans les rapports, dès alors étroitement mêlés et confondus, de la France avec la Grande-Bretagne, comme avec la Russie. L'Allemagne a cru que, par ses violences, ses intimidations, ses intrigues, elle pourrait écraser dans l'œuf l'entente qui venait de se former entre l'Angleterre et la France, et prévenir la liaison,

la conjugaison qu'elle redoutait entre l'entente cordiale anglo-française et l'alliance franco-russe. Que Guillaume II ait poursuivi ce dessein, qu'il ait déployé à Paris, à Londres, à Saint-Pétersbourg, tous les efforts d'un esprit fiévreux, d'une âme sans scrupule, il n'y a là-dessus aucun doute. Qu'il ait lamentablement échoué, c'est ce que les événements si rapides, si catégoriques, des années 1906 et 1907 n'ont pas tardé à démontrer.

Dès 1906, en effet, l'accord de 1904, l'entente cordiale était entrée dans les veines mêmes de l'Angleterre et de la France. La Conférence d'Algésiras avait lié les deux politiques d'un lien déjà indissoluble, et les avait armées pour d'autres et communes résistances. L'alliance franco-russe s'était de même, à Algésiras, montrée puissante et efficace. La Russie, qui venait de faire sa paix à Portsmouth avec l'allié de la Grande-Bretagne, le Japon, reprenait son rôle et sa tâche en Europe. Elle éprouvait en même temps, devant la gravité des événements nouveaux, le besoin de régler avec l'Angleterre toutes ses vieilles querelles, comme nous avons réglé les nôtres. L'année 1907 fut celle de ce règlement général. La France l'avait, pour sa part, préparé en concluant elle-même avec

l'allié de la Grande-Bretagne, le Japon, le 10 juin 1907, un accord aussi conforme à ses sentiments d'amitié traditionnelle envers l'Empire mikadoual et à ses intérêts en Extrême-Orient qu'aux directions et aspirations de l'entente cordiale anglo-française. Cet accord était suivi, le 30 juillet 1907, d'un nouvel accord entre la Russie et le Japon, qui a été, lui aussi, le gage et la préface d'une entente destinée à devenir singulièrement plus étroite et profonde. Le 31 août 1907, enfin, l'Angleterre et la Russie signaient à Saint-Pétersbourg une triple convention concernant la Perse, l'Afghanistan, le Thibet, qui définissait les limites dans lesquelles les deux gouvernements se réservaient d'exercer leurs droits, leurs privilèges, leur influence en ces diverses régions. La « Triple-Entente » était fondée : elle allait, comme l'entente cordiale, et par les mêmes causes, devenir le sûr et efficace instrument de l'œuvre d'équilibre et de liberté que les trois Puissances avaient à accomplir en Europe et dans le monde.

La France, au moment où se joignaient les mains du roi Édouard VII et de l'empereur Nicolas II, voyait se préciser, se traduire en réalité la vision qui, dès 1875, lui était ap-

parue : celle de l'Europe reconstituée par les trois Puissances alliées et amies.

VIII

C'est alors que l'Allemagne commence à parler d'encerclement et que, voyant se resserrer autour d'elle l'union des Puissances qui se sont senties menacées, elle en vient à considérer cette union comme une sorte d'attentat, un crime de lèse-majesté.

C'est alors aussi que, mesurant à son aune les forces et ressources de la Triple-Alliance et celles de la Triple-Entente, elle n'hésite pas à s'attribuer la supériorité, à concevoir d'elle et de sa mission l'idée qui a enflé son orgueil et lui a inspiré la résolution de rétablir une harmonie désormais plus exacte entre sa vraie puissance et la situation effectivement due à cette puissance. Il lui a paru que, puisqu'elle était la plus forte, la mieux ordonnée, la plus riche en population, la mieux dotée en fait de méthode, de science et de culture, elle devait réclamer toute sa place au soleil et ne plus supporter cette dis-

proportion choquante entre la part qui lui était faite et celle qui lui était due.

C'est en ces années qu'est née et s'est formulée la doctrine de la race et du peuple élus, et, comme conséquence, celle du droit, que dis-je ? du devoir qu'avaient cette race et ce peuple élus, de réformer la surface du monde, d'exproprier et de déposséder les indignes, les faibles et les neutres, et de ne pas laisser des combinaisons ou habiletés purement diplomatiques (ce que le chancelier Bethmann-Hollweg devait appeler plus tard des chiffons de papier) s'opposer, se substituer à la vérité, à la réalité du pouvoir, du savoir et de la force. L'Allemagne s'étonnait, s'indignait que, dans la paix et le droit, elle pût être réduite à une portion qu'elle regardait comme insuffisante et injuste et qu'une coalition, jugée par elle purement diplomatique, eût la prétention de la maintenir, de l'encercler, dans cette situation et ces limites où elle étouffait. — Ce n'était plus seulement l'hégémonie, que l'Allemagne et Guillaume II réclamaient, c'est la domination, par l'absorption et la conquête, qu'ils paraissaient le seul air vivable et respirable. — La tranquillité avec laquelle cette doctrine a été conçue et soutenue, avec laquelle l'Allemagne a prétendu en faire la

loi du monde, a jusqu'à un certain point fait illusion et failli lui conférer une apparence de droit nouveau. Il semblait que l'Allemagne allait commencer à faire accepter en pleine paix des annexions et des conquêtes, à reculer les frontières, à s'adjuger gratis un domaine colonial et à transporter sur la réalité du globe les fantaisies audacieuses de la mappemonde pangermaniste. Le livre où, comme dans une sorte d'Apocalypse, le général von Bernhardi (1) a imperturbablement annoncé le nouveau code et le nouveau monde est, certes, un des plus étranges symptômes et des plus dangereux accès de la démence qui s'est alors emparée du cerveau germanique. Quant à cette démence même, dans son fond et son essence, M. Émile Boutroux lui a, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 octobre 1914, consacré une étude de nosographie et de métaphysique qui épuise le sujet et qui éclaire jusqu'en ses plus obscures profondeurs l'âme démoniaque de la puissance transcendante du mal.

L'Allemagne qui, jusqu'aux années 1902-1904, et tout en poursuivant ses desseins, n'avait pas renoncé à garder les dehors, les

(1) G. VON BERNHARDI, *L'Allemagne et la prochaine guerre*, Berlin, Stuttgart, 1912.

apparences d'une attitude de paix, hésite moins désormais à revêtir son armure guerrière et à s'appuyer sur son épée. L'issue de la Conférence d'Algésiras, l'intimité croissante entre la Grande-Bretagne et la France, le relèvement de la Russie qui, après avoir pansé ses plaies, reprenait avec plus de vigueur toutes ses tâches, n'étaient pas sans inspirer à l'Allemagne une inquiétude qu'aggravaient encore l'agitation renaissante des Balkans et la situation précaire de l'Empire ottoman. La révolution turque de 1908-1909, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche-Hongrie et le conflit d'influences qui allait se ranimer, après une accalmie de dix années, entre les deux Cabinets de Vienne et de Pétersbourg, ajoutaient aux autres causes déjà si menaçantes de tension en Europe un péril imminent dont les guerres survenues en 1911 entre l'Italie et la Turquie, en 1912 entre la Turquie et les États balkaniques, ne devaient pas tarder à démontrer la poignante et anxieuse réalité.

Étrange conséquence de la politique suivie par l'Allemagne depuis la retraite de Bismarck et du « nouveau cours » adopté par Guillaume II, que l'Empire ait vu transporter l'axe et le pôle de son action au Maroc, sur

les Balkans, à Constantinople, c'est-à-dire dans la Méditerranée, et qu'à cette heure décisive de son histoire, le Maroc, dont le prince de Bismarck s'était si allégrement désintéressé en 1880, et les Balkans, qu'il disait ne pas valoir les os d'un grenadier poméranien, soient devenus ses points de friction et d'attaque, les grandes causes et occasions pour lesquelles il s'arme contre la Triple-Entente ! C'est donc bien que l'Empire est sorti de son orbite, qu'il s'est laissé entraîner hors de sa voie et que la place qu'il réclame au soleil n'est pas la sienne.

L'Allemagne, en tout cas, a pris son parti. Elle va hâter fiévreusement l'achèvement de sa flotte, l'élévation de ses armées à un chiffre d'effectifs presque double en 1912-1913 de ce qu'il était en 1891 (1). Les lois militaires vont se succéder les unes aux autres de façon à donner à l'énorme machine de guerre le dernier degré de puissance et d'efficacité. Les temps de la crise approchent. Il n'y aura bientôt plus qu'une étape à franchir.

(1) L'almanach de Gotha donne pour l'année 1891. un chiffre de 486.000 hommes sur le pied de paix. Ce chiffre s'élève, dans le budget de 1913, à 736.322 et devait dépasser 800.000 l'année suivante.

IX

De 1905 à 1914, l'Allemagne a été vraiment cuirassée, en casque, et cette période de dix années a été déjà pour elle comme une veillée des armes, bien qu'elle ait parfois, à la seconde Conférence de La Haye en 1909, ou dans ses vains et dilatoires pourparlers avec l'Angleterre sur la question du désarmement, cherché à donner encore l'illusion de velléités pacifiques qu'elle avait cessé d'entretenir.

Elle a, contre la France, depuis 1905, contre la Russie et les Slaves depuis la révolution turque, l'annexion de la Bosnie-Herzégovine et l'agitation balkanique, un double levier, un double instrument de pression et de menace. C'est, d'une part, la question marocaine, de l'autre la lutte d'influences sur les Balkans. — Des deux côtés, chaque fois qu'une contestation, un dissentiment s'élève, c'est désormais l'épée au poing ou le poing sur la table que l'Allemagne apparaît, ayant généralement près d'elle son brillant second, qui pouvait, le moment voulu, être poussé au premier rang, au rôle décisif.

L'affaire du Maroc n'a été pour elle qu'une série de provocations, de coups de théâtre, Tanger, Agadir, suivis ou entremêlés de négociations tumultueuses et agitées ressemblant à des essais d'intimidation ou à des menaces. — A partir de 1908-1909, la série des événements en Turquie et sur les Balkans ne lui est de même qu'une occasion de chercher à mettre en échec la politique russe, les aspirations slaves, les espérances des États balkaniques. Lorsqu'en 1909, après l'annexion de la Bosnie-Herzégovine, l'Autriche-Hongrie, par l'organe du comte d'Ærenthal, expose un programme d'action et d'absorption qui est un défi pour la Russie et une menace pour les États slaves, l'Allemagne, par son ambassadeur à Pétersbourg, fait rudement savoir qu'elle se tient tout entière, avec toutes ses forces, aux côtés de son alliée. Partout les intimations péremptoires, les *veto*, les *quos ego* ! L'Allemagne en arrive peu à peu à penser, et elle fait partager ce sentiment à son alliée, qu'un mot d'elle, un geste suffit pour arrêter toutes les contradictions ou résistances.

L'empereur Guillaume II, à cette date, et bien que contenu encore en quelque mesure jusqu'au mois de mai 1910 par le roi

Édouard VII dont le bon sens et la clairvoyance le gênent, a pris l'habitude de mener lui-même et directement les négociations difficiles. Il télégraphie en personne aux souverains, ou même au président des États-Unis, comme il a fait pendant la Conférence d'Algésiras. Il croit, par ses parentés, alliances ou relations avec presque toutes les cours, les tenir à sa discrétion, ou même leur imposer la domination de son génie. — Après la mort d'Édouard VII, il se croira plus libre, plus maître. Il se figurera que, sans rien abandonner de ses prétentions ou du ton qu'il a adopté, il peut flatter cependant et leurrer encore certains souverains auxquels il prodigue ses visites ou ses télégrammes.

La guerre italo-turque de 1911, la guerre balkanique de 1912-1913 furent pour lui une déception profonde, un grave sujet d'inquiétude. La libre et indépendante action de l'Italie dans la Méditerranée orientale, la défaite de la Turquie, la victoire écrasante des alliés balkaniques, étaient de graves échecs à ses propres plans et programmes, au rêve de maîtrise et de domination qu'il avait formé avec l'Autriche-Hongrie et la Turquie elle-même, que dès lors il considérait et traitait comme une alliée. La Triple-Entente, qui avait vainement

essayé de sauver la Turquie en obtenant d'elle des réformes réelles et sincères, et qui, d'autre part, n'ayant pas été écoutée, n'avait plus désormais qu'à seconder les divers États balkaniques dans la réorganisation de la péninsule, reprenait ainsi dans tout l'Orient l'influence et le rôle dont les Puissances germaniques s'étaient efforcées de la dépouiller. — L'Allemagne, elle, n'avait plus seulement à lutter contre cette influence reconquise. Elle avait à réparer la brèche, à combler la lacune qu'ouvraient dans sa politique et de même dans ses plans et préparatifs militaires la faillite de la Turquie et la nécessité pour l'Autriche-Hongrie de faire face, sur ses frontières méridionales, à un nouveau front. La question d'Orient se transformait et se transposait : l'Autriche-Hongrie y devenait, plus tôt que l'Allemagne ne l'avait pensé, une autre Turquie. Force était d'aviser et de prévoir.

C'est alors que l'Allemagne, pour couvrir le nouveau front et y rajuster toute son armature, fait adopter par son Parlement les deux lois militaires de 1912 et de 1913, s'ouvre dans l'Empire un crédit de guerre d'un milliard et demi de marks et arme en hâte l'Autriche, la Hongrie, la Turquie. L'état-major

allemand s'applique à galvaniser les armées austro-hongroises et à refaire une armée turque dont les chefs sont empruntés aux cadres de Berlin. D'autre part, l'Allemagne négocie. Elle et son alliée s'ingénient tout d'abord, et elles y réussissent, à troubler et séparer, après la victoire, les alliés balkaniques qui viennent de triompher sur les champs de bataille de la Macédoine et de la Thrace. Puis elles s'attachent à prolonger, soit à la Conférence des ambassadeurs de Londres, soit de cabinet à cabinet, la négociation d'une paix qui, péniblement signée à Bucarest, laisse derrière elle, non seulement des points non réglés, mais des rancœurs et le germe de difficultés nouvelles.

L'Allemagne croit, en tout cas, avoir paré au plus pressé. Elle pense avoir dans la Turquie, dans l'un au moins des États balkaniques, et peut-être dans quelques autres, des instruments suffisants pour reconstituer sa maîtrise. Et habituée, comme elle l'est, à n'admettre ni les contrariétés, ni les obstacles, elle ne tarde pas à s'imaginer que, toute-puissante à Constantinople, elle n'aura pas de peine à régler de nouveau avec son alliée de Vienne et de Pesth, comme avec ceux des États balkaniques qui seront assez intimidés

ou assez intéressés pour la suivre, les destinées de l'Orient. Elle se promet de reviser tout ce qui, dans les derniers arrangements de Londres et de Bucarest, lui est contraire ou fâcheux et de rendre à l'Autriche-Hongrie, au besoin à la Turquie elle-même, tout le prestige et aussi toutes les réalités que la dernière crise leur a fait perdre. — L'empereur Guillaume II s'entend là-dessus avec l'archiduc héritier d'Autriche-Hongrie, ainsi qu'avec le comte Tisza, qu'il regarde comme ses deux premiers lieutenants. Quant à la Russie et à l'Europe, il est persuadé que, comme en 1909-1910, elles laisseront faire. Il a un instant l'idée, dès l'été de 1913, d'agir sans retard. L'Autriche-Hongrie s'ouvre alors auprès de l'Italie d'un projet visant et menaçant déjà la Serbie. Mais l'Italie décline nettement cette ouverture, l'Autriche-Hongrie se résigne à attendre, et Guillaume II emploie le reste de l'année 1913 à célébrer dans ses harangues la grande guerre de 1813, l'anniversaire de Leipzig, les alliés du siècle passé. Jamais les discours du souverain qui venait d'achever le quart de siècle de son règne n'avaient plus senti la poudre ni plus ostensiblement montré la pointe de l'épée. Au mois de novembre 1913, dans une visite

que le roi des Belges lui faisait à Berlin, l'empereur Guillaume II n'hésita pas à déclarer au roi Albert I^{er} que la guerre lui paraissait inévitable et prochaine. L'Empereur l'avait non seulement préparée, mais résolue. Il ne lui restait qu'à en fixer l'heure.

X

Dans cette fixation de l'heure, l'Allemagne était dominée surtout par la pensée de ne pas laisser les forces militaires de la France et de la Russie s'accroître au point de devenir dangereuses pour l'exécution de ses propres projets et de ne pas s'exposer à voir la Grande-Bretagne se joindre aux Alliés.

L'Empereur conclut, en 1914, après le vote de la loi militaire française, qui n'était d'ailleurs, qu'une riposte aux dernières lois militaires allemandes, et lorsque le réseau ferré de la Russie paraissait devoir être étendu en Pologne, qu'il n'y avait plus de temps à perdre. L'aveuglement de son service diplomatique et la connaissance qu'il croyait avoir des vraies dispositions de la Grande-

Bretagne l'entretinrent, d'autre part, dans l'illusion que la politique anglaise était trop divisée, trop rebelle à l'idée même de la guerre, pour laisser transformer l'entente cordiale en alliance. Dès les premiers mois de 1914, la France semblait enlisée dans les querelles de sa politique intérieure, la Grande-Bretagne était aux prises avec le redoutable problème irlandais, la Russie elle-même était travaillée par les grèves. La dernière étincelle, celle qui devait mettre le feu aux poudres, ce fut, à la fin de juin, l'attentat de Serajevo.

La mort de l'archiduc héritier était un coup très sensible à l'empereur Guillaume II, qui, après de longs efforts, était parvenu à faire de lui l'associé, le complice de sa grande politique. Il crut un instant que le bénéfice péniblement acquis de ses efforts allait être compromis ou différé. Mais l'occasion était trop opportune. En la saisissant, l'empereur Guillaume II choisissait, pour déterminer les événements, une cause qui lui permettait d'apparaître comme le justicier poursuivant la punition d'un crime politique et qui faisait de lui le chevalier fidèle de l'Autriche-Hongrie. Il y aurait peut-être moyen, avec un peu d'art, de représenter l'Autriche-Hongrie et, par conséquent, l'Allemagne, comme provoquée

et menacée par l'attentat de Serajevo, et si la Serbie, responsable du crime, hésitait à s'humilier et à se soumettre, de donner à la guerre qui allait éclater le caractère d'une guerre de légitime défense, dans laquelle l'Allemagne, sûre de ses alliés, avait chance, en outre, de pouvoir, au dernier moment, séparer et disjoindre ses adversaires.

Mais la Serbie, sur les conseils de la Triple-Entente, se soumit et ne fit d'objection à l'ultimatum austro-hongrois que sur un point qui n'était pas essentiel. La Triple-Entente se montra immédiatement prête à apaiser et résoudre l'incident, à accorder à l'Autriche-Hongrie toutes les satisfactions, pourvu qu'elles n'impliquassent pas la sujétion de la Serbie et l'établissement sur les Balkans d'une hégémonie austro-hongroise qui apparaîtrait trop comme la revanche de la dernière guerre balkanique et l'annulation des résultats consignés dans le traité de Bucarest. La France, la Russie, la Grande-Bretagne, l'Italie, s'étaient mises d'accord sur un projet de procédure propre à prévenir le conflit. L'Autriche-Hongrie elle-même s'y ralliait. C'est, à la dernière heure, l'Allemagne, c'est l'empereur Guillaume II, revenu la veille de Norvège, qui, pour ne pas laisser perdre l'oc-

casation, considérée comme propice et irretrouvable, lancèrent la provocation décisive et la déclaration de guerre à la Russie.

La hâte, l'impatience de déchaîner les destinées étaient telles dans la pensée de Guillaume II que, dans les derniers moments, il ne se soucia même plus de garder les apparences et de conserver à son action les caractères auxquels, dans ses calculs, il avait accordé pourtant le plus d'importance. C'est ainsi que, par l'évidence brutale de son agression, il détachait et affranchissait l'Italie, qui n'avait plus à suivre ses alliés dans une guerre offensive contre la Serbie et plusieurs des grandes Puissances de l'Europe. C'est ainsi encore qu'en violant, au mépris de ses engagements solennels, la neutralité de la Belgique, il allait entraîner dans la guerre la Puissance même qu'il avait le plus cherché à en tenir éloignée. Il est vrai qu'*in extremis*, lorsque déjà les troupes allemandes avaient franchi les frontières de France, de Russie et de Belgique, l'Allemagne essayait d'engager, avec la Grande-Bretagne, soit à Berlin, soit à Londres, les négociations désespérées d'un marchandage qui sera, avec la violation du territoire belge, la plus grande honte de la politique allemande.

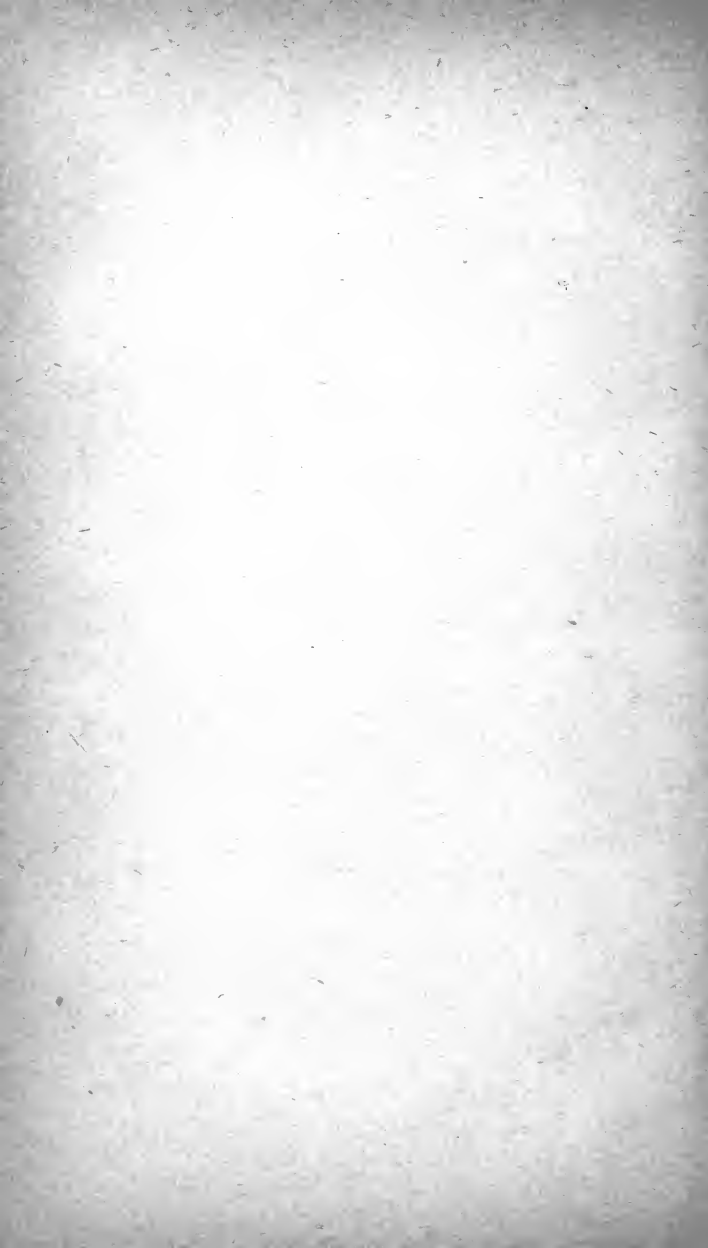
Le sort était jeté. L'Allemagne avait choisi son heure, et les événements de l'inexpiable guerre allaient se dérouler. Mais l'Europe, même si elle était incomplètement préparée à subir le rude assaut qu'elle allait affronter, était, cette fois, reconstituée. Les périls et alertes qui, dès 1875, mais surtout depuis l'avènement de Guillaume II, et plus encore depuis le printemps de 1905, l'avaient tenue en éveil et en haleine la coalisaient aujourd'hui contre le plus audacieux et le plus perfide attentat de domination qui eût été encore perpétré. Tandis que la Belgique, la Serbie et le Monténégro subissaient les premiers chocs, la France et la Russie concentraient leurs armées, la Grande-Bretagne non seulement établissait avec le concours des flottes française, russe et japonaise, la maîtrise des mers et le blocus du commerce allemand, mais elle recrutait et équipait une armée qui devait en quelques mois égaler par le nombre, la vaillance et la discipline, les armées alliées. Les États neutres, malgré la pression des Puissances germaniques, malgré la propagande éhontée qui, dès le début, se répandit sur le monde, réservaient leur attitude et leur jugement, mais ne pouvaient manquer de laisser, en attendant mieux, leurs sympathies aller à

ceux qui, dans cette terrible lutte, défendaient la cause de la liberté, du droit, de la civilisation. Les « impondérables » enfin et tout ce que le prince de Bismarck ramassait sous ce nom, c'est-à-dire l'opinion, le sentiment des peuples, leur inclinaison secrète vers le parti dont ils espèrent et désirent la victoire, les premières ébauches de l'histoire telle qu'elle se fait au jour le jour, et qui déjà donnent du recul au présent, toute cette âme diffuse des choses et des hommes, tout cela est incontestablement de notre côté et conspire avec nous.

Jamais sans doute plus noble croisade n'aura été formée par la logique des événements et aussi par les affinités électives des nations et des races que celle qui a dressé contre les menaces et les desseins de l'hégémonie germanique l'ainée des grandes Puissances latines, la grande Puissance slave et l'Empire britannique avec le Japon, son allié, défendant, en même temps que leur cause, la liberté de l'Europe et du monde, l'indépendance de deux peuples, la Serbie et le Monténégro, injustement provoqués et attaqués, et la neutralité indignement violée d'une nation, la Belgique, qui s'est immolée pour la sauve-

garde du droit et de l'honneur. La grandeur de la cause et la supériorité morale des Alliés sont, elles aussi, parmi ces « impondérables » qui présagent et assurent la victoire. Il s'y joint la force d'armées et de flottes auxquelles le temps, loin de les épuiser, sert de coefficient, une infinité prodigieuse de ressources, enfin cette sécurité que donne, avec la sérénité de la conscience, la foi invincible des Alliés les uns dans les autres. Les Alliés se sentent unis, en effet, non seulement par les engagements contractés, mais bien plus encore par l'amitié profonde et loyale qui les lie et dont ils sont fiers, par le sentiment qu'ils représentent vraiment l'idéal de l'humanité et qu'ils sont le sel de la terre, par la conviction que leur alliance, survivant à la lutte actuelle, ouvrira, après le demi-siècle de servitude que l'Europe a subi, l'ère de paix et de liberté sans laquelle le monde ne pourrait pas vivre. *In hoc signo vinces !*

15 mai 1915.



CHAPITRE II

L'EUROPE CENTRALE ET LES ÉTAPES DE LA POLITIQUE GERMANIQUE

(1815-1914)

Il y a un peu plus d'un siècle que s'ouvrit, par la conclusion des traités de Vienne, une période dont les dates de 1830 et 1848, de 1865, 1866, 1870-71, 1876-78, 1912-1913 peuvent être considérées comme les différentes étapes et qui aujourd'hui touche à son terme. Cette période d'un siècle est celle pendant laquelle les puissances germaniques établies au centre du continent ont, dans le règlement politique et diplomatique des affaires de l'Europe, exercé ou prétendu exercer la prépondérance, l'hégémonie à laquelle avaient mis fin, en 1648, les traités de Westphalie. Comment cette hégémonie, après avoir été disputée cinquante ans entre l'Autriche et la Prusse qui se mesu-

rèrent en une guerre presque civile dans le champ clos de l'Allemagne, fut revendiquée à partir de 1871 par la Prusse, devenue l'Empire allemand, puis, à dater de 1879, exercée par l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie alliées, c'est ce que je voudrais rappeler ici en un bref raccourci d'histoire. Il resterait à marquer ensuite comment la politique allemande et austro-allemande, sortie de ses voies et armée pour la conquête de l'univers, a soulevé contre elle la plus grande partie du monde civilisé, notamment les dix puissances alliées qui ont juré de ne pas déposer les armes avant d'avoir triomphé de leur redoutable ennemi, et qui toutes préparent à cette heure l'effort suprême. Cette dernière partie de la période de 1815 à 1914 est celle qui, étant la plus proche de nous, et parce qu'elle met en jeu nos intérêts immédiats et vitaux, nous est aussi la plus connue. Même sur elle cependant, la lumière du passé jette une clarté qui, nous l'espérons, ne sera peut-être pas superflue (1).

(1) Les principaux ouvrages consultés ont été : ALBERT SOREL, *L'Europe et la Révolution française*, t. VIII (Plon). — A. COURNOT, *Considérations sur la marche des idées et des événements dans les temps modernes* (Hachette, 1782). — SAINT-RENÉ TAILLANDIER, *Etudes sur la Révolution en Allemagne* (1853). — J. KLACZKO, *Deux chanceliers* (Plon, 1876). — *Les Mémoires du prince de Bismarck, du prince de Hohen-*

I

En 1815, dans le triomphe de la Sainte-Alliance sur Napoléon I^{er} et la Révolution, si la Prusse et la Russie avaient fait le plus vigoureux effort militaire, si la Grande-Bretagne avait été par sa ténacité, par son or, par la volonté de Pitt, l'âme de la coalition, c'est pourtant l'Autriche et son premier ministre qui avaient, au traité de Vienne, fait prévaloir leurs conclusions et leurs formules. L'empereur Alexandre, avec sa nature ardente, généreuse et mystique, avait eu les grands rôles d'éclat et d'apparat. Wellington et Blücher étaient les deux héros de la guerre, ceux dont les portraits étaient placés dans toutes les chancelleries de l'Europe, avec cette devise latine : « Aux sauveurs du monde. » (*Salvatoribus mundi*). Mais celui qui rédigea l'acte de la paix et la charte de la nouvelle Europe, celui qui, après avoir présidé à la distribution

Bohe. — Le prince DE BULOW, *La politique allemande* (Trad. fr. Maurice Herbette, Charles Lavauzelle, 1914). — G. HANOTAUX, *Histoire de la guerre de 1914*, les deux premiers volumes (Edition française illustrée).

des territoires, à la répartition des royaumes, principautés et duchés, fit consacrer le nouveau droit et qui pratiquement prit en mains le gouvernement de l'Europe, ce fut le prince de Metternich. L'Autriche ne restait pas seulement en Allemagne, — quoique le Saint-Empire n'eût pas été rétabli et que l'Allemagne ne fût désormais qu'une confédération, — la puissance maîtresse et dominante ; elle était, dans les conseils de l'Europe, la pensée agissante, la main directrice. C'est dans les domaines de la monarchie autrichienne, à Carlsbad, à Laybach, à Troppau, à Vérone, que les congrès s'assemblaient. C'est le prince de Metternich qui le plus souvent présidait aux délibérations : ce sont ses doctrines, tant sur les relations des États entre eux que sur le gouvernement intérieur de ces États, qui inspiraient la plupart des décisions prises par les représentants des puissances. Si le prince avait acquis et gardé cet ascendant en Europe, à plus forte raison son autorité s'était-elle imposée en Allemagne, soit dans les divers États de la Confédération, soit à la Diète fédérale, à Francfort, où le ministre d'Autriche, président de droit, n'avait à craindre aucune résistance.

Il en fut ainsi, malgré l'alerte de 1830, mal-

gré la révolution des Pays-Bas et la création du royaume de Belgique qui fut la première atteinte grave aux traités de 1815, jusqu'en 1848. — Cette première période a pour caractères : au dehors, dans la politique extérieure des États, la défense des principes de la légitimité et des droits des couronnes, plutôt que des peuples ; au dedans, dans la politique intérieure, un régime de réaction, de compression et de rigoureuse police destiné à réprimer et, plus encore, à prévenir toute tendance libérale, tout mouvement d'émancipation. De solides barrières avaient été érigées contre la France par l'établissement de provinces prussiennes sur la rive gauche du Rhin et de forteresses belges ou hollandaises sur la frontière du Nord ; contre l'Italie par la restauration du royaume lombardo-vénitien, des légations de Ferrare, de Bologne et de Ravenne, des États pontificaux et des Bourbons de Naples. — Dans la politique intérieure, l'Angleterre, avec George Canning, Robert Peel, Grey, Russell, la France, avec le cabinet Martignac et, plus encore, depuis la révolution de 1830, étaient revenues à la tradition libérale, mais partout ailleurs, et principalement en Allemagne, le dur régime de Metternich contenait sous une loi de fer les aspi-

rations des peuples, comme des nationalités.

En 1848, le prince de Metternich fut le grand vaincu, — la première victime de la secousse qui ébranla alors tous les trônes, à Berlin et à Vienne, comme à Paris. La ville de Francfort, siège de la Diète fédérale, fut elle-même, du 18 au 20 septembre de cette année, le théâtre d'une insurrection qui ne put être apaisée qu'à grand'peine et avec une large effusion de sang. C'est à Francfort que s'étaient réunis d'abord la Commission puis le Parlement préliminaire qui s'étaient donné pour tâche de faire l'unité de l'Allemagne et de doter l'Allemagne d'une constitution et d'un gouvernement. Dans la fermentation extraordinaire d'idées qui travaillait les cerveaux allemands, dans la multiplicité des courants qui se partageaient les esprits, la première impression de l'assemblée, dont les assises se tenaient à l'église Saint-Paul de Francfort, fut que l'unité ne se ferait que si à l'Autriche, ennemie des libertés publiques, était substituée une puissance plus moderne, plus hardie, plus capable de se prêter aux aspirations, aux espérances des temps nouveaux. La Prusse sembla tout de suite la puissance désignée, et c'est alors que commença à apparaître distinctement entre elle et l'Au-

triche la rivalité dont l'histoire et les péripéties allaient remplir la seconde moitié du siècle. Les membres du Parlement de Francfort, s'ils s'étaient accordés, le 28 juin 1848, pour nommer d'abord vicaire provisoire de l'Empire l'archiduc Jean d'Autriche, frère de feu l'empereur François II, ne tardèrent pas, dès que s'engagèrent les débats sur la constitution, à révéler leur dessein d'exclure l'Autriche de l'Allemagne et d'offrir la couronne impériale au roi de Prusse.

Le 2 décembre 1848, l'Empereur d'Autriche, Ferdinand I^{er}, avait abdiqué et transmis le pouvoir à son neveu François-Joseph. Le nouveau ministre de la monarchie des Habsbourg, le prince de Schwarzenberg, reprenant la tradition de Metternich, avait, d'autre part, quelques jours auparavant, par une note en date du 27 novembre, signifié sa ferme volonté de maintenir la monarchie autrichienne dans la complète unité de tous ses États et de ne permettre à aucune influence égarée de troubler le libre travail de son développement intérieur. Lorsque le Parlement de Francfort eut, du 11 au 26 janvier 1849, voté en première lecture la constitution créant un Empire unitaire et électif d'Allemagne, dans lequel ne pourraient être

admis que les États de race germanique, à l'exclusion des États mixtes, le prince de Schwarzenberg, par une nouvelle note, en date du 4 février, déclara nettement qu'il était impossible de convertir l'Allemagne en un seul État et de soumettre les grandes puissances de ce pays à une centralisation qui les annulerait, l'Autriche étant, pour sa part, résolue à ne jamais se soumettre à une autorité centrale, quelle qu'elle pût être. La Prusse, par une note embarrassée et ambiguë, essayait, le 16 février, de maintenir la balance égale entre le Parlement du Francfort et le cabinet de Vienne, en proposant un Empire fédératif qui ne pourrait être établi que par l'adhésion expresse de tous les gouvernements, et où l'Autriche conserverait sa place et son rang. A cette proposition, le prince de Schwarzenberg répondit le 27 février par une troisième note dans laquelle, au projet d'Empire unitaire et électif voté par le Parlement de Francfort, était substitué un directoire de neuf membres où l'Autriche et la Prusse auraient chacune deux voix et la Bavière une, les quatre autres se partageant entre les États secondaires. Le 4 mars suivant, l'Empereur François-Joseph, par la charte dite d'Olmütz, octroyait à ses peuples de diverses nationa-

lités une constitution relativement libérale, mais en les réunissant sous une loi commune, dans les liens d'une centralisation inflexible. Telle était la réplique de l'Autriche, tant au Parlement de Francfort qu'à la Prusse.

Le Parlement de Francfort, répondant à son tour à ce défi, saisit l'occasion que lui offraient l'examen et la discussion en seconde lecture de la loi constitutionnelle pour substituer au principe électif qui avait été d'abord adopté pour l'Empire le principe héréditaire et pour attribuer, par son vote du 28 mars, à la majorité de 290 voix contre 248 abstentions, la couronne impériale héréditaire au roi de Prusse, Frédéric-Guillaume IV.

Lorsqu'une députation composée du Président de l'Assemblée nationale et de vingt-quatre membres se présenta à Berlin le 3 avril pour faire connaître le vote du 28 mars, le roi Frédéric-Guillaume IV, sans refuser ouvertement la couronne qui lui était offerte, déclara qu'il devait ajourner sa décision jusqu'à l'heure où les cabinets d'Allemagne, officiellement consultés, auraient exprimé leur avis. Le prince de Schwarzenberg, lui, ne connut ni hésitation, ni ajournement. Par une note énergique, adressée le 5 avril à son ministre auprès de l'archiduc Jean, vicaire de l'Em-

pire, il déclarait que « le Parlement de Francfort avait manqué à tous ses devoirs, que, chargé de travailler à l'unité de l'Allemagne, il avait, au contraire, prétendu briser les anciennes alliances, que, chargé de préparer une constitution qui devait être soumise à l'examen des cabinets, il voulait usurper le droit de créer tout seul la loi de l'Empire et l'imposer au pays ; que, pour ces motifs, l'assemblée de Francfort n'existait plus et que les députés autrichiens devaient considérer leur mission comme terminée ». Trois jours après, par une note du 8 avril au baron de Prokesch, son ministre à Berlin, le même prince de Schwarzenberg protestait hautement contre la réponse faite par le roi de Prusse à la députation du Parlement de Francfort, ajoutant que le roi de Prusse pourrait faire au Gouvernement autrichien toutes les propositions qu'il jugerait convenables, mais que ce qui lui était désormais impossible c'était de s'appuyer sur les votes du Parlement de Francfort.

Le duel était ainsi déclaré entre les deux puissances germaniques. Le roi de Prusse, en n'acceptant pas la couronne que lui apportait le Parlement de Francfort, en refusant de se laisser porter par la grande vague unitaire et

démocratique de l'Allemagne, avait perdu son arme la plus puissante contre l'Autriche. Il tenta alors, suivant le plan de son conseiller favori, le général de Radowitz, de liguier contre sa rivale les petits États allemands. Le 26 mai 1849, il contracta avec les souverains de Saxe et de Hanovre l'alliance dite des trois Rois, bientôt suivie de « l'Union restreinte », dans laquelle entrèrent vingt-huit petits États. Mais l'Autriche, régie par la forte main du prince de Schwarzenberg, et qui venait de triompher de l'armée sarde à Novare, comme de l'insurrection hongroise à Vilagos, ne se laissa pas déconcerter par cette manœuvre. Le 19 juin, elle avait fait disperser militairement à Stuttgart les derniers membres du Parlement de Francfort qui avaient essayé de tenir là leurs séances. Elle avait forcé l'archiduc Jean à se décharger du vicariat de l'Empire. Le 30 septembre, elle contrainst la Prusse à signer le traité aux termes duquel l'autorité fédérale de l'Empire devait être provisoirement exercée par une Commission de quatre membres (deux Autrichiens, deux Prussiens), l'Empire lui-même continuant à être placé sous la Constitution fédérale de 1815. Le 20 décembre, l'archiduc Jean fit remise de ses pouvoirs aux quatre

délégués des deux grandes cours germaniques. — En 1850, les trois rois de Saxe, de Bavière, de Wurtemberg conclurent, à la date du 27 février, un traité pour la défense de leur autonomie et pour la constitution d'une Diète fédérale de sept membres. La Prusse, de son côté, convoque à Erfurt, de mars à avril, le Parlement de l' « Union restreinte » auquel ne prennent part que ses propres délégués et ceux des quelques États, réduits à douze, — dont les plus considérables sont la Hesse électorale et le grand-duché de Bade, — qui demeurent encore ralliés à sa politique. Ce Parlement d'Erfurt, dans lequel le général de Radowitz joue le rôle de commissaire du Gouvernement prussien, ne peut que constater son impuissance : réuni le 20 mars, il se sépare le 29 avril sans avoir abouti à aucun résultat. Après la clôture du Parlement, et comme consolation à ce dénouement mélancolique, ce sont les princes des États de l' « Union restreinte » qui, à leur tour, se réunissent à Berlin. Mais le prince de Schwarzenberg, joueur attentif, ne se lasse pas de poursuivre l'avortement et l'échec des tentatives et ambitions prussiennes.

Le 10 mai, il convoque à Francfort une assemblée qui devait être dans sa pensée la

réunion plénière de l'ancienne Confédération. Malgré l'opposition de la Prusse, cette Assemblée se réunit. Le délégué de l'Autriche propose le rétablissement pur et simple de l'ancienne Diète de dix-sept membres, telle qu'elle avait fonctionné jusqu'en 1848. En dépit des protestations de la Prusse qui rappelle ses délégués, la Diète restaurée prend séance le 14 août. Les deux premières affaires inscrites à son ordre du jour sont l'exécution, par l'autorité fédérale, des mesures à prendre, sur les demandes du roi de Danemark et de l'électeur de Hesse, pour faire appliquer le traité de Londres du 2 juillet 1850 entre la Prusse et le Danemark, et pour rétablir l'électeur de Hesse dans ses États, d'où une insurrection populaire l'a chassé. L'Autriche est prête, quant à elle, à assurer l'exécution de ces mesures. Que va faire la Prusse ? Le 26 septembre, le général de Radowitz est nommé ministre des Affaires étrangères du Gouvernement prussien. Est-ce un défi à l'Autriche ? Non, car quinze jours à peine après la nomination du nouveau ministre, l'« Union restreinte » est dénoncée et la Prusse annonce son intention d'envoyer de nouveaux délégués à la Diète de Francfort. Elle demande seulement, pour sauver sa di-

gnité, à régler de concert avec l'Autriche le conflit de la Hesse électorale. Le prince de Schwarzenberg, impitoyable, ne concède pas même cette satisfaction, les troupes autrichiennes et bavaroises ayant été déjà désignées pour constituer l'armée fédérale.

La Prusse alors, poussée à bout, relève le gant. La landwehr est convoquée et le cri de guerre retentit dans tout le royaume. Il semble que les deux puissances germaniques vont en venir aux mains. Mais l'empereur de Russie intervient : il a reçu à Varsovie, d'une part le prince Guillaume de Prusse et le comte de Brandebourg, de l'autre l'empereur François-Joseph et le prince de Schwarzenberg. Après avoir écouté les deux parties, il donne raison à l'Autriche. Le 3 novembre, le général de Radowitz quitte le ministère. Le 6 du même mois, après la mort subite du comte de Brandebourg, M. de Manteuffel devient président du Conseil. Comme la Prusse toutefois paraît hésiter encore et ne fait pas connaître sa décision, le prince de Schwarzenberg lui adresse, le 27, un ultimatum péremptoire. M. de Manteuffel, cette fois, s'incline. Il se rend précipitamment à Olmütz où il signe, dès le 29, avec le premier ministre autrichien, la convention qui a gardé ce nom

d'Olmütz, et aux termes de laquelle la Prusse, souscrivant à toutes les concessions et « ponctuations » exigées d'elle, déclare renoncer à ses projets d'Union restreinte, permet l'exécution fédérale dans la Hesse et les duchés de l'Elbe, et consent au rétablissement de l'ancienne Diète sous la présidence de l'Autriche. Depuis Iéna, la Prusse n'avait pas connu de journée aussi néfaste que celle où, après trois années d'oscillations contradictoires, de vaines luttes et intrigues, elle procurait à son ennemie et rivale l'avantage inouï de reprendre, dans cette Allemagne d'où elle avait prétendu l'exclure, une situation égale, non seulement à celle que le prince de Metternich lui avait assurée en 1815, mais à celle qu'elle occupait avant les traités de Westphalie.

Un seul homme, dans l'humiliation profonde que ressentit alors la Prusse tout entière, osa se réjouir d'une défaite qui lui paraissait, à lui, la victoire de ses doctrines politiques. C'était le hobereau Bismarck, membre alors du parti de la Croix, féodal intransigeant, convaincu, comme il le disait dans un de ses discours à la Chambre prussienne, que « l'Autriche était une puissance allemande dans toute la force du terme, bien qu'elle eût

le bonheur d'exercer aussi sa domination sur des nationalités étrangères, et que la Prusse devait se subordonner à l'Autriche afin de combattre, de concert avec elle, la démocratie menaçante ». Le souvenir de ce discours fut sans doute l'un des motifs qui, quelques mois après, en 1851, firent désigner M. de Bismarck comme plénipotentiaire de Prusse à la Diète de Francfort. Tels furent les débuts singuliers de l'homme qui devait, au contraire, faire expier durement à l'Autriche l'humiliation d'Olmütz et reprendre, dans de tout autres conditions, la partie dont son pays venait de perdre la première manche.

II

C'est à Francfort, de 1851 à 1859, que M. de Bismarck, ministre de Prusse auprès de la Diète, observe l'Autriche. C'est là aussi qu'il recueille les souvenirs tout récents de la crise de 1848 et qu'il médite. Il commence à comprendre que ce n'est décidément pas l'Autriche, puissance bigarrée, mosaïque de nationalités, tiraillée entre ses provinces alle-

mandes, slaves et italiennes, qui peut conduire les destinées de l'Allemagne. Il découvre la mission de la Prusse, se rend compte des fautes commises en 1848 et des voies à suivre pour atteindre le but. Mais surtout le futur chancelier se convertit, la réflexion aidant, ou se résout aux idées, aux méthodes, aux solutions qu'il avait jadis le plus violemment combattues. Il devient partisan de l'unité, il admet que les partis libéraux, ou même plus avancés, peuvent être d'efficaces auxiliaires. La force de l'opinion et de la presse se découvre à lui. Le suffrage universel lui-même lui apparaît comme un allié possible. La vie, d'autre part, et les circonstances, les divers événements dont il est le témoin le servent et complètent son expérience. La politique du Piémont et de Cavour lui propose un modèle, un précédent, qu'il saura utiliser. Ses rencontres et entretiens avec le prince Gortchacov, dont il est le collègue à Francfort et qu'il retrouvera bientôt en Russie ; avec l'empereur Napoléon III, par qui il est, dès 1855, reçu à Paris et à qui il rendra quelques années plus tard les fameuses visites de Biarritz, lui font connaître précisément le ministre et le souverain dont l'influence est alors dominante en Europe, l'initient aux changements qui se pré-

parent, le forment lui-même au rôle politique auquel il se sent appelé. Pendant la guerre de Crimée, il est l'observateur attentif des attitudes et mouvements des diverses puissances, notamment du Piémont et de l'Autriche : les dépêches qu'il adresse à Berlin éclairent et, jusqu'à un certain point, dirigent ou rectifient l'action du Gouvernement prussien. De Francfort il est, en 1859, nommé à Saint-Pétersbourg, puis, au printemps de 1862, à Paris. En septembre 1862, le roi Guillaume, qui avait succédé en 1861 à son frère Frédéric-Guillaume IV, le rappelle à Berlin et lui confie la présidence du Conseil.

Le prince de Schwarzenberg était mort depuis dix ans : son faible et pâle successeur, le comte Buol, n'avait pu soutenir le vigoureux effort de ce dernier grand ministre de la monarchie autrichienne. Le prince de Metternich s'était éteint à quatre-vingt-six ans, le 11 juin 1859, au début de la guerre d'Italie, lorsque sonnait pour l'Autriche l'heure des épreuves nouvelles. — M. de Bismarck, s'il a, comme premier ministre, dès son arrivée à Berlin, de rudes combats à soutenir au Parlement prussien pour forger, avec son roi, avec de Moltke et Roon, l'instrument militaire dont la Prusse va avoir besoin, pressent au dehors,

en France, en Russie, en Italie, des chances et dispositions favorables. Il manœuvre habilement, cultivant ses relations avec l'empereur Napoléon III, avec le prince Gortchacov, avec les hommes d'État piémontais, avec les meneurs hongrois. Son plan se dessine. Le principe des nationalités, dont s'inspirent la politique napoléonienne et celle de Cavour, va le servir contre l'Autriche, en qui il ne veut plus voir une puissance allemande et que le Piémont, d'autre part, et la Russie considèrent comme l'ennemi héréditaire de l'Italie et du monde slave. Dans la Confédération germanique, telle qu'elle fut reconstituée à la Conférence de Dresde, le 15 mai 1851, n'avaient été admises ni les provinces slaves et italiennes de l'Autriche, ni les provinces orientales de la Prusse (Prusse orientale, duché de Posen, Silésie). M. de Bismarck se rappelait quelle insistance les députés du Parlement de Francfort avaient mise à exclure de l'Empire les provinces slaves et italiennes de l'Autriche, et partant l'Autriche elle-même qui ne consentait pas à cette élimination. Il n'avait pas oublié non plus les mesures prises par la Diète fédérale de 1850, sous l'inspiration du prince de Schwarzenberg, pour faire exécuter le traité de Londres et pour obliger le roi de

Danemark à évacuer les duchés de Schleswig et de Holstein. Cette question des duchés, ranimée en 1862 par une dépêche intempestive de Lord John Russell, aggravée l'année suivante par la mort du roi Frédéric VII (15 novembre 1863), auquel le duc de Glücksbourg succédait sous le nom de Christian IX, allait donner à M. de Bismarck l'occasion d'entrer en scène.

Tout a été dit, notamment par M. Julian Klaczko, dans le livre intitulé : *Les Deux Chanceliers*, sur l'art avec lequel M. de Bismarck évolua et manœuvra dans cette affaire des duchés, et saisit, pour prendre en main la cause allemande, pour réclamer les duchés au nom de la Confédération, le moment où les grandes puissances, préoccupées par la question polonaise, paraissaient se désintéresser de la question danoise, et où il savait pouvoir compter, d'une part, sur l'extrême complaisance du prince Gortchacov, de l'autre, sur le « laisser-faire » et les yeux clos de l'empereur Napoléon III. Comment la Prusse, après avoir, de février à avril 1864, procédé de concert avec l'Autriche à l'exécution fédérale contre le Danemark et à l'occupation militaire des deux duchés, poursuivit, l'été suivant, la guerre contre le Danemark,

envahit le Jutland et l'île d'Alsen et contraignit le roi Christian IX à céder par traité les deux duchés, — comment ensuite la Prusse prétendit garder pour elle les duchés et ne se résigna que difficilement, par la convention de Gastein, à remettre le Holstein à l'Autriche en détenant elle-même le Schleswig (14 août 1865), — comment enfin, de ce partage des duchés et des conflits auxquels il donna lieu entre les deux complices, sortirent la guerre austro-prussienne, la dissolution de la Confédération germanique et de la Diète, tout ce premier chapitre de l'action prussienne en Allemagne est bien connu et a mis en pleine lumière la méthode qui continuerait à être celle de la maison de Hohenzollern et de son premier ministre dans l'accomplissement de ce qu'elle considérerait comme sa mission. La question des duchés avait servi de prétexte à la Prusse, d'abord pour revendiquer les prétendus droits de la nationalité germanique, puis pour se substituer à l'Autriche dans l'exercice et le maintien de ces droits, enfin pour exclure l'Autriche de la Confédération. M. de Bismarck et la Prusse s'étaient couverts du manteau de la nationalité, ils avaient, pour plus de sûreté, contracté alliance avec un État, l'Italie, qui se réclamait également des

principes de la nationalité et revendiquait contre l'Autriche l'indépendance des territoires italiens restés sous la domination des Habsbourg. Ils avaient enfin appelé à leur secours, en se déclarant résolus et seuls aptes à la servir, cette cause de l'unité allemande que la Prusse de 1848 n'avait pas eu le courage d'embrasser. M. de Bismarck, quand il procéda en 1864 à l'exécution fédérale contre le Danemark, n'avait pour lui ni la Confédération, ni la Prusse elle-même, dont le Parlement lui était contraire. Il n'avait non plus pour lui, en 1866, ni la Confédération qui s'était prononcée pour l'Autriche, ni la Prusse qui, par son Parlement, s'opposait à la guerre. Il n'en invoquait pas moins avec une pleine assurance les droits de l'Allemagne et la mission unitaire de la Prusse, tout en s'avouant que, si les choses tournaient mal, si le succès ne répondait pas à son attente, il ne lui resterait qu'à « charger sur le champ de bataille avec le dernier escadron, avec celui qui ne revient pas ».

La journée de Sadowa décida en sa faveur. *Ferro et igne*, « par le fer et par le feu », avait-il dit. C'est, en effet, le fusil à aiguille et l'infanterie prussienne qui avaient assuré la victoire. A côté du fusil à aiguille et des ba-

taillons, d'autres forces pourtant avaient agi. Ce n'étaient certes pas des forces intérieures : toute l'Allemagne, au nord comme au sud, y compris la Prusse, s'était prononcée contre M. de Bismarck. Les forces dont M. de Bismarck s'était servi étaient des forces étrangères : l'Italie d'abord, qui l'avait aidé à donner à la guerre de 1866 l'aspect d'une guerre de nationalité ; mais aussi la Russie, l'Angleterre, la France, qui l'avaient laissé faire, la première parce que la Prusse l'avait assistée dans la question polonaise, les deux autres, soit parce qu'elles n'avaient pas cru à la victoire de la Prusse, soit parce qu'il ne leur semblait pas qu'en tout cas de telles conséquences dussent sortir du conflit austro-prussien. Comme M. de Bismarck l'avait toujours pensé depuis que l'expérience de 1848 l'avait éclairé, c'était du dehors que lui était venu, moins par les actes que par l'abstention, le concours opportun. L'Allemagne de 1866 ne voulait ni l'unité, ni surtout la défaite et l'exclusion de l'Autriche. L'Europe, non plus, ne les voulait, ni ne les prévoyait ; mais, de même qu'elle avait laissé en 1864 écraser le Danemark, elle laissa se consommer en sept jours, du 23 au 30 juin 1866, un événement singulièrement plus décisif. Au lende-

main de Sadowa, l'Autriche était exclue de l'Allemagne, la Confédération germanique, deux fois restaurée en 1815 et en 1850, était dissoute. La Prusse y substituait la Confédération de l'Allemagne du Nord, dont elle se réservait la présidence, et où entraient par force les États situés au nord du Mein qui venaient de combattre avec l'Autriche. Les États situés au sud du Mein, qui avaient, eux aussi, pris le parti de l'Autriche, étaient laissés libres d'établir entre eux une Confédération du Sud, dans laquelle, toutefois, l'Autriche, étant exclue de l'Allemagne, ne pouvait être comprise. Les États du Sud se gardèrent, d'ailleurs, de profiter de la latitude qui leur était laissée. Quelques mois à peine devaient s'écouler avant qu'ils ne fussent allés, eux aussi, du côté du plus fort et que même ils n'eussent conclu avec la Prusse, tout en restant nominalement indépendants, des conventions militaires qui mettaient leurs armées à la disposition de l'état-major prussien.

Il avait suffi à la Prusse, pour tirer ces conséquences rapides de sa victoire, de faire entendre aux États allemands, tant du sud que du nord, que la France se montrait hostile à l'unité allemande et réclamait des compensations. Les inquiétudes, les oscillations,

les démarches contradictoires de la politique napoléonienne, qui, malgré qu'elle fût acquise au principe des nationalités et à l'unité des grands États, n'était pas sans se préoccuper du soudain accroissement et des ambitions plus vastes encore de la Prusse, fournissaient à cette dernière l'argument dont elle avait besoin pour consolider et étendre l'unité. Les mois qui suivirent les préliminaires de Nikolsbourg et les années qui suivirent la paix de Prague furent employés par la Prusse à cette campagne de démonstration et de persuasion qui lui valut des conversions, des adhésions qu'elle n'avait pas attendues si prochaines. Là encore, c'est du dehors, du soi-disant péril français, que lui vint l'assistance efficace. Tandis que la démocratie allemande et le Parlement de Francfort s'étaient vainement épuisés en 1848 à fonder l'unité germanique, l'Empire unitaire, par l'effort intérieur de l'Allemagne, sur le consentement des peuples et sous l'égide de la Prusse, — M. de Bismarck et la Prusse avaient cherché et trouvé au dehors, de 1864 à 1870, dans l'alliance avec l'Italie, dans la complaisance, l'illusion ou l'inertie des puissances, enfin dans les erreurs de l'une d'elles, le secret, le talisman pour la création et la consolidation

de cette unité dont le fantôme s'était vingt ans auparavant évanoui entre Francfort et Olmütz. — Après le règne de l'Autriche, désormais exclue de l'Allemagne à la suite d'une guerre presque civile, c'était maintenant le règne de la seconde puissance germanique, de la Prusse, qui commençait. L'ère germanique, inaugurée en 1815, continuait, mais sous une forme et un régime qui allaient singulièrement aggraver, tant pour l'Allemagne elle-même que pour l'Europe, le poids de la domination, les affres de l'hégémonie. Les geôles de Metternich étaient une oasis de liberté à côté de ce qu'allaient être les bastions, les casemates, les glacis permanents de la puissance installée au cœur de l'Europe, comme en une caserne, où ne résonneraient plus que le pas de parade et les fifres aigus de la garde prussienne.

III

Lorsque au mois de juillet 1870 les incertitudes, les contradictions, les fautes de la politique napoléonienne, les perfidies et les

intrigues du Cabinet de Berlin eurent abouti au conflit entre la France et la Prusse ; lorsque la France, mal engagée, surprise dans son isolement diplomatique et dans l'inachèvement de sa transformation militaire, succomba après une lutte héroïque, obstinée, mais inégale, ce fut, comme en 1864, comme en 1866, l'abstention, l'inertie impassible de l'Europe qui permit le nouveau et considérable progrès de la puissance prussienne, et, de plus, cette fois, l'établissement au centre du continent européen d'une suprématie militaire qui devenait un danger pour tous les États du vieux monde. En trois étapes, de Duppel à Sadowa, de Sadowa à Sedan, la Prusse avait, par cette inaction et indifférence de l'Europe, atteint le but qu'elle-même n'avait pas cru si proche. La création de l'Empire, acclamée le 18 janvier 1871 dans la galerie des Glaces de Versailles par les rois et princes d'Allemagne, en consacrant l'unité allemande, faisait de la maison des Hohenzollern et de la Prusse les bénéficiaires et les directrices de l'ère germanique ouverte par les traités de 1815. Quand on pense que, de 1815 à 1848, les Congrès européens furent si fréquents, que sous le règne de Napoléon III ils furent encore si nombreux, que, pendant

la guerre même de 1870, une Conférence se réunit à Londres pour la revision du traité de Paris de 1856, que plus tard, en 1878, en 1885, en 1906, en 1913, des congrès ou conférences se tinrent pour reviser ou ratifier tous les actes par lesquels avait été modifié le statut territorial de telle ou telle partie de l'Europe ou de l'Afrique, il est à peine concevable que la Prusse ait pu faire toutes ses conquêtes, que le vieil Empire germanique ait pu être deux fois ébranlé jusque dans ses fondements, qu'un nouvel Empire ait pu être créé au cœur de l'Europe sans que les grandes puissances aient jugé à propos d'intervenir. C'est dans le silence, à la muette, que la Prusse a grandi et que l'Empire allemand s'est fait.

M. Ernest Renan, en exposant dès le lendemain de Sedan, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 septembre 1870, son jugement et ses vues sur les événements qui venaient de s'accomplir, estimait que, dans cette nouvelle phase de l'ère germanique, c'est l'Allemagne qui finirait par l'emporter sur la Prusse. « Il n'y a plus aucune analogie en histoire, écrivait-il, si l'Allemagne conquise ne conquiert la Prusse à son tour et ne l'absorbe. Il est inadmissible que la race alle-

mande, si peu révolutionnaire qu'elle soit, ne triomphe pas du noyau prussien, si résistant qu'il puisse être. Le principe prussien a fait quelque chose de très fort, mais qui ne saurait durer au delà du jour où la Prusse aura terminé son œuvre. » Un autre de nos grands historiens, qui depuis sa jeunesse avait observé et étudié l'Allemagne, Jules Michelet, écrivait au contraire de Genève, le 1^{er} janvier 1871, quelques jours seulement avant la création de l'Empire allemand, et répondant, semble-t-il, au pronostic de Renan : « Vain espoir, trompeur, je crois. C'est justement parce qu'il a d'inférieur et d'infécond, de sec, de réfractaire, que ce dur noyau de Prusse ne pourra être absorbé. Vous raisonnez comme s'il s'agissait d'une chose vivante où votre vie pût agir. Mais y a-t-il une Prusse, y a-t-il des Prussiens ? j'en doute. Tous leurs noms sont slaves, suédois, danois, suisses, français, etc. C'est un cadre assimilateur, un estomac avec des griffes, comme le poulpe. Et point de corps (1). » Image saisissante et qui nous explique, outre la politique de proie et d'assimilation violente de cet estomac avec griffes,

(1) Ces lignes se trouvent dans la brochure publiée par J. MICHELET en février 1871, sous ce titre : *La France devant l'Europe* (Florence, Le Monnier).

comment la nationalité, qui n'était et ne pouvait être une idée prussienne, a été simplement exploitée par la Prusse, au détriment de l'Allemagne, pour servir de support à ses ambitions, à son insatiable appétit.

Le rêve, le pronostic d'E. Renan se réalisera, se justifiera peut-être dans l'avenir. Pour la période qui prend fin, pour les quarante-quatre années qu'a duré l'empire fondé en 1871, c'est Michelet qui a eu raison et dont la prophétie s'est vérifiée. Pendant ces quarante-quatre ans, le dur noyau de Prusse n'a pas été absorbé, c'est l'estomac avec griffes qui a, au contraire, tout saisi, tout dévoré, non seulement l'Allemagne, mais tous les voisins, tous ceux qui se sont trouvés à portée du redoutable poulpe.

En Allemagne même, l'œuvre d'assimilation de la Prusse, malgré le particularisme subsistant de certains États, malgré les différences religieuses et le Kulturkampf, malgré les protestataires d'Alsace-Lorraine, de Pologne et des duchés danois, malgré la résistance guelfe et l'opposition socialiste, n'a pas été gravement contrariée parce que, dans toutes les crises, la Prusse a su jouer du péril extérieur, du péril français, plus tard du spectre russe. Cette même Prusse, qui, pour

triompher de l'Autriche et s'imposer à l'Allemagne, s'était si imperturbablement servie du concours, de la complaisance, de l'inertie de l'étranger, ne se fit pas faute d'invoquer ensuite le péril étranger pour boucher toutes les fissures, pour parer aux causes de désagrégation ou d'affaiblissement de l'Empire. Il faut reconnaître du reste que, pendant vingt ans, c'est-à-dire sous le régime proprement bismarckien, de 1871 à 1890, le prince chancelier, tout en maintenant d'une main de fer la situation acquise et les conquêtes réalisées, n'en étendit guère et ne se soucia pas d'en étendre le rayon. Le prince de Bismarck était l'homme du centre de l'Europe. Le régime qu'il avait conçu et qu'il appliqua fut celui d'un empire fortement unitaire, malgré la fiction fédérale adoptée comme décor, mais qui restait continental et uniquement voué aux intérêts immédiats allemands. Sa seule préoccupation était de veiller à ce que cet empire, qu'il se faisait fort de gouverner au dedans; ne fût menacé au dehors par aucune coalition. Il avait, dès les premières années, imaginé, à cet effet, un système imité de l'ancienne Sainte-Alliance et qui consistait à assurer, par une sorte de pacte personnel entre les « trois empereurs » (d'Allemagne,

d'Autriche-Hongrie et de Russie), le *statu quo* territorial de l'Europe et la permanence, dans les trois grandes monarchies, des idées d'ordre, de conservation, de résistance à l'esprit révolutionnaire. — Un peu plus tard, après la guerre turco-russe de 1876-78, et surtout après le Congrès réuni à Berlin pour la révision du traité de San-Stefano, il se rendit compte qu'une autre et plus précise combinaison était nécessaire. C'est alors qu'il conçut son véritable chef-d'œuvre : l'alliance austro-allemande.

Unir par les liens d'une durable alliance la Prusse devenue l'Allemagne et l'Autriche devenue l'Autriche-Hongrie, mais exclue de la Confédération germanique en 1866, associer dans une même politique les deux puissances qui s'étaient mesurées dans le champ clos de l'ancienne Allemagne, et dont l'une s'était substituée à l'autre, ce dessein paraissait chimérique. Le prince de Bismarck l'exécuta lorsque après le Congrès de Berlin s'ouvrit pour l'Autriche-Hongrie, en compensation des pertes qu'elle avait subies, le champ immense de l'Orient. Le prince déroulait aux yeux de l'empereur François-Joseph et du comte Jules Andrassy cet horizon de l'Orient et du Balkan, cette Marche de l'Est où la

monarchie dualiste aurait la vraie mission que lui indiquait son nom lui-même et à laquelle elle était prédestinée. — Il y gagnait, quant à lui, non seulement de donner à l'Autriche-Hongrie un autre objectif, de la dépandre de ses anciennes ambitions allemandes, mais de la river à l'Allemagne pour le maintien du *statu quo* de l'Europe et de s'en faire une alliée contre la Russie qui, désavantagée au Congrès de Berlin, allait, malgré les relations de famille entre les deux cours, se détacher de sa voisine de l'ouest et, sans doute, chercher ailleurs un appui.

Treize ans après la paix de Prague, le prince chancelier, sans faire rentrer l'Autriche-Hongrie en Allemagne, mais en lui ouvrant l'Orient, la ramenait à la défense commune des intérêts germaniques. Et comme, d'autre part, l'alliance ainsi contractée entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne pouvait inquiéter : au sud, l'Italie qui n'avait pas à se louer de ses rapports avec son adversaire et ennemie de 1848, de 1859, de 1866, de toujours ; à l'est, la Roumanie, sur laquelle régnait un prince de Hohenzollern et que la Hongrie traitait mal, — le prince, qui était en verve et en veine, n'hésita pas à leur conseiller à toutes deux d'adhérer à l'alliance austro-

allemande, de façon à s'assurer, par l'Allemagne, la plus efficace garantie contre leurs ennemis éventuels, y compris l'Autriche-Hongrie elle-même. — Ainsi se compléta, en 1882 et 1883, le pacte auquel l'histoire a donné le nom de Triple-Alliance, bien que la Roumanie s'y fût jointe en quatrième.

Le système bismarckien était désormais clos. Mais il était si fortement charpenté, il unissait l'Europe centrale en un groupe si compact, avec deux contreforts opportuns, l'un au sud, l'autre à l'est, que la politique allemande n'avait vraiment pas besoin d'autres étais. Le prince chancelier s'était, au surplus, efforcé d'apaiser et de contenir la Russie par un traité de contre-assurance dont les effets se prolongèrent tant bien que mal jusqu'en 1888. Il évitait, d'autre part, bien que la Conférence de 1885 sur le Congo et les territoires africains n'eût pas été agréable au Cabinet de Londres, de froisser ou de contrarier la Grande-Bretagne contre laquelle l'Allemagne n'avait alors aucune visée de rivalité maritime, économique ou coloniale. — C'est ainsi que, jusqu'à la fin de son long ministère ou règne, jusqu'au mois de mars 1890, l'Allemagne, malgré la rudesse du régime prussien en Alsace-Lorraine, en Pologne, et

dans d'autres parties de l'Empire, malgré les violences du Kulturkampf et les premières rigueurs contre les socialistes, malgré ses alertes et menaces de guerre de 1875 et de 1887, ne se heurta pas à trop d'obstacles et ne vit pas se former contre elle les alliances ou coalitions dont la hantise l'obsédait. L'alliance franco-russe elle-même, bien que très près d'éclorre et ardemment désirée par les deux peuples qui l'avaient conclue entre eux avant les gouvernements, ne devint un fait accompli que plus d'un an après la démission du prince de Bismarck, dans l'été de 1891.

IV

Avec l'empereur Guillaume II commence ce qu'il a appelé lui-même le nouveau cours (*der neue Kurs*). Pendant quelque temps, au début, le jeune souverain, qui s'était formé sous Bismarck, qui affichait une admiration enthousiaste pour le grand chancelier, qui avait avec lui, sous le règne si éphémère de son père Frédéric III et dans son impatience du trône, préparé, anticipé même son prochain

règne, se content et parut rester fidèle à son mentor. Mais déjà il rongait son frein, il aspirait à être le seul maître. Il voulait imprimer sa marque, son effigie à l'Empire que, sans doute, il trouvait trop étroit et régi d'une main trop sénile. Il portait peut-être sur le prince chancelier (juste retour des choses d'ici-bas !) le jugement que M. de Bismarck avait lui-même, dans ses entretiens de Paris, de Saint-Pétersbourg et de Biarritz, ou dans ses lettres à sa femme et à sa sœur, porté sur les souverains et ministres du temps, qu'il traitait de « perruques ». Aussitôt qu'il put se libérer et que ses dissentiments avec le prince sur ses rapports avec Windthorst, le chef du centre catholique, ou sur l'application des lois contre les socialistes, lui en fournirent l'occasion, il ne craignit pas de lui imposer la démission et de le congédier en essayant de l'affubler de ce titre de duc de Lauenbourg qui l'eût rendu méconnaissable.

A partir de cette date, il n'eut garde de laisser se former à ses côtés un pouvoir, une influence durable, encore moins une tutelle. Après ce règne de Bismarck qui avait duré presque trente ans (de 1862 à 1890), il n'eut que des chanceliers à terme relativement court et qu'il n'avait nul scrupule de changer

comme de simples ministres. Chez aucun d'eux, d'ailleurs, Caprivi, Hohenlohe, Bülow, Bethmann-Hollweg, il ne supportait une autorité vraiment maîtresse. La disgrâce de Bülow qui, devant le Reichstag, l'avait un moment découvert, fut de toutes la plus retentissante et la plus profonde.

Dès les premiers jours, il eut son plan, son plan à lui dont les éléments lui furent peut-être suggérés par tels ou tels conseillers successivement admis à la faveur d'une collaboration, mais dont il revendiquait la paternité et dont il se réservait jalousement l'exécution. Ce plan consistait surtout à ajouter au système bismarckien les surenchères et les rallonges que le chancelier de fer s'était délibérément interdites comme propres à compromettre et menacer la solidité, la sûreté de l'édifice impérial. Ce n'était pas sans motif que le prince de Bismarck, mesurant l'étendue et interrogeant l'horizon, avait exclu de son programme la création d'une puissante marine et la fondation de vastes colonies qu'il considérait comme prématurées, dangereuses, et exposant l'Empire, dont la force reposait sur son armée de terre, à la tentation, aux hasards d'une rivalité avec la puissance britannique qui jusqu'alors avait observé l'atti-

tude la plus favorable envers l'Allemagne. Ce n'était pas non plus sans des raisons longuement mûries qu'il avait cru devoir abandonner à l'Autriche-Hongrie l'exploitation du champ oriental et s'abstenir d'engager l'Allemagne dans ce guépier où il ne voulait risquer ni les os ni même la peau, peu sensible cependant, de ses grenadiers poméraniens. Il avait eu bien soin de marquer à cet égard les limites que l'Allemagne devait s'imposer, lui recommandant tout spécialement de ne pas se laisser entraîner par l'Autriche-Hongrie, son alliée, au delà de ce que pouvait exiger la satisfaction ou la défense des intérêts germaniques. C'est précisément sur les deux pistes interdites, ou du moins réservées, que Guillaume II se lança avec toute la fougue de la jeunesse, avec le désir de faire plus et mieux que n'avait fait le créateur de l'Empire.

Le programme naval, conçu et caressé dès l'origine du règne, n'entra dans la pleine période d'exécution régulière et progressive qu'en 1897, au moment où l'Empereur ajoutait aux colonies déjà acquises dans l'Afrique orientale et australe et en Océanie ce territoire [de Kiao-tchéou et du Chan-tong qu'il avait si passionnément convoité. Dans les

premières années, et sur le conseil du chancelier de Bülow, l'accroissement de la flotte de guerre n'était pas trop ouvertement dévoilé pour éviter d'attirer l'attention du Gouvernement britannique. Mais, après la guerre du Transvaal et la mort de la reine Victoria, cette précaution cessa d'être observée, la course, le duel s'ouvrirent entre les deux marines, l'Angleterre s'en tenant à son principe traditionnel de supériorité numérique et dynamique (le double du nombre et de la puissance de la plus grande flotte ennemie), l'Allemagne s'efforçant de hâter l'ensemble des constructions qui devait lui permettre d'avoir, en 1917, la flotte espérée et rêvée. Pendant cette lutte s'étaient, d'ailleurs, singulièrement modifiées depuis 1904, c'est-à-dire depuis l'établissement de l'« Entente cordiale » entre la France et la Grande-Bretagne, les relations anglo-allemandes. Si l'Angleterre se rapprochait de la France, puis, un peu plus tard, de la Russie, c'est que les desseins de Guillaume II. s'étaient peu à peu révélés, non seulement sur mer et dans le domaine colonial, mais de même en Orient et dans le monde entier où l'expansion commerciale, industrielle, économique de l'Allemagne prenait des proportions démesurées. L'Allemagne prus-

sianisée, « l'estomac avec griffes, le poulpe » décrit d'avance par Michelet s'était jeté sur l'univers peu à peu enserré dans ses tentacules. A côté d'une armée qui vit, de 1888 à 1912, doubler ses effectifs du pied de paix, et d'une flotte de guerre qui devait, en 1914, compter trente-sept cuirassés de différents modèles, six croiseurs de bataille, neuf croiseurs cuirassés, dix-neuf croiseurs protégés, cent cinquante et un contre-torpilleurs, etc., s'étaient développés une marine marchande dont le tonnage allait excéder, en 1913, trois millions de tonnes, — une industrie formidable qui devait, en 1911, égaler presque l'Angleterre pour la production de la houille, la dépasser d'un tiers pour la production de la fonte, du double pour la production de l'acier, — un commerce qui, de 1887 à 1912, s'est accru de 215 0/0 et qui se classe le second du monde, entre le commerce anglais et le commerce des États-Unis (1). C'est là, non une progression normale, mais le résultat d'un effort paradoxal et titanique, d'une méthode artificielle de serre chaude et de « forcerie ».

(1) Les chiffres cités ici sont empruntés au rapport que le Dr Hellferich, alors directeur de la *Deutsche Bank*, aujourd'hui vice-chancelier de l'Empire, a publié en 1913, à l'occasion du jubilé de vingt-cinq ans de règne de l'empereur Guillaume II.

Et ce travail gigantesque est non point pour le bien-être, la prospérité de l'Allemagne qui doit souvent, au contraire, expier par la vie chère, par les prix que lui imposent les trusts, les cartels, les primes, cette enflure exorbitante de l'exportation, mais pour la conquête, l'assujettissement de l'univers que l'Empire, enivré de ses succès, entend soumettre à la tyrannie de ce qu'il appelle son « organisation », sa « culture ».

Dans le plan que les « pangermanistes » et, à leur tête, l'Empereur se sont proposé, l'œuvre capitale et maîtresse, avec le développement intensif et rapide de la flotte, est l'expansion allemande en Orient, non seulement par la croissance du commerce, de l'industrie et des échanges, mais par la création d'une ligne mondiale, pour l'exécution de laquelle Guillaume II avait inespérément obtenu l'entier concours du Sultan, destinée à relier le port le plus septentrional de l'Empire, Hambourg, par Vienne, Buda-Pesth, Sofia, Constantinople, à Bagdad et au golfe Persique. Cette création de la ligne Hambourg-Bagdad, qui a été la grande idée du règne, en déviant l'axe de l'Allemagne vers le sud et l'est, ne laissa pas tout d'abord d'inquiéter l'Autriche-Hongrie qui pouvait craindre de

se voir déposséder du domaine de l'Est dont la politique bismarckienne lui avait assuré l'exploitation et le bénéfice. Guillaume II calma l'empereur François-Joseph, l'archiduc François-Ferdinand, héritier de la couronne, et les Magyars en faisant aussi large que possible la part de l'Autriche-Hongrie et en soudant plus étroitement l'une à l'autre les deux alliées. Dans la connexion ainsi établie entre l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Orient, et qui tendait à ne faire plus des deux Empires germaniques qu'un territoire uni et contigu, une Europe centrale (*Mittel Europa*) s'étendant jusqu'aux Balkans, Guillaume II négligeait l'avertissement, aujourd'hui prophétique, qu'avait donné jadis le prince de Bismarck et qui était de ne pas compromettre la politique allemande dans des liens trop étroits avec l'Autriche-Hongrie, surtout dans cette direction de l'Est. Mais les dés étaient jetés, et tandis que l'empereur Guillaume II poursuivait sa chimère, à Vienne, un ministre hardi, le comte d'Ærenthal, avait entrepris d'avancer l'heure où l'Autriche-Hongrie entrerait en possession de l'hoirie. Lorsque éclata, en 1908, la révolution turque et que le comte d'Ærenthal jugea le moment venu de transformer en annexion l'occupa-

tion administrative de la Bosnie-Herzégovine, d'accord avec le prince Ferdinand de Bulgarie qui gagna à ce consentement une couronne royale, Guillaume II, de son côté, fit en hâte tout le nécessaire pour s'assurer chez les Jeunes-Turcs, auteurs de la révolution, le même concours et dévouement que celui qu'il avait trouvé chez Abdul-Hamid. Le déplacement d'axe que le prince de Bismarck avait tant redouté, qu'il avait, quant à lui, conjuré, se produisait : l'Allemagne inclinait de plus en plus vers l'Autriche-Hongrie, vers la Turquie, vers les mirages d'Orient.

Les événements de 1912-1913, la coalition balkanique de la Serbie, de la Bulgarie, de la Grèce, du Monténégro, contre la Turquie, l'écrasement de la Turquie et le traité de Londres (30 mai 1913), la brutale agression de la Bulgarie contre les Serbes, la défaite de l'armée bulgare et la paix de Bucarest (7 août 1913) ne firent que précipiter encore cette déviation de la politique allemande vers les Balkans et l'Orient. Les revers successifs de la Turquie et de la Bulgarie, outre qu'ils décevaient les espoirs et les calculs des Empires germaniques et que la nouvelle répartition des territoires balkaniques interrompait, barrait la ligne rêvée de Hambourg à Bagdad,

ne laissaient à l'Autriche-Hongrie et à l'Allemagne, si elles ne voulaient point se résigner, si elles cherchaient une revanche, d'autre ressource que de lier partie avec les deux vaincus, la Bulgarie et la Turquie, et de les comprendre, de les englober dans leur propre alliance. C'est à cette extrémité qu'aboutissait l'Allemagne qui entendait ainsi se continuer, se prolonger elle-même au delà de ses limites et confondre, absorber en elle tout ce qui faisait étape sur sa route. Sortant de son orbite et débordant sur l'Asie, elle incorporait au domaine de Pangermanie cette portion d'univers où ses serres s'enfonçaient. Dans cette frénésie, ce vertige de l'expansion, l'Empire germanique avait ses capitales, non plus seulement à Berlin, Vienne et Pesth, mais à Sofia, Constantinople et Bagdad. C'est en Asie-Mineure que l'Europe centrale avait son terminus.

A cette date de 1913, l'Allemagne, qui célébrait avec fracas le centenaire de Leipzig, avait compris que l'exécution du programme pangermaniste la menait à la guerre : elle s'y était résolue. Déjà, au cours de l'été, ainsi que MM. Giolitti et Tittoni l'ont révélé, l'Autriche-Hongrie avait prémédité une attaque contre la Serbie et demandé au Gouvernement

italien s'il serait disposé à s'y prêter. Quelques mois plus tard, en novembre, Guillaume II ne cachait pas à Albert I^{er}, roi des Belges, que la guerre avec la France lui paraissait inévitable et prochaine. Cette guerre, l'Allemagne la préparait, sûre du succès, convaincue que la France et la Russie ne pourraient résister à son choc, qu'elle réussirait à maintenir l'Angleterre en dehors du conflit, et que l'Empire de 1871 allait recevoir de la victoire les compléments, l'achèvement nécessaires. Dans l'entrevue qu'au printemps de 1914 le Kaiser eut à Konopischt, en Bohême, avec l'archiduc François-Ferdinand et à laquelle assistaient, avec Moltke et Tirpitz, les chefs de l'armée austro-hongroise, tout fut décidé et réglé. L'Allemagne, assistée de son brillant second, dominerait le monde du nord au sud, de l'est à l'ouest : elle l'organiserait, lui imposerait sa culture et son joug. Telle était, au delà du Rhin, la foi commune de l'Empire, de ses ministres, de l'armée, des intellectuels (le manifeste des 93 l'a bien prouvé), de la bourgeoisie riche, des industriels, négociants et financiers, des socialistes prêts à s'enrégimenter sous la bannière gouvernementale, du peuple tout entier à qui le plus riant et fécond avenir était promis. Ce n'était plus l'Alle-

magne étroite et timide de 1870 qui partait en guerre, ce n'était plus pour le programme médiocre et étriqué de M. de Bismarck qu'elle allait combattre. Guillaume II lui ouvrait et livrait le monde. Les temps étaient révolus et accomplis. La nation élue, avec sa devise maîtresse : « Au-dessus de tout » (*Deutschland über alles*), allait prendre possession de son domaine et fonder enfin le seul Empire qui lui convint et suffit, celui de l'univers. Combien pâlissaient, auprès de cette vision, les pauvres et imparfaites ébauches du passé, le Saint-Empire romain, l'ancienne Confédération germanique, 1815 et 1866, l'Empire de « l'inoubliable grand-père » et du chancelier de fer ! C'est maintenant qu'allait vraiment se lever sur l'horizon infini des continents et des mers, du cœur de l'Europe jusqu'aux extrémités de l'Afrique et de l'Asie, jusqu'aux vastes étendues des deux Amériques et de la Polynésie, la grande ère germanique, l'ère de Guillaume II.

V

Ce rêve monstrueux, s'il a mené au combat les armées teutoniques qui étaient parties le

2 août à la conquête du monde, s'il hante encore le cerveau de ceux qui l'ont conçu, s'est aujourd'hui effondré. — Dès le premier jour, les deux États latins qui avaient adhéré à la Triple-Alliance, l'Italie et la Roumanie, ont refusé de participer à une guerre d'agression contraire à l'objet même de l'alliance, et se sont retirés dans la neutralité jusqu'au moment où la défense de leurs intérêts et de la cause même de la civilisation devait les ranger à nos côtés. Le 4 août, le territoire belge était violé, mais la Belgique opposait à l'envahisseur félon une résistance qui l'arrêtait trois semaines. La Grande-Bretagne entraînait dans la lutte pour défendre la neutralité de la Belgique, la France menacée et tous les Alliés. La ruée allemande ne s'en était pas moins jetée sur la France, elle hâtait sa course vers Paris lorsque, du 6 au 13 septembre 1914, la bataille de la Marne l'arrêta net, puis la fit reculer jusqu'à la Meuse, jusqu'à la Somme, jusqu'à l'Yser. Depuis lors, les armées allemandes occupent, il est vrai, la quasi-totalité de la Belgique, plusieurs départements du nord et de l'est de la France, la Pologne, la Serbie, le Monténégro, une partie de la Roumanie : mais ne sont-elles pas, sur bien des points, réduites à la défensive et comme assié-

gées elles-mêmes ? Les Empires germaniques sont bloqués au centre de l'Europe et sur toute l'étendue de leurs côtes. Leur seule issue est la ligne de Pesth, Sofia, Constantinople sur laquelle se livrent aujourd'hui de terribles combats. — Les pavillons allemands et austro-hongrois ont, depuis le mois de décembre 1914, disparu de la surface des mers : seuls les sous-marins poursuivent sous les flots leur barbare campagne de piraterie et de meurtre. Toutes les colonies allemandes d'Afrique, d'Asie, de Polynésie ont été successivement reprises et occupées par les flottes et soldats de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Australie et du Cap, du Japon, de la Belgique, du Portugal. De l'empire colonial dont Guillaume II croyait étendre sans fin les limites, il ne reste plus que quelques enclaves de l'Afrique orientale qui ne tarderont pas à être réduites et à capituler. Sur tous les fronts d'Europe enfin se font sentir pour l'Allemagne les effets du blocus et de l'usure. Quelques-uns des régiments les plus vigoureux et les chefs qui ont le mieux fait leurs preuves ont été réservés pour la campagne de Roumanie où le maréchal Hindenburg et Guillaume II, l'un par sa belle ardeur stratégique, l'autre par sa haine du Hohenzollern

passé à l'ennemi, concentrent leur plus énergique effort. Il était à prévoir d'ailleurs que, selon la logique des événements, c'est sur ce théâtre d'Orient, véritable origine de la guerre, que la guerre elle-même devait refluer et rebondir. Les Alliés n'ont peut-être pas eu à cet égard le coup d'œil assez prompt et la volonté assez rapide. Ils font cependant là, comme ailleurs, l'effort nécessaire et, sur ce front comme sur les autres, ils poursuivent la victoire libératrice et vengeresse.

Les dix États qui mènent la lutte contre les Empires centraux ont, en ce qui les concerne, le sentiment que l'ancien statut de l'Europe a vécu. — C'est au feu de la lutte engagée depuis la mer et les Vosges jusqu'au Carso, du Carso et de l'Adriatique jusqu'à Constantinople, qu'ils forgent le nouveau droit, le droit de demain, dont les linéaments apparaissent, dont les principes sont dès maintenant formulés dans la conscience des peuples et des gouvernements. — L'ère d'hier, en ce qu'elle a de germanique, et par tout ce qui rappelle la pire, la plus abjecte tentative d'hégémonie que le monde ait connue, ne laisserait qu'un souvenir exécré, si elle ne présentait en regard l'histoire des nobles et généreux efforts par lesquels la France, la

Russie, la Grande-Bretagne, l'Italie ont, en s'affranchissant elles-mêmes, libéré l'univers. Quant à la vie intellectuelle et morale de l'humanité, durant cette période, elle n'a nullement subi, malgré les prétentions et illusions allemandes, la loi de Berlin ou de Vienne. C'est aux foyers de Paris, de Londres, de Petrograd, de Rome, qu'elle a continué à puiser chaleur et lumière.

Il y a eu une culture allemande, celle qui, de 1750 à 1830, s'est illustrée en poésie, en philosophie, en histoire, en critique, dans le roman, au théâtre, par les noms de Lessing, Herder, Wieland, Goethe, Schiller, Kant, Fichte, Schelling, Hegel, les frères Grimm. Cette culture, qui ne niait pas alors ce qu'elle devait aux cultures française et anglaise, à nos grands classiques du ^{xviii}^e siècle, puis à Voltaire, à Montesquieu, à Rousseau, à Diderot, à Buffon, comme à Shakespeare, Milton, Bacon, John Locke et David Hume, s'était développée à l'époque où l'Allemagne, dont les ambitions politiques ne s'étaient pas encore révélées, réclamait seulement la liberté de penser, de sentir et d'écrire. Au temps des guerres de l'Indépendance, de 1813 à 1815, sa littérature, sa poésie et sa philosophie, par Koerner et par Fichte, acquirent un carac-

tère plus national, plus patriotique. La « jeune Allemagne » ensuite, par ses poètes, ses philosophes et ses critiques, prit une part active aux luttes politiques. Elle eut son heure, sa très brève victoire en 1848, lors de la réunion à Francfort du Parlement démocratique et unitaire, dont a été plus haut résumée l'histoire. Ce sont, à dater de ce moment, les préoccupations, les passions politiques qui prennent le pas sur toutes les autres. C'est aussi la date à partir de laquelle la grande époque de la culture allemande peut être considérée comme close. La dernière période, en tout cas, celle de 1870 à 1914, n'a produit, ni en littérature, ni en philosophie, ni en art, aucune œuvre qui puisse être comparée à celles du siècle de Goethe et de Schiller.

L'Allemagne centralisée et prussianisée a peu à peu attiré vers Berlin et incorporé au service de l'État toutes les forces intellectuelles que ce régime a, dès lors, comme frappées de stérilité. Elle a eu encore des historiens, des érudits et des savants, surtout des savants d'application, tirant des théories et inventions, généralement étrangères, les utilisations pratiques et immédiates. De ses deux derniers philosophes, l'un, Schopenhauer, a été surtout le métaphysicien et l'es-

thète du néant, le mystagogue d'une sorte de néo-bouddhisme; l'autre, Frédéric Nietzsche, ne s'est guère fait apprécier de l'Allemagne que par sa théorie du « surhomme » qui convenait si bien aux appétits et à l'enflure des doctrinaires du pangermanisme. — Les maîtres et éducateurs de la jeunesse, formés eux-mêmes à une discipline de plus en plus étroite, n'ont plus eu qu'une doctrine d'État, enseignant aux générations nouvelles, avec l'admiration fétichiste de la patrie allemande, le mépris et la haine de l'étranger et proposant comme but unique à leur activité le culte de la force et l'expansion conquérante sur tous les points du globe. Non seulement les intellectuels, mais les élèves instruits par eux devenaient les cadres de la future armée d'invasion. Ces mêmes hommes, professeurs ou fonctionnaires, diplomates ou magistrats, jurisconsultes ou médecins, philosophes, littérateurs, artistes, critiques, qui venaient dans nos capitales, qui participaient aux congrès ou conférences de l'Europe civilisée, qui, à La Haye ou ailleurs, mettaient la signature de l'Allemagne au bas des actes internationaux destinés à améliorer la condition matérielle et morale de l'humanité, préparaient cependant, d'accord avec leur Gouvernement, la

guerre atroce dans laquelle ils ont fait litière de tout ce que, depuis un demi-siècle, ils s'étaient solennellement engagés à respecter. Ce demi-siècle, pendant lequel l'Allemagne a eu la plus grande puissance politique, a été aussi celui où son rayonnement intellectuel s'est voilé, où la moralité publique a atteint chez elle le plus bas degré de l'étiage, où, par le délire croissant de son orgueil, le divorce s'est fait entre elle et l'humanité.

La France généreuse, hospitalière aux idées et aux œuvres comme aux hommes, avait été la première à saluer et célébrer le siècle de Kant, Goethe et Schiller. Le livre de Mme de Staël sur l'Allemagne avait même poussé si loin l'admiration et l'enthousiasme qu'un Allemand (il est vrai que c'était Henri Heine, affranchi du joug, et qui se définissait lui-même un Prussien libéré) crut devoir nous aviser que l'Allemagne n'était peut-être pas le pays que Mme de Staël avait décrit, « un nébuleux pays d'esprits où des hommes sans corps et tout vertu se promènent sur des champs de neige, ne s'entretenant que de morale et de métaphysique ». Henri Heine avait vu, lui, ou tout au moins pressenti la réalité singulièrement âpre et avide qui se dissimulait sous ces dehors. C'est surtout à

partir de 1815, après la défaite de la France, que l'Allemagne se mit à attendre et espérer beaucoup des réalités de ce monde. « Moi qui avais vu couver les œufs d'où sortirent les nouveaux oiseaux, — écrivait H. Heine à la fin de son livre intitulé, comme celui de M^{me} de Staël, *De l'Allemagne*, — j'ai pu facilement prédire quelles chansons nouvelles on fredonnerait, et siffloterait et gazouillerait plus tard en Allemagne (1). »

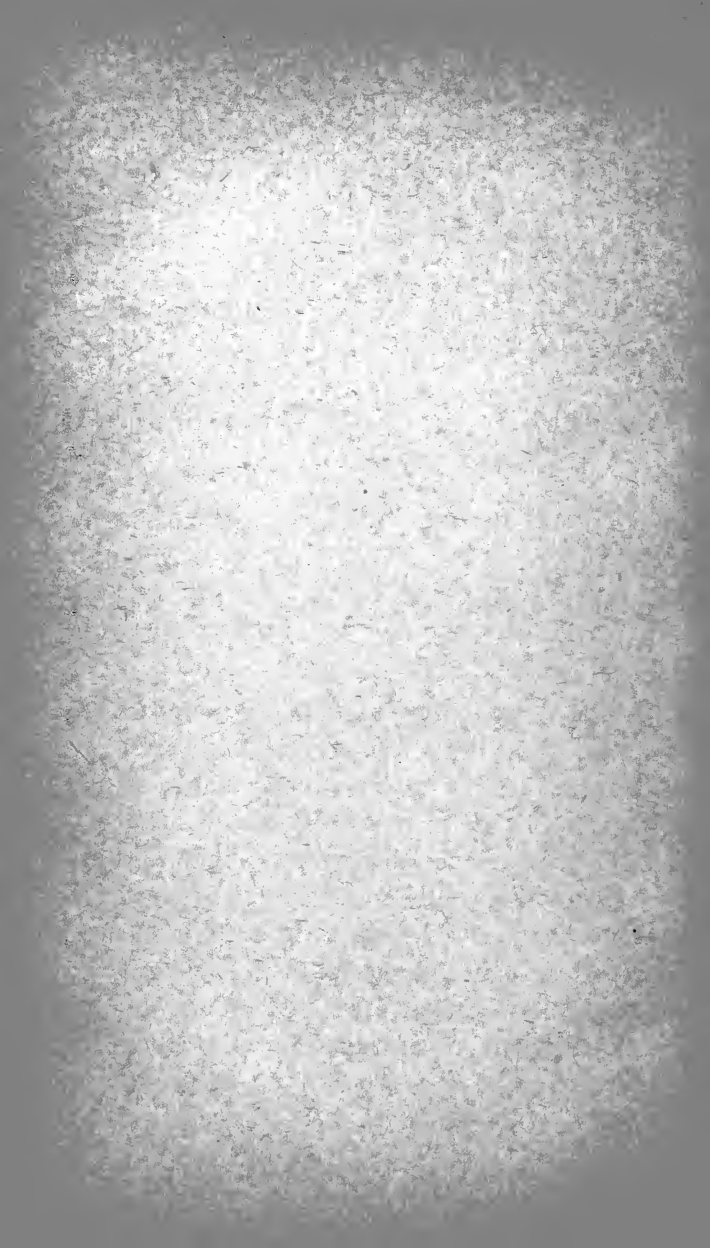
Ces chansons, ni Victor Cousin, dans son voyage de 1817 au delà du Rhin où il découvrit Schelling et Hegel, ni Jules Michelet, lorsqu'il traduisit *Les Antiquités du droit allemand* de Jacob Grimm, ni Ernest Renan, ni Taine ne les avaient entendues. Elles devinrent pourtant le chant national de l'Allemagne nouvelle, et c'est à leurs accents que l'Allemagne peu à peu s'habitua, s'entraîna à son rêve, disons mieux, à son ferme dessein et vouloir de domination et de conquête. C'est ce chant qui résonnait sous les voûtes du temple de celui que l'empereur Guillaume II appelle le vieux Dieu, et qui n'est autre, sans doute, que Thor ou Odin.

Mais en revenant à son vieux Dieu l'Alle-

(1) HENRI HEINE, *De l'Allemagne*, 2^e partie, chapitre x : « Aveux de l'auteur ».

magne prussianisée et redevenue barbare s'est heurtée à l'Europe civilisée qui a, comme jadis, opposé à l'invasion son infranchissable rempart. C'est sur ces mêmes champs catalaniques où déjà s'était arrêté Attila que la ruée germanique a été de nouveau contenue et refoulée. C'est de là que l'histoire datera, avec le salut de la liberté et du monde, la fin de l'ère qui expire.

25 décembre 1916.



CHAPITRE III

L'ALLEMAGNE ET LA PSYCHOLOGIE DES PEUPLES

Au nombre des sciences que l'Allemagne se flatte d'avoir créées, il en est une, la psychologie des peuples (*die Völkerpsychologie*), à qui elle a peut-être la première donné ce nom, mais qui ne lui doit, certes, ni la naissance, ni les œuvres les plus remarquables, et qui surtout ne lui a guère servi à elle-même dans la connaissance des peuples, dans l'art de les comprendre, de se les concilier, d'établir entre eux et elle des rapports d'intelligence, de confiance, de sympathie. — S'il est, en effet, dans la longue et intense préparation que l'Allemagne avait faite de la présente guerre, un point défectueux, une lacune et une tare, c'est précisément le manque de

psychologie, c'est l'ensemble, je devrais presque dire le système des erreurs qu'elle a commises, sur elle-même d'abord et ses alliés, puis sur ses adversaires, en troisième lieu sur les neutres, enfin, et d'une façon générale, sur les conditions dans lesquelles elle provoquait et engageait la lutte contre le monde civilisé, au moment où la civilisation était le moins disposée à subir le joug de ce qu'il faut bien, du seul nom qui convienne, appeler la barbarie.

I

L'Allemagne n'a jamais eu, il est douteux qu'elle puisse avoir jamais le sens psychologique. Elle n'a pas même celui de la vie, de la vie humaine et sociale. M. T. de Wyzewa faisait, il y a quelques mois, remarquer dans l'étude intitulée *La Faillite de la littérature et de l'art allemands*, comment, faute de ce don de la vie, il n'y a vraiment, dans toute la littérature allemande, aucune création proprement dite, aucune figure vivante, aucun personnage capable, comme ceux d'un Shakespeare, d'un Cervantes, d'un Molière, d'un Balzac,

d'un Tolstoï, de faire concurrence à l'état civil. Chez Goëthe lui-même, qui cependant avait senti la puissance de vie de l'art français, de l'art italien, de l'art grec, le héros le plus humain, Faust, se métamorphose presque aussitôt en symbole, et, comme si le symbolisme du premier Faust n'avait pas suffi, il y ajoute la symbolique plus impénétrable du second. — Mais c'est la philosophie allemande qui a le mieux démontré peut-être cette impuissance du génie germanique à ressentir et réaliser la vie, s'il est vrai qu'après Kant, et lorsque ses successeurs tentèrent de sortir de la prison subjective où la *Critique de la Raison pure* les tenait enfermés, l'âme humaine et ses diverses facultés, le « moi » lui-même, la conscience, la raison, l'imagination, la volonté, ne servirent, chez Fichte, Schelling, Hegel, Schopenhauer, qu'à des constructions métaphysiques qui n'ont rien laissé subsister de l'âme humaine et du « moi », noyés dans l'infini, l'absolu, l'univers ou le néant. — L'œuvre d'absorption et d'unification, ainsi accomplie dans la philosophie allemande, se poursuivit, après 1848, dans la nation elle-même où l'achèvement de l'unité se fit par l'absorption de l'Allemagne dans la Prusse. La nation eut en politique le sort que l'âme et le « moi »,

avaient eu dans la philosophie : elle fut noyée dans le régime prussien, et l'unité ne se consumma que par la servitude. — Ces précédents ne formaient pas l'Allemagne, il faut l'avouer, à l'intelligence, à la science, à la psychologie des peuples : l'expérience n'allait pas tarder à le démontrer. Si, vers la fin du XVIII^e siècle, Hamann et Herder, inspirés d'ailleurs de Voltaire (*L'Essai sur les Mœurs*), de Montesquieu (*L'Esprit des Lois*), de J.-J. Rousseau, eurent et projetèrent d'assez larges lueurs ou divinations sur l'origine, sur la préhistoire des grandes civilisations, si Hegel, au XIX^e siècle, fut, par sa métaphysique du devenir, l'initiateur d'un mouvement historique qui n'a pas été sans éclat, si Lazarus et Steinthal fondèrent, vers 1860, la Revue (*Zeitschrift*) de la *Völkerpsychologie*, l'objet même de cette science, le sens de la vie propre, de l'originalité de l'âme des peuples, ne se découvrait pas, ne se rendait pas à ces savants.

L'Allemagne, pour commencer par elle, s'est, comme nation et comme État, ignorée ou, mieux encore, elle s'est déformée elle-même. Elle a pratiqué sur son propre peuple, ou sur l'ensemble des variétés et espèces qui le composent, une série d'opérations artifi-

cielles dont l'effet a été la création d'un être de laboratoire, d'un monstre de sociologie, « homunculus » ou « surhomme », selon le miroir dans lequel il se reflète. Elle a entrepris, à partir de 1870 et plus encore de 1890, de s' « organiser », comme le docteur Faust avait entrepris de se rajeunir. N'ayant que mépris et dédain pour ce qu'elle avait été, condamnant l'idéalisme et le sentimentalisme du passé, elle a manipulé, forgé, selon le codex de ses nouveaux docteurs, un État dont le seul objectif, le seul souci devait être le développement de la puissance matérielle sous toutes les formes. A l'Allemagne individualiste et particulariste d'autrefois, avec ses royaumes, grands-duchés, principautés ou villes ayant leur caractère propre, leur culture, leur originalité, était substituée en quelques années une Allemagne dans laquelle une brusque et brutale centralisation militaire, administrative, économique et scientifique était imposée comme un joug. Toute l'énergie, toute l'activité de la nation était, de force, détournée vers un but unique : la construction de l'énorme machine qui devait conquérir et asservir le monde. Henri Heine qui, Prussien libéré comme il s'appelait lui-même, connaissait à fond son pays et qui

l'avait étudié dans la phase si instructive, si révélatrice, de 1830 à 1848, avait deviné et pressenti ce que deviendrait sous le régime prussien, sous le militarisme, l'Allemagne qu'avait vue ou cru voir M^{me} de Staël, et ce qu'une poigne de fer et d'acier ferait du pays du clair de lune romantique et de la métaphysique transcendante. L'Allemagne de 1813 avait formé contre les armées de Napoléon la ligue de la vertu (*Tugendbund*). L'Allemagne de 1848 avait cherché au Parlement de Francfort l'unité dans la démocratie et la liberté. L'Allemagne créée par Bismarck, Moltke et de Roon, achevée par Guillaume II, von Bernhardt et von Tirpitz, est la Germanie casquée, cuirassée, pour qui il n'y a que la force, qui ne demande à la civilisation que de fourbir ses armes, d'enfler son trésor de guerre, et, à l'occasion, de dissimuler, pour un temps, sous le vernis de la culture et jusque sous le masque des traités, ses abominables desseins d'universelle convoitise et conquête. Tout en s'armant et se ceignant les reins dans ses arsenaux, ses casernes, ses chantiers, ses ports et ses banques, elle a voulu, pendant la paix, se réserver le bénéfice du droit ; elle a signé des traités et conventions qu'elle était d'avance résolue à violer ;

elle n'est restée dans la compagnie des Puissances civilisées, elle n'a adopté ou paru adopter les idées, principes et mœurs qui constituent la communauté des nations et le droit des gens que pour mieux couvrir et abriter la préparation de ses forfaits.

Après s'être ainsi déformée et reforgée elle-même, sur un autre plan et modèle, pour l'œuvre qu'elle préméditait, l'Allemagne n'avait plus le regard très clair, ni le jugement très sûr, pour apprécier les autres peuples ou États, pas même ses alliés, auxquels elle n'a jamais d'ailleurs témoigné grande considération. L'Autriche-Hongrie, l'ancienne rivale et ennemie, exclue par elle de la Confédération germanique, et rattachée à sa politique par crainte et haine de la Russie, n'a jamais reçu d'elle qu'un assez médiocre traitement. L'Allemagne lui a, à certains moments, décerné le brevet de brillant second, lorsqu'elle était satisfaite de sa docilité, mais elle ne lui a pas même conservé dans la pratique de l'alliance les avantages qu'elle avait fait luire devant elle du côté de l'Orient. Dans la poussée vers l'Est (*Drang nach Osten*), c'est l'Allemagne qui s'est poussée elle-même le plus avant, du moins vers les points utiles et lucratifs, écrémant tout le dessus du pot

au lait où l'Autriche-Hongrie avait cru placer ses espérances. Quand l'heure des réalisations a sonné, l'Autriche-Hongrie n'a recueilli que les deux provinces de Bosnie et d'Herzégovine, qu'elle détenait déjà sous un autre titre : encore a-t-elle dû les racheter à la Turquie, et cette annexion non gratuite, mais éphémère, va coûter de plus à la double monarchie une bonne moitié de ce qui lui restait, si le sacrifice n'est pas plus considérable encore. — Il est à peine besoin de mentionner ici la Turquie ; celle-ci n'a été qu'un instrument, une vassale, et elle achève ignominieusement, dans sa servitude présente, une existence dont elle n'a dû la prolongation inattendue qu'à la générosité des Puissances aujourd'hui unies pour y mettre un terme.

C'est, parmi ses alliés, l'Italie que l'Allemagne a le plus ignorée et méconnue. L'Allemagne et l'Italie avaient, dans leur histoire contemporaine, une similitude, presque une parenté : toutes deux avaient trouvé leur unité dans ce principe des nationalités, à qui aujourd'hui encore l'Italie donne un nouveau témoignage de fidélité, en se rangeant du côté de ceux qui, comme elle, le respectent, mais que l'Allemagne a, de même que tant d'autres idoles, foulé aux pieds et profané.

L'Italie, en se rapprochant de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, avait cru trouver dans le traité d'alliance une garantie, une sécurité de paix. L'Autriche-Hongrie ne pouvait être pour l'Italie, selon le mot du comte Nigra, récemment cité et médité, je pense, par le prince de Bülow, qu'une alliée ou une ennemie. Que l'Autriche-Hongrie ait laissé, par son aveuglement et l'égoïsme de ses propres desseins, l'alliance se transformer en inimitié, il n'y a pas lieu de s'en étonner. Mais que l'Allemagne n'ait été ni plus avisée, ni plus prévoyante, qu'elle n'ait pas compris, malgré des signes et des avertissements réitérés, que l'Italie ne se prêterait pas à une offensive, surtout contre une nationalité menacée, cela vient de l'incurable impuissance de l'Allemagne à admettre qu'un État se sente lié par le respect de ses engagements, par la foi aux traités, par le culte de l'honneur. L'Italie de 1914 n'oubliait pas l'Italie de 1848, de 1859, de 1866 : elle restait fidèle aux souvenirs de son affranchissement, elle ne pouvait être complice ni dupe d'attentats commis contre le principe auquel elle devait la vie. Elle est revenue tout naturellement se placer à côté de ses alliés de 1859 et des Puissances qui, avec nous, défendent, en même temps que le

respect des nationalités, la liberté de l'Europe et la paix du monde.

L'Italie avait libéré son âme. La Triple-Alliance, d'autre part, se rétablit et compléta son chiffre fatidique par l'accession définitive de la Turquie, associée prédestinée des Empires de proie, mais qui, comme l'Autriche-Hongrie, paraît appelée à fournir surtout un des plus gros lots du butin.

II

Vis-à-vis de la Triple-Entente, soit dans son ensemble, soit dans chacun des membres qui la constituent, les erreurs psychologiques, les fautes de jugement et de pronostic de l'Allemagne, depuis vingt-cinq ans, ne se comptent pas.

Autant le prince de Bismarck avait pris soin d'empêcher, de prévenir le rapprochement, l'union entre la France, la Russie, l'Angleterre, autant, depuis 1890 et surtout depuis 1904, l'Allemagne de Guillaume II a, par la découverte de ses desseins, par ses faux calculs, par l'infatuation de son orgueil et l'os-

tentation de sa force, resserré elle-même les liens entre les Puissances que liguaient la communauté du péril et de la menace. Son premier mouvement, d'abord envers l'alliance franco-russe, puis envers l'entente cordiale de l'Angleterre et de la France, avait été de méconnaître, de nier la réalité, ou tout au moins la portée d'actes qu'elle n'admettait pas, qui choquaient sa suffisance, qui risquaient de gêner, de déconcerter ses propres plans. Elle ne s'était résignée à l'alliance franco-russe que parce qu'elle l'avait présumée impuissante, et non sans chercher constamment, soit à intervenir en tiers entre les alliés, soit à susciter à chacun d'eux des difficultés et des embarras. Elle a cru de même pouvoir étouffer dans l'œuf l'entente cordiale anglo-française en s'opposant à notre politique marocaine. Elle n'a pas craint alors de prétendre s'immiscer jusque dans nos affaires intérieures et dans celles de l'Angleterre et peser sur l'attitude, sur les résolutions des partis dans les deux pays. Elle imagina un instant de se plaindre des tentatives d'encerclement qu'elle accusait le roi Édouard VII et la France de machiner contre elle. Puis, et sur la foi de succès qu'elle se vantait d'avoir remportés en soutenant l'Autriche-Hongrie

dans la campagne d'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, elle préféra penser elle-même et accréditer dans le monde l'idée que la manœuvre d'encerclement avait échoué, que désormais elle était, avec son brillant second, maîtresse de l'heure et que la Triple-Entente n'était qu'une combinaison diplomatique impropre à l'action et aux sanctions. A la veille de la guerre qu'elle préparait et préméditait avec tant d'ardeur et d'espoir, elle se demandait encore si cette guerre, elle aurait besoin de la faire, tant il lui semblait que les trois Puissances de l'Entente avaient, chacune pour des raisons différentes, le désir, la volonté de l'éviter. M. de Tchirsky à Vienne, le prince Lichnowski à Londres, M. de Schoen à Paris, le comte Pourtalès à Saint-Pétersbourg, étaient également convaincus qu'aucune des trois Puissances ne marcherait. Guillaume II, qui n'avait pas encore songé, comme il le fit après ses premières déceptions, à accuser, tantôt l'une, tantôt l'autre, des Puissances de la Triple-Entente, de provoquer la guerre, pensait au contraire, avec quelque regret sans doute, qu'il n'aurait, le *Quos ego* une fois prononcé, qu'à croiser les mains sur la poignée de son épée.

L'Allemagne n'a jamais connu ni compris

la France. Ses deux seuls hommes d'État qui aient eu parfois une intuition, une lueur de ce que la France pouvait être, le prince de Bismarck et, plus tard, le prince de Bülow, n'ont pu, devant les préjugés de leur entourage et du milieu où ils vivaient, agir en conséquence et donner le coup de barre du bon côté. Le prince de Bismarck a trop tiré parti lui-même de notre propre histoire pour nous ignorer et se tromper à notre égard autant que l'ont fait tous ses compatriotes. Le prince de Bülow, qui avait longtemps vécu parmi nous, qui lisait nos journaux et nos livres, qui avait réfléchi sur cette page profonde dédiée par M. de Tocqueville à la France, et qu'il cite tout au long dans son ouvrage sur la politique allemande, qui avait le goût de notre esprit et de notre langue, n'a pas non plus partagé toutes les erreurs commises dans son pays sur notre compte. Mais, de fait, ils n'ont, ni l'un ni l'autre, dans leur Gouvernement, mis à profit cette intelligence relative qu'ils avaient de nous pour orienter la politique allemande dans une autre direction. Ils ont pratiqué à notre endroit le système de la double douche, tantôt nous faisant, dans le détail (et avec quelle lourdeur !) des offres, des avances imprévues, le plus souvent nous

menaçant, sans se rappeler qu'ils avaient affaire à un peuple fier, fidèle à ses souvenirs, prêt aux plus grands sacrifices, et qui, sur le chemin de l'honneur, ne bronche pas. Ils n'ont pas vu que, malgré mainte traverse, maint obstacle, la France, qu'ils s'étaient efforcés de réduire, de contenir, d'enfermer dans son isolement, se relevait, se conciliait l'estime, la sympathie, la confiance des Puissances sur lesquelles l'Allemagne croyait encore pouvoir compter. Le prince de Bülow et son successeur n'ont pas senti battre, l'un en 1905, l'autre en 1911, le pouls de la France, dont la consultation eût dû suffire à éclairer leur diagnostic. Ils n'ont pas compris que leurs provocations, leur arrogance, retrempaient le patriotisme français et l'unité nationale, et que c'était là l'unique influence que leurs maladroites manœuvres pouvaient exercer sur l'orientation de notre politique.

Quant au jugement que l'Allemagne portait sur notre état moral et social, sur notre littérature et nos arts, bien qu'elle crût en emprunter les éléments à quelques-uns de nos propres écrivains, à certaines de leurs œuvres, là encore elle trahissait son irrémédiable inaptitude à nous connaître. Alors que ses naïfs et malveillants compilateurs collation-

naient les citations, extraits ou analyses, d'articles de journaux, de brochures, de romans, de pièces de théâtre, qui n'attestaient que notre étrange manie de nous dénigrer nous-mêmes, de nous faire pires que nous ne sommes, la vie et les mœurs de la France, le travail de la nation sur elle-même, les aspirations nouvelles, tout ce mouvement de la génération montante, et dont l'effet apparaît aujourd'hui, leur échappait. Ils ne voyaient chez nous que ce qui attire si facilement l'étranger, un étalage cosmopolite, le faux et décevant miroir d'une vie considérée comme parisienne, qui n'est pas la nôtre, et qui répond bien plutôt au grossier idéal des snobs de Berlin et de Vienne. Depuis lors, l'Allemagne a essayé de nous rendre un peu plus justice. Au lendemain de la bataille de la Marne, elle nous a découverts.

L'Allemagne eût pu avoir une connaissance moins inexacte de l'Angleterre, à laquelle la rattachaient certaines origines ethniques, le souvenir d'une ancienne alliance, des relations commerciales et financières parfois assez étroites, une commune admiration pour Shakespeare. Mais, et quoique, depuis 1870 jusqu'à la fin du règne de la reine Victoria, l'Angleterre, malgré son isolement, n'eût pas

marqué d'éloignement pour la politique allemande, l'Allemagne n'a jamais bien compris le génie, les mœurs, les institutions britanniques, et, surtout, elle n'a pas vu la transformation qui s'opérait chez nos voisins d'outre-Manche. Elle s'en est tenue à la légende de l'Angleterre insulaire, conservatrice, égoïste, chez qui elle croyait remarquer des traces de ralentissement et de décadence. Elle pensait pouvoir égaler bientôt la puissance navale de sa rivale, qu'elle se promettait de déposséder ensuite de la suprématie si longtemps exercée sur toutes les mers, ainsi que de son immense empire colonial. Elle a essayé de hâter l'heure de cette dépossession par de décevantes négociations sur la limitation des armements ou sur la neutralité. Elle s'efforçait aussi d'affaiblir l'Angleterre par toutes sortes d'intrigues intérieures, de divisions que ses agents suscitaient, soit dans les cercles politiques et financiers, soit dans la population industrielle et ouvrière. Elle se flattait d'y avoir réussi, d'avoir d'avance désarmé nos voisins, — et elle demeurerait persuadée que jamais l'Angleterre ne dépasserait, dans l'entente cordiale avec la France et la Russie, les limites de l'action diplomatique. Elle était prête, dans la guerre qu'elle désirait et préparait, à faire

provisoirement la part de l'Angleterre, dont elle escomptait l'abstention, et qu'elle se réservait ensuite, ses autres adversaires une fois vaincus, d'accabler de toute sa force.

Pour ce qui regarde la Russie, l'Allemagne se targuait, non seulement de la connaître, mais, et même en pleine paix, de la dominer. Les relations anciennes entre les deux Cours, l'origine et les affinités germaniques d'une partie de la bureaucratie russe, les habitudes commerciales et industrielles, certaines traditions financières qui avaient survécu à l'alliance franco-russe, les influences d'Universités, de culture et de langue, lui donnaient l'illusion d'avoir et d'exercer sur le vaste Empire russe je ne sais quelle maîtrise. L'alliance franco-russe elle-même n'avait pas fait perdre à l'empereur Guillaume II l'espoir de conserver encore son action personnelle sur la Russie et sur le Tsar. Dans ses heures de fantaisie et de rêve, le Kaiser s'est même parfois bercé de l'idée que, par la Russie, il apaiserait l'inimitié française, comme, plus tard, dans sa dernière conversation avec sir E. Goschen, le chancelier de Bethmann-Hollweg prétendait qu'en cultivant l'amitié de l'Angleterre, l'Allemagne avait espéré aussi se rapprocher de la France. La vérité est que

tout l'effort allemand s'appliquait à énerver, à alanguir la Triple-Entente, à séparer en détail les Puissances amies, à intervenir dans les rapports des unes avec les autres, à susciter entre elles des causes ou occasions de divergence, et, chez chacune d'elles, des difficultés domestiques. L'Allemagne s'était attachée à capter, en Russie, à la Cour, dans le Gouvernement, dans l'armée et la marine, dans le haut commerce, l'industrie et la finance, dans la presse, diverses sources de pouvoir, de richesse et d'influence. En Russie, comme en Angleterre et en France, elle avait poussé très loin cette première campagne d'avant-guerre ; mais son erreur a été de ne pas voir que, dans chacun des trois pays, il y avait des forces de résistance, des ressources d'énergie, et, entre les trois pays eux-mêmes, une solidarité, une union étroite, qui ne les laisserait pas isolément exposés aux menaces d'une provocation germanique. L'Allemagne en était venue à tellement identifier l'idée de l'« organisation » avec celle de la préparation mécanique et matérielle, qu'elle n'attribuait plus d'importance et de valeur aux forces morales, aux liens et engagements entre États, aux traités. Elle se figurait que la seule entrée en scène et en jeu de sa puissance

organisée suffirait à contenir ou à dissoudre la coalition d'États qui, n'étant pas géographiquement contigus ou similairement préparés, ne résisteraient pas à un choc dont la violence serait égale en soudaineté implacable à celle d'une catastrophe physique, d'un cataclysme de la nature. Elle croyait avoir, par l'organisation et la science, de même que par l'élimination de tout scrupule de conscience, de morale et de droit, porté l'exécution de ses desseins à un tel degré d'infailible certitude que l'hypothèse même d'une résistance, à plus forte raison d'un échec, était exclue.

III

Parmi les calculs que ne troublait pas la considération de la conscience, de la morale et du droit, était la liberté que l'Allemagne s'accordait de disposer, dans l'exécution de ses plans, non seulement de ce qui ne lui appartenait pas, mais de ce qu'elle s'était solennellement engagée, par contrat signé et scellé avec quatre autres États, à respecter elle-même, plus encore à garantir. Son plus

grand crime, mais aussi sa plus grande faute, sa plus grave erreur de psychologie, a été la violation de la neutralité de la Belgique.

Les Pays-Bas avaient été constitués en 1814-1815, la Belgique avait été maintenue en 1830, non certes de par la volonté des Belges, mais par la diplomatie de l'Europe, comme une barrière contre la France. Il se trouva, quarante ou cinquante ans plus tard, que, le péril d'hégémonie ayant changé de camp, la barrière opposée à la France commença à être considérée par l'un des membres de l'ancienne alliance comme une tentation ou facilité de passage. Le comte de Bismarck, en 1870, avait trop perfidement dénoncé les prétendus projets de la France, il avait aussi trop d'intérêt à ménager l'Angleterre pour qu'à cette date la Prusse osât franchir la frontière belge. L'Allemagne de Guillaume II et du général von Bernhardt n'avait plus de telles hésitations. Longtemps avant 1914, ce n'était plus en Europe un mystère que l'Allemagne, si les circonstances l'exigeaient, ne se laisserait nullement arrêter par la neutralité de la Belgique. Les plans de son état-major, le réseau de ses chemins de fer, étaient nettement dirigés vers le pays de Liège. Elle avait prémédité et arrêté l'invasion de la Belgique comme

étant la voie qui lui était nécessaire pour atteindre et frapper vite la France. Ses préparatifs de mobilisation étaient faits dans ce sens et avec ce but. Tandis que la France, avec une loyauté impeccable, mobilisait sur l'Est, considérant la frontière du Nord et du Nord-Ouest comme hors de la zone des hostilités, l'Allemagne mobilisait sur la Belgique même. Lorsque, dans les derniers jours du mois de juillet 1914, la Grande-Bretagne, garante comme l'Allemagne et comme la France de la neutralité de la Belgique, demanda aux Cabinets de Berlin et de Paris de l'assurer de leurs intentions à l'égard de cette neutralité, la réponse de la France fut aussi immédiate que satisfaisante. L'Allemagne se récusa, alléguant que répondre serait découvrir ses plans. Elle les découvrait par là même et avouait, mais en même temps elle cherchait à gagner l'Angleterre par les éhontés marchandages de la dernière heure qu'a révélés le *Livre bleu* britannique, comme si la neutralité belge, garantie par cinq grandes Puissances, pouvait faire l'objet d'un marché entre deux d'entre elles. L'Allemagne, dès longtemps habituée à ne voir dans les traités et le droit que ce qui la sert, n'admit pas un instant que l'Angleterre pût faire de cette question de la

neutralité belge un *casus belli*. La stupeur du chancelier et de M. de Jagow devant l'ultimatum anglais montre la profondeur et la sincérité du mépris dans lequel ils tenaient le respect des traités, des « chiffons de papier » : elle trahit aussi l'inconscience avec laquelle les ministres allemands avaient compté, non seulement sans les sentiments de droiture et d'honneur des Gouvernements belge et anglais, mais même sans le souci de légitime défense qui ne permettrait pas au Gouvernement britannique de tolérer, de laisser s'accomplir impunément ce guet-apens contre le droit de l'Europe, contre la sécurité de la France, contre la sienne propre. La violation de la neutralité belge avait donc pour premier effet de ranger l'Angleterre à côté des Alliés contre l'Allemagne, et de disqualifier l'Allemagne elle-même, ennemie déloyale qui, pour atteindre son adversaire par un coup oblique, ne craignait pas d'attaquer traîtreusement la Puissance garantie par un traité portant sa signature.

Un autre effet que l'Allemagne, dans son aveuglement, n'avait pas prévu, c'est que cette violation du territoire belge, après l'avoir disqualifiée, allait l'affaiblir et révéler le défaut de sa cuirasse. La résistance de la

Belgique, en retardant de deux ou trois semaines la ruée des armées allemandes contre la France, laissait aux armées françaises le temps d'achever leur concentration et de se reporter peu à peu sur la frontière nord, nord-ouest. Le gain que l'Allemagne avait prétendu s'assurer en frappant la France d'un coup rapide au cœur, avant que la mobilisation russe ne fût avancée, ce gain se trouvait compromis, et l'Allemagne risquait de ne pouvoir plus faire, en temps utile, les déplacements de troupes, les mouvements de navette entre les deux fronts de l'Ouest et de l'Est.

Ajoutez que le dépit, la fureur éprouvée par l'Allemagne à l'échec et au retard que lui infligeait la résistance belge, l'amenait à faire à la Belgique une guerre inexpiable, une guerre d'atrocités et de tortures, qui non seulement lui aliénait à jamais les populations ainsi sacrifiées et immolées, mais qui allait mettre l'armée allemande au ban de la civilisation.

Pour échapper à cette condamnation, à cette flétrissure, l'Allemagne essaierait d'abord de nier, puis de retourner l'accusation contre la victime elle-même. Elle n'a pas craint, en effet, de prétendre que c'était la population civile qui avait, par ses sévices, provoqué les représailles des troupes, les incendies et les

massacres. Elle est allée plus loin, s'efforçant de découvrir dans les archives saisies à Bruxelles la preuve que c'était la Belgique elle-même qui, la première, avait manqué à ses devoirs de neutralité par des ententes préparées avec l'Angleterre, sinon même avec la France, et qu'elle était la seule responsable de la catastrophe qui avait fondu sur elle. Dans cet enchevêtrement de fautes et de crimes s'engendrant les uns les autres, l'Allemagne en venait à oublier ce qu'elle avait pourtant reconnu, et que c'était bien elle qui, délibérément, pour se tirer d'affaire, et parce que nécessité n'a pas de loi, avait, au mépris des traités, violé la neutralité de la Belgique. De ce que son plan avait en partie échoué, de ce que la Belgique avait résisté et l'avait retardée, elle aurait voulu conclure qu'elle n'était plus si coupable. Le chancelier de Bethmann, réputé jusqu'ici comme un philosophe et un juriste, n'a pas eu honte, après avoir tout avoué le 4 août 1914, après avoir reconnu publiquement l'offense faite au droit des gens, de rétracter, au mois de décembre suivant, puis au mois d'août 1915, les aveux qu'il avait faits. Mais le monde ne s'y est pas trompé. Les neutres qui, aux Pays-Bas, dans les États scandinaves, en Suisse, aux États-

Unis, ont contrôlé les documents, n'ont pu suivre le chancelier dans sa vaine tentative d'apologie ou de palinodie. L'opinion, qui ne fait que devancer l'histoire, a déjà prononcé. La violation de la neutralité belge, si elle est tout d'abord un crime contre le droit, est aussi la plus lourde faute politique, peut-être même militaire, que l'Allemagne pût commettre. Elle pèse de tout son poids sur la suite des événements. Elle est comme la Justice du célèbre tableau de Prud'hon, la Justice poursuivant, dans l'ombre de la nuit, le meurtrier qui ne peut lui échapper.

IV

Après avoir traité de cette façon, et comme le pire ennemi, la Puissance neutre, — de neutralité perpétuelle et garantie, — il est aisé de penser que l'Allemagne ne devait avoir, vis-à-vis des autres neutres, que, je ne dis pas les sentiments, tout sentimentalisme étant, une fois pour toutes, exclu par elle, mais que l'attitude et la politique conformes à ce qu'elle considérerait comme son strict intérêt.

Mais là encore, jusque dans la notion même de cet intérêt, et, en tout cas, dans la connaissance et appréciation exacte de la situation, des dispositions, de l'état d'âme des autres, elle n'a le plus souvent cessé de se tromper. Le principal don et la plus sûre méthode en psychologie, c'est la sympathie, c'est-à-dire l'art d'entrer dans la pensée, le sentiment ou l'intérêt des autres, de se mettre ne moment à leur place. L'Allemagne, elle, n'a d'autre méthode que de préférer, et tout aussitôt de substituer sa pensée ou son intérêt à la pensée et à l'intérêt des autres. Elle ne se met à leur place que pour la leur prendre : sa psychologie n'est que de l'annexion.

Vis-à-vis de la Hollande, par exemple, que, surtout après l'immolation de la Belgique, elle avait tant d'intérêt à épargner, à rassurer, à se concilier, quelle a été son attitude, quel a été son langage ? Après avoir laissé entendre que l'occupation de la Belgique, sans la possession des bouches de l'Escaut et du Rhin, n'était pas suffisante, elle a cru faire merveille, dans les interviews de M. Zimmermann avec l'un des membres du Parlement néerlandais, en déclarant n'avoir aucun mauvais dessein, aucune convoitise à l'égard des Pays-

Bas, mais qu'il était clair que l'avenir des Pays-Bas était de se rattacher économiquement au *Zollverein* allemand. — La neutralité suisse et l'armée de la Confédération helvétique lui ont inspiré d'abord quelque respect. Mais elle n'a pas tardé à s'émouvoir de la liberté laissée à certains journaux, à des confédériens, dans les cantons de langue française, ou même de langue allemande, de se montrer francs, c'est-à-dire sévères pour elle. Et, dans ce problème difficile du ravitaillement de la Suisse, en consentant à exporter chez ses voisins la houille, le sucre, et autres matières ou produits qui pouvaient leur être nécessaires, n'a-t-elle pas aussitôt, ne songeant qu'à elle-même, exigé comme condition et contre-partie que la Suisse lui livrât des denrées, matières premières ou produits que la France ne pouvait expédier à ses voisins d'outre-Jura que s'ils n'étaient pas réexportés dans les Empires germaniques ? — Aux États scandinaves, si peu suspects de vouloir la gêner, si prêts, au contraire, à lui adoucir les amertumes du blocus, elle n'a témoigné, à eux et à leur marine marchande, que de rares ménagements.

Elle avait, dans les États balkaniques, par diverses parentés de Cours, par des relations

commerciales ou financières d'une assez grande importance, et malheureusement aussi par les divisions et rivalités de quelques-uns de ces États, des moyens d'action et d'influence. Elle ne s'en est pas contentée. Se doutant bien que sa propre politique, sauf pour la Bulgarie secrètement gagnée et félonne, ne pouvait être la leur, et que son alliance avec l'Autriche-Hongrie et la Turquie ne lui permettait guère de paraître très favorable à la satisfaction de leurs désirs, elle s'est efforcée de corrompre une opinion qui ne pouvait lui être autrement acquise. L'or allemand a coulé à flots dans les capitales balkaniques, comme à Constantinople, non seulement pour soudoyer la presse et ébranler les consciences, mais pour créer des dissentiments entre les partis et les personnes, pour entretenir les hésitations, les obscurités, les défiances. Ce n'est jamais, et pour cause, aux sentiments généreux, à un idéal élevé, que la propagande allemande fait appel. Elle ne peut, par ses propres tendances, comme par ses liens avec l'Autriche-Hongrie et la Turquie, compter que sur les puissances de ténèbres et de réaction. Et c'est ainsi que, peu à peu, ses efforts se retournent contre elle, et qu'en usant ses médiocres ou fâcheux ins-

truments, elle achève de se discréditer elle-même. La diffusion de l'intrigue et du mensonge obscurcit jusqu'aux milieux dans lesquels elle se meut, et, comme les gaz asphyxiants de ses tranchées, étouffe et paralyse ceux qui ont mission de les répandre. La propagande qui lui a coûté si cher, qui lui a fait semer à travers le monde tant de papiers, de brochures, de livres, de gravures et tant d'or, n'a pas empêché la vérité de se faire jour. Et la seule apparition de la vérité a été déjà la revanche des Alliés.

Il y a une neutralité que l'Allemagne avait par-dessus toutes les autres à cœur de garder, de préserver, celle de l'ancienne alliée, de l'Italie. — La déclaration de cette neutralité, au début de la guerre, lui avait été une pénible déconvenue, attestant et proclamant à la face du monde le caractère offensif de la guerre, rendant plus difficile l'exécution de sa tâche militaire, lui fermant les accès et les débouchés du Sud. Et maintenant, elle s'attachait, se cramponnait à cette neutralité, comme à une ancre de salut. Non, certes, dans l'espoir de proroger le bénéfice de l'alliance même, mais pour conjurer du moins une rupture entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie, pis encore un rapprochement entre l'Italie et la

Triple-Entente. Pour prévenir et exorciser ce suprême péril, l'empereur Guillaume II n'hésita pas, malgré d'anciens froissements, à réaccréditer sur les bords du Tibre le plus habile de ses diplomates, son 420 diplomatique (comme l'appela aussitôt le *Pasquino* de Rome), le prince de Bülow lui-même. Mais c'est alors qu'apparut la différence entre une diplomatie qui connaît vraiment la psychologie des peuples, qui a elle-même une âme, et la diplomatie allemande faite alternativement de fausseté, de corruption, de menace. L'Italie, restant sur le terrain des traités, n'invoquant que son droit, avait ouvert avec le Gouvernement austro-hongrois une négociation dont l'objet était non plus d'établir qu'elle n'avait pas à suivre ce Gouvernement dans une guerre offensive, mais que l'agression contre la Serbie et le trouble apporté à l'équilibre de la péninsule balkanique obligeaient l'Autriche-Hongrie, en vertu de l'article 7 du traité d'alliance, à lui donner, à elle-même, des compensations. L'Italie ajoutait qu'étant neutre, et ne pouvant réclamer, à titre de compensation, des territoires placés sous la souveraineté de tiers, les territoires qu'elle réclamait étaient des territoires appartenant à l'Autriche-Hongrie, et que

c'étaient, d'ailleurs, les seuls dont la possession pût satisfaire ses aspirations nationales. Ici, comme l'Autriche-Hongrie se récrie, et que l'Italie, de son côté, déclare que, dans ces conditions, si elle n'obtient pas la satisfaction qu'exigent ses aspirations nationales et son avenir, elle reprendra sa liberté d'action, l'Allemagne s'inquiète, elle intervient pour décider l'Autriche-Hongrie aux sacrifices nécessaires. L'Allemagne n'hésite jamais, lorsqu'il s'agit de se tirer d'affaire, à disposer des territoires de ses alliés. Comme tout de même le Gouvernement austro-hongrois trouve la pilule difficile à avaler, le Gouvernement allemand insiste, mais sans succès. L'Autriche-Hongrie se refuse à céder les territoires que l'Italie réclame, et surtout elle se refuse à les livrer immédiatement, comme l'Italie l'exige, c'est-à-dire en pleine guerre.

L'Italie, en conséquence, et après avoir résumé d'une façon magistrale les arguments qui ne lui permettaient pas, lorsque le traité d'alliance a été violé, d'observer une neutralité contraire à ses intérêts comme à ses droits, dénonce le traité et reprend sa liberté. Il faut lire, dans le *Livre Vert*, où toute cette négociation est consignée, les lumineuses dépêches du baron Sonnino, qui poursuit avec une cin-

glante justesse, une logique indéfectible, la démonstration de son droit, et qui aboutit sans un faux pas à l'inexorable conclusion. On y verra à quelle sûre et infaillible balance une diplomatie inspirée de la tradition de Cavour et fidèle à la doctrine des nationalités a pesé le traité d'alliance, et, dénonçant dans l'ultimatum du 23 juillet à la Serbie, dans la déclaration de guerre qui l'a suivi, la violation flagrante de la lettre comme de l'esprit du traité, reprend en effet son entière liberté d'action et conclut que le traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie est désormais annulé. Quant à l'Allemagne, plutôt que de s'incliner devant le résultat fatal d'une négociation qui ne pouvait avoir d'autre issue, elle essaya encore *in extremis*, selon les procédés qui lui sont familiers, par la corruption ou la menace, de provoquer à Rome une crise ministérielle et parlementaire dont le seul effet fut de donner à la libération, à l'affranchissement de l'Italie, par la protestation indignée de la nation comme du Parlement, le caractère d'une sorte de plébiscite, la sanction d'un acte de justice solennellement accompli par tout un peuple. Le prince de Bülow a pu entendre, de sa terrasse de la villa Malta, les cris de la foule acclamant sur la Piazza del

Popolo, outre le Roi, les deux ministres, Salandra et Sonnino, qui avaient déjoué l'intrigue et vengé la conscience nationale. Il a dû ainsi constater et vérifier une fois de plus ce qu'il en coûte d'ignorer ou de mépriser dans ses calculs l'âme d'un peuple.

L'Allemagne avait une autre et décisive expérience à faire encore en ce genre. Elle n'y a pas échappé, et cette dernière leçon lui est venue des États-Unis. Elle avait là cependant, au début, par la nombreuse population allemande ou germano-américaine établie dans les divers États, par ses immenses relations d'affaires, par une partie de la presse, par sa propagande enfin qui fut d'une activité, d'une hardiesse, d'une prodigalité sans pareilles, une atmosphère favorable. Dans les premières semaines de la guerre, la violation même de la neutralité belge ou les atrocités commises en Belgique n'eurent pas tout de suite le retentissement et l'effet qu'elles devaient avoir plus tard. La presse allemande dissimulait, atténuait, expliquait. Ce n'est que quand des Américains notoires, hommes d'État, diplomates, membres du Congrès, banquiers, journalistes, eurent fait eux-mêmes leurs enquêtes, que peu à peu la vérité se fit jour, pénétra et commença à inspirer l'indignation

et l'horreur. Quelques esprits énergiques et vigoureux, comme l'ex-président Roosevelt, n'avaient pas eu besoin d'attendre des informations plus complètes pour flétrir, dès le premier jour, l'attentat contre le droit des gens et les traités, et pour regretter que le Gouvernement fédéral n'eût pas aussitôt élevé sa protestation. Le mouvement toutefois ne s'étendit et ne se généralisa que quand l'incendie de Louvain, le bombardement de la cathédrale de Reims, les massacres de femmes, d'enfants, de vieillards, de prêtres furent connus dans leurs affreux détails, et surtout quand l'Allemagne, par les « raids » de ses zeppelins, par les exploits de ses sousmersibles, par la prétention monstrueuse de bloquer les côtes et certaines zones de mer à l'aide de ses sous-marins, par le torpillage des bâtiments de commerce et des grands paquebots, jeta un sanglant défi à l'ensemble du monde civilisé. L'Allemagne, au lieu de s'arrêter devant cette explosion d'horreur et de colère, sembla prendre plaisir à la braver. Les chefs de sa propagande, M. Dernburg en tête, l'ambassade elle-même, en annonçant les catastrophes qui attendaient les Américains assez obstinés pour continuer à prendre passage sur les *steamers* anglais, osaient les

justifier comme des mesures de représailles contre le blocus des flottes alliées et contre le transport, par les divers bâtiments anglais, français ou autres, de matériel de guerre et de munitions destinées à l'ennemi. Lorsqu'un certain nombre de citoyens américains eurent péri dans ces exploits de sous-marins, lorsque le torpillage de la *Lusitania* eut anéanti plus de quinze cents existences humaines, le Gouvernement fédéral ne put manquer de s'émouvoir et de demander des explications au Gouvernement allemand. Ce qu'a été la longue négociation entre les Cabinets de Washington et de Berlin, comment à l'émotion de tout un peuple l'Allemagne n'a d'abord répondu que par des arguties dilatoires, puis par la prétention d'imposer un nouveau code de guerre maritime, puis, après les ripostes nécessaires et péremptoires des États-Unis, par le silence, puis par le nouveau torpillage de l'*Arabic*, le monde le sait, le monde en est témoin. C'est à la dernière heure, lorsque la rupture paraît imminente, lorsque d'autre part le Gouvernement allemand a dû s'avouer à lui-même la faillite de la piraterie sous-marine, et qu'il pressent l'avantage qu'il a à ne pas s'aliéner définitivement les États-Unis, la grande Puissance dont l'influence morale peut, au jour

de la paix, être si précieuse, c'est alors seulement que l'Allemagne s'incline, se soumet, paraît venir à résipiscence. Elle s'est dit que tant d'atrocités commises, tant d'autres en voie d'exécution ou préméditées sur le sol même de l'Amérique contre la liberté du travail, de l'industrie, des transactions, des communications, tant d'or dépensé pour la corruption, l'intrigue, l'embauchage de criminels, finiraient par crier vengeance et se retourner contre elle. C'est la première fois que, sans comprendre encore son ignominie et les motifs de la réprobation universelle qui l'atteint, elle se demande si sa doctrine d'orgueil, de mépris et de haine ne l'expose pas à un terrible danger. Ce n'est pas par respect pour le droit, pour la conscience, pour la loi du monde civilisé qu'elle s'arrête ; c'est par intérêt et par peur, parce qu'elle sent que sa doctrine, au lieu de terroriser et de dompter l'univers, est menacée de faillite et de ruine, que tout d'un coup elle s'interrompt. Ce n'est ni le remords, ni la lumière tardive de la vérité qui opèrent cette conversion ; c'est l'impuissance d'aller plus loin, le *nec plus ultra* dressé soudain devant son inutile fureur.

V

Plus encore peut-être que son ignorance et son mépris de l'âme, des idées, sentiments, aspirations des peuples et des États, ce qui caractérise l'Allemagne présente, l'Allemagne de ce dernier quart de siècle (de 1890 à 1915), c'est surtout la parfaite suffisance, sérénité ou inconscience avec laquelle elle est demeurée insensible ou plutôt étrangère à l'esprit du temps (*Zeitgeist*), à cette sorte de fonds et de patrimoine commun d'une génération, à cette atmosphère intellectuelle et morale dans laquelle se meuvent les contemporains et qui, d'une façon générale, est ou semblait être à peu près la même sous toutes les latitudes. Il faut, à cet égard, faire exception pour l'Allemagne qui, précisément sans doute parce qu'elle s'était elle-même fabriquée et réorganisée de toutes pièces, parce qu'elle se considérait comme la nation supérieure et élue, ne s'est plus souciée de rester en communion avec les autres peuples. Elle n'appartenait plus que de nom et d'apparence à une civilisation qu'elle croyait vraisemblablement avoir

dépassée, dont elle retenait encore cependant les bénéfices et avantages, mais à la condition de s'affranchir de tout ce qui, dans cette civilisation, pouvait être pour elle une gêne ou un obstacle.

Pour qui évoque et se représente avec quelque précision la façon dont l'Allemagne a préparé cette guerre, dont elle l'a déclarée, dont elle l'a faite, il est clair qu'elle n'avait plus, qu'elle ne se reconnaissait plus de commune loi et mesure avec les autres nations, qu'elle ne se sentait plus liée par le code moral et international de l'humanité, que toutes les acquisitions faites, tous les progrès accomplis à l'honneur de la race humaine étaient à ses yeux comme nuls et non avenue, qu'elle était vraiment au-dessus de tout, *über alles*, non plus seulement le « surhomme », mais la « surnation ». C'est ainsi que, pour préparer plus sûrement ses desseins, elle avait, en pleine paix, fait résolument l'avant-guerre, par l'espionnage universel, par l'invasion des marchés, des industries, des banques, par l'occupation des situations commerciales, industrielles, financières, destinées à lui servir d'étapes, par la propagande et l'imposition de tout ce qui était allemand, par l'intervention dans le domaine intérieur, dans la vie poli-

tique et sociale, dans la littérature, la science, l'art, la presse, des différents pays. C'est ainsi encore que, sans égard pour les traités qu'elle avait signés, pour les garanties solennelles qu'elle avait données, elle a réclamé de la Belgique le droit de passage à travers son territoire, comme s'il s'agissait d'une servitude de mitoyenneté qu'un grand voisin ne s'attend pas à se voir refuser. C'est ainsi que, dans ses déclarations de guerre, elle a cherché, sans y réussir, à rejeter sur d'autres une responsabilité qui était exclusivement sienne. C'est ainsi enfin que, pour hâter le dénouement et s'assurer à bref délai la victoire qu'elle escomptait comme certaine, elle a donné à la guerre, par la barbarie des engins employés, par la cruauté des sévices contre les non-combattants, par l'incendie, le pillage, la destruction systématique des œuvres d'art et des sanctuaires, le caractère le plus contraire au droit des gens et à toutes les conventions d'humanité si noblement consacrées par les actes des Conférences de La Haye.

Il y a eu, par la volonté de l'Allemagne, une ostentation, non seulement d'inhumanité, mais de véritable monstruosité dans la remise en pratique, sous le nom de prisonniers civils et d'otages, de l'antique esclavage, dans le

but assigné aux « raids » des zeppelins, dans les entreprises absolument déloyales et barbares de la guerre sous-marine. L'Allemagne, après s'être elle-même transformée, par l'artifice et le sortilège de ce qu'elle appelle l'« organisation », en une sorte de monstre de la culture, a mis son point d'honneur et sa gloire à produire et à inaugurer dans cette guerre les pires raffinements de l'art de tuer et de détruire, les zeppelins, les sous-marins, les gaz asphyxiants, les canons d'énorme calibre, et à en faire usage, non seulement, ce qui serait légitime, contre les combattants et les ouvrages ou engins militaires, mais contre la population civile, contre les villes ouvertes, les paquebots, les chalutiers et barques de pêche. C'est ici que se trahit, que se découvre le plus manifestement la résolution de rompre avec les mœurs, lois et usages de l'humanité, la prétention d'appartenir à une autre espèce, titanique ou démoniaque, avec laquelle l'humanité n'a rien de commun.

Que l'Allemagne s'étonne encore, dans ces conditions, d'avoir suscité la haine du monde entier, qu'elle considère, avec le maréchal von der Goltz, cette unanimité de haine comme une énigme, n'y a-t-il pas là encore une autre preuve, singulièrement significa-

tive, de l'abîme par lequel elle s'est séparée elle-même du reste du monde ? Dans la doctrine et le système qu'elle avait adoptés, l'Allemagne s'est condamnée, s'est vouée aux plus mauvais rôles. Elle représente, comme dans le Faust de Goethe, l'esprit du mal, l'esprit qui nie (*der verneinde Geist*). Ajoutez : l'esprit qui ment. Tout en se proclamant supérieure et victorieuse, l'Allemagne, en effet, ne compte jamais sur la vérité. Si elle a organisé dans le monde une propagande universelle, c'est pour y répandre, non la vérité, mais le mensonge. Et, comme il arrive à celui qui ment, force lui est de se contredire sans cesse. Au début de la guerre, c'est la Russie qu'elle accuse de l'avoir provoquée. Au bout de quelques semaines, c'est l'Angleterre qui est considérée comme la provocatrice, et qui, à ce titre, doit être, suivant la devise allemande, punie de Dieu (*Gott strafe England*). A l'égard de la Belgique et de la violation de la neutralité, mêmes variations. Le premier jour, M. de Bethmann-Hollweg et M. de Jagow reconnaissent, l'un devant le Reichstag et l'ambassadeur d'Angleterre, l'autre devant le ministre de Belgique, que l'Allemagne a, en effet, manqué au droit des gens, et violé le traité, mais que c'est la nécessité qui l'a

poussée et que nécessité n'a pas de loi. Puis ils se ravisent, ils découvrent dans de soi-disant documents d'archives que c'est la Belgique qui a elle-même violé sa neutralité en faisant appel à l'Angleterre. Le chancelier de l'Empire non seulement ne craint pas de se contredire, mais il revient sans cesse sur le sujet, comme un malfaiteur qui rôde autour du lieu de son crime. Quand il essaie d'évoquer l'histoire, quand il rappelle les négociations engagées avec l'Angleterre pour la limitation des armements navals, pour un engagement préventif de neutralité, il altère les textes, intervertit les rôles et calomnie le co-négociateur qu'il n'a pas réussi à duper. Ses discours au Reichstag forment, depuis le 4 août 1914 jusqu'à la date présente, une collection prodigieuse d'aveux, de démentis, d'apologies, de contradictions, de redites, et surtout de mensonges. Toute l'intellectualité allemande, les quatre-vingt-treize signataires du manifeste de la culture se sont réunis pour affirmer vainement que ces mensonges étaient la vérité et pour se solidariser avec les crimes commis au nom de la « Kultur ». Sur le théâtre même de la guerre, même recours perpétuel au mensonge. Non seulement les communiqués de l'état-major et de l'agence Wolf dénaturent

sans cesse les faits, mais les soldats, les officiers même se déguisent, empruntent les uniformes de l'ennemi, truquent les pavillons et les drapeaux, se servent frauduleusement de la Croix de Genève, feignent de lever les bras et de se rendre, tuent les prisonniers, achèvent les blessés.

Dans un monde où le respect de la vérité, où la correspondance étroite entre la parole et l'acte est la seule garantie, le seul gage des relations sociales, l'Allemagne a systématiquement miné et ruiné ce fondement élémentaire de la vie des hommes en société. Elle s'est ainsi, tout en l'exploitant, retranchée elle-même du monde civilisé. Sa devise, qui est le contraire de la belle maxime de Térence : *Homo sum, humani nihil a me alienum puto*, devrait être ainsi formulée : « Je ne suis pas humaine, tout ce qu'il y a d'humain m'est étranger. » C'est ce que M. de Bethmann-Hollweg a, dans un de ses discours, traduit crûment par ces simples mots : « Nous en avons fini avec le sentimentalisme. »

VI

L'humanité, heureusement, n'est pas de cet avis : elle continue de se prononcer pour ceux qui défendent son idéal et son droit. Elle s'est reconnue en nous. Et c'est pourquoi, dans la guerre actuelle, ceux qui s'appellent de ce beau nom : les Alliés, qui ont fait de sa cause la leur, qui lui appartiennent, ont vu, tandis que la haine allait à l'Allemagne, venir à eux la sympathie, la gratitude, et nous pouvons bien ajouter l'admiration et l'espoir du monde.

Chacun des Alliés, en même temps qu'il combat pour son sol, pour sa liberté, pour sa vie, sent sa cause se fortifier et s'ennobler, non seulement du concours prêté à ses compagnons de lutte, mais du service rendu à ceux mêmes qui ne combattent point avec nous, et qui, par nous, cependant, échapperont au joug, à l'absorption dont les menaçait l'orgueil, l'égoïsme de l'Allemagne. Ce que nous offrons au monde, c'est, non pas ce qui, sous le nom de culture et d'organisation supérieure, n'est, avec le régime allemand, que

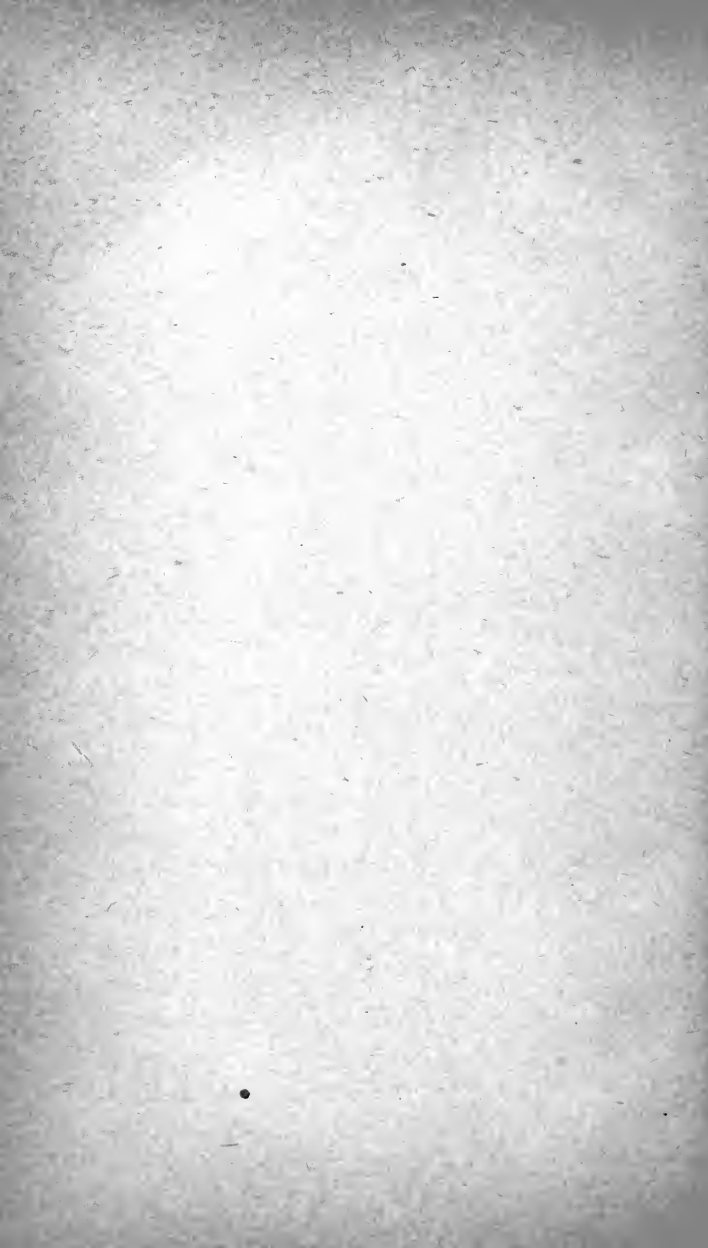
l'unité dans la servitude, mais, au contraire, la liberté des peuples, l'indépendance des petits comme des grands États, le respect des civilisations nationales, l'union dans les pensées, les sentiments, les aspirations qui sont communs à l'humanité tout entière. Tandis que l'Allemagne, qui a déchainé la guerre, y poursuivait l'exécution d'un plan de conquête universelle, la France revendique, avec les réparations du droit, le retour au foyer national des deux provinces qui lui ont été arrachées ; la Russie défend l'indépendance de la Serbie et de tout le slavisme menacé ; l'Angleterre s'est armée pour l'indépendance de la Belgique et la liberté du monde ; l'Italie, dégagée d'une alliance dans laquelle elle avait été sacrifiée, libère les terres qui lui avaient été ravies, rectifie les frontières, et concourt à l'œuvre commune d'affranchissement ; le Japon, après avoir purgé le continent et les mers d'Asie des établissements, soldats et bâtiments allemands, s'acquitte loyalement de ses devoirs d'allié ; la Belgique, la Serbie, le Monténégro soutiennent énergiquement, à côté des grandes Puissances libératrices, la lutte contre les Empires oppresseurs. Tous les Alliés mènent en outre le grand combat contre la vraie cause et le redoutable instru-

ment de cette guerre, contre le militarisme prussien, qui, après avoir conquis et uni l'Allemagne, l'avoir façonnée à sa mode et selon ses desseins, l'avoir absorbée dans un rêve monstrueux d'orgueil et de domination, l'a détachée de l'humanité et précipitée comme un fléau contre l'Europe. Ce qui doit sortir de cette lutte gigantesque, c'est, avec la victoire des Alliés, celle de l'humanité et de la civilisation, telle que l'humanité l'a voulue et faite, non pas celle de Thor et Odin, et du vieux Dieu qu'invoque Guillaume II, mais celle que, depuis l'origine des siècles, la conscience des hommes et des peuples a conçue et appelée de ses vœux, celle que le monde gréco-romain, le Christianisme, la Renaissance, le magnifique effort des trois derniers siècles, ont inlassablement rapprochée de l'idéal, celle à laquelle toutes les nations ont concouru, celle à laquelle l'Allemagne seule a osé préférer sa « Kultur », mais qu'il ne lui appartient pas, qu'il ne lui sera pas permis de détourner de ses voies.

Si la bataille de la Marne a été, dans la campagne de France, le rétablissement stratégique qui a brisé sur notre front l'offensive allemande, la victoire des Alliés sera le rétablissement dans ses droits, sur les esprits, sur

les âmes, sur les peuples, de la vieille et éternelle civilisation que l'Allemagne, comme un autre Xerxès ou comme un despote d'Assur, a pu, dans son impudence, défier et menacer, mais qui les rejette et leur survit. L'humanité n'a jamais accepté ceux qui l'ignorent, la méprisent ou la bravent. « Connais-toi toi-même », disait la sagesse antique, qui enseignait ainsi la vraie méthode de la psychologie. Dans la psychologie des peuples, de même, la première règle, pour les connaître, est non pas de prétendre s'élever au-dessus d'eux, hors d'eux, mais de se retrouver en eux, comme de les retrouver en soi. C'est la sympathie, au sens original du mot, qui permet de les connaître tout ensemble et de les aimer. Et l'amour, quoi qu'en pense l'Allemagne, est, en même temps que la meilleure méthode de la connaissance, le plus sûr moyen de se faire aimer. Les Alliés ont aimé l'humanité et les peuples, ils les ont ainsi mieux connus et se sont fait aimer d'eux. L'Allemagne a fait juste le contraire : d'où les erreurs qu'elle a commises et la haine qu'elle inspire. Que le maréchal von der Goltz veuille bien voir dans cette simple constatation le mot de l'énigme qu'il paraît avoir tant de peine à résoudre.

15 mars 1916.



CHAPITRE IV

LA REVANCHE LATINE

Les deux actes accomplis les 27 et 28 août 1916, la déclaration de guerre de l'Italie à l'Allemagne, la déclaration de guerre de la Roumanie à l'Autriche-Hongrie, outre le complément de force qu'ils apportent à la cause et à l'armée des Alliés, scellent la fin et la ruine du système politique institué en Europe depuis 1879-1883 par la diplomatie du prince de Bismarck, et dont le joug a pesé d'un poids si lourd, non seulement sur les adversaires que l'Allemagne voulait contenir et réduire, mais sur les membres mêmes de la combinaison dite la Triple-Alliance.

Il n'est certes pas indifférent que le dernier coup ait été ainsi porté à la Triple-Alliance par

les deux puissances non germaniques qui avaient été amenées à y accéder et que, dès maintenant, en pleine guerre, ces puissances s'affranchissant, se rangeant à nos côtés, aient déjà donné à leur libération le caractère d'une revanche latine, c'est-à-dire d'un retour à leur vraie origine, aux principes et à l'idéal de la civilisation pour laquelle elles combattent avec nous.

Il ne sera pas non plus sans intérêt de marquer combien, dans cette œuvre d'affranchissement, et jusque dans la façon dont elle a été exécutée, se retrouve la manière latine, l'art franc et droit de saisir l'ennemi au défaut de la cuirasse, de l'atteindre là où il est le plus vulnérable, et de planter dans la plaie une arme qui a elle-même la finesse, la lumière, l'éclat d'un joyau.

I

Comment l'Italie, d'une part, la Roumanie, de l'autre, dont l'Autriche-Hongrie est l'ennemie née, héréditaire, implacable, sont devenues l'une en 1882, l'autre en 1883, les alliées

du dualisme austro-hongrois, cette cruelle énigme ne peut s'expliquer que par le paradoxe plus étrange encore que constituait depuis 1879 l'alliance austro-allemande.

Le prince de Bismarck, né en 1815, au lendemain du Congrès de Vienne, et dont l'éducation politique porte l'empreinte profonde de l'année 1848, avait surtout retenu de ses premières expériences, avec la haine et le mépris de l'Autriche, cette conclusion que l'unité allemande qui, dans sa pensée, devait se faire par et pour la Prusse, était possible, non pas, comme l'avaient cru les idéologues et les démocrates allemands de 1848, par les princes, par un Parlement ou par une Diète, mais par le fer et le sang, et exigeait tout d'abord la défaite de l'Autriche. L'Autriche une fois vaincue et exclue de l'Allemagne, il restait, ce qui eût semblé chimérique en 1866, et même en 1870-71, après l'écrasement de la France, à la lier, à la river à la politique prussienne. Ce tour de force, ce chef-d'œuvre diplomatique, le prince de Bismarck l'accomplit en 1878 au Congrès de Berlin, en ouvrant à l'Autriche, devenue depuis 1867 l'Autriche-Hongrie, les portes de l'Orient, en lui assignant pour tâche et pour mission la marche vers l'Est (*Drang nach Osten*). Dès l'été de 1879, grâce surtout à

la Hongrie et au comte Jules Andrassy, le pacte était consommé. De ce jour, il est vrai, malgré la contre-assurance donnée à l'empereur Alexandre II, l'Allemagne risquait de perdre, de sacrifier, comme l'événement ne tarda pas à le prouver sous Alexandre III, la confiance et l'amitié de la Russie. Mais, et ce sont ici les plus extraordinaires conséquences du plan bismarckien, de même que, pour la protéger contre l'inimitié de l'Autriche, le prince chancelier persuadait l'Italie de s'allier avec l'Empire des Habsbourg (l'Italie et l'Autriche ne pouvant être, selon le mot célèbre, qu'alliées ou ennemies), il démontrait, d'autre part, au roi Charles de Hohenzollern que le plus sûr bouclier de la Roumanie contre la Russie qui venait, au traité de Berlin, de se faire adjuger la Bessarabie, et contre les Magyars qui la régentaient et lui faisaient obstacle sur le Danube, était de faire, elle aussi, alliance avec l'Autriche-Hongrie comme avec l'Allemagne. Le pacte de 1879, qui avait enchaîné le vaincu de 1866, l'Autriche, au char de son vainqueur, rivait ainsi à la politique austro-hongroise les deux puissances qui avaient le plus de raison de se défier d'elle, la Roumanie et l'Italie.

Les deux puissances latines, en adhérant à

l'alliance des puissances germaniques, croyaient sur la foi des traités, dont la teneur était purement défensive, contracter une assurance de paix et se garantir contre toute menace du dehors. L'Italie, dont la frontière restait si exposée à une offensive autrichienne, et qui avait tant à redouter de la monarchie austro-hongroise sur l'Adriatique comme en Orient, s'était avant tout préoccupée de se protéger, de réserver l'avenir, de limiter désormais l'action de son ennemie éventuelle tant dans la Méditerranée orientale que sur les Balkans. L'article 7, récemment révélé et publié, du traité d'alliance était une précaution, une mesure de sécurité précise et prophétique contre ce péril. La Roumanie, soucieuse sans doute de se mettre à l'abri contre la Russie et le slavisme, était au moins aussi attentive à se garer contre les Magyars qui non seulement continuaient à faire sentir leur fêrule aux populations roumaines de la Transylvanie, de la Bukovine et du Banat, mais qui, à la conférence de Londres et dans le traité du 10 mars 1883, venaient d'imposer, concernant le régime de la navigation sur le Danube, des clauses si pénibles à son esprit d'indépendance et à sa fierté. C'est donc dans une pensée de défiance, et pour contenir l'Autriche-Hongrie

par l'Allemagne, que l'Italie et la Roumanie, dont la situation présentait déjà à cet égard de frappantes analogies et affinités, entraient toutes deux, à une année d'intervalle, dans une combinaison, un groupement qui ne saurait être en vérité mieux défini que comme un assemblage de contraires et de disparates, une coalition d'antipathies et d'éléments répulsifs l'un à l'autre.

II

Ce qu'a été pendant plus de trente ans cette alliance, ce ménage des deux puissances latines avec l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que nous le savons, l'histoire l'atteste. Tant que le prince de Bismarck demeura le maître, jusqu'au printemps de 1890, la politique de 1879, si paradoxale qu'elle fût, et bien que de mauvais sentiments, des calculs d'inquiétude et de haine en fussent la base, se maintint à peu près solide et efficace. Le prestige et l'autorité de son fondateur la couvraient. L'Allemagne, dans les dernières années de l'empereur Guillaume I^{er} qui désirait mourir en paix, et sous la forte

main du prince chancelier qui jouissait de son œuvre, était relativement modérée et conservatrice. L'équilibre de 1879 était, d'ailleurs, trop récent encore pour être modifié ou ébranlé.

Avec l'avènement de l'empereur Guillaume II, et après la démission du prince de Bismarck, la scène change. Le nouvel empereur, dans sa fougue de souverain jeune et impatient de se faire sa place, est dès l'abord très empressé à se montrer, à se faire connaître. Ses visites d'avènement aux diverses cours d'Europe ont un caractère inusité d'ostentation et de durée. Il reste dix jours à Rome où il se figure avoir conquis et subjugué tout le monde, cour, gouvernement, armée et peuple. Il prodigue à l'empereur François-Joseph les manifestations de déférente et quasi filiale affection. Il s'attache à être pour la reine Victoria un petit-fils attentif et dévoué. Il se prend en même temps d'un goût très vif pour l'Orient : la Turquie l'enchanté, deux fois il est l'hôte du sultan Abdul-Hamid, dont il obtient aussitôt, et dès l'aube de son règne, de considérables concessions. Lorsque, cette gourme une fois jetée, la politique de la nouvelle ère, du nouveau « cours » se dessine, il apparaît que l'empereur se fait de l'Allemagne, de son rôle et de sa mission dans le monde, une conception singu-

lièrement différente de celle qui avait présidé à la politique bismarckienne. Non content de régner sur le centre du continent européen, Guillaume II rêve d'un empire maritime et colonial. Ses deux séjours à Constantinople ont ouvert à ses yeux éblouis les perspectives de l'Orient. La création d'une riche marine marchande et d'une puissante flotte de guerre, le plan d'un grand domaine colonial, d'une vaste expansion économique, notamment en Orient et en Asie, d'une politique qui, par le Danube et les Balkans, relierait l'Allemagne à l'Empire ottoman, tels sont les *leitmotive* qui hantent la pensée impériale et vont diriger son action.

Il est clair que, si ce programme s'exécute, le pôle de la politique allemande se déplace, que les relations de l'Allemagne avec l'Angleterre, la Russie, la France, avec ses alliés eux-mêmes, vont changer d'aspect, et que le système sur lequel reposaient l'Allemagne et l'Europe, tel que l'avait conçu le prince de Bismarck, ne s'adapte plus à ce « nouveau cours ». En même temps que la Russie, la France et l'Angleterre sont induites, par le souci de leur préservation, à resserrer leurs liens et à unir leurs efforts, les alliés de l'Allemagne doivent éprouver que les conditions de l'alliance, telle qu'ils l'avaient contractée, ne

sont plus les mêmes, que d'autres horizons se découvrent, que de nouvelles questions se posent.

L'Italie, depuis quelque temps déjà, à chaque prorogation ou renouvellement de la Triple-Alliance, s'était demandé si ses destinées étaient bien servies par un pacte qui jusqu'ici ne lui avait conféré aucun avantage. Elle n'avait rien obtenu de l'Autriche-Hongrie, qui continuait à molester les populations italiennes du Trentin, du Frioul et de Trieste, et dont le souverain même n'avait pas cru pouvoir encore rendre à Rome les visites que les rois d'Italie lui avaient faites à Vienne. Elle avait dû, pour ne pas subir trop gravement les dommages de l'alliance, maintenir parallèlement des rapports étroits avec la Grande-Bretagne et se rapprocher de la France, avec laquelle elle avait conclu un nouveau traité de commerce et divers accords de nature coloniale. Elle s'était de même rapprochée de la Russie, avec qui elle se sentait infiniment plus d'affinités qu'avec l'Autriche-Hongrie, et dont la politique orientale l'inquiétait moins que celle du cabinet de Vienne. L'Allemagne, infatuée et pédante, baptisait de « tours de valse » ces premiers signes de clairvoyance, ces premiers gestes d'émancipation d'un gouvernement et

d'un peuple qui ne consentaient pas à se laisser mener et asservir.

Les deux crises suscitées en Europe, de 1904 à 1910, d'abord par l'opposition de l'Allemagne à la politique marocaine de la France, puis par les conséquences de la révolution turque de 1908-1909, achevèrent de marquer l'altération qu'avaient subie, d'une part, la politique allemande, de l'autre, les relations de l'Allemagne, non seulement avec les puissances, France, Angleterre et Russie, qu'unissaient désormais les liens de la Triple-Entente, mais avec ses propres alliés. L'Allemagne, troublée d'abord par la déposition d'Abdul-Hamid et l'avènement des Jeunes-Turcs, avait dû laisser l'Autriche-Hongrie transformer en annexion l'occupation administrative de la Bosnie-Herzégovine, et l'Italie s'emparer de la Tripolitaine. L'Autriche-Hongrie, que l'audacieuse initiative du comte Ærenthal avait enhardie, en venait maintenant à imposer à l'Allemagne alliée et à faire seconder par elle sa propre politique balkanique et orientale. L'Italie, par contre, qui, pendant son conflit avec la Turquie, s'était sentie gênée et entravée par ses deux alliés et qui commençait à lire dans le jeu oriental des empereurs François-Joseph et Guillaume II, prenait ses sûretés en échan-

geant avec la Russie ses vues sur l'avenir des Balkans.

La ligue balkanique de 1912, la guerre déclarée à la Turquie par le Monténégro, la Serbie, la Grèce et la Bulgarie, la défaite de la Turquie furent pour les deux Empires germaniques une épreuve aussi cruelle qu'imprévue. L'Allemagne se crut obligée, par la formation d'un front hostile sur la frontière hongroise, d'abord de renforcer son armature militaire, puis de faire de la revendication des intérêts austro-allemands en Orient et sur les Balkans l'axe même de l'alliance. Tout le système bismarckien, tout le plan de 1879 était bouleversé. La revendication des intérêts austro-allemands en Orient n'avait plus rien de commun avec le programme défensif de 1879. Ni l'Italie, en tout cas, ni la Roumanie ne pouvaient être légitimement conviées à soutenir une politique qui, si elle servait les ambitions ou les rancunes de Berlin et de Vienne, leur était contraire et néfaste à elles-mêmes. Dans les conférences de Londres qui préparèrent la paix entre l'Union balkanique et la Turquie, les intérêts de l'Italie, notamment en ce qui concernait le Monténégro et l'Albanie, eurent de la peine à se concilier avec ceux de l'Autriche-Hongrie. Et quand, la paix de Londres à peine

conclue, la Bulgarie, encouragée sous main par l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne, se jeta traîtreusement sur la Serbie, son alliée de la veille, pour la dépouiller des territoires qui venaient de lui être attribués, ce fut le tour de la Roumanie de s'inquiéter et d'intervenir juste à temps pour déjouer, par la paix de Bucarest, les desseins, non seulement de la Bulgarie, mais des deux empires germaniques, dont il ne pouvait lui convenir d'être la complice, et encore moins la dupe.

Dès ce printemps et cet été de 1913, les deux puissances latines, l'Italie et la Roumanie, pour n'être, en effet, ni dupes ni complices, avaient dû se dégager. Elles ne pouvaient admettre qu'une alliance défensive qui était, par définition, destinée à les garantir, servît à modifier, à leur détriment, l'équilibre territorial et économique de l'Orient. Aussi, lorsque, au cours de ce même été de 1913, l'Autriche-Hongrie, par une démarche à peine croyable, mais qu'a révélée plus tard l'ex-président du Conseil italien, M. Giolitti, sonda le cabinet de Rome sur l'opportunité d'une action à diriger contre la Serbie, le Gouvernement italien, en repoussant cette éventualité, saisit-il au contraire cette occasion de rappeler le caractère strictement défensif, conservateur et

pacifique de l'alliance à laquelle trente ans auparavant il avait adhéré.

III

Une année ne s'était pas encore écoulée depuis la dernière et étrange démarche du cabinet de Vienne quand, sans prévenir ni sonder, cette fois, le Gouvernement italien, le Gouvernement austro-hongrois adressa à la Serbie, le 23 juillet 1914, l'ultimatum qui, dans la pensée longuement méditée des deux Empires germaniques, devait déclencher la guerre.

L'Italie, que l'alerte de 1913 avait déjà avertie, ne pouvait se tromper à cette seconde et redoutable menace. En même temps que, dans le très court délai et répit laissé aux puissances, elle s'efforçait, avec la France, l'Angleterre et la Russie, de trouver un moyen de prévenir l'horrible catastrophe, dont les Empires germaniques étaient, au contraire, bien déterminés à ne plus laisser retarder l'heure, elle s'était interrogée elle-même sur le devoir qui, en cas de conflit, serait le sien. Sa cons-

cience, aussi bien que la lettre et l'esprit des traités, lui faisait une loi de ne pas se laisser entraîner dans une guerre d'agression, dont le caractère était d'autant plus manifeste que la Serbie, sur le conseil des Puissances amies, avait pratiquement accepté toutes les clauses de l'ultimatum « formidable » qui lui avait été soumis. Lorsque, du 1^{er} au 3 août, après les déclarations de guerre de l'Allemagne à la Russie, puis à la France, l'Italie eut à se prononcer, elle fit connaître qu'elle garderait la neutralité.

Le roi de Roumanie avait, à la même date, réuni à Bucarest le Conseil de la Couronne. Le Gouvernement roumain, instruit de la décision prise par le Gouvernement italien et considérant, lui aussi, que le traité de 1883 n'imposait à la Roumanie aucune obligation de prendre part à une guerre qui n'avait pas le caractère défensif, et sur laquelle, d'ailleurs, elle n'avait pas été consultée, se prononça, sinon encore pour la neutralité, du moins pour une attitude expectante. La Triple-Alliance était réduite aux deux premiers contractants de l'année 1879. Les deux puissances latines, en déclinant de prendre part au conflit, dénonçaient par là même la responsabilité des Empires germaniques qui l'avaient provoqué et réservaient,

quant à elles, l'avenir. Le premier jugement porté sur les origines et le caractère, ainsi que sur les auteurs responsables de cette guerre, l'a été par les deux puissances le plus qualifiées, par celles qui avaient à décider si elles étaient, ou non, tenues de s'y joindre. Ce jugement, ce verdict, notons-le, loin d'être récusé par les Empires germaniques, a été par eux si dûment accepté et ratifié qu'ils ont, pendant de longs mois, continué à négocier avec ces alliés de la veille, demeurés en dehors de la lutte, et que cette négociation avait pour objet, non de les ramener à leurs côtés, mais de les maintenir dans la neutralité et de conjurer à tout prix leur conversion à l'ennemi.

Tandis que l'Allemagne ouvrait la guerre par le manquement à la foi jurée, par la répudiation de sa signature, par ce lâche attentat contre la neutralité belge qui la mettait au ban de l'Europe et de la civilisation, tandis que la Belgique ne pouvait opposer à l'invasion des barbares que l'héroïsme sublime de son martyr, les deux puissances latines, dignes filles de l'antique Rome, fondatrice du Droit, occupaient solidement ce terrain du droit et des traités, déserté par les Empires germaniques, et en faisaient d'abord leur refuge et leur rempart contre leurs anciens alliés, puis, lorsque leurs

propres intérêts, l'avenir et l'idéal de leurs nationalités, la cause même de la liberté et de la civilisation leur parurent menacés, leur front et leur base d'attaque contre ces anciens alliés devenus leurs ennemis, ainsi que ceux de l'Europe et du genre humain.

IV

S'il n'y a pas, dans l'histoire de l'Italie contemporaine, de période qui lui fasse plus d'honneur que celle des années 1914-1916, il n'y a pas non plus dans la collection de ses actes diplomatiques un recueil plus magistral, plus digne des hautes traditions de Machiavel, Guichardin et Cavour, que le *Livre Vert* dans lequel ont été réunis les pièces et documents de la correspondance et de la négociation poursuivies entre les Gouvernements italien et austro-hongrois du 9 décembre 1914 au 4 mai 1915.

Après les premiers mois de la guerre, lorsque les desseins des Empires germaniques, malgré la victorieuse résistance à laquelle ils venaient de se heurter sur la Marne et sur l'Yser comme sur le front russe, apparaissaient plus mena-

çants que jamais pour les libertés de l'Europe et du monde, lorsque leurs ambitions sur l'Orient, de Berlin et de Vienne, par Belgrade, Sofia, Constantinople et Bagdad, jusqu'au golfe Persique, à l'Inde et à l'Égypte, se découvraient à plein, le Gouvernement italien, se référant à la lettre et à l'esprit de son traité d'alliance avec l'Autriche-Hongrie, réclamait du Cabinet de Vienne l'application stricte des clauses du traité, et plus spécialement de l'article 7, relatif au *statu quo* de l'Adriatique et des Balkans, et dans lequel avaient été stipulées les compensations à accorder au cas où le *statu quo* et l'équilibre viendraient à être modifiés. Les armées austro-hongroises ayant franchi la frontière serbe, le Gouvernement italien, intéressé au premier chef à la conservation de l'intégrité, de l'indépendance politique et économique de la Serbie, s'estimait fondé à ouvrir avec le Gouvernement austro-hongrois des négociations concrètes sur la nature des compensations à obtenir. Ces compensations étaient considérées comme nécessaires pour que force restât au traité et pour que satisfaction fût donnée aux aspirations de l'Italie. Elles ne pouvaient, d'ailleurs, consister qu'en territoires qui, s'ils appartenaient encore à l'Autriche, étaient précisément ceux que l'« irrédentisme »

italien s'était promis de récupérer. Le baron Sonnino, ministre des Affaires étrangères, après avoir, non sans peine, obtenu et encore parce que, sur les instances du prince de Bülow, ambassadeur à Rome, l'Allemagne le soutint à Vienne, que des territoires autrichiens seraient cédés à l'Italie, reconnut que les cessions étaient loin d'être suffisantes, que le Gouvernement austro-hongrois ne voulait s'en dessaisir qu'après la guerre, et que l'Italie n'aurait jamais du consentement de l'Autriche-Hongrie les satisfactions qu'elle exigeait. Au terme d'une négociation de cinq mois, il conclut que l'Autriche-Hongrie, après avoir violé, par son agression contre la Serbie, le traité d'alliance, le violait de nouveau par son refus de donner à l'Italie les compensations qui lui étaient dues, et qu'il ne restait plus à l'Italie, dont les intérêts vitaux étaient méconnus, dont les aspirations nationales étaient refoulées, qu'à reprendre sa liberté d'action. « La neutralité même, ajoutait le baron Sonnino, ne peut être maintenue du moment qu'un des alliés a pris les armes pour la réalisation d'un programme diamétralement opposé aux intérêts vitaux de l'autre allié, intérêts dont la sauvegarde constituait la raison principale de l'alliance. » La méconnaissance par l'Autriche-

Hongrie de ces intérêts, et, plus encore, la double violation par le Cabinet de Vienne du droit résultant des traités avaient pour conséquence l'abandon de la neutralité et la guerre. L'Italie s'armait donc pour la revendication du droit et la sauvegarde de ses aspirations nationales. C'était la vraie revanche latine, celle de la nationalité et du droit.

Pendant que le clair génie de l'Italie tirait de la longue négociation avec le Cabinet de Vienne ces conclusions lumineuses et fières, l'intrigue allemande essayait, à Rome même, par de louches manœuvres, dans lesquelles le prince de Bülow ne s'est pas grandi, de troubler l'opinion et de diviser le Parlement. Le seul résultat fut qu'à la voix du grand poète qui incarna alors la patrie, le peuple consacra par un plébiscite d'indignation la condamnation prononcée contre l'alliance germanique et l'appel aux armes contre l'ennemi héréditaire.

A l'heure où, le 24 mai 1915, l'Italie déclarait la guerre à l'Autriche-Hongrie et se rangeait aux côtés de la Triple-Entente, l'Allemagne retira de Rome son ambassadeur, l'empereur Guillaume II adressa au roi Victor-Emmanuel III un télégramme véhément et irrité, le chancelier de Bethmann-Hollweg prononça au Reichstag les plus injurieuses

invectives contre le président du Conseil italien, auxquelles M. Salandra répondit du haut du Capitole, avec une dignité et une sérénité toutes romaines, en proclamant que « le rêve d'hégémonie universelle était brisé, que le monde s'était insurgé, que la paix, la civilisation, l'humanité future devaient se fonder désormais sur le respect absolu des autonomies nationales ». L'Allemagne évitait, d'ailleurs, de déclarer la guerre à l'Italie, pour se ménager une issue vers le sud, avec l'espoir et le calcul de la retenir dans les mailles de son filet d'espionnage, sous l'emprise des liens économiques dont elle l'avait garrottée. Pendant quatorze mois l'Italie, poursuivant avec énergie la lutte sur les Alpes, rencontra devant elle les soldats allemands affublés d'uniformes autrichiens, ses navires furent torpillés et coulés par les sous-marins de l'amiral von Tirpitz, tandis que, de Lugano à Lucerne, les agents allemands continuaient d'entretenir des intelligences avec les complices qu'ils avaient encore dans la Ville éternelle. L'Italie, elle, ne se souciait que de pousser vigoureusement sa campagne et de remplir avec loyauté ses devoirs de solidarité envers ses nouveaux alliés. Si elle a enfin, le 27 août dernier, déclaré la guerre à l'Allemagne, c'est que, selon les termes mêmes de sa note

au Gouvernement helvétique, « les actes d'hostilité du Gouvernement allemand se succédant avec une fréquence croissante aggravaient, au détriment exclusif de l'Italie, le contraste profond entre la situation de fait et la situation de droit qui résultait déjà de l'alliance de l'Italie et de l'Allemagne avec deux groupes d'États en guerre entre eux ». L'Italie envoyait, d'ailleurs, à cette date, en Orient, des contingents qui allaient, à côté des contingents français, britanniques, russes et serbes, se mesurer avec les troupes allemandes sur le front de Macédoine. Ennemie loyale, elle entendait combattre à visière découverte. Elle avait, au surplus, depuis plusieurs mois déjà, déclaré la guerre aux deux nouveaux alliés des Empires germaniques, à la Turquie et à la Bulgarie qui achevaient de donner à ce groupement le caractère et les buts qu'elle n'avait pu, quant à elle, que répudier. Elle s'était libérée et rachetée, et sa revanche était devenue celle de l'Europe et de l'humanité.

V

La Roumanie avait, dès le début de la grande guerre, senti la profonde analogie et affinité de

sa situation avec celle de l'Italie, et le Gouvernement roumain n'avait pas manqué d'échanger avec le Gouvernement italien ses vues sur l'attitude qu'il y avait lieu pour tous deux d'observer. Les fils de la Louve et les fils de la colonie trajane, liés au pacte de la Triple-Alliance, n'en restaient pas moins avant tout des Latins, fidèles au principe de la nationalité auquel ils devaient leur résurrection, et attachés, par origine, par hérédité, comme par conscience, aux traités, au droit, au legs précieux de l'antique Rome.

Ce respect du droit et des traités avait, le 4 août 1914, décidé la Roumanie, comme l'Italie, à s'abstenir dans une guerre offensive et d'agression, non prévue par le pacte d'alliance. Le roi Charles de Hohenzollern, malgré ses liens de famille et de race avec l'Empereur allemand, et bien qu'il fût, avec le prince de Bismarck, le véritable inspirateur et auteur du traité de 1883 (1), avait dû s'incliner devant

(1) La *Tribune de Genève* a publié, le 6 septembre 1916, d'après le journal hongrois, le *Szegedi Naplo* du 30 août, le texte du traité signé à Vienne en 1883 entre les Gouvernements roumain et austro-hongrois. Je ne sais si ce texte est authentique. Certains articles concernant la libre-pensée, le socialisme, l'anarchie, l'irréducentisme rappellent la manière de Metternich plus que celle des diplomates de l'année 1883. Il semble, d'autre part, que le texte original, ainsi que l'a tou-

l'avis de ses ministres, qui concluaient à l'abstention. La longue période du 4 août 1915 jusqu'au 28 août 1916, traversée de tant de péripéties et d'émotions, fut pour la maison royale de Roumanie et pour la nation roumaine le règne de l'angoisse. Si le défunt roi Charles était particulièrement perplexe entre ses attachements à sa souche de Hohenzollern et son respect de la volonté, des destinées nationales du peuple sur lequel il avait été appelé à régner, la nation, elle, était comme déchirée entre la voix de sa conscience, l'appel de ses destinées qui était en même temps celui de la liberté et du droit, et la menace que faisaient peser sur elle, ou, ce qui est pire encore, la corruption et le chantage auxquels avaient recours les Empires germaniques. Il fallut au Gouvernement de M. Bratiano une rare sagesse et habileté, en même temps qu'un grand courage politique et moral, pour louvoyer à travers

jours affirmé depuis 1914 le Gouvernement roumain, ait dû avoir un caractère plus marqué et plus net de contrat purement défensif. Le traité, d'ailleurs, lorsque l'éventualité d'application se posa, fut considéré, le 4 août 1914, comme ne liant pas la Roumanie en cas de guerre offensive, et fut répudié le 28 août 1916, d'abord comme n'ayant pas été respecté et observé par le Gouvernement austro-hongrois, puis comme aussi impuissant, dans ces conditions, à sauvegarder les intérêts de la Roumanie qu'à la défendre elle-même contre les attaques extérieures.

tant d'écueils, pour attendre l'heure de la décision et du destin.

L'avènement du nouveau roi Ferdinand, à la date du 11 octobre 1914, et la résolution prise par l'Italie, le 24 mai 1915, de déclarer la guerre à l'Autriche-Hongrie furent pour la Roumanie de premiers allègements à son cruel souci. Le devoir lui apparaissait plus clair et moins entravé, l'union se faisait plus étroite entre la Couronne, le Gouvernement et le peuple. L'entrée successive de la Turquie, puis de la Bulgarie, dans l'alliance des Empires germaniques démontra ensuite comme plus impérative, plus nécessaire, l'accession de la Roumanie au groupe des puissances vers lequel l'appelaient ses durables intérêts, ses traditions, sa conscience historique et nationale. Mais le péril extérieur était terrible. Les armées germaniques, bulgares, turques encerclaient ses frontières. La Russie, refoulée sur la ligne de Riga au Dniester, ne pouvait, à cette date, lui prêter une assistance efficace. Ses communications avec l'Europe ne pouvaient se faire que par la frontière russe et par la frontière hongroise. La France, l'Angleterre, l'Italie, bien que résolues à la seconder, et unanimes, avec la Russie, à lui assurer l'entière satisfaction de ses aspirations nationales, n'étaient

pas encore à Salonique. Pour échapper à la pression germanique qui devenait plus menaçante, pour éviter de laisser passer à la Bulgarie et à la Turquie les convois d'armes et de munitions qui leur arrivaient par la voie d'Allemagne ou d'Autriche-Hongrie, le Gouvernement roumain dut faire des prodiges de dextérité. C'est alors qu'il se résignait à recevoir les missions ou visites des ambassadeurs extraordinaires, princiers ou autres, de Guillaume II, et qu'il dut, d'autre part, permettre l'expédition en Autriche-Hongrie ou en Allemagne des wagons remplis de céréales ou de pétrole, dont le prix, d'ailleurs, payé en or, était particulièrement bienvenu et opportun dans ses caisses. Tout ce que put faire alors la Roumanie, ce fut de modifier peu à peu son attitude expectante du début en une neutralité de plus en plus bienveillante pour la France et ses Alliés. La Roumanie ne manqua jamais, non plus, dans les diverses occasions propices, lorsque des personnalités roumaines étaient fêtées et acclamées en France, en Angleterre, en Italie, ou lorsque des personnalités des pays alliés se rendaient à Bucarest, de nous laisser lire dans sa pensée et dans son âme. Avec l'Italie, en vertu de l'analogie et de l'affinité de situation qui les unissait, elle fut plus pré-

cise encore. Les Alliés avaient foi dans la détermination finale qu'elle prendrait : ils l'attendaient, sa place était auprès d'eux.

Lorsque, le 27 août 1916, l'Italie déclara la guerre à l'Allemagne, l'heure des colons de Trajan avait aussi sonné. Dans le Conseil de la Couronne tenu le 28 août à Bucarest, et dont un chroniqueur véridique nous a fait le récit, la quasi-unanimité se prononça pour l'intervention aux côtés de la Triple-Entente et de ses Alliés. Le roi Ferdinand, dans le plus noble langage, et quoi qu'il pût en coûter à ses sentiments de famille, déclara ne connaître que la volonté, les intérêts, la grandeur de la nation. Deux des anciens ministres germanophiles présentèrent quelques réserves. Seul, M. Carp, le signataire du traité de 1883, protesta en termes de violence et de dépit, accompagnés de vœux antipatriotiques, contre la décision qui libérait son pays. Le soir du même jour fut remise au Gouvernement austro-hongrois à Vienne et à son représentant à Bucarest la Note par laquelle le Gouvernement roumain dénonçait le traité et se considérait, dès ce moment, en état de guerre avec l'Autriche-Hongrie.

Cette Note est, comme l'avait été, l'année précédente, la Note du Gouvernement italien

au Cabinet de Vienne, une leçon d'histoire en même temps qu'un verdict de droit. Elle rappelle le caractère essentiellement conservateur et définitif qu'avait le traité de 1883 et la double infraction que constituèrent à ce traité la politique austro-hongroise de l'année 1913, puis, en 1914, la déclaration de guerre à la Serbie. Elle ajoute que, par la déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche-Hongrie, au printemps de 1915, la Triple-Alliance avait cessé d'exister et que les raisons qui avaient déterminé l'adhésion de la Roumanie à ce système politique étaient par là même abolies. Elle fait remarquer qu'à ce groupement d'États unis pour la conservation de la paix et la garantie d'une situation de fait et de droit créée par les traités s'est substituée une ligue de puissances ne faisant la guerre que pour transformer de fond en comble les anciens arrangements qui avaient servi de base au traité d'alliance. « Il ne restait, dans ces conditions, à la Roumanie d'autre recours que de reprendre sa liberté d'action et de diriger ses vues et ses efforts vers des voies nouvelles, d'autant que l'œuvre entreprise par l'Autriche-Hongrie revêtait un caractère menaçant pour les intérêts essentiels de la Roumanie ainsi que pour ses aspirations nationales les plus légitimes. » La Note énumère ici les souf-

frances et les injustices que les populations roumaines de l'Autriche-Hongrie avaient eu à subir pendant plus de trente ans de la part de la monarchie dualiste. Elle montre que tous les espoirs de la Roumanie avaient été déçus, tant en ce qui concerne le respect et le maintien de sa nationalité qu'en ce qui touche la sauvegarde de l'équilibre et de la paix. « L'œuvre de paix, conclut-elle, que la Roumanie, fidèle à l'esprit de l'alliance, avait tenté d'accomplir a été rendue stérile par ceux-là mêmes qui étaient appelés à l'appuyer et à la défendre. La guerre à laquelle prend part presque toute l'Europe agite les plus graves problèmes relatifs au développement national et à l'existence même des États. La Roumanie, par désir de contribuer à hâter la fin du conflit, et sous l'empire de la nécessité de protéger ses intérêts de race, se voit forcée d'entrer en ligne à côté de ceux qui peuvent lui assurer la réalisation de son unité nationale. »

La Roumanie, comme l'Italie, se réclamait de la nationalité et du droit. Elle allait donc vers le groupe des puissances qui non seulement avaient inscrit sur leurs bannières cette haute et noble devise, mais qui, depuis deux ans, menaient, au nom de ces principes, le dur combat contre la coalition malfaisante des

puissances de proie et de ténèbres, contre les empires germaniques et leurs complices.

L'Allemagne n'a pas suivi à l'égard de la Roumanie la ligne de conduite qu'elle avait adoptée vis-à-vis de l'Italie. Elle a, sans retard, et le jour même, déclaré la guerre à la puissance balkanique, au roi allié et parent qui osait l'abandonner. Elle a de plus, dans un accès de colère à la Wotan qui ne trahit que mieux la profondeur de la déception, résolu de tourner contre son nouvel ennemi toutes les forces dont elle peut encore disposer. Le maréchal Hindenburg, devenu le généralissime de la coalition, a lancé contre toute la ligne des frontières roumaines, sous le commandement de Mackensen et de Falkenhayn, tous les bataillons austro-allemands, bulgares et turcs qui ont pu être ramassés sur les divers fronts. Le kaiser voudrait brandir contre le Hohenzollern, traître à sa cause, le trident de ses 420, de ses sous-marins et de ses zeppelins. C'est sans doute, outre sa rancune et sa haine contre son cousin Ferdinand, sa terreur de voir menacer, au nord comme au sud, sa route de Berlin à Sofia, Constantinople et Bagdad. Mais il a reconnu aussi, dans la décision de la Roumanie, comme il y a un an, dans celle de l'Italie, l'écroulement du calcul et du rêve qu'il avait faits, à savoir,

de retenir, sinon dans l'alliance germanique, du moins dans la neutralité, comme des otages, les deux puissances latines, celle de l'Est, ainsi que celle de l'Ouest. Il avait compté sans ces forces, sans ces « impondérables » qui, à la longue, ne se laissent pas vaincre ni réduire : la Nationalité et le Droit.

Et c'est ainsi que, sous les étendards de la nationalité et du droit, les deux puissances latines, pendant plus de trente ans alliées aux Empires germaniques, se sont réunies à la France, leur sœur, à la grande puissance slave, à l'Angleterre, au Japon, à la Belgique, à la Serbie, pour consommer, avec leur propre revanche, celle de l'Europe, du monde et de l'humanité.

4 novembre 1916.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVOLUTION DE L'ASIE ORIENTALE ET LE RÔLE DU JAPON

(1894-1915)

Si la guerre de 1914-1916 a eu, de la part des Puissances germaniques qui l'ont provoquée, son principal motif ou prétexte dans la crise balkanique de 1912-1913, si donc c'est la question d'Orient qui en a été la première occasion, cette guerre, outre qu'elle gagnait de proche en proche toute l'Europe, l'Asie-Mineure et une grande partie de l'Afrique, s'est étendue de même aux lointains parages du Pacifique, à l'extrémité de l'Asie orientale, et a eu l'un de ses théâtres à la pointe du Chan-tong chinois, dans les eaux qui baignent la Chine, le Japon et l'archipel océanien.

Comment l'Asie orientale s'est-elle trouvée impliquée dans la présente guerre, devenue

quasi universelle ; comment les deux grands peuples de l'Extrême-Orient, fermés jusque vers le milieu du xix^e siècle à tous rapports suivis avec l'Occident, ont-ils été entraînés dans le torrent de la politique générale du monde ; comment le Japon surtout, après être entré en alliance avec l'une des plus grandes Puissances de l'Ouest, après avoir conclu d'importants accords politiques avec deux autres de ces Puissances, est-il aujourd'hui l'un des alliés, menant avec nous le grand et bon combat contre l'agression et la barbarie germaniques, l'un des facteurs appelés à régler les destinées, à définir les conditions, à tracer la forme du prochain avenir, c'est ce que nous voudrions, en un rapide résumé et raccourci d'histoire, indiquer et exposer ici à l'aide de nos propres souvenirs et de quelques-uns des travaux qui, en France comme en Angleterre, en Russie, en Chine et au Japon, ont été consacrés à la période si décisive des vingt dernières années, de 1894 à 1915.

I

Cette période de vingt années s'ouvre par la guerre sino-japonaise, à la date du 31 juillet 1894.

La Chine et le Japon avaient à vider entre elles une vieille querelle, celle de savoir à qui appartiendrait l'influence prépondérante, le pouvoir, la domination en Corée, cette presque-île dite du Calme-Matin qui a été si souvent l'outre des tempêtes, et qui a joué, dans les rapports entre les deux Empires de l'Extrême-Orient, le rôle joué jadis par la Haute-Italie dans les relations entre la France et le Saint-Empire germanique. Ou plutôt la guerre sino-japonaise a été l'occasion, qui devait forcément éclater, de décider par la force des armes lequel des deux Empires exercerait l'hégémonie, serait le maître dans l'Asie orientale où, à plusieurs reprises déjà et à de longs intervalles, ils avaient été tentés de se défier et de se mesurer. Dans ce duel, la Chine, malgré l'énormité de son poids, de sa masse, de sa densité, malgré l'immensité de ses ressources virtuelles et de ses possibilités indéfinies, était

d'avance vaincue par son prompt, agile et nerveux adversaire, qui, aux vertus, à l'élan d'une armée et d'une flotte admirablement préparées, unissait la parfaite sûreté, la méthode d'une politique réfléchie, consciente du but et des moyens, et tendue par un constant effort vers l'objet à atteindre. Si la Chine et le Japon étaient restés seuls en présence, il est probable qu'après la bataille navale du Yalou et la prise de Port-Arthur, la Chine, selon la loi invariable de son histoire, aurait vu son ennemi et vainqueur libre de disposer d'elle et d'installer à Pékin, sinon, comme jadis les Mongols et les Mandchous, une dynastie nouvelle, du moins une sorte de protectorat dominateur et tout-puissant. C'est l'intervention, après la paix de Shimonoseki, de la Russie, de la France et de l'Allemagne, c'est le conseil amical donné par elles au Japon de ne pas maintenir l'annexion de la presqu'île du Liao-tong et de Port-Arthur qui a conjuré le péril, exorcisé une fatalité historique et préservé la Chine contre les conséquences de la suprême défaite.

Cette intervention des trois Puissances de l'Ouest, celle de la France surtout qui devait sentir quelque gêne de voir l'Allemagne se glisser en tiers entre elle et la Russie, a été,

au moment même où elle s'est produite, l'objet chez nous-mêmes de très vives critiques dont le principal interprète fut au Parlement un homme dès lors appelé et promis au plus grand et au plus légitime avenir, M. Alexandre Millerand. A ces critiques, dont quelques-unes n'étaient pas sans force ni valeur, le ministre des Affaires étrangères de 1895, M. Gabriel Hanotaux, opposa des raisons à notre avis plus décisives et dont les deux plus impérieuses étaient, la première la nécessité pour la France de soutenir l'intérêt de notre nouvelle alliée, la Russie, la seconde l'obligation que nous imposaient les traités antérieurs, les droits acquis, le souci de notre situation politique et économique, de ne pas délaisser et abandonner au profit exclusif du nouveau conquérant les bénéfices et avantages déjà obtenus. La France défendait, avec sa propre cause et celle de la Russie, dans un Empire avec lequel la Russie et elle-même avaient une large frontière commune, la cause même de l'Occident et de son action en Asie. Elle s'était attachée, d'ailleurs, comme la Russie elle-même, à donner à sa démarche auprès du Gouvernement japonais le caractère en effet le plus amical, le plus conciliant, le plus propre à conserver intactes ses relations présentes et futures avec le

grand Empire nippon dont elle n'avait pas été la dernière à pressentir et à saluer l'avènement.

L'effet le plus immédiat de l'intervention qui suivit la paix de Shimonoseki fut, en tout cas, après avoir sauvé et préservé l'intégrité et l'indépendance du territoire continental chinois, d'interrompre et de prescrire la politique d'isolement et d'exclusion dans laquelle la Chine s'était jusqu'alors renfermée. La Chine s'était crue longtemps et de bonne foi le centre et l'ombilic du monde, le véritable Empire du Milieu, dont les autres nations et États n'étaient que les vassaux, les tributaires, les plus ou moins lointaines dépendances. Sur les cartes chinoises répandues et vulgarisées dans le peuple, l'Espagne était représentée par la petite île de Luzon, l'Angleterre ne figurait que comme une autre petite île perdue au fond de l'horizon occidental, etc., etc. Depuis les empereurs Kang-hi et Kien-long, depuis les travaux scientifiques accomplis à la Cour de ces souverains par les missionnaires catholiques, une telle erreur et illusion, pour les lettrés et les gens instruits du moins, n'était plus possible. Mais le peuple y persévérait et l'orgueil chinois trouvait avantage à s'y complaire. Aujourd'hui pourtant,

en présence des faits, après le service rendu par les trois Puissances de l'Ouest et devant le danger possible d'une nouvelle agression japonaise, la Chine était bien forcée de se convaincre, de se pénétrer de la réalité. Il était clair qu'il y avait dans le monde d'autres Puissances que la Chine, que, sans le secours de trois de ces Puissances, la Chine eût été sous le joug de son voisin immédiat, de ces Japonais qu'elle appelait encore les « Barbares de l'Est (Wo-jen) », et que, pour se garantir contre de nouvelles menaces de ce voisin, elle ferait bien de s'appuyer sur telle ou telle des Puissances qui déjà l'avaient sauvée. La Russie, d'autre part, sentait, pour les nécessités de sa politique, pour le développement de ses possessions orientales, l'avantage qu'elle aurait à pouvoir compter sur la Chine, sur la situation géographique, le littoral et les ports, au moins septentrionaux, d'un Empire dont elle était elle-même limitrophe, sur une si longue étendue de frontière. Un an à peine après la revision du traité de Shimonoseki, la Russie proposait à la Chine un traité d'alliance, accompagné d'un projet de contrat aux termes duquel, pour pouvoir communiquer librement et sûrement avec le Céleste-Empire, elle aurait la faculté de faire passer en terri-

toire chinois, à travers la Mandchourie, la ligne de chemin de fer qu'elle était en train de construire entre Saint-Pétersbourg et Vladivostock.

C'est pendant les fêtes du couronnement du tsar Nicolas II, à Moscou même, qu'eurent lieu entre les ministres du Tsar et l'ambassadeur extraordinaire qui représentait la Chine à ces fêtes, le vice-roi Li-hong-tchang, les pourparlers préliminaires où l'alliance se décida. — Li-hong-tchang qui, pour la première fois, voyait l'Europe, un souverain et des ministres d'Occident, mais qu'une longue expérience des affaires, une intuition géniale de la politique de l'univers et le sentiment très vif de la situation présente et des intérêts de la Chine avaient dûment préparé au rôle qui allait être le sien, n'hésita pas. Il comprit que l'heure était venue pour la Chine de renoncer à son rêve solitaire, à sa tour d'ivoire ou de porcelaine, et d'entrer résolument dans la voie qui s'ouvrait à elle. La Chine menacée ne pouvait plus garder la belle et hautaine indifférence de jadis. Force lui était de choisir, de se prononcer et surtout de ne pas rejeter le concours précieux, inespéré, qui s'offrait. Li-hong-tchang sut, de Saint-Pétersbourg, par ses télégrammes pressants, convaincre l'empereur Kouang-siu, l'impératrice douairière,

le prince Kong et se faire autoriser par eux à signer avec le prince Lobanoff le traité proposé, et qui, revêtu de son seing au mois de mai 1896, était complété le 20 septembre de la même année par la conclusion du contrat relatif au passage sur le territoire mandchou de la ligne ferrée transsibérienne.

De par ce traité, la Chine, alliée à la Russie, prenait place dans la politique générale du monde. Elle devenait un pion sur l'échiquier. Et, de fait, sa politique, à partir de cette date, se rattache à celle de la Russie qui s'ordonne et se poursuit elle-même selon les principes et les intérêts de l'alliance franco-russe. — La Russie et la France ont, comme il était naturel, tiré des rapports ainsi établis les profits et avantages qui en devaient résulter pour leur propre situation politique et économique en Extrême-Orient. La Chine, si elle a fait, en somme, bonne mesure à ses alliés, a recueilli, elle, de son traité avec la Russie, un sentiment de sécurité et, en même temps, le bénéfice d'une accalmie, d'une trêve pendant laquelle, en réparant ses brèches, en restaurant ses finances, elle a pu, après avoir payé une forte indemnité de guerre et libéré son territoire, inaugurer avec quelque confiance l'ère nouvelle.

Le Japon, qui s'était conformé, après la paix de Shimonoseki, au conseil amical des trois Puissances de l'Ouest, ne fit aucunement mine de contrarier ou de combattre le parti qu'avait pris la Chine d'accepter l'alliance ou la protection de la Russie. Il garda, vis-à-vis de cette ère nouvelle d'une Chine se plaçant sous l'égide russe, une extrême réserve qui ne l'empêcha pas de chercher lui-même à s'entendre avec la Russie sur la question de Corée que le traité de Shimonoseki n'avait qu'imparfaitement résolue. — Il retint toutefois des événements accomplis et du pacte conclu entre la Chine et la Russie deux enseignements : l'un, qu'il pouvait y avoir lieu pour une Puissance asiatique de contracter union et alliance avec une Puissance de l'Ouest ; l'autre, que la question chinoise était de celles qui ne peuvent être abordées, ni à plus forte raison réglées en dehors de l'Europe et sans elle. Ce double enseignement ne devait pas être perdu. Si la Chine avait été la première à entrer en alliance avec une Puissance de l'Ouest et à relier ainsi l'Asie à l'Europe, le Japon n'allait pas tarder à suivre ce mémorable exemple. Et ce serait précisément pour aborder et régler d'accord avec l'Occident la question chinoise que le Japon cher-

cherait lui-même un allié en Europe. La politique d'isolement et de réclusion avait vécu. Les ponts étaient décidément jetés entre l'Europe et l'Asie.

II

Avant que ces ponts, toutefois, ne fussent plus solidement établis, une nouvelle et terrible rafale — l'insurrection des « Boxeurs » — allait s'abattre encore sur la Chine. Le mouvement dit des « Boxeurs », bien qu'il émanât du foyer ordinaire et permanent des sociétés secrètes, eut, il faut le dire, sinon sa cause première, du moins l'occasion propice, l'étincelle opportune dans l'acte contradictoire et violent que commit, au mois de novembre 1897, l'Allemagne soi-disant venue en 1895, comme la France et la Russie, au secours de la Chine. L'occupation, en pleine paix, à cette date, par l'escadre allemande du port de Kiao-tchéou, comme rançon du meurtre de deux missionnaires catholiques de la congrégation de Steyl, qu'une bande de brigands avait assassinés dans un village

perdu du Chan-tong, parut, aux yeux de la nation chinoise, difficilement conciliable avec la politique tutélaire que l'Allemagne, deux années auparavant, avait affecté d'adopter à l'égard de la Chine. La nation chinoise, qui n'existait guère avant les désastres de la récente guerre et l'éclair de confiance dont l'avait illuminée ensuite l'intervention des Puissances en 1895, éprouva une cruelle désillusion à constater que c'était de l'une de ces Puissances censées protectrices que lui venait ce coup de force et de déprédation. La « Société des Pugilistes de la justice et de la concorde » (tel est le nom authentique et complet des Boxeurs) se trouva prête, s'étant formée dans le Chan-tong même, à s'approprier et à servir cette cause du ressentiment national. Elle y gagna une plus patriotique devise, un plus grand nombre d'adhérents, et peu à peu la sympathie, la protection, l'appui, d'abord du gouverneur de la province du Chan-tong et des autorités locales, puis, de proche en proche, des provinces voisines et notamment du Tche-li, enfin, lorsque, après les vaines tentatives de réformes libérales de l'empereur Kouang-siu, l'impératrice douairière, par son coup d'État du mois de septembre 1898, redevint maîtresse de l'Empire, du Gouverne-

ment de Pékin passé dans les mains du prince Touan, et de la Cour elle-même dont le prince Touan avait réussi à forcer la conviction. Par l'association de la nation, des Boxeurs, du Gouvernement et de la Cour, le mouvement des chevaliers du Poing était devenu le soulèvement de la Chine contre les excès et abus de pouvoir de l'étranger.

Devant une telle révolte à laquelle, avec plus ou moins de franchise, la Cour impériale et le Gouvernement prêtaient leur complicité, toutes les Puissances étrangères, quoi qu'elles pensassent de la responsabilité encourue par l'Allemagne, ne pouvaient et ne devaient former qu'un seul front. — Elles parvinrent, malgré le danger qui, pendant trois mois, menaça les légations de Pékin, et grâce aux hésitations qui empêchèrent certains hauts mandarins de seconder l'attaque furieuse des Boxeurs, à pénétrer dans les murs de la Ville impériale, à délivrer leurs nationaux, à dompter l'insurrection. — Tandis qu'après cette défaite, la Cour et le Gouvernement s'enfuyaient vers l'Ouest, jusqu'à l'ancienne capitale de Sin-gan-fou, les Puissances, pour ne pas aggraver leur tâche, pour rendre possibles le rétablissement de l'ordre et la reconstitution des pouvoirs publics, consen-

tirent à paraître croire, à admettre que la Cour et le Gouvernement lui-même avaient été dupes et victimes plutôt que complices. Elles acceptèrent d'entrer en négociation, par l'entremise de deux personnages restés étrangers à la folle aventure des Boxeurs, le prince King et Li-hong-tchang, avec le Gouvernement qu'il s'agissait de restaurer et de reconstituer. — Peut-être l'occasion eût-elle été bonne alors de faire pour la Chine ce que les grandes Puissances avaient fait, au traité de Paris, en 1856, pour la Turquie, c'est-à-dire de la faire entrer dans le droit public de l'Europe, de garantir collectivement son indépendance et son intégrité, d'appliquer à l'« homme malade » du Céleste-Empire le même régime que la thérapeutique internationale avait inauguré pour l'« homme malade » du Bosphore. L'Europe se fût épargné ainsi, et elle eût épargné à la Chine bien des difficultés et des traverses. — Mais les Puissances eurent surtout le souci de poursuivre la punition effective et exemplaire de quelques-uns des hauts mandarins les plus compromis dans l'insurrection et d'exiger de lourdes indemnités pécuniaires. — A peine le protocole final de Pékin, réglant cette liquidation, était-il signé, le 7 septembre 1901, que

les choses reprenaient en apparence leur cours. L'Impératrice douairière et l'Empereur rentraient dans la Ville impériale. L'ancien ministère des Affaires étrangères, quoiqu'il eût changé de nom, retomba vite à ses invariables pratiques. Le traité sino-russe, qui avait survécu aux mesures que la Russie dut prendre en commun avec les autres Puissances pour combattre les Boxeurs, recouvra sa pleine vigueur.

C'est alors que le Japon, qui avait pris, à côté des Puissances européennes, une grande part dans la répression et la défaite de l'insurrection des Boxeurs, éclairé par les derniers événements, et se rendant compte qu'après une crise si grave les Puissances de l'Ouest n'avaient pas jugé opportun ou nécessaire de définir et de régler avec plus de précision la situation et la destinée de la Chine, estima que l'heure était venue pour lui de prendre position, de ne plus risquer d'être isolé comme il l'avait été en 1895 et de chercher en Occident, pour être mieux préparé à résoudre les questions qui inévitablement allaient se poser dans l'Asie orientale, le concours, l'alliance qui lui apparaissait désormais comme indispensable.

III

Le Japon avait, à cette date de 1901, conclu déjà avec la Russie, pour le règlement de la question coréenne, plusieurs arrangements et accords dont le plus ancien remontait à l'année 1896. La convention signée alors entre le maréchal Yamagata et le prince Lobanoff, après le couronnement de l'empereur Nicolas II, était précisément contemporaine du traité d'alliance intervenu entre la Chine et la Russie. D'autres tentatives avaient été faites dans le même sens et pour le même objet. Un parti considérable au Japon, à la tête duquel était le prince (alors marquis) Ito, pensait que c'était avec la Russie que le Japon devait surtout chercher à s'entendre. Dans les derniers mois de l'année 1901, le marquis Ito s'était rendu en Europe, et tout d'abord à Paris, puis à Saint-Pétersbourg, pour sonder les dispositions de la France et de la Russie sur la possibilité et l'opportunité d'un rapprochement plus étroit entre le Japon et la Russie. A la même date, il est vrai, le comte (alors baron) Hayashi, ministre du

Japon à Londres, s'efforçait, de son côté, de décider lord Salisbury et lord Lansdowne à conclure un traité positif d'alliance entre les deux pays. Le Gouvernement japonais, qui avait alors pour président le général comte Katsura, ne s'était pas encore prononcé. C'est à la dernière heure, semble-t-il, et parce que le marquis Ito n'avait pas rencontré à Saint-Pétersbourg l'accueil et le concours sur lesquels il comptait, que le Conseil des anciens hommes d'État (genro) réuni à Tokyo sous la présidence de l'Empereur, résolut de pousser activement les négociations avec le Gouvernement britannique et de donner au baron Hayashi ses instructions définitives. Le Gouvernement britannique lui-même craignit alors de se laisser devancer par la Russie et hâta les derniers pourparlers. Le traité d'alliance entre la Grande-Bretagne et le Japon fut signé à Londres le 30 janvier 1902.

Le comte Hayashi a raconté dans ses *Mémoires*, publiés à Tokyo après sa mort, en 1913, qu'au début même de sa campagne diplomatique, lors de ses premiers entretiens avec lord Lansdowne, il ne fut pas peu surpris de recevoir un jour les confidences du conseiller de l'ambassade d'Allemagne à Londres, qui l'encourageait fort à poursuivre sa tenta-

tive, l'assurant que la Grande-Bretagne, malgré sa tradition peu favorable à des engagements de ce genre, désirait avoir dans le Japon un allié et ajoutait que l'Allemagne, quant à elle, ne pourrait qu'être satisfaite de voir une telle alliance se conclure. La Puissance, qui était depuis de longues années déjà le mauvais génie de l'Europe, et qui maintenant étendait sa malfaisance à l'Asie, l'Allemagne, ne cherchait, en excitant l'Angleterre et le Japon à se rapprocher, qu'à les liguier contre la Russie. Interrogée un moment sur l'éventualité selon laquelle elle entrerait elle-même en tiers dans l'alliance anglo-japonaise, l'Allemagne s'empressait, d'ailleurs, de décliner tout désir de participation. Elle eût trop craint de découvrir son jeu et de se démasquer vis-à-vis de la Russie qu'elle poussait, d'autre part, contre le Japon. L'Angleterre, dans ces premières années du ^{xx}^e siècle, n'était pas encore édifiée et rassurée sur les véritables intentions et tendances de la politique russe. Elle croyait avoir à se protéger contre la Russie en Orient et dans toute l'Asie, en Chine, aux Indes, au Thibet. C'est dans cet esprit que fut d'abord conclue l'alliance anglo-japonaise dont le but, la portée et les effets devaient au reste subir

avant même d'être renouvelée, de profondes et significatives transformations. A cette heure, toutefois, et comme contre-partie au traité russo-chinois de 1896, elle était et ne pouvait être qu'un instrument, une arme contre la politique russe en Extrême-Orient.

Cette politique n'ayant pu, surtout depuis l'installation de la Russie à Port-Arthur (1898) et depuis l'occupation de la Mandchourie par les troupes russes après l'insurrection des Boxeurs (1900-1902), se concilier avec celle que le Japon considérait comme nécessaire pour la préservation de ses intérêts en Corée et dans la mer baignant ses côtes occidentales, un conflit devenait menaçant. Les négociations qui s'engagèrent à la fin de 1903 entre les Cabinets de Tokyo et de Saint-Pétersbourg parurent un instant pouvoir le conjurer. Mais l'opposition entre les deux thèses, les deux tendances adverses, était trop forte, les passions s'étaient, de part et d'autre, trop exaltées. La guerre éclata subitement au mois de février 1904 et se prolongea jusqu'à l'été de 1905.

L'heureuse intelligence entre les alliés respectifs du Japon et de la Russie, entre l'Angleterre et la France, que venaient fort opportunément de rapprocher et d'unir, au

mois d'avril 1904, les liens de « l'Entente cordiale », limita le théâtre de la guerre. La bienfaisante médiation du président Roosevelt et la sagesse des deux adversaires en abrégèrent la durée. Le traité de Portsmouth, signé sous les auspices du Gouvernement des États-Unis, le 5 septembre 1905, n'allait pas seulement réconcilier les deux ennemis de la veille. Il allait ouvrir entre eux, dans la situation générale de l'Extrême-Orient, dans les rapports entre le Japon, la Chine et les Puissances de l'Ouest une ère nouvelle. Il marque à cet égard une date capitale dans l'histoire de l'Europe et de l'Asie et de tout le monde civilisé.

IV

La tempête, dont les derniers éclats venaient de s'éteindre, avait dégagé et purifié l'atmosphère. La clarté réapparaissait dans le ciel du lointain Orient. Les deux adversaires, au lendemain de la lutte, n'en gardaient, avec une mutuelle estime, un égal respect l'un pour l'autre, qu'une conviction, désormais bien ancrée en eux, c'est que l'Asie

orientale avait assez de place pour tous deux, c'est que leurs destinées n'étaient pas hostiles et qu'au contraire une même tâche leur était dévolue, c'est que non seulement la paix, mais l'entente s'imposait à leurs communs efforts. Leurs alliés, la Grande-Bretagne et la France, partageaient le même sentiment et s'arrêtaient aux mêmes conclusions. La diplomatie de l'alliance anglo-japonaise et de l'alliance franco-russe se mit à l'œuvre.

Le Cabinet français présidé par M. Georges Clemenceau, avec M. Stéphane Pichon comme ministre des Affaires étrangères, le Gouvernement russe avec MM. Stolypine et Iswolsky, le Cabinet anglais avec M. Asquith et sir Edward Grey, le Gouvernement japonais présidé par le marquis Saionji avec le vicomte Hayashi comme ministre des Affaires étrangères, firent bonne et prompte besogne. Moins de deux ans après le traité de Portsmouth, une succession ininterrompue de conventions, d'arrangements et d'accords avait non seulement substitué à l'ancienne rivalité du Japon et de la Russie, ainsi que de la Russie et de la Grande-Bretagne, une charte de complète entente dans toutes les questions d'Asie, mais d'une façon plus générale, et par la juste interprétation ou application de cette en-

tente, établi entre l'alliance anglo-japonaise et l'alliance franco-russe de tels liens que ce n'était plus dans la seule Asie, mais en Europe et dans le monde entier que les rapports et l'action politique des trois grands États européens et du Japon lui-même se trouvaient modifiés et transformés. En trois mois, du 10 juin au 31 août 1907, par l'arrangement franco-japonais signé à Paris le 10 juin, par l'accord russo-japonais signé à Saint-Petersbourg le 30 juillet, par la convention anglo-russe signée dans cette même ville de Saint-Petersbourg le 31 août, tandis que la France, l'Angleterre et la Russie achevaient de déterminer les conditions d'ajustement et d'union de leur politique commune avec celle du Japon dans l'Asie orientale, principalement vis-à-vis de la Chine, les trois grandes Puissances de l'Ouest se rapprochaient définitivement entre elles. C'est en Asie, par les heureuses accordailles, ou mieux par la conjugaison de l'alliance anglo-japonaise et de l'alliance franco-russe, qu'est née la Triple-Entente. Le Japon a ainsi sa part, sa grande part dans l'origine historique d'un groupement, d'un système politique, qui devait jouer un rôle essentiel et décisif dans la crise mondiale de 1907 à 1916. C'est par cet en-

châinement des faits, des situations et des accords qu'après avoir rallié la France, l'Angleterre et la Russie et s'être rallié à elles dans la façon d'envisager et de régler les questions de l'Asie orientale, et notamment la question chinoise, il s'est trouvé relié lui-même à la politique de l'Europe et que, par une interprétation loyale, par un accomplissement généreux de son devoir, il est devenu l'allié de la Triple-Entente dans la présente guerre.

La France, la première, avait, dès 1906, compris qu'en définissant à nouveau ses relations avec le Japon, en reconnaissant les faits accomplis et les conséquences qui en résultaient, elle avait tout ensemble la mission, le pouvoir et le moyen de préparer, par ses propres arrangements avec la cour de Tokyo, le rétablissement de rapports, non seulement corrects, mais cordiaux entre le Japon et la Russie, son alliée. Lorsqu'elle entama ses négociations avec le Gouvernement du Mikado et qu'elle autorisa, au printemps de 1907, l'émission à Paris d'un emprunt japonais de 300 millions de francs, il était entendu que l'arrangement qu'elle allait conclure avec le Japon serait suivi d'un arrangement semblable entre la Russie et le Japon. — Le

Japon, d'autre part, en se prêtant à cette tactique qui était conforme à ses propres desseins et intentions, prévoyait, souhaitait, encourageait et secondait le progrès ultérieur par lequel son arrangement avec la Russie serait suivi d'un accord général entre la Russie et la Grande-Bretagne, son alliée, sur les questions asiatiques (Perse, Afghanistan, Thibet), qui avaient été entre elles l'objet de longs litiges.

Les circonstances ont permis ou voulu que le même diplomate et homme d'État japonais qui avait, en 1902, comme envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire, signé à Londres le premier traité de l'alliance anglo-japonaise, fût, en 1907, à Tokyo, comme ministre des Affaires étrangères, l'inspirateur et le négociateur des accords avec la France et la Russie. Le comte Hayashi fut l'artisan conscient, réfléchi, heureux, de cette évolution qui de l'alliance anglo-japonaise tirait les principes et les éléments de rapprochement étroit avec les deux Puissances de l'alliance franco-russe. Il apporta à l'exécution de cette grande et magistrale politique, outre les vertus de sa race, la souplesse et la force d'un esprit formé à la double expérience de l'Orient et de l'Europe, qui sut, à l'heure fatidique,

non seulement assurer l'action commune en Asie de son pays et des trois Puissances de l'Ouest les plus intéressées à la paix et à l'équilibre de l'Orient, mais, par sa collaboration à l'origine même et à l'œuvre de la Triple-Entente, préparer et réserver au Japon dans ce groupement la part et le rôle dont l'échéance était encore le secret de l'avenir.

La conclusion de l'accord franco-japonais, puis de l'accord russo-japonais, enfin de l'entente anglo-russe, fut saluée à Tokyo par de grandes fêtes populaires qui marquèrent, en même temps que l'enthousiasme de la nation pour une politique répondant à ses aspirations, le sens aigu et affiné qu'elle avait de ses propres intérêts et destinées. Le peuple japonais éprouvait et pressentait, comme ses hommes d'État, que sa mission en Asie, comme dans le reste du monde, ne pouvait s'accomplir que d'accord avec l'Europe, et qu'en Europe, c'est aux Puissances de la Triple-Entente qu'elle devait naturellement s'associer et s'allier. — La presse japonaise et ses grandes revues périodiques, si spécialement dédiées à l'étude et à l'enseignement des questions diplomatiques, n'ont cessé d'orienter la nation dans ce sens et sur la grande voie

où ses intérêts, ses sympathies, son sûr instinct même l'engageaient.

Quant à la base sur laquelle se fondaient, après l'alliance anglo-japonaise, les accords avec la France et la Russie, elle n'était autre, remarquons-le, que celle même sur laquelle reposait la politique franco-russe de 1895 : à savoir le maintien de l'indépendance et de l'intégrité de la Chine, la préservation du *statu quo*, et de l'équilibre de l'Asie orientale. C'est la même devise inscrite au préambule des divers traités de l'alliance anglo-japonaise, et dans le texte des accords avec la France et la Russie. Le Japon s'était ainsi rallié, comme les Puissances de la Triple-Entente, à cette politique de conservation et de garantie qui, appliquée depuis 1856 à l'Empire ottoman, avait, sinon résolu, du moins atténué et en tout cas ajourné pendant une période de plus d'un demi-siècle la crise de l'Orient musulman. La différence entre la politique adoptée à l'égard de la Chine et le régime appliqué à la Turquie, c'est que, tandis que la Turquie était elle-même partie contractante au traité de Paris, les accords relatifs à l'intégrité et à l'indépendance de la Chine avaient été conclus sans cette dernière, sans qu'elle fût appelée à y donner son adhésion et à y apposer son

sceau. La méthode n'en demeurerait pas moins sensiblement égale, et il n'est pas douteux que c'est à cette méthode, ainsi adoptée à partir de 1907, qu'ont été dus les résultats relativement satisfaisants obtenus en 1908 après la mort presque simultanée de l'empereur Kouang-siu et de l'Impératrice douairière, et, en 1911, lors de la révolution chinoise.

Ajoutons que, le 30 novembre 1908, c'est-à-dire quinze jours après la mort de l'Empereur et de l'Impératrice douairière de Chine, le Gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord, par un échange de notes diplomatiques avec l'ambassadeur du Japon à Washington, avait lui-même adhéré à la méthode et à la politique déjà adoptées, en ce qui regarde l'indépendance et l'intégrité de la Chine et le *statu quo* de l'Asie orientale, par le Japon, ainsi que par l'Angleterre, la France et la Russie. Les États-Unis et le Japon s'engageaient, en outre, à encourager le libre et paisible développement de leur commerce dans l'Océan Pacifique, et, au cas où le *statu quo* de la Chine viendrait à être troublé ou menacé, à examiner en commun les mesures qu'il leur paraîtrait utile de prendre.

Parmi les grandes Puissances de l'Ouest ayant des intérêts ou des établissements en

Asie, l'Allemagne seule était demeurée en dehors de ces différents arrangements et accords destinés à préserver le *statu quo*, l'équilibre et la paix. En Asie, comme en Europe, l'Allemagne ne poursuivait que des fins de domination égoïste et conquérante ou une politique d'obstruction, de nuisance, d'obstacle et de gêne à l'égard des autres États. Dans cette région du monde, comme partout ailleurs, c'est plus particulièrement à partir de 1907, c'est-à-dire de la formation de la Triple-Entente, qu'apparurent et se manifestèrent ces tendances malfaisantes et parfois agressives de la politique germanique.

V

L'Allemagne n'avait pu que ressentir avec aigreur, et comme de nouveaux effets et succès de l'encerclement dont elle avait commencé à se plaindre, les trois accords successifs et coup sur coup en un espace de trois mois, du Japon avec la France, du Japon avec la Russie, de la Russie avec l'Angleterre. Elle avait, depuis longtemps déjà, depuis la guerre

sino-japonaise, et par la bouche même de l'empereur Guillaume II, témoigné son déplaisir, sa mauvaise humeur à l'égard de la politique japonaise et du « péril jaune ». Que le Japon maintenant, après un accord avec la France, se réconciliât à fond avec la Russie, et que, par la conclusion de l'accord anglo-russe, il fût pour quelque chose dans la création si redoutée et désormais accomplie de la Triple-Entente, c'en était trop. L'Allemagne ne pouvait rien directement contre le Japon, inaccessible dans ses îles et que protégeaient, outre son armée et sa flotte, ses accords mêmes avec les Puissances de la Triple-Entente. Mais elle pouvait lui susciter des difficultés, des obstacles, indisposer et soulever contre lui, contre sa politique d'expansion, contre ses ambitions économiques, la Chine, les États-Unis. Elle pouvait tenter d'exciter la défiance même et les ombrages, soit de la Russie où les inquiétudes du parti militaire n'étaient qu'assoupies, soit de l'Angleterre qui, dans certaines régions de Chine, se voyait supplantée ou menacée par les progrès du commerce et de l'industrie de son allié.

L'Allemagne excelle dans ces campagnes et travaux de sape, de mine et d'intrigue. Elle n'eut pas de peine à alarmer la Chine, toujours

à l'affût du danger japonais. Elle soudoya, dans la presse, l'opinion et les partis des divers pays intéressés, des organes, des voix, des « meetings » pour dénoncer les empiétements du Japon en Mandchourie, dans la vallée du Yang-tse, dans toutes les provinces chinoises. Il est probable qu'elle ne fut pas sans quelque influence sur la proposition que fit, à la fin de 1909, le secrétaire d'État des États-Unis, M. Knox, et qui consistait à internationaliser les grandes voies ferrées de Mandchourie, un syndicat devant se former parmi les capitalistes des États-Unis et de l'Europe pour racheter et exploiter lesdites lignes, et pour en construire de nouvelles. Elle-même, pour ne pas laisser le champ libre à la concurrence de ses rivaux, réclamait son admission dans de grandes entreprises qui, d'après des contrats parfaitement réguliers, avaient été conçues et formées sans elle, telles que les lignes de Hankeou à Canton et au Sse-tch'ouan. Elle s'efforçait d'entretenir dans les colonies anglaises de Chine ou des régions voisines une animosité permanente contre l'infiltration japonaise, contre l'aveuglement des Gouvernements européens qui laissaient ainsi évincer et déposséder leurs nationaux.

Ces manœuvres, il est vrai, n'étaient pas toujours couronnées de succès, comme il advint notamment dans le cas de la proposition ou du « Memorandum » de M. Knox. L'Allemagne avait pensé que les entraves suscitées à la pénétration russe et japonaise en Mandchourie et en Mongolie seraient en Asie l'équivalent des embarras qu'elle cherchait à créer en Europe à la politique française au Maroc et à la politique russe dans les Balkans. Mais précisément, de même qu'en Europe ces efforts de l'Allemagne ne réussirent qu'à consolider les liens de l'« Entente cordiale » franco-anglaise et de la Triple-Entente, ils n'eurent en Asie d'autre effet que de resserrer, de rendre plus étroits les liens du Japon et de la Russie. C'est du « Memorandum » de M. Knox et de la vaine tentative faite pour internationaliser le réseau ferré de Mandchourie que sortit l'accord russo-japonais du 4 juillet 1910 par lequel les deux Gouvernements délimitèrent avec plus de rigueur leurs zones respectives d'influence et d'action tant en Mongolie qu'en Mandchourie. Le Japon profita, d'autre part, de ce nouvel accord pour remanier en conséquence ses arrangements et conventions de chemins de fer et de mines avec la Chine et pour proclamer son

annexion définitive de la Corée (août 1910).

Les intrigues parallèles que l'Allemagne avait simultanément ourdies contre l'alliance anglo-japonaise, dont elle se flattait d'amener à bref délai la dénonciation, n'eurent de même pour résultat que le renouvellement anticipé, le 13 juillet 1911, du traité de 1902 déjà renouvelé et prorogé une première fois en 1905. Dans ce renouvellement de 1911, le traité n'avait plus à faire mention de la Corée, devenue depuis l'année précédente partie intégrante du Japon. Il contenait, en revanche, une disposition nouvelle aux termes de laquelle chacune des Puissances contractantes se réservait la faculté de conclure une convention d'arbitrage général avec une tierce Puissance. (C'était le cas pour l'Angleterre qui venait de négocier une convention de ce genre avec les États-Unis.)

Dans cette même année 1911, le Japon, poursuivant l'œuvre d'émancipation commencée en 1894, concluait et signait avec la plupart des Puissances de l'Ouest de nouveaux traités de commerce et de navigation conçus et rédigés selon les principes de la réciprocité absolue. Le Japon, qui s'était affranchi en 1894 des privilèges de la juridiction extra-territoriale et consulaire, recouvrait,

en 1911, la libre disposition de ses tarifs douaniers, n'accordant de tarifs conventionnels et réduits qu'aux Puissances qui pouvaient lui consentir des avantages égaux ou similaires. Il achevait et consacrait ainsi son entière assimilation aux grandes Puissances de l'Ouest dont, étant l'égal, il était plus libre de demeurer ou de devenir l'allié.

VI

La première grande crise qui permit d'éprouver et d'attester l'efficacité, la sûreté du puissant instrument créé par les accords du Japon avec l'Europe, je veux dire avec la Triple-Entente, ce fut la révolution qui éclata en Chine au mois d'octobre 1911.

Ce qu'eût été cette révolution, si le Japon n'eût pas été en alliance ou entente avec les Puissances les plus intéressées de l'Ouest, si ces Puissances elles-mêmes n'eussent pas été amies et n'eussent pas d'avance prévu et défini le concert de leur action avec celle du Japon, il n'est que trop aisé de se le représenter. — Le danger fut conjuré parce que,

dès le principe, il fut évident que le Japon et les Puissances alliées ou amies étaient résolus à ne pas laisser le foyer de la conflagration s'étendre et surtout à prendre, dès que les circonstances s'y prêteraient, les mesures nécessaires pour que l'ordre ne fût pas irrémédiablement troublé, pour qu'il n'y eût pas de vacance du pouvoir, pour qu'il y eût une autorité responsable avec qui négocier et traiter. — Si la dynastie mandchoue eût voulu et pu se défendre, s'il y eût eu encore à Pékin la main ferme de l'Impératrice douairière, les Puissances eussent sans doute, comme elles l'avaient fait en 1860 et en 1900, aidé et concouru à son maintien. — Mais la Cour s'étant aussitôt confiée à l'ancien ministre disgracié, Yuan-che-kai, et celui-ci n'ayant eu d'autre plan et tactique que de négocier avec la Révolution, la Révolution, d'autre part, consentant à entrer en pourparlers avec Yuan et à faire de lui l'intermédiaire entre le Palais impérial de Pékin et l'Assemblée dite nationale qui s'était spontanément réunie à Nankin, il est clair que c'était avec Yuan qu'il y avait à compter et s'entendre et que c'est lui qui serait le maître de l'heure.

Très vite, par la nécessité même de la situation, par la pénurie dans laquelle se trouva le

Trésor chinois, par l'impossibilité d'improviser des ressources et l'urgence de pourvoir à la reconstitution et à l'entretien de la vie nationale, la question de Chine et de la révolution chinoise se réduisit à être une question financière. C'était, pour l'Europe et les Puissances de l'Entente associées au Japon, l'occasion et la chance la plus sûre de prendre et d'assumer dans la direction des événements le rôle décisif. La négociation d'un emprunt devint ainsi la grande affaire du nouveau Gouvernement qui, aux mois de février et mars 1912, émana des savantes combinaisons élaborées entre la Cour, Yuan-che-kai, le président Sun-yat-sen et l'Assemblée de Nankin, c'est-à-dire de la République parlementaire dont la présidence fut dévolue provisoirement à Yuan. La négociation fut longue, elle passa par bien des péripéties et traverses. A une certaine date, le Gouvernement des États-Unis, par un scrupule de doctrine de son nouveau président, M. Wilson, s'en retira. L'Allemagne ne manqua pas, selon son humeur coutumière et sa pratique constante, de créer, chemin faisant, mainte difficulté, maint embarras. Mais les Puissances de la Triple-Entente et le Japon dominaient et connaissaient trop la situation pour que le succès ne ré-

pondit pas à leurs communs efforts. L'emprunt fut enfin signé le 27 avril 1913, malgré l'opposition du Parlement chinois, et dans les conditions mêmes qui, longtemps débattues entre les négociateurs, tenaient compte des réserves faites par le Japon et la Russie concernant leurs intérêts spéciaux en Mandchourie.

Le premier stade de la Révolution chinoise, le plus difficile peut-être, était franchi. — Il n'avait pu l'être que par l'accord étroit, imperturbable, de la Triple-Entente et du Japon. La politique des alliances et ententes, l'instrument forgé par cette politique, avaient confirmé leur maîtrise. Dans ce premier essai, dans cette sorte de répétition générale, l'union de la France, de l'Angleterre, de la Russie et du Japon avait démontré ce qu'elle pouvait pour le règlement des questions de l'Asie orientale et de la Chine qui étaient, par origine et par destination, son but essentiel et son premier objet. — L'heure allait sonner maintenant où une tâche singulièrement plus vaste et plus rude allait lui être assignée, et où l'épreuve qu'elle allait subir l'élèverait aux plus hauts sommets de l'histoire, parmi les événements faisant date dans les annales de l'humanité.

VII

Lorsque, à la fin de juillet, et du 1^{er} au 3 août 1914, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne déchaînèrent la guerre en Europe, le Japon venait de traverser une crise intérieure et constitutionnelle d'une sérieuse gravité. Quatre ministères s'étaient succédé dans le court espace de dix-huit mois. Il n'avait pas fallu moins, pour en finir, que faire appel à la haute autorité d'un vétéran des anciennes luttes, le comte Okuma, tiré à soixante-seize ans de la retraite où sa popularité n'avait cessé de grandir. — Dans les premiers jours de la guerre, et avant que l'Angleterre n'eût, au sujet de la neutralité du territoire belge, adressé son ultimatum à l'Allemagne, le Gouvernement japonais avait d'abord fait lui-même une déclaration de neutralité. Mais, dès que l'Angleterre fut entrée dans le conflit, dès que, par conséquent, se présentait le *casus fœderis* prévu par l'alliance anglo-japonaise, l'Empire mikadoual était prêt à remplir tout son devoir, à s'acquitter de toutes les tâches qui lui seraient dévolues.

Le 15 août, après s'être concerté avec le Gouvernement britannique, le Gouvernement japonais adressait au Gouvernement allemand une note délibérément rédigée sur le modèle de celle qu'il avait reçue lui-même du ministre d'Allemagne à Tokio au printemps de 1895 après la paix de Shimonoseki. — Le Gouvernement impérial japonais, pour la préservation de la paix de l'Orient et des intérêts généraux dont l'alliance anglo-japonaise avait prévu la défense, croyait devoir donner au Gouvernement allemand l'avis : 1^o de retirer immédiatement des eaux chinoises et japonaises ses bâtiments de guerre et ses navires armés de toute espèce, ou de désarmer ceux qui ne pourraient être retirés ; 2^o de livrer aux autorités japonaises à une date n'excédant pas le 15 septembre au plus tard, sans condition ni compensation, le territoire cédé à bail de Kiao-tcheou, en vue de la restitution éventuelle dudit territoire à la Chine. — Le Gouvernement japonais ajoutait que si, à la date du 23 août, le Gouvernement allemand ne s'était pas conformé à cet avis, il serait lui-même forcé de réserver son entière liberté d'action pour les mesures qu'il jugerait nécessaire de prendre. — Le Gouvernement allemand ayant fait savoir verbalement dans

la matinée du 23 août qu'il ne jugeait pas devoir répondre à la note du Gouvernement japonais, celui-ci faisait connaître le même jour, à midi, par une proclamation impériale, que le Japon déclarait la guerre à l'Allemagne et que l'armée et la marine de l'Empire recevaient l'ordre de poursuivre de toute leur vigueur les hostilités contre l'Empire allemand.

L'éventualité envisagée dans les accords conclus de 1902 à 1907 et 1911 devenait une réalité. Le Japon, allié de la Grande-Bretagne et, par conséquent, de la France et de la Russie, engageait avec nous la lutte contre l'Allemagne et ses alliés. Il prenait part au grand combat que la Triple-Entente et d'autres Puissances de l'Europe ou du monde civilisé allaient mener contre les Empires germaniques. Il avait sa place et son rang parmi les Alliés et coalisés de la Grande Guerre. C'est ainsi que la grande Puissance de l'Asie orientale a, dès la première heure, joué le rôle et accompli la mission qu'en 1902, et plus encore, en 1907 et en 1911, les actes solennels revêtus de son sceau, comme des sceaux de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie, lui avaient par avance assignés et réservés.

Ce qu'a été, ce que continue à être ce rôle

du Japon, l'histoire de la présente guerre l'enregistre chaque jour. Le Japon a tout d'abord, comme l'avait annoncé sa note du 15 août, exigé par ses forces de terre et de mer la reddition du port et du territoire de Kiao-tcheou, si étrangement occupés par l'Allemagne en 1897, et dont elle avait fait la base, le levier de son action conquérante et spoliatrice en Chine. L'expédition japonaise, vigoureusement menée par la première et la deuxième escadre de la flotte, avec l'assistance de deux bâtiments anglais, et par une division et une brigade de l'armée de terre, assistées d'un petit contingent britannique, commença le 2 septembre et se termina le 7 novembre suivant, après le bombardement de la place et la capture des forts, par la capitulation sans conditions du commandant Mayer-Waldeck, gouverneur de la colonie.

La flotte japonaise avait, d'autre part, occupé dans les mers du Sud et dans l'archipel océanien quelques-unes des possessions allemandes, Jaluit et le groupe des Marshall, les Mariannes, les Carolines. Elle avait enfin contribué largement, avec les bâtiments britanniques et australiens, à faire la police des mers et à purger le Pacifique des « raids » de piraterie exercés par les derniers croiseurs

allemands qui avaient échappé à la poursuite. C'est elle, entre autres exploits, qui, peu à peu, obligea l'ancienne escadre allemande des mers de Chine et du Japon, après ses incursions et sévices sur les côtes occidentales de l'Amérique du Sud, à évacuer le Pacifique, à franchir le détroit de Magellan et à affronter, au sortir du détroit, à la hauteur des îles Falkland, l'escadre britannique du vice-amiral sir Frederick Sturdee. C'est dans cette rencontre que furent coulés, le 8 décembre 1914, le *Scharnhorst*, le *Gneisenau*, le *Nurnberg* et le *Leipzig*.

En Europe même, le Japon s'est associé aux actes et résolutions des Alliés. Il a adhéré au pacte de Londres du 4 septembre 1914, par lequel les Alliés se sont engagés à ne pas conclure de paix séparée et à ne poser aucune condition de paix sans accord préalable avec chacune des autres Puissances alliées. Il a pris acte de l'adhésion ultérieure de l'Italie à cette même déclaration. Il a enregistré et ratifié, en ce qui le concernait, les déclarations faites par les Puissances alliées au sujet de la Belgique et de la Serbie.

Il a enfin, avec une loyauté, une énergie, une constance et une efficacité auxquelles tous les autres Alliés ont rendu hommage,

fourni au Gouvernement russe, surtout pendant la période qui a suivi la campagne de Pologne, le matériel de guerre, les munitions, les effets d'habillement et d'équipement, les vivres dont il pouvait disposer, ou qu'en hâte il construisait, fabriquait, recueillait et expédiait à destination de la grande armée alliée. Le Japon est devenu une vaste usine, un chantier de construction, un énorme magasin d'approvisionnement pour la Russie. L'immense stock ainsi préparé a été régulièrement et sans répit acheminé vers Petrograd et Moscou par la voie du Transsibérien, qui a été, dans cette guerre, la grande artère des communications entre la Russie, le Japon et les États-Unis, le débouché le plus assuré. Par la constitution, à l'arrière des armées russes, de ce centre si méthodiquement organisé de constant et infini ravitaillement, le Japon a rendu un service capital qui a permis, malgré la ruée violente des armées germaniques sur le front de Galicie et de Pologne, le ralliement et le redressement des armées russes, la préparation graduelle et sûre de leur nouvelle offensive. Sans être entré lui-même en ligne sur le front européen, le Japon a concouru ainsi à la grande lutte et a avancé l'heure de la décision finale.

Après avoir arraché à l'Allemagne le port, la forteresse et le territoire de Kiao-tcheou, le Japon devait naturellement les détenir pendant toute la durée de la guerre, comme une position et un boulevard demeurant entre les mains des Alliés contre l'ennemi commun. Le Japon, toutefois, ainsi qu'il l'avait fait prévoir dans son ultimatum du 15 août, avait en vue de faire restitution ultérieure à la Chine de cette partie de son domaine si perfidement acquise par les soi-disant représailles de l'Allemagne. Mais cette restitution même, conforme à la politique des Alliés et au programme du maintien de l'intégrité et de l'indépendance du territoire chinois, ne pouvait être faite qu'avec les précautions et garanties nécessaires et avec la certitude que le territoire ainsi récupéré ne serait pas de nouveau aliéné en de mauvaises mains. Le Gouvernement japonais jugea donc opportun, toute résolution définitive étant d'ailleurs ajournée jusqu'à la conclusion de la paix générale, de définir d'avance avec le Gouvernement chinois certaines de ces précautions et garanties. Tel fut l'objet des négociations engagées entre les deux Gouvernements, du 18 janvier au 1^{er} mai 1915, et qui aboutirent, le 25 mai, à la signature de conventions, lettres et proto-

coles, par lesquels étaient réglés, outre la restitution ultérieure à la Chine du territoire et du port de Kiao-tcheou, différents points touchant les intérêts japonais dans les provinces du Chan-tong, de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie orientale. Il était expressément stipulé que le Gouvernement chinois, une fois rentré en possession de Kiao-tcheou, n'aliénerait, ni par cession à bail, ni sous aucune autre forme, aucun point du territoire continental ou côtier du Chan-tong, ni aucune des îles situées dans les eaux territoriales. Le Gouvernement chinois s'engageait, en outre, à faire de Kiao-tcheou un port ouvert au commerce international, à y établir un quartier ou concession japonaise, ainsi qu'une concession internationale, si les Puissances en exprimaient le désir. Le Gouvernement japonais se réservait la faculté d'être substitué, dans la province du Chan-tong, au Gouvernement allemand pour tous les droits, avantages et privilèges, notamment en matière de chemins de fer et de mines, précédemment concédés à l'Allemagne. Dans les provinces de la Mandchourie méridionale et de la Mongolie orientale, il obtenait la prorogation, au terme de quatre-vingt-dix-neuf ans, des baux réguliers dont il était déjà

concessionnaire pour le territoire du Liao-tong et de Port-Arthur, de même que pour les lignes ferrées du Sud-Mandchourien et de Moukden à Antoung. Quelques concessions additionnelles de mines et de chemins de fer lui étaient enfin reconnues dans certaines régions de la Mandchourie du Sud et de la Mongolie orientale.

Ce n'est pas sans résistance que la Chine finit par acquiescer à ces divers règlements, qui, s'ils n'étendaient pas la sphère de l'action japonaise dans les provinces limitrophes de Mandchourie et de Mongolie, en prolongeaient la durée et en augmentaient les privilèges, droits et avantages. Le Gouvernement japonais, cependant, s'il mettait à profit des circonstances propices, n'excédait pas les termes et les limites du programme contenu dans les précédents accords conclus, soit avec la Chine, soit avec les Puissances de l'Ouest. La politique du maintien de l'intégrité et de l'indépendance de la Chine, ainsi que du *statu quo* et de la paix de l'Asie orientale, demeurait celle dont, pendant la guerre qui ravageait l'Europe, le Gouvernement japonais continuait à s'inspirer. S'il accomplissait son devoir en se rangeant à côté des Alliés, et en soutenant avec eux la lutte contre l'ennemi

commun, il restait fidèle, en ce qui concerne l'Asie orientale et la Chine, à la méthode et au programme des accords conclus de 1902 à 1912.

C'est en pleine guerre, et dans la satisfaction du devoir accompli, que le Japon a, pendant l'automne de 1915, procédé à Kyoto aux fêtes religieuses et rituelles du couronnement de l'empereur Yoshi-hito, dont les longs deuils de la Cour avaient jusqu'alors retardé la célébration. Au lendemain de ces fêtes pour lesquelles, à cause des événements, aucune invitation n'avait été adressée aux Cours et aux Gouvernements étrangers, représentés seulement par leurs ambassadeurs ou ministres déjà accrédités, la Cour de Russie a tenu, par un acte de haute courtoisie et de spéciale gratitude, à déléguer au Japon, en mission extraordinaire, l'un des membres de la famille impériale, le grand-duc Georges Michailovitch. La pensée qui a présidé à cette démarche de la Cour de Petrograd, l'accueil qui a été fait à Tokyo par l'Empereur, le Gouvernement impérial et le peuple japonais à l'envoyé du Tsar, permettent de mesurer, avec tout le chemin parcouru dans ces vingt dernières années, le caractère des rapports unissant aujourd'hui les deux Cours, les deux Gouverne-

ments, les deux peuples. Ils attestent aussi, en même temps que l'intimité des liens entre la grande Puissance asiatique et les grandes Puissances d'Europe dont elle est l'alliée, l'unité et la convergence des efforts qui, de cette extrémité de l'Asie orientale, comme de tous les fronts de l'Europe, sont concertés pour la direction et la victorieuse issue de la plus vaste, comme de la plus effroyable guerre que le monde ait connue.

L'alliance japonaise, contractée d'abord avec la Grande-Bretagne, devenue ensuite, par l'entremise de la Grande-Bretagne et de la France, aussi intime et étroite avec la Cour de Petrograd qu'avec celle de Saint-James, après avoir été l'un des ciments de la Triple-Entente, s'est aujourd'hui incorporée, comme l'un des éléments les plus résistants, dans le solide airain de la présente coalition contre les Puissances germaniques et leurs complices. L'évolution de l'Asie orientale, dont la courbe a été ici esquissée, atteignait ainsi son heureux et logique épanouissement. Il était juste que le Japon, après avoir conçu, recherché et voulu le rapprochement, l'union avec l'Occident et l'Europe commela loi de son histoire et de sa destinée, eût sa

place, sa mission et son rôle dans la guerre prodigieuse où se jouent et décident la vie, la liberté, l'avenir de l'Europe et du monde.

15 mai 1916.

CHAPITRE II

LE JAPON, SA MISSION ET SON RÔLE DANS LES RAPPORTS ENTRE L'ORIENT ET L'OCCIDENT

Il y a dans le seul nom du Japon un double prestige : le prestige de beauté, de grâce et d'art d'un pays de rêve qui n'a cessé de hanter l'imagination et le souvenir de tous ceux qu'attire et a retenus l'enchantement du lointain Orient ; le prestige de grandeur, d'éclat, de merveilleuse croissance d'une vieille nation de l'Extrême-Asie presque soudainement élevée au rang d'une des grandes Puissances de ce monde.

I

La beauté et le charme du Japon sont partout : dans la nature, dans l'art, dans la grâce exquise des enfants et des femmes, dans cette atmosphère semi-tropicale où se mêlent les parfums de l'Orient et, sur les vagues du Pacifique, les effluves de l'Extrême-Ouest.

Nos romanciers et nos poètes, en décrivant le Japon, ont fait la part plus grande à la grâce, au charme joli et subtil de certains paysages ou aspects que, d'ailleurs, les Japonais eux-mêmes préfèrent, tels que l'île de Miyajima, la longue et étroite presque-île de Ama-no-hashidate, le verdoyant archipel de Matsushima. Le Japon offre aussi de vastes et grandioses spectacles, tels que le pic sublime du Fuji, les hautes sierras de Kyu-shu, de la chaîne centrale et de l'Hokkaido. Quant à ceux des sites de cet admirable pays qui réunissent les beautés de la nature aux splendeurs de l'art, tous, voyageurs, artistes et poètes, conviendront que Kyoto, Nara et Nikko sont les vrais sanctuaires de la nature et de l'art, et que c'est là qu'ils ont le mieux

senti ou deviné le cœur, l'âme même du Japon.

C'est, à mon gré, dans ces trois sites élus entre tous que se découvre le mieux aux regards, aux méditations, aux rêves du spectateur attentif l'originalité puissante et séductrice de cette race et de ce peuple de héros, d'artistes et, en même temps, de réalistes, qui, après avoir, au cours des siècles, incarné, représenté et résumé les traditions, œuvres ou efforts de l'Asie, a su, en moins de cinquante ans, s'assimiler la civilisation de l'Occident, sans lui sacrifier cependant son génie propre, son idéal, la conscience qu'il a de sa mission.

II

Les premiers observateurs, témoins ou historiens des événements qui ont, à partir de l'année 1853, transformé le Japon, s'y sont parfois trompés. Certains Japonais eux-mêmes, dans l'ardeur de la lutte et le zèle pour une ère nouvelle, se sont fait illusion sur le vrai caractère de la révolution d'où est issu le Japon moderne. Aujourd'hui, lorsque cette révolution peut être considérée comme presque

achevée, il apparaît que ce qui la détermina ce fut, non pas tant la secousse ou l'effort du dehors, l'influence de l'étranger, l'arrivée du commodore américain Perry et, à sa suite, des autres escadres occidentales, que la coïncidence entre ces incidents extérieurs et le mouvement intime, national, qui, depuis plus d'un siècle, poussait le Japon à s'affranchir, à se régénérer. L'événement historique qui, dans les annales de l'Occident, a reçu le nom de révolution japonaise, n'a été, en effet, pour le Japon, selon le mot même dont ses historiens nationaux l'ont désigné, qu'une « restauration ».

Bien peu, parmi les étrangers qui ont assisté sur place aux événements de 1853 à 1868, ont pu se rendre compte alors du véritable sens de l'évolution qui était en train de s'accomplir. Les mieux informés pensaient que, pour résister aux sommations et menaces du commodore Perry et des autres chefs des escadres occidentales, le véritable détenteur du pouvoir japonais, le Shogun, sorte de souverain temporel, se retranchait derrière le Mikado, souverain spirituel. Ils ne savaient pas que, depuis de longues années, ce souverain spirituel, réduit, en effet, à un pouvoir purement nominal, avait vu se préparer, se coaliser, s'ar-

mer même pour sa défense, pour son émancipation, pour la restauration de son pouvoir, un nombre important de ses sujets, les meilleurs, les plus dévoués en tout cas aux traditions, aux croyances, à l'idéal du Japon. Ce mouvement, conçu et commencé par des lettrés, des philosophes, des historiens qui, dès la fin du ^{xvii}^e siècle, mais surtout aux ^{xviii}^e et ^{xix}^e siècles, prétendaient réagir contre le régime déprimant des Tokugawa, avait fini par gagner d'abord les ronin (ou samurai indépendants), puis les samurai eux-mêmes et quelques-uns des daïmios, leur chefs. Ces novateurs, ou plutôt rénovateurs, estimaient que le shogunat des Tokugawa, en réduisant à néant le pouvoir impérial des Mikado, avait altéré la foi native du Japon, le culte de la nature et des ancêtres (shinto), oblitéré les traditions et la culture nationales. La restauration de l'Empereur comme souverain tout ensemble temporel et spirituel, la réhabilitation du culte de la nature et des ancêtres, de la poésie, de la littérature, de l'histoire nationales étaient leur mot d'ordre, leur devise. L'arrivée du commodore Perry, les négociations engagées entre l'escadre des États-Unis et le gouvernement du Shogun, le premier traité signé entre le représentant des

États-Unis et le délégué du Shogun, furent l'occasion qui permit aux partisans de la restauration impériale et nationale de se prononcer contre le pouvoir shogunal, de se mesurer avec lui. Mais, au fond, le mouvement d'émancipation et de restauration avait commencé depuis un siècle et demi. C'est en lui-même, parmi ses littérateurs, ses philosophes, ses historiens, puis parmi une élite de samurai et de daïmios, que le Japon avait conçu, rêvé, préparé son affranchissement.

Au début, les impérialistes, pour lutter contre le Shogun et pour mieux représenter le programme, l'idéal de la restauration nationale, durent prendre parti contre l'étranger avec qui le Shogun avait négocié et traité. Mais quand le Shogun fut vaincu, lorsque l'armée impériale du châtiment fut devenue maîtresse du pays, le Mikado restauré ne fit plus difficulté de reconnaître et ratifier les traités passés avec les Puissances étrangères. L'Empire ne se sentit plus d'exclusion et de haine contre l'étranger. C'est lui, tout au contraire, qui, précisément parce qu'il représentait et incarnait la restauration nationale, se sentait assez sûr et maître de lui, de son propre idéal, pour ne pas craindre d'emprunter à l'étranger les éléments nécessaires à sa

régénération, à sa restauration, à la reconstitution de son pouvoir.

Les origines du nouvel Empire ou plutôt de l'Empire restauré ne sont donc pas étrangères. Le choc de l'Occident, la secousse donnée par l'arrivée du commodore Perry, n'a été que le signal du réveil de la nation confondant de nouveau ses destinées avec celles de la maison impériale qui, depuis plus de deux mille ans, régnait sur la race de Yamato.

III

Est-ce à dire que le Japon, dans le sentiment et la conscience de son originalité propre, ait cherché à nier ou diminuer la part qu'avait eue, d'abord occasionnellement, l'étranger dans l'ère nouvelle où lui-même il entrait ?

Non certes. J'ajouterai même que, dans la première période de cette ère, le Japon a été plutôt porté à étendre, à exagérer cette part, tant il avait hâte à établir une ligne de démarcation entre les temps nouveaux et le régime dont il venait de s'affranchir. L'œuvre d'occidentalisation du Japon a été menée

avec une alacrité, une fougue, un engouement extraordinaires. Il faut lire, dans le très remarquable ouvrage de M. le marquis de La Mazelière, dans les tomes V et VI de cette étude si complète, si profonde, et à cet égard définitive, les divers chapitres consacrés à cette période, et dans lesquels sont énumérés les nombreux emprunts faits par le Japon à l'Europe et aux États-Unis pour la création de son armée et de sa marine, pour la réforme de sa législation, pour la préparation de son outillage économique. Il faut lire, d'autre part, dans le curieux et suggestif volume de M. Chamberlain sur les « Choses japonaises » (*Things japonese*), les détails anecdotiques qui nous montrent cette occidentalisation du Japon se manifestant dans les plus étranges imitations des fantaisies, modes et « fashions » de l'Europe et des États-Unis, bals, garden-parties en redingote et chapeau de soie, combats de coqs, etc., etc. Le Japon allait, dans sa fièvre de nouveautés, jusqu'à méconnaître ses propres créations et traditions, quelques-unes des œuvres les plus exquises de son passé. Il y eut un moment, assez court il est vrai, où, comme la France du XVIII^e siècle et de la Révolution, le Japon de 1868 parut faire bon marché de ses croyances et de ses arts,

et où sa foi bouddhiste et ses œuvres de sculpture et de peinture de la grande époque furent reniées par lui, comme le furent par nous un instant les chefs-d'œuvre de notre Moyen âge.

Ce ne fut toutefois qu'un court délire. Tout en empruntant à l'Occident ce qui lui était nécessaire pour son développement, le Japon ne tarda pas à reprendre conscience de lui-même. Peu à peu, les divers emprunts faits à l'Occident furent jetés dans le creuset national, où ils se fondirent pour constituer le solide métal de l'Empire à la fois ancien et nouveau qu'est le Japon actuel.

Et c'est sans doute parce que le Japon a su fondre et souder ainsi son passé et son présent que sa croissance a été si prodigieusement rapide. Le Japon, qui s'était assimilé les civilisations successives de l'Asie (Inde, Chine, Corée), après s'être assimilé de même tout ce qui dans la civilisation de l'Occident lui était efficacement assimilable, s'est donné pour tâche et mission d'être l'intermédiaire, le lien entre les unes et les autres. Là est son originalité, sa vocation spéciale dans la compagnie et le concert des grandes Puissances de ce monde.

IV

L'histoire de l'Asie, malgré les grands et remarquables travaux déjà accomplis, n'est pas encore assez avancée peut-être pour nous permettre d'établir avec une entière certitude la marche des diverses civilisations qui s'y sont succédé, les emprunts que ces civilisations se sont faits et la part qui revient à chacune d'elles dans l'œuvre générale et commune de l'Orient.

Il est possible cependant, au moins pour le Japon, de discerner ce qu'il doit à l'Inde, à la Chine, à la Corée, — et aussi les transformations qu'il a fait subir aux emprunts faits par lui à la religion, aux sciences et aux arts, à la morale et à la politique de ces trois pays, — de même que le don qu'il a eu de devenir, avec le progrès des temps, le représentant de toutes les civilisations qu'il s'était assimilées et de ce que le grand historien et critique japonais Okakura (Kakuzo) appelle « les *Idéaux* de l'Orient » (*The Ideals of the East*).

Il n'est pas douteux qu'aujourd'hui c'est au

Japon que ces « Idéaux » ont pris la plus claire conscience d'eux-mêmes, que c'est le Japon qui, à partir des VIII^e et IX^e siècles, les a peu à peu adoptés, cultivés et enfin transformés, de telle sorte que, sans avoir été un créateur ou un initiateur, le Japon a réussi à résumer, condenser, réfléchir en lui la religion, l'art, l'éthique de la vieille Asie.

« C'est l'Asie, écrit Okakura, qui nous a transmis son ancienne culture et qui a planté en nous le germe de notre régénération. Notre joie doit être que, parmi tous ses enfants, nous ayons pu nous montrer dignes de son héritage. » Et l'auteur s'est efforcé de démontrer, dans son ouvrage sur les *Idéaux de l'Orient*, comme dans son ouvrage sur le *Réveil du Japon* (*The Awakening of Japan*), comment le bouddhisme de l'Inde, le confucianisme de la Chine, l'art hindou et l'art chinois, soit directement, soit, à certaines dates, par l'influence de la Corée, ont, après avoir inspiré, instruit, éduqué le Japon, trouvé en lui une expression nouvelle où ils revivent, s'éclairent, s'épanouissent, reconstituent et achèvent à notre esprit et à nos yeux la foi, la pensée, le rêve de l'Asie.

Le bouddhisme, passé de l'Inde en Chine,
— puis apporté de Chine au Japon par les

ambassadeurs du roi de Corée (552 ap. J.-C.), bien que retrempé souvent, dans le cours des siècles, aux sources de l'Inde et de la Chine, affecta de bonne heure, avec le prince Shōtoku, fils de l'empereur Yōmei (572-621), et de même avec le moine Kūkai, plus connu sous le nom de Kobo-daishi (774-834), un caractère déjà japonais, pour se ramifier ensuite, dans la grande île nipponne, en sectes nombreuses et vivaces, tantôt alliées avec le pouvoir, tantôt poursuivies par lui. Aujourd'hui encore, — malgré la persécution subie aux premiers temps de la Restauration de 1868, malgré la prédominance du culte shintoïste, malgré le détachement croissant des Japonais à l'égard des religions ou le goût qu'ils ont de les amalgamer et de les fondre l'une dans l'autre, le bouddhisme est sans doute la foi ou du moins le culte qui réunit au Japon le plus de fidèles. C'est aussi au Japon peut-être qu'il est le plus vivant, le plus actif. C'est au Japon en tout cas que survivent le plus d'œuvres du bouddhisme : temples, architectures, sculptures, peintures, sans oublier le théâtre, ou plutôt une forme de théâtre, le drame lyrique et le ballet sacré (dances de No), qui, même s'ils ont dans l'Inde leur lointaine origine, sont devenus le joyau,

la fleur même de l'art classique japonais.

Le confucianisme, de même, s'il est demeuré, jusque dans ces dernières années, la doctrine officielle et le manuel moral et politique de la Chine, a trouvé cependant, au Japon, surtout depuis la réforme de Tchou-hi, au ^{xiii}^e siècle, sa patrie d'élection. Le grand Hideyoshi et, après lui, le shogun Jeyasu étaient des disciples convaincus du maître. Jeyasu avait pour précepteur, à Tokyo, l'un des plus illustres confucianistes, Hayashi, au temps duquel furent élevées, dans le temple de Confucius, les trois belles statues de bois peint représentant Confucius et deux de ses élèves, qui se voient encore dans les bâtiments de ce temple, au Saido, à Tokyo. Le confucianisme inspira tout ensemble la doctrine morale et le système politique des Tokugawa. Aujourd'hui encore, c'est l'enseignement du confucianisme qui forme ce qu'on pourrait appeler « les humanités » du Japon. C'est la source à laquelle n'ont cessé de puiser les grands esprits et les plus illustres hommes d'État du Japon contemporain ; le prince Ito, le comte Hayashi, entre autres, bien que profondément imbus des idées de l'Occident, demeureraient attachés à la vieille doctrine du maître de l'Asie. Dans le palais impérial de

Kyoto, dans la salle même du trône où se célèbre le couronnement des Empereurs, le shi-shin-den, les peintures murales couvrant les panneaux, et fidèlement copiées d'après les originaux de la fin du ix^e siècle, représentent les sages de la Chine et, à leur tête, Confucius. C'est donc sous les auspices de la sagesse confucéenne que sont, en quelque sorte, de toute antiquité, placés le trône et le Gouvernement du Mikado. Et, à cet égard, il est permis de dire que c'est à la Cour de Kyoto et de Tokyo, autant qu'à celle de Pékin, que le confucianisme a vu se perpétuer son enseignement et son art.

Quant aux grands arts, architecture, sculpture, peinture, si l'Inde et la Chine montrent encore d'admirables temples, palais et tombeaux, si les dernières dévouvertes ont révélé dans les grottes d'Ajanta et les sculptures de Long-men des chefs-d'œuvre de peinture et de sculpture que l'histoire avait jusqu'ici ignorés, c'est au Japon surtout, comme l'a écrit Okakura, que s'est conservé, et que peut être apprécié et étudié le trésor historique de la culture de l'Asie. Le Japon est ainsi comme le musée des civilisations asiatiques, et plus même qu'un musée, ajoute Okakura, parce que le génie singulier de cette

race la pousse à accueillir toutes les phases des idéaux du passé dans cet esprit de vivant et fécond éclectisme (adwaita) qui donne la bienvenue aux nouveautés, sans abandonner les anciennes traditions. « Et c'est cette ténacité, conclut avec raison Okakura, qui maintient le Japon fidèle à l'âme de l'Asie, alors qu'il s'élève lui-même au rang d'une grande Puissance moderne. »

Là est le miracle ou plutôt, peut-être, la clef de cette haute fortune du Japon qui lui a permis d'être tout ensemble l'héritier et le représentant de l'Asie et le disciple, puis l'émule de l'Occident. C'est ainsi qu'est née et s'est, peu à peu, développée en lui l'idée de la mission, qu'il considère comme la sienne, d'être le lien, l'intermédiaire entre la vieille Asie, l'Europe et les États-Unis. L'Occident lui est apparu surtout, du moins à l'origine, sous l'aspect de la civilisation matérielle et de la force. La civilisation occidentale se présentait à lui comme une vaste machine, un instrument dont le commerce, l'industrie, le culte de la richesse, la perfection des armes étaient les principaux caractères. « Le même éclectisme, écrit Okakura, qui lui avait fait choisir le Bouddha comme guide spirituel, Confucius comme guide moral, lui fit adopter

la science de l'Occident comme moyen du progrès matériel. » Mais c'est l'idéal de l'Asie qui restait le sien. Les sages du Japon continuèrent donc à penser que la civilisation conçue à la manière de l'Occident n'est qu'un moyen, mais que le vieil idéal de l'Asie, la recherche du bonheur et de la paix, demeure le but. Le fait, toutefois, de s'être assimilé, en moins de cinquante ans, les principaux résultats de la science et de la civilisation occidentales a permis au Japon de prendre l'un des premiers rangs parmi les Puissances de ce monde, tout en se maintenant fidèle à son idéal asiatique. Ce que je voudrais essayer de montrer, c'est comment, dans ses rapports nouveaux avec l'Occident, le Japon a conçu et jusqu'ici rempli sa mission d'intermédiaire, de lien entre l'Occident et l'Orient.

V

Les premiers hommes d'État du début de la Restauration, les fondateurs, avec l'empereur Mutsu-hito, de l'ère de Meiji n'avaient pas eu, dès le principe, l'idée d'un pareil rôle.

Les membres de la grande ambassade japonaise qui, en 1871-1873, visita les États-Unis et l'Europe, Iwakura, Okubo, Kido, Ito, Yamaguchi, n'avaient, semble-t-il, d'autre but que de se présenter à l'Occident, de lui faire connaître la révolution survenue, les faits accomplis, l'avènement d'un Japon nouveau et qui désirait s'instruire. C'étaient, d'ailleurs, de remarquables et grandes figures que celles de ces ambassadeurs, en qui il était permis de pressentir les créateurs, les organisateurs, les chefs du vieil Empire rajeuni se mettant en communication avec le monde dont il était séparé depuis des siècles.

La seconde période de la Restauration, de 1876 à 1889, fut, de même, absorbée par les questions intérieures, par l'aménagement du nouveau régime, par la préparation de la Constitution, qui, promulguée en 1889, a, depuis lors, été la loi de la nouvelle ère.

C'est la question coréenne et le conflit survenu, à ce sujet, entre le Japon et la Chine, c'est la guerre sino-japonaise de 1894-1895 et la paix de Shimonoseki, fin et sanction de cette guerre, qui mirent le Japon, devenu la Puissance prépondérante de l'Asie orientale, en rapport avec les principales Puissances de l'Europe, ainsi qu'avec la grande République

fédérale des États-Unis, ayant déjà des établissements ou des intérêts en Chine.

Sans revenir ici sur le détail d'événements bien connus — il suffira de rappeler que c'est le principe de l'indépendance et de l'intégrité de la Chine, d'abord invoqué au lendemain de la paix de Shimonoseki par les trois Puissances au conseil amical desquelles le Japon eut la magnanimité de se rallier, puis inscrit dans le traité d'alliance du 30 janvier 1902 entre la Grande-Bretagne et le Japon, consacré enfin dans les différents traités ou accords conclus de 1905 à 1907 et 1908 entre le Japon, d'une part, et, de l'autre, la Grande-Bretagne, la Russie, la France, les États-Unis, qui est devenu la charte de l'Asie orientale, la lettre et l'esprit des rapports entre le Japon et l'Occident.

C'est parce que le Japon était resté fidèle à son idéal asiatique et que, d'autre part, il s'était pénétré de l'esprit et des institutions de l'Occident, qu'il a pu confirmer et consacrer l'établissement d'un principe qui, en préservant l'intégrité et l'indépendance de la Chine, assure l'harmonie et la paix entre l'Occident et l'Asie.

Ce sera, dans l'histoire, le mérite et le bienfait des Gouvernements japonais et russe,

ainsi que des Gouvernements alliés et amis associés à leur œuvre, que d'avoir, par la consécration de ce principe, fondé, d'une façon durable, la stabilité et la paix de l'Orient. Le Japon a, de plus, ainsi accompli sa vraie mission d'intercession et d'harmonie entre l'Asie et l'Occident, et réalisé la destinée qu'il s'était à lui-même assignée.

Le premier et heureux résultat de l'accord établi, grâce à lui, entre les Puissances aura été la limitation des troubles et dommages que pouvait faire craindre la Révolution chinoise de 1911, et l'assistance financière donnée au Gouvernement issu de cette Révolution par le « consortium » des banques françaises, anglaises, allemandes, russes et japonaises. Le maintien d'un tel accord est la meilleure garantie de l'ordre dans l'ancien Empire du Milieu et le gage de la réorganisation et de la consolidation en Chine d'un gouvernement qui, en sauvegardant l'unité territoriale, assurera le respect des traités, le développement du commerce international et la régularité des relations avec l'ensemble des Puissances.

A cette première et décisive épreuve, le Japon a montré comment se concilient et se marient en lui le souci de préserver l'ordre et la paix de l'Asie et le désir de rapprocher,

d'unir l'Asie et l'Occident. C'est parce qu'il est à la fois l'un des membres principaux ou mieux le chef de la famille asiatique et l'une des grandes Puissances mondiales, que le Japon a pu jouer ce rôle. Il lui fallait inspirer confiance tout ensemble à l'Asie et à l'Occident, et comment l'eût-il fait si, en même temps qu'il représentait et incarnait l'Asie vis-à-vis des Puissances occidentales, il n'eût été lié avec ces dernières, d'abord par la communauté des principes directeurs, des intérêts, du droit, puis par des traités et accords précis au bas desquels sa signature se confondait avec celles de quelques-unes des grandes Puissances de l'Ouest ? La commune mesure nécessaire entre l'Asie et l'Occident, c'est le Japon qui l'a constituée. Là est, moins de cinquante ans après l'avènement de la nouvelle ère, de l'ère de Meiji, la justification du rang qu'il occupe, l'un de ses principaux titres à la haute estime, à la gratitude du monde.

Le Japon était devenu, de 1895 à 1905, en dix années, le porte-drapeau, le chef, l'éducateur de l'Asie. La Chine, vaincue, avait dès le lendemain de la défaite, à l'appel d'un de ses plus patriotiques vice-rois, Tchang-tche-tong, vice-roi des deux Hou, résolu de chercher à Tokyo et dans les écoles japonaises

l'instruction qu'elle avait la sagesse de considérer comme la condition première de son relèvement. Après la guerre russo-japonaise, en 1905, ce n'est pas seulement la Chine, c'est l'Inde, c'est le Siam, ce sont toutes les races d'Asie qui vinrent demander au Japon la science, la lumière, la règle de l'éducation et de la vie. Le Japon leur offrait à toutes, dans ses Universités, dans ses écoles, l'enseignement auquel il devait lui-même ses succès, l'enseignement de l'Occident, mais dominé par le passé et l'idéal asiatique. Dans les Universités impériales, à Tokyo surtout, le sanscrit et le chinois, les religions de l'Inde, la philosophie de Confucius étaient, comme je l'ai dit déjà, la base même des « humanités ». L'ancien président de l'Université de Tokyo, le baron Hamao, me disait un jour à moi-même que ces études étaient, dans l'enseignement japonais, l'analogue de ce qu'ont été, de ce que sont encore pour l'Europe, depuis la Renaissance, les « humanités » gréco-latines. D'autre part, une école spéciale, l'Ecole des Langues étrangères vivantes, enseignait aux Japonais, comme à tous les Asiatiques venant s'instruire au Japon, non seulement les langues européennes (le français, l'anglais, l'allemand, le russe, l'italien, l'espä-

gnol), mais toutes les langues d'Asie (le chinois, le coréen, le siamois, l'hindoustani, le malais, le tamoul, etc., etc.). Le Japon, dans son programme d'enseignement comme dans son programme politique, ne dissocie pas l'Asie de l'Europe et de l'Occident.

Le Japon, en communiquant à l'Asie les enseignements de l'Occident, en se joignant à l'Occident pour assurer la stabilité et la paix de l'Asie, accomplissait sa mission de médiateur et se fortifiait lui-même dans sa résolution de ne pas sacrifier son idéal asiatique à l'influence et aux enseignements de l'Occident. Il pratiquait et s'efforçait d'effectuer en lui cette synthèse de la grande doctrine hindoue, de l'« *adwaita* », selon laquelle tout ce qui existe, malgré l'apparence des variétés et des contradictions, est réellement un, tous les contradictoires se réconcilient dans l'unité.

C'est ainsi qu'il a pu lui-même, tout en empruntant à l'Occident les sciences, arts, industries, à l'aide desquels s'est édifiée la civilisation moderne, garder ou reconstituer son armature asiatique et suivre la grande route de l'Ouest, sans abandonner ce que le Shinto appelle « la voie des dieux ». Il est resté fidèle à sa foi, à ses souvenirs, à ses traditions, à ses mœurs, à cette âme secrète de l'Asie

dont il continue à s'inspirer. Il a pu, à l'exemple de l'Occident, équiper une armée, une flotte, renouveler sa législation et ses codes, adopter une constitution, organiser un Gouvernement avec un ministère, des Chambres, des tribunaux, une vaste administration, sans que soit interrompue et altérée la filiation sacrée entre la terre et le ciel, d'où la maison impériale est issue, sans que le souverain ou, en son nom, les chefs ritualistes aient cessé d'annoncer au temple ancestral d'Ise les événements heureux ou malheureux de la vie nationale.

VI

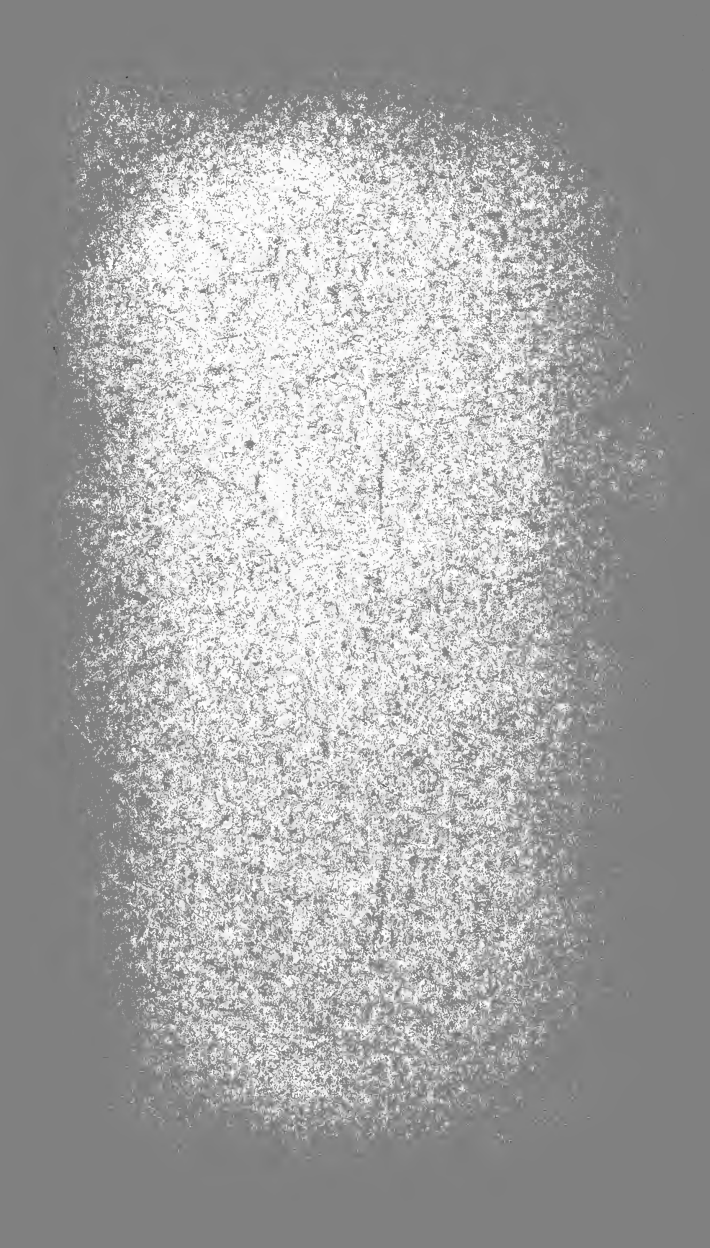
L'empereur défunt, Meiji-tennô, était bien le souverain digne de personnifier, à cette heure solennelle, la période de la « Restauration ». Né et élevé au palais de Kyoto, selon le rite antique de l'éducation des Mikado, témoin, dès son enfance et sa jeunesse, des scènes qui marquèrent les diverses péripéties de la révolution, appelé dans sa quinzième année à succéder au trône, il sut, par la haute sagesse de son esprit, par la modération de

son âme, par le choix de ses conseillers et la constante confiance qu'il leur témoigna, maintenir, dans un règne de quarante-cinq ans qui a vu s'accomplir les événements les plus considérables, le lien entre les temps anciens et les temps nouveaux. Il a été, en sa personne, l'unité vivante de l'histoire japonaise. Fils du Ciel, en même temps que souverain constitutionnel, il a assuré, représenté et satisfait la tradition ancienne comme l'idéal moderne de son peuple.

Lorsque au mois de juillet 1912 la maladie s'approcha de lui, la nation entière fut en prières et en larmes, tant elle incarnait en lui toute sa vie, tout son passé, tout son présent. L'Empereur sous le règne duquel le Japon s'était si prodigieusement accru et avait pris rang parmi les grandes Puissances mondiales, avait réglé lui-même l'ordre de ses funérailles, qui ont été célébrées selon le rite antique et dans la simplicité traditionnelle du shinto. Sa tombe même a été élevée dans cette région du Yamashiro et du Yamato qui est le lieu sacré, le cœur du vieux Japon, et où se trouvent déjà les plus anciennes sépultures de la dynastie impériale. C'est la vraie tombe des souverains d'Asie : un tertre de terre, recouvert de pierres et séparé du reste du monde

par une simple barrière de granit bleu, au milieu de laquelle se dresse un torii. C'est là, sur la colline des pêcheurs, que le Meiji-tennô repose, non loin de son père, à peu de distance aussi du monument de Jimmu-tennô, le fondateur de la dynastie. C'est là que, dans l'automne de 1912, les représentants des grandes Puissances de l'Occident sont venus rendre les derniers devoirs au grand souverain, demeuré fidèle, dans la mort comme dans la vie, à l'idéal de sa maison, de sa race, de son peuple. L'Empereur auquel, par piété, la nation a donné le nom posthume de l'ère même qui fut celle de son règne, Meiji, demeurera dans l'histoire, non seulement la grande figure, mais comme le symbole même du Japon et de sa mission à travers les âges, entre l'ancien et le nouveau monde.

12 juin 1914.



CHAPITRE III

L'EXTRÊME-ORIENT PENDANT LA GUERRE

(1914-1917)

Si, dès la première heure, et avant même que le proche Orient, l'Orient musulman et ottoman ne s'émût, le lointain, l'Extrême-Orient est entré, a eu sa part dans la guerre qui, depuis le 2 août 1914, a éclaté sur le monde, c'est que le Japon, la grande Puissance des pays du Soleil Levant, était depuis douze ans l'allié de l'Angleterre et qu'il a, au premier fracas des armes, avec la fidélité, la loyauté des anciens samurai, uni ses étendards aux nôtres.

Mais il était dans la loi de cette guerre, dans le caractère d'universalité que lui imprimait la gravité croissante des intérêts en jeu, dans la contagion qui, de proche en proche, gagnait

tous les continents et toutes les mers, que l'humanité tout entière eût peu à peu l'aperception, la conscience que c'est, non point de telle ou telle nation, de tel ou groupe d'États, mais d'elle-même et de sa destinée qu'il s'agissait.

L'objet de cette étude serait, en traçant le rapide tableau de l'Extrême-Orient pendant ces trois dernières années, de montrer comment, après le Japon, notre allié de la veille, notre compagnon du premier jour, la Chine elle-même, à son tour, est venue, à l'appel des États-Unis, se ranger à nos côtés, et comment, par la communauté d'action et d'intérêts qui s'est ainsi établie entre les deux grands États de l'Asie orientale et les États-Unis, tous trois riverains du Pacifique, cette vaste région du monde se trouve aujourd'hui libérée du pavillon, des sujets, du commerce, des entreprises, des menaces de l'Allemagne. L'Asie, comme l'Afrique, l'océan Pacifique, comme l'océan Indien, nous offrent l'image, nous donnent par avance la saveur de ce que seront l'univers et notre vie lorsque l'emprise et la tyrannie allemandes en seront définitivement éliminées.

I

Au commencement de l'été de 1914, quelques semaines avant que l'Allemagne ne provoquât et déchaînât la guerre qui depuis trois ans ensanglante l'Europe, la situation de l'Extrême-Orient pouvait être décrite ainsi qu'il suit :

En Chine, après deux ans et demi de péripéties et de luttes, le président Yuan-che-kai, ayant triomphé de ses adversaires de gauche et des partis qui avaient essayé de soulever contre lui les provinces du Sud et de la vallée du Yang-tse, était le maître de la République issue de la révolution de 1911. Soutenu par les généraux, par le haut mandarinat, par les Puissances étrangères qui l'avaient reconnu au mois d'octobre 1913, et lui avaient assuré le concours financier sans lequel il n'eût pu vivre, il avait graduellement substitué à la constitution révolutionnaire sortie des délibérations du premier Parlement de Nankin et aux Chambres législatives dont l'opposition lui faisait obstacle un régime autocratique et.

personnel comprenant, outre la présidence, le Conseil d'État, un Sénat purement consultatif, composé de soixante-douze membres, et une nouvelle Chambre (*Li fa yuen*) que devaient élire au second degré des électeurs censitaires, âgés, et triés sur le volet. Le nouveau Cabinet, formé le 2 mai 1914, avait pour président Siu-che-tch'ang, ancien vice-roi de Mandchourie, ancien vice-président du Conseil privé de l'Empire, qui avait été l'un des plus hauts fonctionnaires favoris de la dynastie mandchoue et qui, après la révolution, avait été nommé grand tuteur et gardien de l'Empereur. Les autres membres du Cabinet, Souen-paoki, ministre des Affaires étrangères, Tchéou-tsen-tsi, ministre des Finances, Touan-k'i-jouei, ministre de la Guerre, Leang-touen-yen, ministre des Communications, étaient d'anciens collègues, des créatures ou des amis du président Yuan. Yuan s'était débarrassé de tous ses rivaux ou ennemis qui avaient, ou succombé dans la dernière sédition de l'été de 1913, ou cherché refuge à l'étranger. Il avait toute raison de se croire libre et tout-puissant.

Au Japon, l'Empire avait traversé, depuis la mort du dernier souverain, l'empereur Meiji-tennô, une série de crises parlemen-

taires et presque constitutionnelles sous les Cabinets du marquis Saionji, du prince Katsura et de l'amiral Yamamoto. A deux reprises l'émeute avait grondé dans Tokyo contre les deux derniers Cabinets dont les chefs impopulaires avaient dû se retirer devant l'opposition du Parlement et de la Nation. Mais la formation, au mois d'avril 1914, du Cabinet présidé par le comte Okuma et qui comprenait, outre le chef entièrement acquis à la cause constitutionnelle, d'ardents partisans du régime strictement parlementaire, tels que le baron Kato, ministre des Affaires étrangères, M. Wakatsuki, ministre des Finances, M. Ozaki, ministre de la Justice, M. Kono, ministre de l'Agriculture et du Commerce, avait rétabli la confiance et le calme au Parlement comme dans le pays. L'Empire avait repris avec une autorité seraine le cours de ses destinées.

Depuis le renouvellement de l'alliance anglo-japonaise (12 août 1905) et le traité de Portsmouth (5 septembre 1905), mais surtout depuis les arrangements successifs du Japon avec la France (10 juin 1907), avec la Russie (30 juillet 1907), avec les États-Unis (30 novembre 1908), la constellation politique de l'Extrême-Orient était formée par cet accord

entre le Japon et les quatre grandes Puissances de l'Ouest, Angleterre, France, Russie, États-Unis, qui s'étaient entendues pour garantir, avec l'indépendance et l'intégrité de la Chine, l'équilibre et la paix de l'Asie orientale et du Pacifique. La Chine, sans être elle-même partie audit accord, en était la bénéficiaire. L'ordre et le *statu quo* du lointain Orient étaient maintenus, comme l'avaient été pendant de longues années ceux de l'Orient ottoman, par une coalition puissante qui, outre qu'elle veillait à la sécurité politique de l'Asie, assurait la liberté et l'égalité de l'expansion économique dans ces régions dont les richesses naturelles étaient à peine exploitées et dont les besoins ne pourraient manquer de s'accroître.

Seule, de toutes les Puissances ayant des intérêts en Asie, l'Allemagne s'était tenue en dehors des arrangements ainsi contractés entre le Japon et l'Occident. Elle avait préféré, tantôt dénoncer le péril jaune, tantôt exciter les unes contre les autres les Puissances sur les divisions et l'affaiblissement desquelles elle comptait édifier sa propre fortune, l'Angleterre et le Japon contre la Russie et la France, la Russie contre l'Angleterre et le Japon, la Chine et les États-Unis contre cet empire du Mikado, considéré depuis son

alliance avec l'Angleterre et depuis son rapprochement avec la France et la Russie, comme l'un des ennemis qu'elle devait ruiner et détruire. A l'aide de ces intrigues, elle croyait pouvoir tout ensemble consolider et étendre le domaine si perfidement acquis sur la côte orientale du Chan-tong et se concilier cependant le bon vouloir de la Chine qu'elle affectait de protéger contre d'autres convoitises. Avec la cécité habituelle que déterminaient chez elle l'esprit de malfaisance, la joie de nuire (*Schadenfreude*) et l'avidité impatiente, elle n'avait pas vu par quelle évolution le Japon, en qui s'étaient mariés les deux cultures et les idéaux de l'Orient et de l'Occident, avait senti la nécessité de ne poursuivre le développement ou plutôt la renaissance de l'Asie que dans une pleine entente entre lui et les Puissances de l'Ouest qui comprendraient et approuveraient son dessein. Les expériences de 1894-1895 et de 1900, je veux dire la guerre sino-japonaise et l'insurrection des Boxeurs, avaient été, à cet égard, des enseignements lumineux pour le Japon, et c'est d'elles qu'il s'était inspiré avant de nouer, d'abord avec l'Angleterre, puis avec la France et la Russie, enfin avec les États-Unis, les accords sur lesquels repo-

saient solidement désormais, outre l'avenir de ses propres destinées, l'équilibre et la paix de l'Asie. Les conséquences de ce contraste entre l'aveuglement brutal de l'Allemagne et la claire prévision du Japon et de ses alliés n'allaient pas tarder à apparaître, tant sur le ciel du lointain Orient et sur les eaux du Pacifique que sur l'horizon orageux de l'Ouest, sur les mers baignant les côtes de l'Europe.

II

Lorsque éclata, le 2 août 1914, la guerre provoquée par l'agression de l'Allemagne et que, deux jours plus tard, l'Angleterre fut amenée par la violation de la neutralité belge à se ranger aux côtés de la France et de la Russie, le Japon n'hésita pas. Allié de l'Angleterre, et par conséquent de la France et de la Russie, il se mit aussitôt en ligne pour remplir tout son devoir. Le 15 août, le Gouvernement impérial du Mikado avait fait remettre aux représentants du Gouvernement allemand, à Berlin et à Tokyo, une note par laquelle, afin de sauvegarder les intérêts généraux prévus dans le

traité d'alliance anglo-japonais et d'assurer la paix durable de l'Asie orientale, il invitait le Gouvernement allemand :

1^o A retirer immédiatement des eaux japonaises et chinoises ses bâtiments de guerre et bâtiments armés de tout genre, et à désarmer ceux qui ne pourraient être retirés ;

2^o A livrer et remettre aux autorités japonaises, à une date n'excédant pas le 15 septembre, sans condition ni compensations, tout le territoire cédé à bail de Kiao-tcheou, dans le Chan-tong, en vue d'une restitution éventuelle dudit territoire à la Chine.

Cette note étant restée sans réponse, le 23 août, à midi, le Gouvernement impérial du Japon fit connaître qu'il se considérait en état de guerre avec l'Allemagne. Une proclamation de l'Empereur commandait à l'armée et à la marine de poursuivre de toutes leurs forces les hostilités contre l'ennemi, et donnait l'ordre à toutes les autorités compétentes de faire, dans l'accomplissement de leur mission respective, tous leurs efforts pour réaliser les aspirations nationales par tous les moyens que permet le droit des gens.

La récupération du territoire de Kiao-tcheou, dont l'Allemagne avait prétendu faire le levier de sa pénétration dans l'Asie orien-

tale et de sa future domination dans la mer Jaune et le bassin du Pacifique, était la première tâche qui s'imposait au Japon. C'était, en même temps, l'exécution d'un verdict de l'immanente justice et de l'imprescriptible Némésis contre la fourberie et la violence avec lesquelles l'Allemagne, sous prétexte de punir le meurtre de deux de ses missionnaires catholiques, s'était saisie en pleine paix d'un port et d'un territoire qu'elle convoitait et sur lesquels elle avait, après une étude attentive du littoral chinois, jeté son dévolu. Les agents allemands avaient bien songé, au dernier moment, et pour parer un coup mortel, à restituer eux-mêmes à la Chine ce territoire que le Japon leur réclamait par un ultimatum si catégorique. Et la Chine eût peut-être été tentée, par les influences malfaisantes qui s'exerçaient sur le président Yuan, de se laisser entraîner dans cet imbroglio, si le Japon n'avait clairement signifié sa résolution d'accomplir l'acte de revendication et d'expiation qu'il s'était assigné comme son premier devoir. Je n'ai pas à redire ici la façon magistrale dont en deux mois une escadre et une armée japonaises, assistées de quelques bâtiments britanniques et du petit corps anglais du major-général Barnardiston, rédui-

sirent la forteresse allemande qui capitula le 7 novembre avec ses deux cent vingt-deux officiers et quatre mille quatre cent vingt-six sous-officiers et soldats. Le 11, les vainqueurs faisaient leur entrée solennelle dans Tsing-tao, lavée et purifiée de la souillure allemande. Je n'ai pas à rappeler non plus comment la flotte japonaise, redevenue libre, acheva, avec les escadres anglaise et australienne, d'occuper toutes les colonies allemandes du Pacifique, l'archipel des Samoa, les Mariannes, les Marshall, les Carolines, et de purger les mers lointaines de la présence du pavillon germanique. Tandis que le dernier pirate allemand, l'*Emden*, allait se faire couler le 7 novembre par le croiseur australien *Sydney*, l'escadre allemande, composée de deux croiseurs cuirassés, le *Scharnhorst* et le *Gneisenau*, et de trois éclaireurs, le *Nurnberg*, le *Leipzig*, le *Dresden*, et qui avait dû évacuer le Pacifique, était attaquée et détruite le 8 décembre, à la sortie des détroits du Sud et à la hauteur des îles Falkland, par l'escadre anglaise du vice-amiral sir F. Sturdee, dont les canons eurent raison en quelques heures des cinq bâtiments ennemis. A partir de ce jour, sur les mers nettoyées et libres, le commerce des Alliés, le transport des troupes et des munitions eurent, par le

Pacifique et l'océan Indien, une sécurité absolue. C'est aussi à cette date que le Japon, ayant terminé sa tâche militaire essentielle, put se consacrer, en faveur des Alliés et surtout de la Russie, à la fabrication intensive du matériel de guerre, des munitions, ainsi qu'à l'envoi des équipements, vêtements, chaussures, vivres, ravitaillements de toute sorte, qui, lors de la retraite de Pologne, furent d'un si grand et si providentiel secours pour les armées du grand-duc Nicolas.

Le Japon s'était transformé en une vaste usine de guerre, en un immense atelier, pour subvenir aux besoins des Alliés. Les canons légers ou lourds, les obus de tout calibre, les fusils, les plaques de blindage, le cuivre, les harnachements, les uniformes, les bottes fabriquées spécialement en Corée, les conserves de poisson, de viande et de légumes, le riz, toute cette quantité infinie de fournitures était expédiée par la voie du Transsibérien qui, certes, à l'origine, ne paraissait pas avoir été destinée à cet office et qui devenait la grande artère de communication entre les États-Unis, le Japon et la Russie. Alors que les autres issues étaient fermées ou précaires, alors que la route d'Arkhangel et de Kola même était si pleine d'aléa, le rail sibérien

amenait régulièrement à Petrograd, à Moscou, à Kiew, ces transports ininterrompus dont, pendant une si longue période, vécut l'armée russe. Nombre des canons qui, sur le front moscovite, depuis les marais du Pripet jusqu'à Stanislau, Kolomea et Czernowitz, permirent, en 1916, la reprise victorieuse de l'offensive russe, venaient directement des arsenaux de Tokyo et d'Osaka.

III

Le Gouvernement japonais, après la libération du port de Kiao-tcheou et du territoire de Tsing-tao, considéra qu'il devait, sans plus attendre, déterminer et régler avec le Gouvernement chinois les conditions dans lesquelles ces territoires, à la fin de la guerre générale, seraient restitués à la Chine. Une négociation s'imposait. Le Gouvernement chinois, que la campagne japonaise avait troublé et inquiété, était tout d'abord aussi peu enclin à accepter cette négociation qu'il l'avait été dix ans auparavant, à la fin de 1905, après la guerre russo-japonaise, à ratifier et homologuer.

guer avec les représentants du Mikado celles des clauses du traité de Portsmouth qui concernaient le transfert au Japon des baux, concessions et privilèges que la Russie avait obtenus de la Chine en Mandchourie.

La négociation à laquelle le président Yuan ne se prêtait que d'assez mauvaise grâce ne laissa pas d'être laborieuse. Ouverte le 18 janvier 1915 par la remise au Gouvernement chinois d'un Mémoire qui contenait, en cinq groupes, les propositions du Gouvernement japonais concernant le Chan-tong, la Mandchourie méridionale et la Mongolie intérieure, et certaines concessions dans d'autres régions de la Chine, elle se poursuivit par la remise, les 12 février, 26 avril, 1^{er} mai, de contre-projets successifs des deux Hautes Parties, et se termina, l'accord n'ayant pu s'établir, par un véritable ultimatum qu'à la date du 7 mai, le ministre du Japon, M. Hioki, adressa au ministre chinois des Affaires étrangères, Lou-tcheng-siang. Cet ultimatum renfermait les conditions finales du Gouvernement japonais et laissait à la Chine quarante-huit heures pour faire connaître son assentiment ou son refus. Le Gouvernement chinois s'inclina le 9 mai. Le 25 du même mois, après les formalités nécessaires, furent signés entre les

représentants des deux Gouvernements deux traités et divers documents annexes. — Le premier de ces traités était relatif au Chan-tong : le Gouvernement chinois s'engageait à reconnaître tous les arrangements qui pourraient être faits ultérieurement entre les Gouvernements japonais et allemand au sujet des droits, intérêts et concessions jusqu'alors possédés dans cette région par l'Allemagne. Il s'engageait, en outre, au cas où un chemin de fer serait construit entre Tche-fou et la ligne jusqu'alors allemande de Kiao-tcheou à Tsinan-fou, à en négocier les conditions financières avec des capitalistes japonais. Il s'engageait enfin à ouvrir aussitôt que possible un certain nombre de ports et de villes dans la province du Chan-tong pour la résidence et le commerce des étrangers. Le second traité était relatif à la Mandchourie et à la Mongolie : les deux Hautes Parties contractantes s'accordaient à proroger pendant quatre-vingt-dix-neuf ans le bail des territoires de Port-Arthur et de Dalny (Ta-lien-ouan), ainsi que les contrats d'exploitation du chemin de fer sud-mandchourien et de la ligne de Moukden à Antoung. Les Japonais obtenaient le droit de résider dans la Mandchourie méridionale et de s'y livrer à tous les

commerces, métiers et industries. Ils pouvaient désormais, dans la Mongolie orientale intérieure, s'associer aux Chinois pour les diverses entreprises agricoles et industrielles. Des tribunaux mixtes devaient juger les causes et procès entre Chinois et Japonais. Des ports et villes devaient être ouverts pour la résidence et le commerce des étrangers. Par une série de déclarations et de lettres annexes à ces deux traités, le Gouvernement chinois s'engageait à n'aliéner, à ne céder à bail ou autrement à aucune Puissance étrangère aucun territoire de la côte ou des îles du Chan-tong ; il fixait à des échéances précises : 1992, 2002, 2007, de l'ère chrétienne, les termes d'expiration des baux de Port-Arthur et de Dalny, des contrats du Sud-Mandchourien et de la ligne de Moukden à Antoung ; il déterminait en détail les mines qui pourraient être exploitées par des Japonais dans la Mandchourie méridionale ; il s'engageait, au cas où il ferait appel à des instructeurs ou conseillers étrangers dans la Mandchourie méridionale en matière politique, financière, militaire ou de police, à s'adresser de préférence à des Japonais ; il consentait à approuver les arrangements qui pourraient être faits entre Japonais et Chinois pour l'exploitation des

mines et usines d'Hanyang dans la vallée du Yang-tse ; il affirmait enfin sa résolution de ne concéder à aucune Puissance étrangère ni arsenal, ni établissement militaire, ni dépôt naval ou de charbon dans la province du Fokien. Le Gouvernement japonais s'engageait, d'autre part, s'il avait, à la fin de la présente guerre, la libre disposition du territoire cédé à bail de Kiao-tcheou, à le restituer à la Chine moyennant les conditions suivantes :

1^o Ouverture de toute la baie de Kiao-tcheou comme port de commerce ;

2^o Établissement d'une concession (*settlement*) japonaise dans la localité qu'aurait désignée le Gouvernement japonais ;

3^o Établissement d'une concession internationale, si les Puissances étrangères le désirent ;

4^o Arrangement à faire, avant la restitution du territoire, entre les Gouvernements japonais et chinois, concernant les établissements et propriétés publiques appartenant aux Allemands, et tous autres détails de procédure.

Il était naturel que le Gouvernement japonais ne pût rétrocéder à la Chine le territoire de Kiao-tcheou reconquis par ses troupes avant que la guerre actuelle n'eût pris fin et que le péril allemand ne fût définitivement écarté.

Il était de même parfaitement normal et légitime que, pour prix de la rétrocession, le Japon qui avait supporté les risques et les frais d'une expédition en règle recueillit dans cette province du Chan-tong restituée à la Chine des avantages égaux à ceux qui lui avaient été reconnus en Mandchourie après la paix de Portsmouth. — Il n'y avait rien d'autre part, dans les clauses relatives à la Mandchourie, dans la prorogation des baux existants et dans la ratification ou même l'extension des avantages précédemment concédés, qui ne fût conforme à l'esprit et à la lettre des accords conclus, soit avec la Russie, soit avec la Chine. Loin enfin de proposer aucune modification au *status* de la Chine, de porter aucune atteinte aux principes qui avaient présidé aux traités et arrangements avec l'Angleterre, la France, la Russie, les États-Unis, le Japon, par la restitution à la Chine du territoire dont elle avait été dépouillée, ne manifestait qu'avec plus d'efficacité son respect de ces principes qui recevaient ainsi une consécration nouvelle. Le Japon, en même temps qu'il accomplissait son devoir envers ses alliés d'Occident et qu'il éliminait l'Allemagne des terres et des mers d'Extrême-Orient où elle avait essayé

d'asseoir sa domination, s'acquittait une fois de plus de sa mission de paix et d'union envers l'Orient lui-même. Tandis qu'il extirpait du Chan-tong et des Mers jaunes la menace allemande, il soustrayait la Chine aux dangers dans lesquels eût risqué de l'impliquer l'esprit de nuisance et d'intrigue de la politique germanique. Il était, pour la Chine comme pour l'Europe, la vigie attentive à ne plus laisser l'Allemagne tenter par de nouvelles surprises je ne sais quels méfaits contre cette région du monde d'où elle était désormais exclue. La Chine et le président Yuan n'eussent pu que gagner à mieux comprendre et interpréter les intentions et les effets du service que le Japon rendait, non seulement à la cause des Alliés, mais à la sécurité, à la paix, à la liberté de l'Asie orientale.

IV

A la date où étaient signés à Pékin les traités du 25 mai 1915, le Parlement japonais siégeait à Tokyo en session extraordinaire pour discuter et voter le budget complémen-

taire qui lui était soumis par le Cabinet Okuma. Le comte Okuma avait dû, à la fin du mois de décembre 1914, demander à l'Empereur la dissolution de la Chambre des représentants dont l'énorme majorité était composée des membres du parti dit constitutionnel (Seiyukai), qui avaient soutenu les Cabinets de ses prédécesseurs le marquis Saionji et l'Amiral Yamamoto. Des élections générales qui avaient eu lieu au mois de mars était issue une majorité nouvelle, non pas homogène comme la précédente, mais dont les divers éléments, le Doshikai (parti fondé par le prince Katsura), le Kokuminto (parti nationaliste formé des débris de l'ancien parti progressiste), le Chuseikai (parti de M. Ozaki, l'ancien maire de Tokyo), étaient, chacun pour des raisons différentes, favorables à la personnalité et à la politique du comte Okuma. Cette majorité comptait deux cent soixante-dix voix contre cent onze.

La session ouverte le 15 mai et close le 10 juin fut, malgré le nombre considérable des voix soutenant le Cabinet, très orageuse et violente. La minorité, composée surtout des membres du parti vaincu, le Seiyukai, ne présenta pas moins de quatre ordres du jour de défiance contre le ministère dont elle atta-

quait la politique en Chine, la politique intérieure et la politique financière. La plus passionnée de ces attaques fut dirigée contre les tentatives de corruption attribuées au vicomte Oura, ministre de l'Intérieur, et au secrétaire général de la Chambre basse pour extorquer le vote de certains députés de l'opposition. Le Cabinet Okuma sortit vainqueur de la lutte, après avoir fait ratifier les divers articles de son programme, c'est-à-dire la création de deux nouvelles divisions militaires que depuis trois ans le Parlement avait repoussée, l'augmentation des crédits destinés aux constructions navales et l'adoption des mesures financières requises pour le rétablissement au chiffre de cinquante millions de yen du fonds annuel de l'amortissement de la dette qui avait été réduit à trente millions. — Mais, dans le feu de la bataille, plusieurs des membres du Cabinet avaient été si maltraités par l'assaillant que quatre d'entre eux, les ministres des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Finances, de la Marine, préférèrent se retirer quelques semaines après la clôture de la session. Le vicomte Kato, ministre des Affaires étrangères, dont la politique à l'égard de la Chine avait été ardemment combattue, était aussi le ministre le plus visé, d'abord par

la minorité constitutionnelle, mais aussi par le parti bureaucratique et les « genro », parce qu'il était le partisan le plus résolu du gouvernement parlementaire selon le type anglais et de la responsabilité ministérielle devant les Chambres. Pour ne pas gêner l'action du comte Okuma, et jugeant que l'heure de sa propre politique n'était pas encore venue, il suivit dans la retraite le vicomte Oura, M. Wakatsuki et l'amiral Yashiro, tout en restant sincèrement attaché à la personne du chef aimé et respecté sous les ordres duquel il avait servi. C'est dans le remaniement partiel qui eut lieu alors que le vicomte Ishii, ambassadeur du Japon à Paris, devint ministre des Affaires étrangères, tandis que l'amiral Kato, MM. Ichiki, Taketomi, Minoura, recevaient les portefeuilles respectifs de la Marine, de l'Intérieur, des Finances et des Communications. Le Cabinet Okuma, affaibli sans doute par la perte de quelques-uns de ses membres les plus distingués, mais allégé et moins exposé pour le moment aux entreprises d'irréconciliables adversaires, allait pouvoir se consacrer entièrement aux efforts qu'exigeait le devoir d'assistance aux Alliés combattant sur tous les fronts de l'Europe. Il allait aussi présider à la célébration de la grande céré-

monie rituelle qu'avaient retardée pendant plus de deux ans les deuils successifs de la Cour, à savoir le couronnement à Kyoto du nouvel Empereur.

La Chine, pendant ce temps, je veux dire le président Yuan-che-kai, s'abandonnait à un dessein ou plutôt à une illusion étrange et qui risquait de compromettre l'œuvre si laborieusement édifiée depuis la fin de 1911. Le président Yuan, se croyant délivré de ses ennemis et affranchi de tout obstacle, s'imaginait pouvoir reconstituer par degrés à son profit le pouvoir personnel et jusqu'au régime même auquel il avait contribué à mettre fin. Ce politicien si avisé, ce mandarin si souple et qui avait su avec tant d'art ménager les transitions entre la révolution et la dynastie de façon à en dégager une république viable et vivable, défaisait maintenant tout ce travail et reprenait à rebours les étapes parcourues. Après avoir congédié le Parlement et les Assemblées provinciales, fermé les sociétés politiques et les clubs, aboli la constitution de 1912, il s'était prêté à l'élaboration d'une constitution dans laquelle la présidence élective de la République, transformée en présidence à vie, puis en présidence héréditaire, n'avait pour contrepoids, au lieu des

anciennes Chambres, qu'un Conseil politique, purement consultatif, de cinquante à soixantedix membres, choisis dans la classe mandarinale ; au lieu de l'ancien Conseil des ministres, une sorte de Cabinet présidentiel, dans lequel les ministres n'étaient plus que les secrétaires du président ; enfin, une Cour suprême d'administration, chargée de contrôler la gestion des diverses classes de fonctionnaires. Yuan-che-kai avait, dans l'interval, quitté son ancienne résidence pour s'installer au Palais impérial, dans les pavillons mêmes qu'occupait à la fin de sa vie l'empereur Kouang-siu. Il avait cru devoir, comme les Empereurs, présider lui-même, au Temple de l'Agriculture, aux sacrifices et aux cérémonies rituelles des saisons. Il avait fait épouser à une de ses filles l'ex-héritier du trône désigné pour régner. Il avait enfin fait ou laissé organiser dans tout le pays une vaste campagne de pétitionnement par laquelle le peuple était censé réclamer la transformation de la présidence en Empire, Yuan devant être naturellement le chef de la dynastie nouvelle. Toute cette préparation savante, toute cette intrigue était, sinon conseillée, du moins encouragée par les représentants à Pékin de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, qui

pensaient se faire les complaisants et les meneurs du nouveau monarque, et contrarier ainsi l'action du Japon et des Alliés qui avaient, au contraire, loyalement soutenu et assisté les débuts difficiles de la République chinoise.

C'est à ce moment, au mois d'octobre 1915, qu'intervinrent le Japon et les Alliés, désireux d'éviter tout ce qui risquerait de troubler la paix intérieure de la Chine et l'équilibre de l'Asie orientale. Le Gouvernement japonais, avec autant de tact et de modération que d'opportunité, fit remettre au Gouvernement chinois, par son chargé d'affaires à Pékin, M. Obata, une Note fort bien conçue et rédigée, par laquelle, et sans vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures du pays voisin, il s'attachait à montrer tout le danger que pourrait représenter une telle modification apportée au régime que toutes les Puissances avaient reconnu en 1913. Il donnait à la Chine le conseil amical de laisser les choses dans l'état, de ne pas réveiller l'esprit d'inquiétude, d'opposition et de désordre, de ne pas provoquer des troubles qui causeraient un dommage incalculable, d'abord au pays lui-même, mais aussi aux Puissances étrangères ayant des intérêts sur son territoire, et particulièrement

au Japon qui se trouve en relations spéciales avec elle. Il ajoutait qu'il était guidé par l'unique souci de conserver la paix en Extrême-Orient au moyen de mesures attentives de précaution, et que c'était là pour lui un devoir de bon voisin.

Yuan, mal renseigné sans doute sur le cours des événements du monde, égaré par les conseils de la légation d'Allemagne, crut pouvoir tout d'abord ne pas tenir compte de cet avis du Gouvernement japonais. Il répondit qu'il s'agissait là d'une affaire de politique intérieure, que le Gouvernement chinois ne pouvait s'opposer aux vœux du peuple, qu'il était seul responsable du maintien de l'ordre. Lorsque, au mois de décembre, une délégation des diverses provinces se rendit à Pékin pour déclarer au président que les collèges électoraux du pays réclamaient le rétablissement de la monarchie, Yuan affecta de s'être laissé forcer la main et d'avoir dû, le 12 décembre, consentir à la publication d'un décret rétablissant l'Empire. Auprès des uns, auprès des légations des Alliés notamment, il maintenait son titre de président ; auprès des autres, auprès des légations d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie, il se laissait traiter d'empereur. Il voulut, à cette date, envoyer à

Tokyo un ambassadeur extraordinaire pour féliciter l'empereur Yoshi-hito après l'accomplissement de la cérémonie du sacre, et lui porter la plus haute décoration chinoise. Le Gouvernement mikadoual ayant demandé s'il s'agissait d'une décoration impériale ou d'une décoration républicaine, et si l'ambassadeur serait un représentant du président ou de l'Empereur, Yuan se le tint pour dit et renonça à son projet d'ambassade.

Alors apparurent en Chine les premiers signes précurseurs de l'orage. L'amiral Tsing-jucheng, gouverneur de Shanghai, avait été tué à coups de revolver par deux adversaires de la restauration monarchique. Dans ce même port de Shanghai, un cuirassé, à bord duquel étaient des marins rebelles, tira sur l'arsenal et sur la ville. Au Yunnan, l'ancien gouverneur Tsai, brusquement revenu, leva, le 27 décembre, l'étendard de la révolte, protestant contre le rétablissement de l'Empire. Le mouvement ne tarda pas à se propager et à s'étendre. Des manifestes, signés par tous les chefs révolutionnaires, Sun-yat-sen, Houang-sing, Cheng-ki-mei, et même par d'anciens monarchistes tels que Tsen-Tchouer-hien et Liang-si-chao, attestaient que la révolte allait grandissant. A la fin de janvier, Yuan fit

annoncer que la restauration de la monarchie était ajournée. Le 23 février, un décret présidentiel rétablissait la République. Mais tous ces actes contradictoires se succédant les uns aux autres trahissaient trop l'affolement, l'incohérence désespérée du joueur qui a perdu sa veine et la poursuit encore. Yuan crut qu'il allait pouvoir s'entendre avec tous ses adversaires conjurés, avec Tsai, avec les chefs révolutionnaires, avec les généraux du Yang-tse, qui avaient fait mine de l'abandonner, avec ceux du Nord et de Pékin qui fléchissaient, en leur proposant la réunion à Nankin d'une Commission des diverses provinces chargée de décider si le pouvoir devait lui être maintenu ou retiré. Il était trop tard. Le gouverneur du Yunnan, Tsai, consentait à accorder la vie sauve à Yuan, mais à condition qu'il fût banni à l'étranger et condamné à restituer les soixante millions de dollars qu'avait coûté la campagne de restauration monarchique. Vinrent ensuite les défections du dictateur de Canton, Long-si-kouang, qui, après s'être déclaré partisan de Yuan, laissait proclamer l'indépendance de la province, celle du maréchal Feng-kouo-chang, commandant en chef des troupes du Yang-tse, qui invitait catégoriquement le président Yuan à donner sa

démission ; enfin celle même du président du Conseil, le général Touan-k'i-jouei, qui, appelé par Yuan au poste de premier ministre, refusait de se solidariser avec lui et demandait avec instance à résigner ses hautes fonctions. Abandonné de ceux qu'il croyait ses fidèles, huit provinces s'étant déclarées contre lui, le Chan-tong, le Tche-li, la Mandchourie paraissant à la veille de se détacher, Yuan était vaincu. Dans le courant du mois de mai, le bruit se répandit qu'il était gravement malade. Le 30, les dépêches de Shanghai annonçaient qu'il avait été empoisonné. Le 6 juin, sa mort était confirmée et attribuée, par les uns à un suicide, par les autres à une crise d'urémie. Qu'il ait succombé à la maladie, que le jour fatal ait été hâté par une main criminelle ou qu'il ait lui-même, en absorbant une feuille d'or, mis fin à ses jours, sa destinée n'avait plus aucune issue. Jamais chef d'État ne s'était, par ses fausses manœuvres, acculé à une telle impasse. Le politicien jusque-là si avisé, si retors, si plein de ressources, était pris et étouffé dans ses propres filets. Sa brusque disparition ne causa ni surprise, ni émoi. Le général Touan-k'i-jouei, reprenant aussitôt possession de ses fonctions de président du Conseil, annonça qu'en vertu de la

Constitution de 1912 automatiquement restaurée, le vice-président Li-yüan-hong devenait président de la République. Le rêve et la chimère de Yuan une fois dissipés, le régime fondé en 1912 était rétabli comme si rien n'en eût interrompu le cours, avec cette différence cependant que les troubles civils avaient fait de nombreuses victimes, que des deux côtés, des chefs notoires avaient disparu, et que, si, dans la dernière phase de la crise, le régime républicain de 1912, avait été restauré ou maintenu, c'est surtout parce que les généraux du Sud et du Centre, comme ceux du Nord, s'étaient prononcés contre Yuan.

V

Ce dénouement, en même temps qu'il laissait sans motifs et apaisait les mouvements insurrectionnels des provinces et rétablissait l'ordre en Chine, donnait satisfaction au Japon et aux Puissances alliées dont le principal souci avait été précisément de prévenir toute modification, toute atteinte au *statu quo*, à l'équilibre, à la paix de l'Asie orientale. Les

pêcheurs en eau trouble, c'est-à-dire au premier rang les agents de l'Allemagne, voyaient leur échapper la meilleure chance qu'ils avaient eue de poursuivre leurs intrigues, leurs menées, leur inlassable propagande de mensonges et de méfaits.

Le Gouvernement japonais qui avait, à la fin de 1915, célébré les fêtes du couronnement de l'empereur Yoshi-hito, qui avait reçu en grande pompe à Tokyo, au mois de janvier 1916, le grand-duc Georges Mikhaïlovitch, chargé de porter au Mikado les félicitations du Tsar, et qui venait, durant toute cette période, de porter au plus haut degré d'intensité sa contribution militaire, industrielle, économique aux gigantesques efforts des Alliés en Europe, avait cru devoir saisir cette occasion pour marquer par un nouvel acte son intimité croissante avec la Russie. C'est au plus fort de l'offensive russe sur tout le front de Riga au Dniester, et notamment du général Brousiloff sur le front de Bukhovine, que s'étaient engagées à Petrograd entre le vicomte Motono et M. Sazonoff les négociations qui aboutirent, le 3 juillet 1916, à la conclusion d'un nouvel accord destiné, comme les accords de 1907, 1910, 1912, à associer et unir les intérêts et l'action des deux Gouvernements et des deux

pays dans toute la région d'Asie où leurs territoires et leur influence étaient limitrophes.

Par cet accord, qui ne comprenait que deux articles, les deux Gouvernements s'engageaient tout d'abord à n'accéder à aucun arrangement, à aucune combinaison politique qui pourrait être dirigée contre l'un ou l'autre d'entre eux. Ils s'engageaient, en outre, au cas où leurs droits et intérêts spéciaux en Extrême-Orient seraient menacés, à agir de concert en vue de prendre toutes mesures propres à assurer la protection et la défense de ces intérêts et de ces droits.

De telles dispositions rendaient vaine d'avance toute tentative qui pourrait être faite dans l'avenir pour séparer les deux Puissances désormais alliées et décidées à ne plus être dupes de la politique de duplicité si longtemps pratiquée par l'Allemagne. Elles donnaient au rapprochement russo-japonais un caractère et un rang égal à celui de l'alliance anglo-japonaise et faisaient de cette union avec la Russie et l'Angleterre, comme avec la France leur commune amie et alliée, la pierre angulaire de la politique du Japon qui, d'ailleurs, en adhérant à la déclaration de Londres du 4 septembre 1914, ainsi qu'aux conclusions de la Conférence économique de

Paris du mois de juin 1916, avait déjà témoigné hautement de sa ferme résolution de se tenir en une entière harmonie avec ses alliés, non seulement dans les régions lointaines de l'Asie orientale, mais sur tous les points de l'immense et infini théâtre de la guerre.

A l'accord du 3 juillet était joint un arrangement accessoire par lequel la Russie concédait, à titre onéreux, au Japon, l'exploitation d'une partie de la ligne ferrée de Mandchourie entre la station de Kouang-chang-tse, qui avait été jusqu'alors le terminus de la section japonaise, et la station de Tao-lai-tchao, à une distance d'environ soixante milles au Nord, immédiatement voisine de la rivière Sungari qui est le point de partage des zones d'influence russe et japonaise. Par cette concession se marquait encore le désir des deux Gouvernements de ne laisser subsister aucun malentendu, aucune équivoque sur les limites respectives de leurs sphères d'action dans cette région de l'Asie orientale où ils ne songeaient plus qu'à coopérer étroitement l'un avec l'autre.

Au mois de février de cette même année, le Gouvernement mikadoual avait, par une innovation mémorable dans son histoire financière, autorisé l'émission au Japon de bons

du Trésor russe, d'une valeur de cinquante millions de yen à 5 0/0 d'intérêt et au taux de 95 0/0. Un syndicat formé des principales banques japonaises avait, à lui seul, absorbé la quasi-totalité de cette émission dont le montant était destiné à payer les fournitures de matériel de guerre et de munitions faites par le Japon à la Russie. — Une nouvelle émission de soixante-dix millions de yen devait, l'automne suivant, porter au total de cent vingt millions de yen l'ensemble des bons du Trésor russe ainsi placés au Japon.

L'un des effets de la guerre et de l'assistance prêtée aux Alliés en matériel, munitions, vivres, équipements, fournitures de toute sorte, avait été d'écarter et de résoudre pour le Japon la difficulté la plus grave à laquelle il s'était précisément heurté depuis la guerre de 1904-1905 avec la Russie et depuis la paix de Portsmouth qui ne contenait aucune clause d'indemnité. Alors que, depuis cette date, le Gouvernement japonais avait eu peine à équilibrer ses budgets et à trouver dans les ressources du pays les moyens de suffire à son expansion industrielle et économique, voici que maintenant, par l'énorme excédent des exportations sur les importations, par l'accroissement extraordinaire de sa navigation et de son industrie, par

les bénéfices considérables qu'en recueillaient la balance de son commerce et sa situation monétaire et ses changes, il était à même de compléter rapidement son outillage, de développer comme il l'avait désiré son armée et sa marine, d'exécuter de grands travaux publics non seulement dans ses îles, mais en Corée, en Mandchourie, en Chine, de payer une partie de sa dette domestique et extérieure, enfin, de prêter, à son tour, aux Puissances alliées. Le commerce d'exportation, qui, en 1914, était de 591.101.461 yen, atteignait, en 1915, 708.306.997 yen, en 1916, 1.512.000.000 yen. Le commerce d'importation atteignait, dans ces trois années, les chiffres respectifs de 595.735.725 yen, 532.449.938 yen, 569.000.000 yen. Tandis qu'en 1914 le commerce d'importation présentait encore un excédent de 4.634.264 yen, l'excédent de l'exportation sur l'importation atteignait, en 1915, le total de 175.857.659 yen, en 1916, le chiffre énorme de 371 millions de yen. Une grande partie du commerce d'exportation était sans doute représentée par les fournitures aux Alliés, mais l'accroissement pris par des articles tels que les laines, les serges, les cuirs, est de ceux qui peuvent, jusqu'à un certain degré, survivre à la guerre. La dette extérieure

remboursée de 1915 jusqu'à la fin de mars 1917 se monte à 160 millions de yen, dont une somme de 40 millions représente la moitié des bons du Trésor japonais placés en France en 1913, et qui n'étaient remboursables que dans dix ans. Outre les 120 millions de yen prêtés à la Russie, le Japon a autorisé, à la fin de 1916, l'émission à Tokyo de 10 millions de livres sterling (100 millions de yen) de bons du Trésor anglais, au pair et à 6 0/0, remboursables en trois ans. Le but de la combinaison est de faire remettre aux États-Unis, par l'intermédiaire du Gouvernement japonais, et grâce aux conditions favorables de change entre les États-Unis et le Japon, une somme de dollars équivalente à 10 millions de livres. Ces diverses opérations n'ont pas empêché le Trésor japonais d'affecter, sur l'exercice de 1917-1918, une somme de 80 millions de yen à un rachat supplémentaire de la dette extérieure et une somme de 100 millions de yen en bons intérieurs aux objets suivants : 1^o construction de lignes ferrées au Japon ; 2^o remboursement d'avances faites sur les fonds des caisses d'épargne à la comptabilité spéciale des chemins de fer de l'État ; 3^o exécution de travaux publics en Corée ; 4^o conversion des

bons du Trésor coréen ; 5^o exécution de travaux publics dans l'île de Formose. Ajoutez à cette liste les sommes déjà convenues pour l'augmentation des forces de terre et de mer, dans un budget qui cependant, pour le même exercice 1917-1918, représente un excédent de recettes de plus de 110 millions de yen, et vous vous ferez une idée de l'ère de prospérité économique et financière qu'a ouverte au Japon une guerre dans laquelle il remplit en même temps si loyalement son devoir envers les Alliés.

Malgré ces brillants résultats, dont la plupart lui étaient dus, le comte Okuma, qui, après le couronnement de l'Empereur, avait été élevé au rang de marquis, avait cru pouvoir, à la fin de l'été 1916, décharger ses épaules d'un fardeau trop lourd et rentrer dans sa retraite de Waseda. Il invoquait à l'appui de sa résolution son grand âge (soixante-dix-huit ans) et les fatigues du pouvoir. Mais sans doute aussi il ne pouvait méconnaître les difficultés que, depuis plusieurs sessions, la Chambre des représentants, même celle où depuis les élections générales de mars 1915 il avait la majorité, n'avait cessé de lui opposer. Lui qui avait été pendant toute sa vie le chef des constitutionnels et des

parlementaires, qui avait depuis de longues années réclamé la formation de Cabinets de parti, homogènes, s'appuyant sur une majorité, il se rendait compte, par sa propre expérience des deux dernières années, que la Constitution même de 1889, les traditions bureaucratiques et militaires, l'influence persistante des « genro », l'esprit de clans lui faisaient obstacle et ne permettaient pas la réalisation de son idéal politique. Il lui en avait coûté de voir le vicomte Kato se séparer du Cabinet en 1915, évidemment parce que ce Cabinet n'était pas en mesure, malgré les doctrines et l'autorité de son chef, d'appliquer la politique résolument parlementaire. En se retirant à son tour, le 2 octobre 1916, le marquis Okuma rendit hommage à son passé et justice au vicomte Kato, en proposant à l'Empereur le nom de ce dernier pour lui succéder comme président du Conseil. Mais les « genro », s'ils avaient pu, au printemps de 1914, dans une crise presque inextricable, se résigner à conseiller au souverain de faire appel, malgré ses convictions bien connues, au comte Okuma, qui était le seul homme d'État capable de rétablir une situation compromise, ils n'étaient aujourd'hui nullement disposés à indiquer à l'Empereur, pour la présidence du

Conseil, le nom de l'homme politique qui représentait par excellence, et plus que le marquis Okuma lui-même, la doctrine parlementaire, le système des Cabinets homogènes et de parti, soutenus par la majorité de la Chambre basse. Ils n'hésitèrent pas, au contraire, à désigner comme le plus apte à recueillir la succession du pouvoir le chef reconnu de la tradition bureaucratique et de gouvernement, étranger et supérieur aux influences des partis parlementaires. Leur candidat fut le maréchal Teraoutsi, l'ancien ministre de la Guerre, présentement gouverneur général de la Corée, homme d'État de premier ordre, d'ailleurs, et hautement digne de prendre sa place à côté des Ito, des Saionji, des Katsura, dans la lignée des grands conducteurs et maîtres de la politique japonaise.

Le 9 octobre, le Cabinet Teraoutsi était constitué : le maréchal y assumait, avec la présidence du Conseil, l'intérim du ministère des Finances ; le vicomte Motono, ambassadeur à Petrograd, y recevait le portefeuille des Affaires étrangères ; les barons Goto et Den, MM. Okada, Matsumuro, Nakashoji étaient nommés ministre de l'Intérieur, des Communications, de l'Education, de la Justice, de l'Agriculture et du Commerce, le

lieutenant-général Oshima et le vice-amiral Kato restant titulaires des ministères de la Guerre et de la Marine. C'était là un Gouvernement fort par les capacités et les talents des membres appelés à en faire partie, et particulièrement propre, par les personnes de son chef et de son ministre des Affaires étrangères, à inspirer confiance aux trois grandes Puissances alliées de la première heure, la France, la Grande-Bretagne, la Russie. Mais il offrait plus de prise encore que le Cabinet Okuma aux objections et à l'opposition fondamentale des partis rangés sous la bannière du combat contre la bureaucratie, les « genro » et les clans. Ces partis venaient précisément de se coaliser et de s'unir, sous la direction du vicomte Kato, en une seule association, le Kensei-kai (Société de la Constitution), disposant de plus de deux cent trente voix à la Chambre des représentants. Là était, pour le nouveau Cabinet, dès son origine, l'obstacle préjudiciel, la cause indéniable du péril. Le maréchal Teraoutsu, toutefois, n'était pas homme à hésiter, surtout lorsqu'il avait conscience de la tâche qui, ne fût-ce que pour une durée limitée, s'imposait à lui. Il combattait à visage découvert pour le Japon et pour les Alliés, se fiant à sa destinée, à son étoile.

VI

Trois semaines seulement après la constitution du Cabinet Teraousti, le Gouvernement chinois, régi, depuis la mort de Yuan-che-kai, par le président Li-yuan-hong, mais resté sans vice-président, se compléta par l'élection à la vice-présidence, à la date du 30 octobre 1916, du général Feng-kouo-chang, commandant en chef des troupes chinoises à Nankin. L'élection fut faite par les deux Chambres du Parlement que Yuan-che-kai avait dissous, et qui, rappelé par le président Li, avait repris session dès le 1^{er} août. Plusieurs scrutins avaient été nécessaires pour faire un choix entre les trois candidats qui se disputaient le poste, et qui tous trois appartenaient à l'armée, chacun d'eux étant soutenu par telle ou telle fraction du Parlement. Feng-kouo-chang, malgré l'attitude conservatrice et modérée qu'il avait jusqu'alors observée, s'était trouvé être, sans doute parce qu'il résidait à Nankin, le candidat des républicains du Sud et du parti avancé du Kuo-ming-tang. Il est possible cependant qu'à son élection aient con-

couru, non seulement les membres du Kuo-ming-tang, mais aussi les membres de partis plus modérés, ayant des sympathies pour sa personne. L'élection a été, d'ailleurs, considérée comme de nature à satisfaire tout ensemble les républicains du Sud et les partis plus conservateurs du Nord. Elle a été suivie, à quelques jours de date, par la désignation et la ratification parlementaire, comme ministre des Affaires étrangères, d'un diplomate de carrière, Wou-ting-fang, qui, après avoir été longtemps secrétaire du vice-roi Li-hong-tchang, puis, à plusieurs reprises, ministre de Chine à Washington, avait, à la fin de 1911, représenté le parti républicain aux conférences de Shanghai où le parti de la République l'emporta. Les deux nominations, bien accueillies l'une et l'autre à Tokyo, et qui ne précédèrent que de peu le règlement définitif entre les deux Gouvernements d'un fâcheux incident survenu en Mandchourie entre les troupes japonaises et la police chinoise, avaient été comme l'occasion et le signal du rétablissement entre les deux Cabinets de relations plus satisfaisantes. La disparition de la personne et du régime de Yuan avait été une première cause d'apaisement : l'attitude observée par le nouveau président Li, par le

vice-président Feng qui, dès son élection, avait fait des déclarations publiques de sympathie à l'égard du Japon, par le ministre Wou-ting-fang enfin qui s'exprimait de même dans les termes du meilleur augure, n'a pu que confirmer et accentuer encore cet heureux revirement.

Lorsque, à la réouverture du Parlement japonais, le 23 janvier 1917, le nouveau ministre des Affaires étrangères, le vicomte Motono, prononça devant la Chambre des représentants son discours sur la politique extérieure de l'Empire, un long et important passage de cette harangue était consacré aux relations sino-japonaises. Le vicomte Motono, avec autant de franchise que de largeur, reconnaissait les fautes qui, de part et d'autre, avaient pu être commises, mais il rappelait tous les actes par lesquels le Gouvernement japonais avait marqué et prouvé son sincère désir d'entretenir avec la Chine les rapports de la plus cordiale entente et de lui faciliter l'accomplissement de toutes les réformes qu'elle se proposait de faire pour son futur développement. Après avoir signalé la situation spéciale qu'occupe le Japon dans les régions de la Chine limitrophes de la Corée et la nécessité pour le Gouvernement impérial de sauve-

garder les intérêts et droits légitimes qu'il a acquis, il a ajouté que le Japon n'a aucune intention de poursuivre une politique égoïste en Chine, qu'il est résolu à demeurer d'accord avec toutes les Puissances intéressées, comme lui, au maintien de l'indépendance et de l'intégrité du territoire chinois et qu'il ne se propose, avec elles, que la prospérité et la paix de la grande République voisine.

Dans une autre partie du discours, le vicomte Motono insistait également sur le désir du Japon d'entretenir les relations le plus sincèrement amicales avec le Gouvernement et le peuple des États-Unis. Il mentionnait incidemment les propositions que des capitalistes américains avaient faites au Gouvernement japonais en vue d'une action commune dans les affaires financières de Chine, en déclarant que le Gouvernement impérial suivrait avec le plus vif intérêt le développement ultérieur du rapprochement économique des deux pays.

Mais le discours était surtout, comme il fallait s'y attendre, un exposé magistral de la politique japonaise dans le grand conflit qui avait ligué contre l'ambition et la barbarie germaniques la plus grande partie du monde civilisé. Il disait la part prise par son pays à cette lutte gigantesque et la ferme résolution

du Japon de défendre, non seulement ses intérêts particuliers, mais ceux de ses Alliés et de l'humanité tout entière. Il commentait les réponses faites par les Alliés, y compris le Japon, à la Note allemande du 12 décembre 1916 et à la Note américaine du 21 du même mois, concernant la prétendue proposition de paix des Gouvernements ennemis et les buts de la présente guerre. Une certaine émotion s'était d'abord manifestée à Tokyo lors de la remise par l'ambassadeur des États-Unis de la Note allemande. Mais le Gouvernement japonais avait aussitôt, comme les autres Alliés, pénétré la vanité et éventé le piège des soi-disant propositions de la duplicité germanique. Il s'était donc pleinement associé à la réponse des Alliés, en marquant cependant, comme l'indiquait le vicomte Motono, que si cette réponse ne contenait pas toutes les conditions de paix que les Puissances alliées exigeraient, il n'avait pas manqué, quant à lui, de prendre toutes les mesures nécessaires pour la sauvegarde de ses droits sur la disposition future des territoires coloniaux reconquis sur l'Allemagne.

Une grande et légitime place était faite aussi dans ce discours aux relations russo-japonaises et à l'accord du 3 juillet 1916 dont

le vicomte Motono avait été lui-même le négociateur et le signataire. « Le Japon et la Russie, ajoutait-il, ont de grands intérêts communs à préserver en Extrême-Orient. L'accord intime des deux nations, de même que notre alliance avec l'Angleterre, constitue une garantie indispensable de la paix dans ces parages. » Il avait dit plus haut de l'alliance avec l'Angleterre qu'elle était la base de la politique extérieure du Japon et que la guerre actuelle avait démontré la solidité infrangible de l'alliance, ainsi que ses indiscutables bienfaits.

Mais l'heure était venue où, par les provocations criminelles de l'Allemagne, et plus encore par l'admirable vigilance et fermeté de la première des Puissances neutres, par l'une des plus hautes et des plus nobles résolutions qu'aient jamais prises dans l'histoire une nation d'un grand cœur et un Gouvernement docile au plus sublime idéal, le théâtre déjà si vaste de la guerre allait s'étendre encore dans des proportions inouïes. L'heure était venue où les buts de la guerre, si clairs, si lumineux pour tous les Alliés unis dans la croisade de la liberté contre la tyrannie, allaient, par l'entrée des États-Unis dans le conflit et par la révolution russe, revêtir plus

de précision encore et de grandeur et confondre dans la défense d'une même cause la liberté des individus comme celle des peuples, les droits de l'humanité comme l'indépendance des Nations. C'est surtout l'accession des États-Unis à la coalition dont les conséquences devaient aussitôt se faire sentir dans toute l'étendue de l'Extrême-Orient et s'y traduire par des sanctions immédiates. La Chine et le Japon avaient fort opportunément, malgré les dernières crises intérieures, recouvré toute la liberté d'esprit et d'action nécessaire pour pouvoir, dans cette phase décisive de la guerre qui mettait presque tout l'univers aux prises avec l'Allemagne, jouer le rôle qui leur appartenait et contribuer aux mesures d'exécution ou de garantie qui seraient requises contre la Puissance de proie désormais condamnée par le verdict des Nations et l'inéluctable destin.

VII

Lorsque, le 4 février 1917, le président Wilson, après avoir tenu pendant plusieurs mois

sous le regard de sa conscience les événements de la guerre et les actes des belligérants, après avoir examiné et médité les réponses faites par les Puissances centrales et par les Alliés à sa Note du 19 décembre 1916, après avoir reçu le 31 janvier l'intimation du Gouvernement allemand sur la reprise sans limites et sans atténuations de la guerre sous-marine, prononça sa sentence et fit connaître solennellement ses résolutions, ce fut pour rompre toutes relations avec l'Empire félon qui, une fois de plus, manquait à ses engagements, et pour ranger les États-Unis aux côtés des Alliés qui menaient le combat de la liberté, de la justice, du droit. Le président Wilson, en faisant, dès le même jour, notifier à toutes les Puissances neutres par ses représentants auprès d'elles les résolutions ainsi prises et la rupture consommée avec l'Allemagne, leur faisait exprimer sa conviction que ce serait travailler à la paix du monde si elles pouvaient toutes adopter une ligne de conduite analogue à celle à laquelle il avait dû lui-même s'arrêter.

Le Japon, lui, était déjà, et depuis la première heure, dans la lutte. Il ne pouvait que saluer, comme il le fit, avec une sincère émotion et gratitude, l'acte généreux par lequel les États-Unis entraient, à leur tour, dans le

conflit pour soutenir la cause de l'humanité et pour avancer l'heure de la paix par la victoire. Il se félicitait, de plus, de voir fortifier par ce nouvel et puissant lien les accords qui, depuis le 30 novembre 1908, existaient entre les deux Gouvernements pour le maintien du *statu quo*, de l'équilibre et de la paix dans le bassin du Pacifique et dans l'Asie orientale. Il saisissait enfin cette occasion de repousser du pied les perfides et niaises manœuvres par lesquelles le Gouvernement allemand avait cru pouvoir l'entraîner avec le Mexique dans une action hostile et traîtresse contre les États-Unis. L'accession des États-Unis à la bonne cause fut célébrée à Tokyo avec autant d'enthousiasme et de foi que dans toutes les autres capitales des Alliés.

Parmi les Puissances neutres, ce fut la Chine qui, la première, entendit et suivit l'appel des États-Unis. Le Cabinet de Pékin adressa sans retard au Cabinet de Washington une réponse par laquelle il faisait connaître dans les termes les plus éloquents son adhésion sans réserve à la communication qui lui avait été transmise. Le ministre Wou-ting-fang envoyait en même temps au Gouvernement allemand une Note de protestation aussi ferme que digne, se terminant par la déclara-

tion que, s'il n'y était pas fait droit, le Gouvernement chinois se verrait obligé de rompre ses relations avec la chancellerie de Berlin. La Chine, élevée dans les maximes de Confucius sur l'identité entre la morale des États et la morale privée, et qui, depuis son adoption du régime républicain, se sentait plus rapprochée encore du Gouvernement des États-Unis auquel la liaient déjà d'anciennes sympathies, avait compris que la Note du président Wilson lui traçait son devoir et lui donnait l'occasion de rectifier l'attitude obscure trop longtemps observée par le président Yuanche-kai dans la grande crise qu'avait ouverte la guerre de 1914. En se plaçant sous l'égide américaine, elle allait du même coup se trouver l'alliée des grandes Puissances d'Occident toutes prêtes à l'accueillir et du Japon avec lequel elle désirait, depuis la mort de Yuan, rétablir des relations, non seulement correctes, mais confiantes et cordiales. Jamais chance meilleure ne pourrait se présenter pour elle de réparer les erreurs commises depuis l'année 1900 et de se concilier le durable appui des Puissances dont il lui importait le plus de rechercher et de cultiver l'amitié.

La Chine ne pouvait oublier, d'autre part, tout ce qu'elle avait eu, depuis vingt ans, à

souffrir de l'Allemagne qui, après avoir fait mine de lui venir en aide en 1895, lui avait, en 1897, arraché par violence la cession à bail du territoire de Kiao-tcheou, lui avait imposé, en 1900, la plus humiliante expiation de l'insurrection des Boxeurs, et qui, depuis lors, n'avait cessé de l'exciter dans un but intéressé d'abord contre la Russie, puis contre le Japon, contre la Grande-Bretagne, contre la France. Le président Yuan avait eu la faiblesse de se laisser circonvenir par les intrigues et les flatteries des agents allemands qui, depuis le début de la grande guerre, avaient réussi à l'entourer. Il les avait laissé exercer leur propagande et répandre dans tout ce pays les nouvelles les plus tendancieuses et les plus fausses sur les événements d'Europe. C'est par eux qu'il avait été encouragé dans sa campagne chimérique de restauration impériale.

C'était, ou jamais, le moment de rompre avec tout ce passé, d'exorciser tous ces spectres. Le ministre Wou-ting-fang, qu'heureusement son long séjour aux États-Unis avait familiarisé avec l'esprit et les idées de la nation américaine, eut la sagesse de ne pas perdre une heure. En vain le Gouvernement allemand s'efforça-t-il de démontrer à la Chine que la

guerre sous-marine ne pouvait la viser ni l'atteindre, et que de grandes précautions seraient prises pour épargner les bâtiments et les sujets chinois. La Chine, n'ayant pu obtenir plus de satisfaction que les États-Unis et aucun autre Gouvernement n'en avaient obtenu, le ministre d'Allemagne, l'amiral von Hintze, sur l'activité duquel l'empereur Guillaume II avait fondé tant d'espérances, reçut ses passeports et dut s'embarquer à Shanghai sur un bâtiment hollandais, avec un sauf-conduit lui assurant le passage par les États-Unis, et de là en Europe. Les ministres de Chine quittèrent de même Berlin et Bruxelles avec tous les consuls et tous les sujets chinois.

La rupture ainsi consommée, le Gouvernement chinois prit, sans plus tarder, les mesures qui s'imposaient à l'égard des concessions allemandes de Tien-tsin et de Han-keou, de même qu'envers les bâtiments allemands internés dans les ports. Il interrompit, d'autre part, jusqu'à la fin des hostilités, tout paiement au Gouvernement et aux sujets allemands des coupons des emprunts, dont le bénéfice servait surtout à la propagande pan-germaniste. L'Allemagne se trouva en même temps exclue, au grand soulagement des

Alliés, du « consortium » financier avec lequel avait été contracté l'emprunt de réorganisation de 1913. Toutes les entreprises commerciales, maritimes, industrielles des Allemands en Chine furent autant que possible suspendues, les sujets allemands dépouillés des privilèges de l'extraterritorialité étant eux-mêmes étroitement surveillés et mis hors d'état de nuire. Le Gouvernement chinois se réservait enfin la faculté de prendre par la suite, à l'exemple des États-Unis, et selon ce que les circonstances exigeraient, toutes les dispositions additionnelles propres à accentuer son attitude envers l'Allemagne.

Le Japon appréciait autant, sinon même plus encore que les autres Alliés, le divorce qui délivrait la Chine de l'emprise allemande. Il accueillit très volontiers cette éventualité nouvelle d'une Chine faisant bloc avec les États-Unis et avec lui contre les Puissances germaniques. Au rêve pangermaniste d'une Allemagne appelée à dominer l'Asie d'un côté, à l'Ouest, par l'Asie-Mineure, le Taurus et la ligne de Hambourg à Bagdad, de l'autre à l'Est, par Kiao-tcheou, le Chan-tong, le Tcheli et toutes les extensions projetées, se substituait l'union, la coopération en Extrême-Orient et sur le Pacifique des trois grands.

États riverains, les États-Unis, le Japon et la Chine, simultanément alliés aux trois grandes Puissances d'Europe, la France, l'Angleterre, la Russie, ayant précisément les plus grands intérêts territoriaux, politiques et économiques en Asie. — Dès aujourd'hui, par l'impuissance à laquelle la réduisent l'effondrement de tout son domaine colonial et la disparition des mers de son pavillon militaire et marchand, l'Allemagne est exclue de cette vaste région du monde où elle avait espéré se créer un Empire. Le Pacifique et l'Asie sont à l'abri de ses atteintes. Il y a là une heureuse portion du globe déjà lavée et purifiée de la souillure, de la lèpre allemande, et qui nous donne l'avant-goût de ce que sera l'univers définitivement affranchi, où les poumons respireront un air libre, où l'humanité pourra reprendre le cours de ses destinées et se vouer en paix à l'avenir de la civilisation pour laquelle la « kultur » teutonne eût été, au cas où elle eût triomphé, un si effroyable péril.

Pendant de longs siècles la Chine et le Japon s'étaient eux-mêmes volontairement enfermés dans leur isolement, exclus de tout rapport avec l'univers. Le continent américain était ignoré, inexistant pour l'ancien monde ; et quand, trois siècles après la dé-

couverte de Christophe Colomb, les descendants des émigrants du Royaume-Uni fondèrent entre le Canada et les embouchures du Mississipi la République des États-Unis, eux aussi, ils eurent d'abord pour politique d'écarter d'eux l'Europe et de ne pas intervenir eux-mêmes dans les affaires européennes. Tels furent, à l'origine, le sens et le but de la doctrine formulée en 1823 par le président Monroe. Or, il est arrivé que ce sont les États-Unis qui ont les premiers, de 1840 à 1853, successivement ouvert au commerce et aux rapports internationaux la Chine, la Corée, le Japon. Et c'est le président Wilson qui aujourd'hui fait de la doctrine de Monroe la formule même de l'union entre l'ancien et le nouveau monde. « Je propose, disait-il dans un message au Sénat du 22 janvier dernier qui contenait ses vues sur la future paix, sur les garanties et sanctions de cette paix ; je propose que les diverses nations acceptent d'accord la doctrine du président Monroe comme la doctrine du monde, qu'aucune nation ne cherche à imposer sa politique à un autre pays, mais que chaque peuple soit libre de fixer lui-même sa politique personnelle et de choisir sa propre voie vers son développement. » Et il ajoutait dans son adresse inaugurale du 4 mars :

« Nous ne sommes plus des provinciaux : les événements tragiques des trente mois de guerre que nous venons de vivre nous ont constitués citoyens du monde. Toutes les nations sont également intéressées à la paix du monde, à la stabilité politique des peuples libres et sont également responsables de leur maintien. » C'est ainsi dans la région de l'univers jadis le plus fermée aux communications avec le dehors, et par l'initiative de la grande République du nouveau monde la plus rebelle par principe à tout accord avec l'Europe qu'aura été scellé, dans la présente guerre, le pacte d'alliance le plus vaste et le plus compréhensif qui ait jamais uni les hommes. Ce sera le grand et impérissable honneur du président Wilson d'avoir été l'initiateur et comme le prédicateur de cette nouvelle croisade. Ce sera aussi pour les deux nations de l'antique Asie, pour le Japon allié de la veille, pour la Chine qui a entendu l'appel des États-Unis, un titre glorieux d'avoir été, dans cette lutte, du côté de la justice et du droit contre la barbarie, du côté de la lumière contre les ténèbres.

VIII

A la fin du mois de janvier de cette année, le lendemain même du remarquable discours prononcé par le vicomte Motono devant la Chambre basse sur la politique extérieure de l'Empire, le Gouvernement japonais avait dû dissoudre la Chambre des représentants dont la majorité avait voué une opposition irrécyclable, une véritable obstruction contre le Cabinet. Le motif de cette obstruction était le grief préjudiciel contre le Cabinet de n'avoir pas été formé selon les principes du gouvernement parlementaire, d'être l'élu des « genres » et des clans, de représenter, non la nation, mais la tradition bureaucratique et militaire. A ce grief, articulé par le vicomte Kato, chef du Kensei-kai et de toute la coalition antiministérielle, le maréchal Teraoutsi répondit, le 9 février, dans un discours adressé à la réunion des gouverneurs de provinces en rappelant que, d'après la Constitution impériale de 1889, les ministres sont responsables, non devant les Chambres, mais devant l'Empe-

reur ; que, d'ailleurs, le Parlement comprend, non seulement la Chambre des représentants, mais la Chambre des Pairs, que la Chambre basse ne peut donc à elle seule inspirer ou dicter la politique du Gouvernement. Il ajoutait que le Cabinet, loin de méconnaître l'importance de la Chambre basse, s'était, au contraire, attaché à lui exposer ses intentions, ses desseins, et s'était efforcé de rallier ses suffrages, qu'il regrettait de n'avoir pu la convaincre, mais qu'il ne pouvait vraiment renoncer pour elle au devoir d'accomplir la tâche que le souverain lui avait confiée.

Les élections générales pour le renouvellement de la Chambre ainsi dissoute viennent d'avoir lieu, à la date du 20 avril. Elles ont eu pour résultat la défaite de l'opposition, réduite de deux cent trente à cent cinquante-cinq voix, et la victoire du Cabinet qui disposera désormais de deux cent seize voix. Non que le Cabinet, qui demeure fidèle à ses origines et à son principe, entende se subordonner à un parti proprement parlementaire, mais, et tout en n'étant responsable que devant l'Empereur, il ne fait pas difficulté d'être soutenu dans la Chambre nouvelle par le parti constitutionnel (Seiyukai) qu'avait jadis fondé le prince Ito, sur lequel s'étaient, l'un après

l'autre, appuyés, non seulement le prince Ito et le marquis Saionji, mais le prince Katsura et l'amiral Yamamoto, et qui vient d'obtenir aux élections générales cette majorité de plus de deux cents voix.

Le maréchal Teraoutsi et le vicomte Motono, ministre des Affaires étrangères, restent donc au pouvoir et se consacreront avec plus de sérénité et de confiance aux grands objets extérieurs ou domestiques qui réclament toute leur attention. Les sympathies envers notre pays du maréchal Teraoutsi qui, après avoir été l'élève de notre école de Saint-Cyr, est revenu pour plusieurs années à Paris comme attaché militaire, et du vicomte Motono, docteur en droit de notre Université, et qui, dans ses différentes missions à Bruxelles, à Petrograd, à Paris, s'est montré un constant et sincère ami de la France, nous sont un sûr garant de l'esprit dont continuera de s'inspirer leur Gouvernement. Les déclarations faites par eux en octobre 1916, comme au mois de janvier 1917, ne nous laissent aucun doute sur la façon dont ils poursuivront leur tâche envers leur propre pays et envers les Alliés. Les dispositions dont le vicomte Motono, dans son discours du 23 janvier dernier, s'était déjà fait l'interprète à l'égard des États-Unis

et de la Chine n'ont pu être que singulièrement confirmées et fortifiées par les événements survenus depuis lors et par le fait que les États-Unis et la Chine se sont maintenant ralliés à notre cause commune. Il n'en aura qu'une autorité et une facilité plus grandes pour resserrer les liens entre les trois Gouvernements dont l'objet et l'œuvre consisteront, en secondant de tout leur pouvoir les efforts des Alliés, à préserver cette région du monde, non pas seulement pendant la présente guerre, mais après le rétablissement de la paix, contre un retour offensif de l'ennemi. Ce n'est pas, en effet, pour un jour et pour une seule campagne que la ligue entre les trois riverains du Pacifique doit s'être ainsi faite et constituée contre l'Empire insolent et jaloux qui, par la bouche de Guillaume II, avait successivement dénoncé le péril américain et le péril jaune : elle devra, au contraire, survivre à la victoire et réaliser ce qui a été, dès le début de l'ère de Meiji, le noble idéal de la révolution japonaise, l'union durable entre l'Orient et l'Occident.

15 mai 1917.

CHAPITRE IV

LES DERNIERS ÉVÉNEMENTS DE L'EXTRÊME-ORIENT

(Août-Novembre 1917)

I

2 août 1917.

La dernière des puissances asiatiques, situées à l'est du détroit de Malacca, qui n'eussent pas encore rompu avec l'Allemagne, le Siam, vient de se déclarer en état de guerre avec l'Empire allemand et de prendre les mesures qui résultent de cette déclaration. — L'Allemagne avait au Siam, par ses nombreux résidents et agents, par ses Compagnies de navigation qui avaient à peu près absorbé le cabotage de ces régions, par ses intérêts dans les chemins de fer, dans les mines et dans les banques, par les protégés chinois dont elle avait fait sa clientèle, une base d'action dont jusqu'à la dernière heure elle a usé et abusé

pour combattre les Alliés et pour machiner ses intrigues contre l'Inde, l'Indo-Chine, les possessions néerlandaises, les Philippines, Hong-kong, et tous les établissements occidentaux en Extrême-Orient. — Le repaire d'action malfaisante et dangereuse est désormais fermé : tout l'Extrême-Orient et tout le bassin du Pacifique sont pour l'Allemagne des lieux clos et interdits.

La Chine qui, après avoir rompu ses relations diplomatiques avec l'Allemagne, et au moment où elle s'apprêtait à lui déclarer la guerre, avait été surprise et troublée par des discussions intérieures, vient heureusement de recouvrer le calme et l'unité. Elle va, comme nous l'annoncent les plus récentes dépêches, pouvoir achever l'œuvre d'émancipation qu'elle avait, en principe, résolue dès le 12 mars de cette année, et se ranger définitivement aux côtés des Alliés contre la puissance de proie qui, depuis vingt ans, lui a fait tant de mal.

Ce sont, à n'en pas douter, les manœuvres germaniques, c'est l'or allemand qui, par la corruption de certains organes de la presse indigène et par l'exploitation des passions de partis, avaient, pendant quelques semaines, interrompu l'œuvre d'affranchissement du

Gouvernement chinois. Au moment où le président du Conseil, Touan-k'i-jouei avait demandé au Parlement de Pékin la ratification de la déclaration de guerre contre l'Allemagne, le Parlement, sans s'opposer à cette mesure, avait prétendu en subordonner l'adoption au règlement préalable de certaines questions, ou plutôt de certains conflits d'ordre intérieur. Le président de la République, Li-yuan-hong, prenant parti pour le Parlement, avait congédié le premier ministre qui s'était retiré à Tien-tsin pour y chercher auprès de ses partisans les moyens de défendre et faire prévaloir sa politique. C'est alors que s'ouvrit la période obscure pendant laquelle les divers partis chinois, groupés autour de certains hommes politiques ou de certains généraux, se livrèrent alternativement à leurs négociations ou à leurs luttes. Tandis que le président Li-yuan-hong s'appuyait à Pékin sur une fraction du Parlement et qu'à Tien-tsin l'ex-président du Conseil, Touan-k'i-jouei, cherchait à reprendre le pouvoir, le général Feng-kouo-chang, vice-président de la République, résidant à Nankin, se réservait ; les républicains avancés, réunis à Shanghaï, attendaient le mot d'ordre de leurs chefs, notamment de l'ex-président Sun-yat-sen. Le général Tchang-

hiun, enfin, commandant des troupes à Siu-tcheou-fou, sur la frontière du Chantong et du Kiang-sou, et qui, depuis l'année 1911, avait, par son influence sur l'armée, joué à plusieurs reprises un rôle considérable dans les diverses phases de la Révolution, se laissait solliciter et, au besoin, s'offrait lui-même comme médiateur et arbitre entre les partis. Tchang-hiun, appelé à Pékin par le président Li, s'était décidé à s'y rendre. Il paraissait tout d'abord se présenter comme médiateur, en effet, entre le président Li, Touan-k'i-jouei, le vice-président Feng, etc., lorsque soudain, et à l'instigation de conseillers ou d'agents qui n'étaient peut-être que des instruments de l'intrigue allemande, il se risqua à tenter, par un coup d'État imprévu, la restauration de la dynastie mandchoue. Dans la nuit du 30 juin au 1^{er} juillet, il pénétrait chez le président Li, lui annonçait sa déposition et l'avènement comme empereur du prince Pou-yi, le dernier héritier de l'ancienne dynastie, âgé de 11 ans.

Pendant quelques jours, il semblait que la restauration fût un fait accompli. Mais le président Li avait pu se réfugier à la légation du Japon, d'où il avait fait parvenir au vice-président Feng, par un homme sûr, les sceaux

et attributs de la présidence. Touan-k'i-jouei et le vice-président Feng organisaient en hâte la résistance. Une armée républicaine, formée des divers corps échelonnés entre Tien-tsin et Pékin, s'avancait sur la capitale, y entraît presque sans coup férir le 4 juillet et réduisait à merci les derniers soldats de Tchang-hiun qui, après avoir fait signer à l'empereur son acte d'abdication, se réfugiait à la légation des Pays-Bas. Dès le 5 juillet, le vice-président Feng, en vertu de la Constitution de 1812, succédait régulièrement au président Li, et, le 6, il rappelait à la présidence du Conseil l'ancien premier ministre Touan-k'i-jouei.

Le premier acte de Touan-k'i-jouei réinstallé a été d'annoncer sa ferme intention de proposer au nouveau président la rupture définitive de la Chine avec l'Allemagne et la déclaration formelle de l'état de guerre. Ainsi se fermera sur les rêves et chimères de la politique pangermaniste cette porte d'Extrême-Orient où avaient passé depuis 1897 tant de songes de l'empereur Guillaume II. Ainsi se consommera contre les tentatives de l'emprise allemande l'union victorieuse des puissances d'Asie avec les États-Unis et toute l'Europe alliée.

II

15 août 1917.

Le nouveau Président de la République chinoise, le général Feng-kouo-chang, est installé à Pékin. Le cabinet, dont le général Touan-k'i-jouei a repris la présidence, est composé d'hommes connus et déjà éprouvés, dont la plupart avaient appartenu aux premiers Cabinets républicains de l'année 1912. Ce sont : aux Affaires étrangères, Wang-tassie, ancien ministre à Londres et à Tokyo, qui fut en 1908 chargé d'étudier spécialement la constitution anglaise ; à l'Intérieur, Tang-houa-long, ancien vice-président de la Chambre ; aux Finances, Liang-chi-tchao, élève du fameux Kang-yu-wei et l'un des meilleurs journalistes de la Chine ; à la Justice, Ling-tchang-ming, qui fut chef du secrétariat du Parlement en 1912 ; à l'Instruction publique Fan-yuan-lien, qui a déjà occupé ce même poste dans plusieurs Cabinets antérieurs ; aux Communications, Tsao-jou-lin ; à la Marine, l'amiral Lieou-kouan-hiong qui

avait déjà occupé ce même poste dans le premier Cabinet de la République. Le portefeuille de la Guerre est détenu par le général Touan, président du Conseil.

* * *

Tous ces ministres appartiennent, comme le président Feng lui-même, au parti républicain modéré, c'est-à-dire aux républicains de Gouvernement, qui comprennent que la République doit reposer sur les principes d'ordre et d'autorité, en même temps que de liberté. Déjà le président du Conseil, le général Touan, a fait connaître que le nouveau Cabinet n'entend nullement se passer du concours du Parlement, mais que le Parlement doit, de son côté, conformément à la Constitution, ne pas rendre impossible par son obstruction ou opposition systématique l'exercice du pouvoir.

Le nouveau Cabinet a, d'ailleurs, dès les premiers jours de ce mois, décidé, comme Touan l'avait déjà proposé en juin à l'ex-président Li-yuan-hong, de déclarer la guerre à l'Allemagne. Il a donc besoin de toute sa liberté d'action pour mener à bien la tâche qu'il a assumée, et qui fait de lui désormais l'allié de l'Entente contre les Puissances ger-

maniques. Il est à présumer et à espérer que les mécontents et opposants du Sud ne sont en ce moment ni assez forts ni assez soutenus pour pouvoir contrarier le Gouvernement du président Feng et de son premier ministre, qui tous deux représentent sans nul doute la grande majorité et les véritables aspirations de la Chine, et qui sont, à ce titre, assurés de trouver chez les Alliés, de la part des États-Unis et du Japon comme de l'Europe, tout l'appui et tout le concours désirables.

Le Japon qui, dès la première heure, s'est, comme allié de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie, rangé à nos côtés, les États-Unis qui ont avec tant de grandeur et de générosité pris leur place d'honneur et de devoir dans la lutte contre la tyrannie et la barbarie teutoniques, la Chine qui a si noblement suivi l'exemple et l'appel de ses deux puissants voisins, sont aujourd'hui, et le Siam, avec eux, associés et unis dans la même ligue pour l'indépendance des nations et la liberté du monde. Ils forment, dans la grande Alliance, cette Union de l'Extrême-Orient et de l'Océan Pacifique qui est en elle-même une garantie si sûre pour le présent et pour l'avenir contre les convoitises et les menaces de l'ambition pangermaniste.

*
* *

L'Allemagne avait jusqu'au dernier moment fondé de grands espoirs, des projets de longue portée sur la Chine. L'amiral von Hintze, transféré du Mexique à Pékin pour y être l'instrument de la politique avide et traîtresse de Guillaume II, avait, par les menteuses promesses, par l'or, l'intrigue, la corruption, troublé les partis, inquiété les consciences, égaré certains hommes qui ont payé cher leur erreur. Aujourd'hui, après la défaite de l'éphémère tentative de restauration impériale de Tchang-hiun, après l'installation du Président Feng-kouo-chang à Pékin, tout ce mauvais cauchemar se dissipe. Le Gouvernement républicain, au lendemain de sa déclaration de guerre contre l'Allemagne, achèvera de prendre à l'égard des concessions allemandes de Tien-tsin et de Hankeou, comme des bâtiments allemands réfugiés dans les différents ports et des agents restés en territoire chinois, les mesures définitives qui s'imposent.

Déjà les Alliés ont pu, en matière financière, s'affranchir eux-mêmes et affranchir la Chine d'une servitude qui leur pesait lourdement.

Ils ont, le 18 juin dernier, à la date où expirait le contrat conclu en 1912 entre les banques des différents pays intéressés, pour les emprunts contractés par la Chine, mis fin aux engagements dans lesquels l'Allemagne avait sa part. Ils ont, à la même date, signé entre eux un nouveau contrat, dont l'Allemagne est naturellement exclue, et qui leur réserve, à eux seuls, la faculté de traiter avec le Gouvernement chinois. Il y a là, pour la Chine et les Alliés, comme le signe et le gage de la nouvelle ère qui s'ouvre, et dans laquelle leurs efforts et leurs intérêts vont et doivent se confondre.

La terre de Confucius, le grand pays où a été, six siècles avant le Christ, proclamée et mise en pratique la doctrine de l'identité entre la morale publique des États et la morale privée, ne pouvait, dans la lutte présente de la civilisation et du droit contre la barbarie, qu'être, comme l'a décidé son nouveau Gouvernement, du parti et de l'armée des Alliés.

III

31 août 1917.

Les dernières nouvelles de Washington, de Tokyo, de Pékin, nous montrent comment, après la rupture diplomatique et la déclaration de l'état de guerre entre les États-Unis et l'Allemagne, la jonction, la soudure s'est faite, par un enchaînement aussi spontané que nécessaire, entre l'Amérique et l'Asie, entre la grande République fédérale du Nouveau-Monde, l'Empire du Mikado et l'immense terre des fils de Confucius.

Le président Wilson, lorsqu'il avait pris le 4 février 1917 la résolution de rompre avec la Puissance traîtresse et félonne qui l'avait trompé, avait notifié cette mesure aux États neutres en ajoutant que, dans sa pensée, et pour hâter l'heure de la paix, les neutres n'avaient pas d'autre conduite à suivre que celle dont il leur donnait le signal. La Chine avait été la première à répondre à cet appel. Elle ne l'avait pas fait cependant sans consulter d'abord le Gouvernement japonais qui, entré dès la première heure dans la lutte et

fidèle allié de l'Entente, avait si loyalement rempli son devoir envers l'Europe comme envers l'Orient. Nous savons, par le discours que le vicomte Motono prononça le 26 juin au Parlement japonais, que le Cabinet de Tokyo, heureux de la généreuse initiative prise par les États-Unis, avait aussitôt conseillé au Cabinet de Pékin de suivre l'avis venu de Washington et de rompre, lui aussi, avec l'Allemagne. A la date où le vicomte Motono prononçait ce discours, la Chine, bien qu'ayant rompu ses relations diplomatiques avec l'Empire allemand, ne s'était pas encore décidée à lui déclarer la guerre. Elle était alors menacée de dissensions intestines qui, heureusement, après la vaine tentative de restauration impériale du général Tchang-hiun, ne tardèrent pas à être conjurées. Le Japon, qui avait eu confiance dans un prompt rétablissement de l'ordre, se réjouit hautement de voir la République chinoise triompher des difficultés qui lui avaient été suscitées et décréter, dès l'installation à Pékin du président Feng-kouo-chang, la déclaration de guerre contre les Puissances germaniques.

Le Gouvernement japonais avait, dans l'intervalle, envoyé aux États-Unis une mission extraordinaire, non seulement pour féliciter

le Gouvernement fédéral de son entrée dans la lutte, mais pour examiner et étudier avec lui, comme les missions française, anglaise et italienne avaient déjà commencé à le faire, les mesures qu'il y aurait lieu de prendre sur les divers théâtres de la guerre. La mission japonaise, qui vient d'être reçue à Washington par le président Wilson, a pour chef le vicomte Ishii, ancien ambassadeur à Paris et ancien ministre des Affaires étrangères. Ses principaux membres sont le vice-amiral Takeshita, représentant du département de la Marine, le général Sagano, représentant du département de la Guerre, M. Nagai, fonctionnaire du ministère impérial des Affaires étrangères. La composition même d'une telle mission atteste quelles peuvent être l'étendue et l'importance de son objet. Les forces vives du Japon y ont toutes leurs délégués. Le langage tenu par le vicomte Ishii dès son débarquement, la lettre du Mikado à M. Wilson dont il était porteur et dont les termes ont été publiés, suffisent à marquer l'esprit qui anime la mission et la ferme résolution du Gouvernement japonais de se tenir en parfait accord avec le Gouvernement des États-Unis.

La Chine étant inspirée du même désir, et les États-Unis, comme le Japon, étant, d'autre-

part, décidés à considérer la Chine comme une alliée et à adopter envers elle une politique commune, l'Asie orientale et le bassin du Pacifique sont aujourd'hui unis, et rien ne saurait troubler leur concert. L'Allemagne avait, depuis 1897, et surtout depuis 1907, constamment cherché, et parfois réussi, par ses intrigues et manœuvres, à créer la division, les défiances, soit entre la Chine et le Japon, soit entre les États-Unis et le Japon. Elle pratiquait en Asie la même politique malfaisante et perturbatrice par laquelle elle avait si longtemps étayé et maintenu sa domination sur l'Europe. Cette tactique est désormais déjouée et ruinée. Après avoir successivement dénoncé le péril américain et le péril jaune, l'Allemagne est apparue elle-même comme le péril fatal et imminent contre lequel l'univers tout entier avait à se défendre. C'est contre elle que s'est faite l'unité du monde et, entre autres, par l'action des États-Unis, du Japon, de la Chine, cette union du Pacifique qui a mis fin aux dangereuses chimères, aux rêves monstrueux du « pangermanisme ». Une telle union, dont l'effet immédiat a été l'élimination de l'Allemagne des mers comme des continents de l'Extrême-Orient, est appelée, en survivant à la présente guerre, à demeurer la

digue efficace contre tous les projets de représailles et de relèvement qui pourraient être encore conçus et caressés entre Berlin et Hambourg. Ni les États-Unis, ni le Japon, ni la Chine, ne se prêteront à ce que l'Allemagne tente de nouveau la croisière audacieuse qui lui avait permis de s'installer, comme un défi, à la pointe du Chan-tong.

La mission du Japon aux États-Unis, si elle doit permettre au Gouvernement mikadoul de régler avec le Gouvernement fédéral les points essentiels de leur politique commune dans le bassin du Pacifique et l'Asie orientale, nous est, en outre, le gage de son désir de rester associé à tous les grands desseins des Alliés, partout où son concours peut être requis. Washington est certes, à cet égard, l'un des centres où il y a le moins d'apparence que puisse jamais être, un seul instant, méconnue ou négligée la nécessité du concert et de l'union qui, sur toute l'étendue de l'infini théâtre de la guerre, s'imposent à la coalition de la liberté, du droit et de la justice contre la barbarie germanique. « Le Japon, a dit le vicomte Motono dans son discours du 26 juin de cette année, le Japon, fidèle à sa politique envers les Alliés, continuera à collaborer de tout son pouvoir et avec une ferme

persévérance, avec les Alliés, jusqu'à ce que la grande œuvre commune soit entièrement accomplie. »

IV

13 octobre 1917.

Le Japon a compris que, du jour où les États-Unis, qui, jusqu'alors, s'étaient tenus en dehors des affaires de l'Europe, revendiquaient leur place dans le grand conflit mondial et consacraient à cette tâche la totalité de leurs forces et de leurs ressources, il lui appartenait à lui-même de saluer et de reconnaître cette puissante initiative en envoyant à Washington une ambassade extraordinaire présidée par l'un de ses diplomates et hommes d'État les plus éminents et composée de représentants de son armée et de sa marine, comme de son Gouvernement.

Le Japon, par sa situation géographique entre l'Amérique et l'Asie, par sa puissance militaire et navale, par le prodigieux accroissement industriel et financier qu'il a pris dans ces trois dernières années, par la loyauté et le dévouement avec lesquels il a rempli ses de-

voirs envers l'Entente, a démontré la valeur et fait apprécier les résultats de son concours. Ses relations particulièrement intimes avec la Grande-Bretagne et la Russie, son influence en Chine et sur les autres États d'Asie, qui font de lui le puissant intermédiaire entre l'Orient et l'Occident, le désignent plus que jamais, depuis le 4 février de cette année, c'est-à-dire depuis la rupture des États-Unis avec l'Allemagne, pour le rôle qu'il est sans doute appelé à jouer dans cette période d'une si redoutable gravité. Nous n'en sommes pas encore à ce moment qui, selon l'expression empruntée à l'illustre général Nogi, a été baptisé du nom du « dernier quart d'heure japonais ». Mais l'extrême attention apportée par le Gouvernement mikadoual aux événements présents, la mission même du vicomte Ishii, le langage tenu par l'ambassadeur ainsi que par le vicomte Motonó qui lui a succédé au ministère des Affaires étrangères, attestent qu'au jugement du Japon comme des États-Unis, c'est à ce quart d'heure qu'il faut se préparer pour ramasser toutes les chances de succès, pour concentrer toutes les énergies qui doivent nous assurer l'avantage final.

Nous savons déjà que le Japon s'est entendu avec les États-Unis sur les points essen-

tiels de leur politique commune en Extrême-Orient, notamment envers la Chine, entrée, elle aussi, dans la grande Alliance, et de l'action économique à exercer pour soustraire définitivement l'Asie orientale et le bassin du Pacifique aux entreprises et aux menaces des Puissances germaniques. Le Japon et les États-Unis paraissent, en outre, avoir déterminé de concert les conditions dans lesquelles seraient ménagés entre eux l'échange des matières premières requises pour les industries de guerre et le mutuel concours de leurs flottes militaires et marchandes. Nul doute non plus que les deux alliés ne se soient garanti l'un à l'autre toutes les facilités commerciales et financières qu'exige l'accomplissement de leurs devoirs réciproques.

L'Océan Pacifique, le Japon et la Corée, les deux lignes ferrées du Sud-Mandchourien et du Transsibérien restent, sinon les seules, du moins les plus sûres voies de communication entre l'Amérique et la Russie. Les États-Unis et le Japon sont, en outre, à cette heure de la guerre, les deux alliés les plus en mesure de prêter leur concours, par la grande artère des lignes susdites, aux armées russes et au Gouvernement de Petrograd. Que le Japon soit, comme les États-Unis, résolu à lutter jusqu'au

bout contre le commun ennemi, c'est ce que confirment les déclarations faites, tant par le vicomte Motono et le maréchal Teraoutsi dans leurs discours de la dernière session parlementaire que par le vicomte Ishii à Washington et à New-York. Les entretiens qui viennent d'avoir lieu à Washington entre le vicomte Ishii, le président Wilson et les membres du Cabinet fédéral n'ont pu que préciser et fortifier les vues des deux Gouvernements sur leur action concertée dans la présente phase de la guerre.

V

15 novembre 1917.

Le nouvel accord qui vient d'être conclu entre les États-Unis et le Japon sous la forme de lettres échangées entre le vicomte Ishii, ambassadeur en mission extraordinaire, et M. Lansing, secrétaire d'État du Gouvernement fédéral, est la suite, le complément, la mise au point du premier accord signé le 30 novembre 1908 entre les deux pays. Il y a entre ces deux accords le même lien, le même progrès qu'entre les accords successifs conclus

de 1907 à 1916 entre le Japon et la Russie.

Par l'accord du 30 novembre 1908, les États-Unis et le Japon, après s'être déclarés mutuellement résolus à respecter les possessions territoriales leur appartenant dans le bassin du Pacifique et à encourager le libre développement de leur commerce dans cette région, s'étaient engagés à maintenir le *statu quo* de l'Orient, l'indépendance et l'intégrité de la Chine, ainsi que le principe de la porte ouverte et de l'égalité de traitement pour le commerce et l'industrie de toutes les nations dans l'Empire du Milieu. Ils avaient ajouté qu'au cas où le *statu quo* et les principes ainsi établis seraient menacés, ils étaient prêts à s'entendre l'un avec l'autre pour l'examen des mesures de défense et de conservation qu'il y aurait lieu de prendre.

Par le nouvel accord du 2 novembre 1917, les deux Puissances aujourd'hui alliées dans la lutte contre les Puissances germaniques, et déjà déterminées à préserver dans tout le bassin du Pacifique la défense de leurs intérêts et droits communs, ont jugé nécessaire de définir avec plus de précision leur attitude et leur politique dans l'Asie orientale, notamment en ce qui concerne la Chine, devenue, elle aussi, leur alliée dans la guerre actuelle.

Les États-Unis reconnaissent expressément, dans les lettres échangées entre M. Lansing et le vicomte Ishii, les intérêts spéciaux que crée au Japon sa proximité géographique, sa contiguïté de frontières avec la Chine. Les deux Puissances s'accordent en même temps à maintenir intactes la souveraineté territoriale et l'indépendance de la Chine et à respecter les principes déjà antérieurement énoncés en ce qui regarde la porte ouverte et les droits commerciaux ou économiques accordés par la Chine aux autres nations.

Toute cause de malentendu ainsi écartée, les États-Unis et le Japon peuvent, en toute sécurité et confiance, se dédier à la tâche commune des Alliés et aux devoirs que leur impose la grande guerre.

Cet accord, en donnant une force nouvelle aux liens qui, déjà, unissaient les deux Gouvernements et les deux pays, nous est un gage de l'énergie avec laquelle sera poursuivie l'œuvre de nos alliés de l'Extrême-Orient et de l'Extrême-Occident. La guerre présente qui a gagné de proche en proche les extrémités du monde, en s'étendant jusqu'à ce lointain Pacifique, nous faisait une nécessité de constituer sur ce front reculé les défenses et les barrages propres à prévenir tout retour offensif de

l'ennemi. Les États-Unis et le Japon, et avec eux la Chine, y ont pourvu. Nous n'avons, de ce côté, ni danger, ni surprise à redouter. L'union des Puissances du Pacifique est ainsi, dans la grande alliance, comme une garantie additionnelle dont la valeur nous est hautement précieuse.

La garantie résultant de cette union et de l'accord conclu le 2 de ce mois à Washington vaut, non seulement pour la guerre qui se poursuit jusqu'aux extrémités du monde, mais aussi pour l'après-guerre. Le Japon, qui avait déjà pris part à la Conférence économique tenue à Paris au mois de juin 1916 et qui avait, sans retard, dès le retour de son délégué à Tokyo, étudié les mesures destinées à assurer l'exécution du programme concerté entre les Alliés, a tenu, concurremment avec la mission diplomatique que remplissait le vicomte Ishii, à envoyer aux États-Unis une mission économique. Cette seconde mission, dont les délégués viennent d'arriver à Washington, a pour président le baron Megata, membre de la Chambre des pairs, qui, après une longue carrière au ministère des Finances de Tokyo, a été le réorganisateur des finances de la Corée. Parmi les membres de la mission figurent, à côté de fonctionnaires des départe-

ments des Finances et de l'Agriculture, les représentants des grands établissements industriels et financiers du Japon. C'est dire quelle part dans l'œuvre de guerre et d'après-guerre le Japon compte prendre à la ligue de commune défense des Alliés.

Longtemps l'Allemagne avait cru pouvoir, dans son inlassable travail de mines, d'embûches, de corruption et d'intrigue, diviser, opposer les uns aux autres la Chine, le Japon, les États-Unis. C'est l'union du Pacifique qui leur répond aujourd'hui. A Washington, comme à Pékin et à Tokyo, il n'y a qu'une même pensée, une même résolution : celle de lutter sans trêve contre l'ennemi de l'humanité, contre l'artisan infernal des perfidies, des trahisons et des pièges par lesquels l'Allemagne avait préparé la guerre de 1914. Au souverain qui avait successivement inventé et évoqué, d'abord le péril jaune, puis le péril américain, l'Extrême-Orient et les États-Unis ont fait la seule réplique qu'il convînt de lui opposer : la Ligue contre le péril allemand.

TABLE

INTRODUCTION	VII
--------------------	-----

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — L'HÉGÉMONIE ALLEMANDE ET LE RÉVEIL DE L'EU- ROPE.....	3
CHAPITRE II. — L'EUROPE CENTRALE ET LES ÉTAPES DE LA POLITIQUE GERMANIQUE.....	65
CHAPITRE III. — L'ALLEMAGNE ET LA PSYCHOLOGIE DES PEUPLES.....	121
CHAPITRE IV. — LA REVANCHE LATINE.	169

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER. — L'ÉVOLUTION DE L'ASIE ORIENTALE ET LE RÔLE DU JAPON.....	201
CHAPITRE II. — LE JAPON, SA MIS- SION ET SON RÔLE DANS LES RAP- PORTS ENTRE L'ORIENT ET L'OC- CIDENT.....	249
CHAPITRE III. — L'EXTRÊME-ORIENT PENDANT LA GUERRE (1914-1917).....	275
CHAPITRE IV. — LES DERNIERS ÉVÉNE- MENTS DE L'EXTREMÊ-ORIENT.....	335

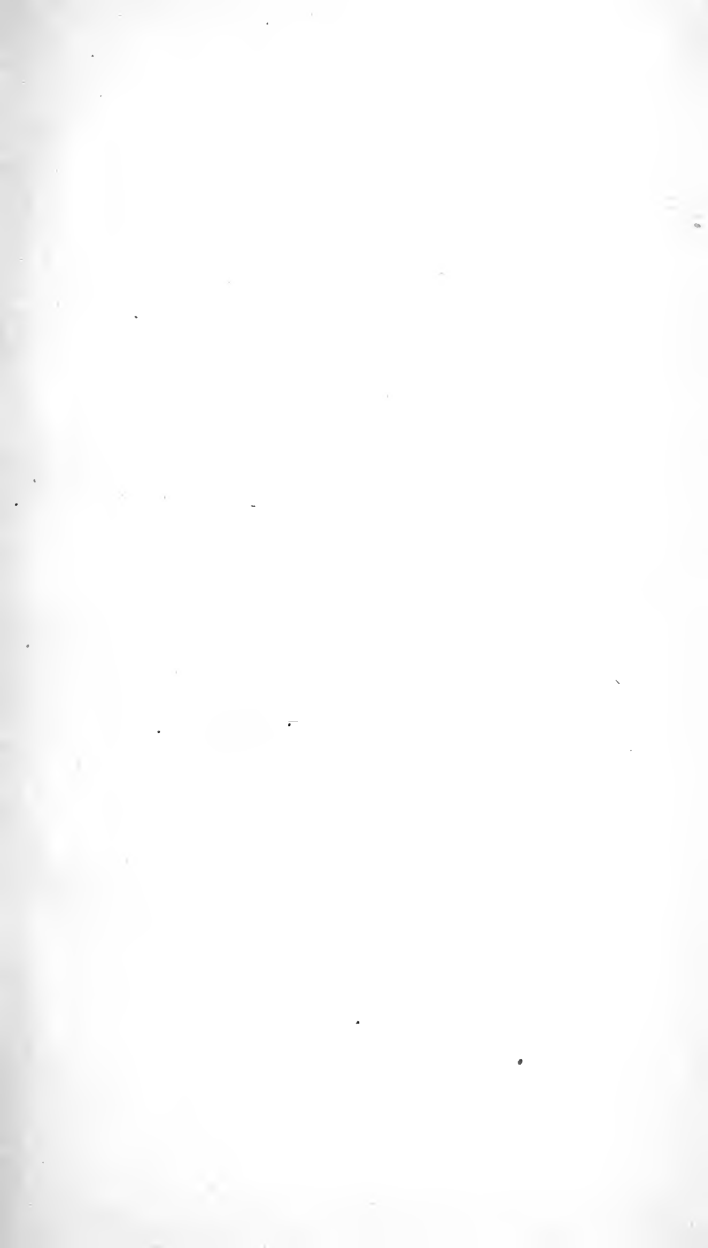
SAINT-AMAND (CHER). — IMPRIMERIE BUSSIÈRE.
7545-2-18.

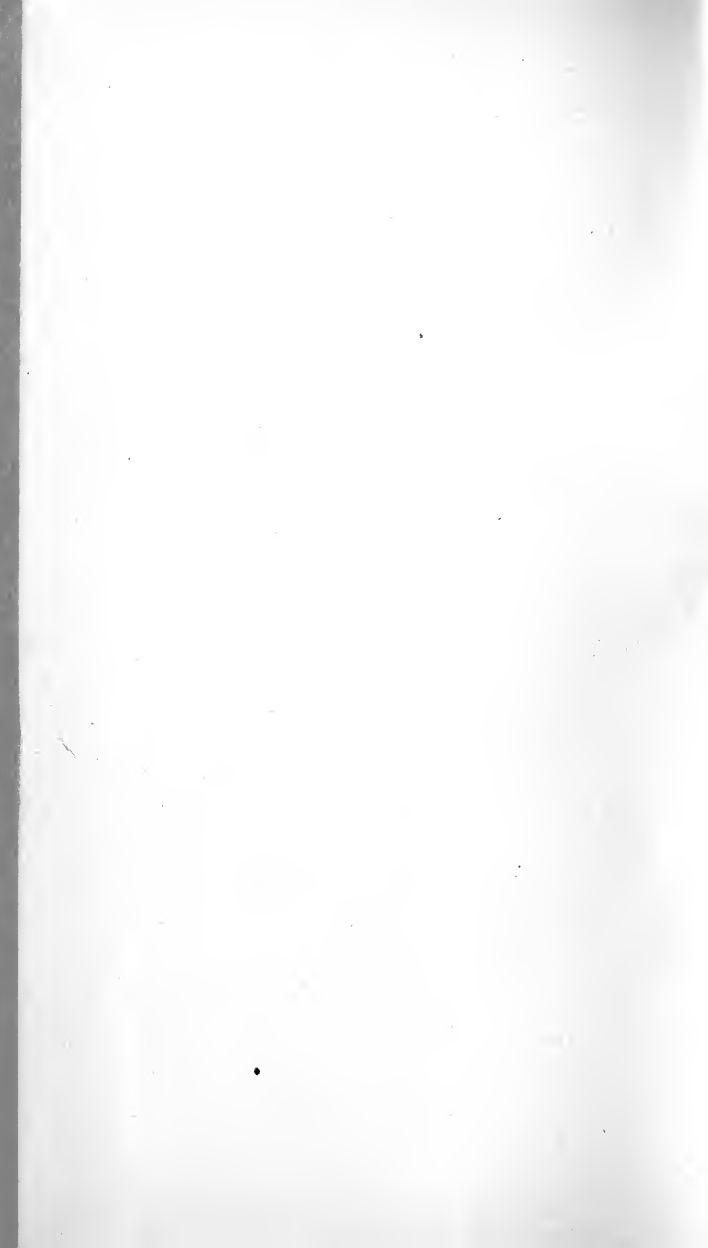
LE D '18

DERNIÈRES PUBLICATIONS

Format in-18 à 3 fr. 50 le volume

	Vol.		Vol.
ADOLPHE ADERER		ANATOLE FRANCE	
Les Allemands de toujours	1	Le Génie latin.....	1
RENÉ BAZIN		PIERRE GOURDON	
La Closerie de Champ-		La Réfugiée.....	1
dolent.....	1	GYP	
MARCEL BERGER		La Dame de St-Leu.....	1
Le Miracle du Feu.....	1	LOUIS LEFEBVRE	
ADRIEN BERTRAND		Le Grand Jour.....	1
L'Orage sur le Jardin de		JULES LEMAITRE	
Candide.....	1	La Vieillesse d'Hélène....	1
V. BLASCO IBANEZ		PIERRE LOTI	
Les Quatre Cavaliers de		La Hyène enragée.....	1
l'Apocalypse.....	1	CAMILLE MALLARMÉ	
RENÉ BOYLESVE		La Casa seca.....	1
Le Bonheur à Cinq Sous.	1	PIERRE MILLE	
GUY CHANTEPLEURE		Sous leur dictée.....	1
La Ville assiégée.....	1	ÉMILE NOLLY	
GASTON CHÉRAU		Le Conquérant.....	1
Le Remous.....	1	JACQUES NORMAND	
PAUL-LOUIS COUCHOUD		Le Laurier sanglant.....	1
Sages et Poètes d'Asie...	1	CHARLES SAMARAN	
PIERRE DE COULEVAIN		Jacques Casanova.....	1
Le Roman Merveilleux...	1	RENÉ STAR	
MAX DEAUVILLE		L'Éclaireuse.....	1
Jusqu'à l'Yser.....	1	CHARLES TARDIEU	
J. D'OR SINCLAIR		Sous la Pluie de Fer.....	1
Les Noces de Jade.....	1	MARCELLE TINAYRE	
MARC ELDER		La Veillée des Armes....	1
La Vie apostolique de		CLAUDE VARÈZE	
Vincent Vingeanne.....	1	La Route sans Clochers...	1
MARY FLORAN		COLETTE YVER	
L'Ennemi.....	1	Mirabelle de Pampelune.	1

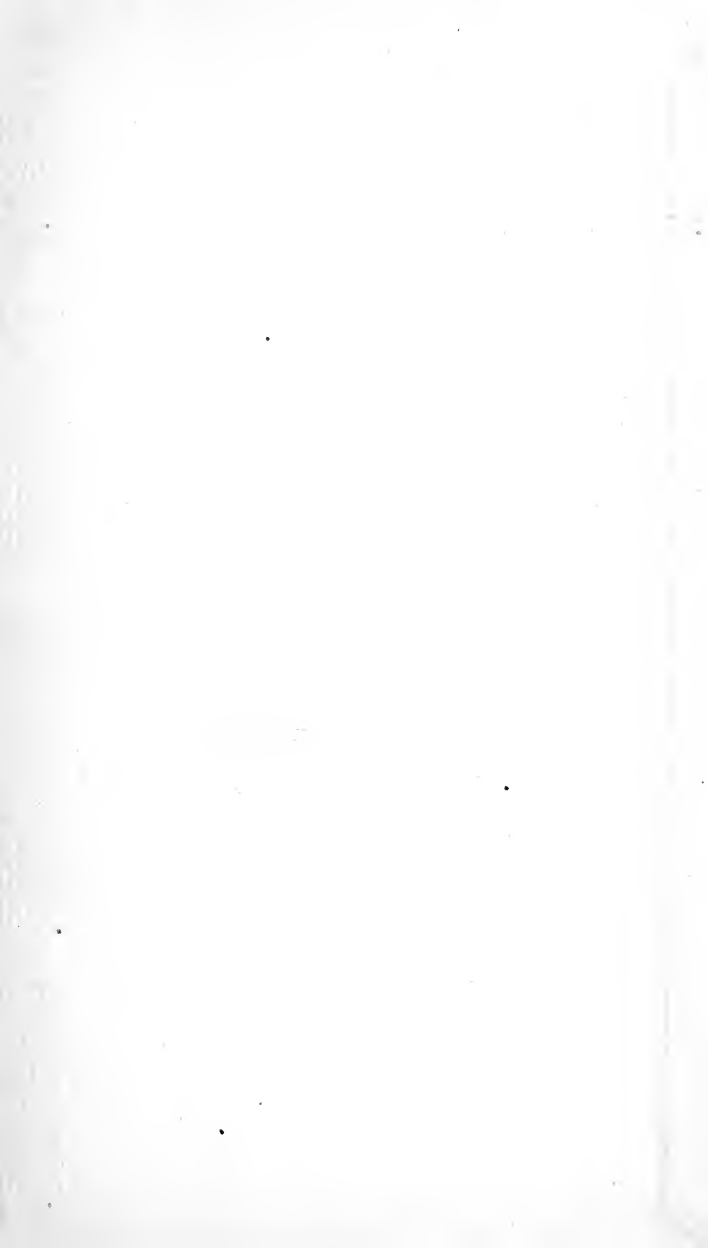




Deacidified using the Bookkeeper process
Neutralizing agent: Magnesium Oxide
Treatment Date: MAY 2001

Preservation Technology
A WORLD LEADER IN PAPER PRESERVATION

111 Thomson Park Drive
Cranberry Township, PA 16066



LIBRARY OF CONGRESS



0 007 629 184 6